

Matel PC Market SA Distrisoft Maroc SA



NOTE D'INFORMATION

AUGMENTATION DE CAPITAL DE MATEL PC MARKET

AU TITRE D'UNE OPERATION DE FUSION- ABSORPTION DE DISTRISOFT

**proposée aux Assemblées Générales Extraordinaires prévues
le 29 avril 2010**

Nombre d'actions émises :	750 627 actions
Prix d'émission :	350 Dirhams par action
Parité d'échange :	3 actions Matel pour 2 actions Distrisoft
Montant de l'Opération :	262 719 450 dirhams
Conversion des titres :	le 4 mai 2010

Attribution réservée aux actionnaires de Distrisoft

Conseiller de l'opération



Visa du Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières

Conformément aux dispositions de la circulaire du CDVM n° 03/04 du 19 novembre 2004, prise en application de l'article 14 du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM) et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété, l'original de la présente note d'information a été visé par le CDVM le 17 mars 2010 sous la référence VI/EM/007/2010.

SOMMAIRE

ABREVIATIONS ET DEFINITIONS	4
AVERTISSEMENT	8
PREAMBULE.....	9
ATTESTATIONS ET COORDONNEES	10
1. CONSEIL D'ADMINISTRATION.....	10
2. COMMISSAIRES AUX COMPTES	11
3. CONSEILLER FINANCIER	25
4. CONSEILLER JURIDIQUE.....	25
5. RESPONSABLES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION FINANCIERE	26
II . PRESENTATION DE L'OPERATION.....	27
1. OBJECTIFS DE L'OPERATION DE FUSION	27
2. CADRE DE L'OPERATION	28
3. IMPACT DE L'OPERATION SUR LA STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT	39
4. MONTANT DE L'OPERATION.....	40
5. RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TITRES A EMETTRE	40
6. ELEMENTS D'APPRECIATION DE LA PARITE RETENUE	41
7. INTERMEDIAIRES FINANCIERS.....	48
8. CALENDRIER DE L'OPERATION.....	49
9. BENEFICIAIRES DE L'OPERATION	50
10. TRAITEMENT DES ROMPUS	51
11. COTATION EN BOURSE	51
12. FISCALITE RELATIVE A L'OPERATION DE FUSION	52
13. FISCALITE RELATIVE AUX OPERATIONS SUR TITRES	52
14. CHARGES RELATIVES A L'OPERATION	54
III . PRESENTATION GENERALE DU SECTEUR INFORMATIQUE	55
1. PANORAMA DU MARCHE MONDIAL DE L'INFORMATIQUE	55
2. PANORAMA DU MARCHE MAROCAIN DE L'INFORMATIQUE	62
IV . PRESENTATION DE DISTRISOFT.....	75
1. RENSEIGNEMENTS A CARACTERE GENERAL.....	75
2. RENSEIGNEMENTS SUR LE CAPITAL DE DISTRISOFT MAROC S.A.	77
3. GOUVERNANCE DE DISTRISOFT	84
4. ACTIVITE DE DISTRISOFT MAROC S.A.	88
5. POLITIQUE D'APPROVISIONNEMENT.....	95
6. POLITIQUE MARKETING ET COMMERCIALE	101
7. POLITIQUE QUALITE.....	103
8. MOYENS HUMAINS	104
9. MOYENS MATERIELS ET TECHNIQUES.....	107
V . PRESENTATION GENERALE DE MATEL	110
1. RENSEIGNEMENTS A CARACTERE GENERAL.....	110
2. RENSEIGNEMENTS SUR LE CAPITAL DE MATEL PC MARKET	112
3. GOUVERNANCE DE MATEL	120
4. ACTIVITE DE MATEL	125
5. POLITIQUE D'APPROVISIONNEMENT.....	137
6. POLITIQUE MARKETING ET COMMERCIALE	142
7. POLITIQUE QUALITE.....	145
8. MOYENS HUMAINS	146
9. MOYENS MATERIELS ET TECHNIQUES.....	150
VI . SITUATION FINANCIERE DE DISTRISOFT	154
1. ANALYSE DES PRINCIPAUX POSTES DU BILAN DE DISTRISOFT	154
2. ANALYSE DES SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION DE DISTRISOFT	162
3. ANALYSE DU TABLEAU DE FINANCEMENT DE DISTRISOFT	171
4. ANALYSE DES PRINCIPAUX RATIOS FINANCIERS DE DISTRISOFT.....	172

VII . SITUATION FINANCIERE DE MATEL	175
1. ANALYSE DES COMPTES CONSOLIDES DE MATEL	175
2. ANALYSE DES PRINCIPAUX POSTES DU BILAN SOCIAL DE MATEL	184
3. ANALYSE DES SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION DE MATEL.....	195
4. ANALYSE DU TABLEAU DE FINANCEMENT DE MATEL	203
5. ANALYSE DES PRINCIPAUX RATIOS FINANCIERS DE MATEL.....	204
VIII . PERSPECTIVES ET STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT	207
1. PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DU MARCHE	207
2. ORIENTATIONS STRATEGIQUES DU NOUVEL ENSEMBLE	208
3. BUSINESS PLAN SUR LA PERIODE 2010-2012	209
IX . FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES	217
1. FAITS EXCEPTIONNELS ET CONTENTIEUX	217
2. CONTROLE FISCAL DE PC MARKET	217
X . FACTEURS DE RISQUES	218
1. RISQUES LIES A L'OPERATION DE FUSION	218
2. RISQUE CONCURRENTIEL	219
3. RISQUE FISCAL.....	219
4. RISQUE FOURNISSEURS	219
5. RISQUE PRODUITS	220
6. RISQUE CLIENTS	220
7. RISQUE DE CHANGE	220
XI . ANNEXES	221
1. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES	221
2. ETATS FINANCIERS SOCIAUX DE MATEL PC MARKET (EXERCICES 2006 A 2009).....	223
3. ETATS FINANCIERS DE MATEL PC MARKET (CONSOLIDE), EXERCICES 2006 A 2009.....	244
4. ETATS FINANCIERS DE DISTRISOFT (EXERCICES 2006 A 2009).....	250

ABREVIATIONS ET DEFINITIONS

APEBI	Association des Professionnels des Technologies de l'Information
Backlog	Arriéré de commandes
BHCI	Banque Marocaine pour le Commerce et l'Industrie
BNR	Bénéfice Net Réel
BNS	Bénéfice Net Simplifié
BT	Billets de Trésorerie
BVQI	Bureau Veritas Quality International
CA	Chiffre d'affaires
CDVM	Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières
CIN	Carte d'Identité Nationale
Clone	Copie d'ordinateur qui ressemble à une machine plus connue par son image de marque, agissant comme elle, se composant du même microprocesseur, et capable de faire tourner les mêmes programmes
CMUP	Coût Moyen Unitaire Pondéré.
CRM	Customer Relationship Management : Ensemble des processus visant à gérer les activités d'avant et d'après vente au client. Le CRM couvre notamment la vente, le marketing et le support aux clients de l'entreprise ou de l'organisation.
DTS	Distrisoft Maroc SA
EBE	Excédent Brut d'Exploitation
EMEA	Europe, Moyen-Orient et Afrique
ERP	Enterprise Ressource Planning ou PGI Progiciel de Gestion Intégré Outil fédérateur du système d'information intégrant les fonctions de l'entreprise comme la comptabilité, la gestion des ressources humaines, la gestion de production, la gestion financière.
EULER HERMES ACMAR	Assurance Crédit Marocain
EUR	EURO
Fracture numérique	La fracture numérique désigne le plus souvent l'inégalité d'accès aux technologies numériques
Hardware	Matériel informatique « physique » tels que les PCs, les serveurs, les disques durs, le matériel réseau, les imprimantes et les accessoires
HT	Hors Taxes
IBM	International Business Machine
IDATE	Principal cabinet européen, spécialisé dans l'analyse de l'information et des secteurs des technologies de communication
IDC	International Data Corporation
INTEGRATEUR	Société de services informatiques qui propose le développement d'un système informatique pour un client particulier en associant des produits venant de différents fabricants.

IR	Impôt sur le Revenu
IS	Impôt sur les Sociétés
ISO	International Organization for Standardization
K	Millier
Logiciel libre	Logiciel dont la copie et l'utilisation sont libres sans avoir à payer de droits ou à acquérir une licence
LP	Limited Partnership
Licence nominative	Contrat d'achat pour l'utilisation, par des personnes nommément désignées, de copies d'un même logiciel dans une entreprise ou une institution.
MDH	Million de dirhams marocain
m²	Mètre carré
MAD ou DH	Dirham marocain
Md Eur	Milliard d'euros
Md MAD	Milliard de dirhams marocain
MonoProcesseur	Un ordinateur monoprocesseur est constitué autour d'un processeur unique.
Netbook	Un netbook ou un miniportable (au Québec) est un ordinateur portable de très petite taille (25 cm de diagonale maximum), aux performances plus faibles qu'un ultraportable classique et vendu à bas prix (d'où le qualificatif low-cost).
Norton antivirus	Norton Antivirus est un programme antivirus pour les systèmes d'exploitation Microsoft Windows et Apple Macintosh édité par la société américaine Symantec
ND	Non disponible
NS	Non significatif
NTIC	Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
OEM	Original Equipment Manufacturer. Un contrat OEM avec un éditeur de logiciels est un contrat qui permet de vendre ces logiciels à des constructeurs afin qu'ils les installent sur leurs machines neuves.
Pare-feu	Dispositif reliant deux réseaux et filtrant toutes les données échangées par ceux-ci pour assurer leur sécurité.
PC	Personal Computer
PFI	Prélèvement Fiscal d'Importation
PIB	Produit Intérieur Brut
PME	Petite et Moyenne Entreprise
Processeur	Processeur ou micro-processeur : Unité centrale sur une seule puce. Composant principal d'un ordinateur, interprète et exécute les directives d'un programme.
Proiciel	Logiciel conçu pour un domaine professionnel particulier,

comme la comptabilité par exemple. Progiciel est un terme forgé à partir des mots « logiciel » et « professionnel »

Remises arrières

Somme versée par un éditeur ou un fabricant à un revendeur après que la vente au client soit effectuée. Elle est généralement subordonnée à la réalisation de conditions déterminées (vente de certaines références au-delà de certaines quantités, par exemple). S'apparente à une remise sur volumes.

SBLC

Standby Letter of Credit / Lettre de Crédit Stand-by. C'est une garantie bancaire à première demande, l'engagement irrévocable d'une banque de payer son bénéficiaire (exportateur) en cas de défaillance du donneur d'ordre (acheteur ou importateur).

SCI

Société Civile Immobilière

Software

Logiciels informatiques, permettant d'assurer une tâche ou une fonction sur un ordinateur

Spam ou pourriel

Courrier électronique non sollicité, généralement à caractère publicitaire.

SSII

Sigle de société de services en ingénierie informatique. Société qui propose des services en informatique tels que la rédaction d'un cahier des charges, le développement de programmes et matériels adaptés au besoin du client.

Système de Management de la Qualité

Un Système de Management de la Qualité est l'ensemble des directives de prise en compte et de mise en œuvre de la politique et des objectifs qualité nécessaires à la maîtrise et à l'amélioration des divers processus d'une organisation, qui génère l'amélioration continue de ses résultats et de ses performances.

TCAM

Taux de Croissance Annuel Moyen

TTC

Toutes Taxes Comprises

TVA

Taxe sur Valeur Ajoutée

UItra portable

Un ultraportable ou ultra-portable désigne un ordinateur portable de taille très réduite et de poids minimum dont la principale qualité est de pouvoir être transporté et utilisé n'importe où avec un encombrement minimum tout en conservant de bonnes performances. Leur taille est comprise entre le format A6 et A4.

Depuis début 2008, une nouvelle catégorie d'ultraportables à bas prix et aux performances plus limitées est née : les netbooks.

USA

Etats-Unis d'Amérique

USD

Dollar Américain

Warehouse management System

Désigne une catégorie de progiciels destinés à gérer les opérations d'un entrepôt de stockage. L'objet premier n'est pas

de prendre les commandes mais de les prendre en compte et d'en optimiser la préparation. Le périmètre d'un Warehouse Management System est limité et ne couvre pas toute la chaîne logistique. En général l'outil s'arrête à l'entrepôt.

WiFi

Wireless Fidelity

Wimax

Wimax - Worldwide interoperability for Microwave Access,norme technique basée sur le standard de transmission radio.

AVERTISSEMENT

Le visa du CDVM n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération ni authentification des informations présentées. Il a été attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs.

L'attention des investisseurs potentiels est attirée sur le fait qu'un investissement en valeurs mobilières comporte des risques et que la valeur de l'investissement est susceptible d'évoluer à la hausse comme à la baisse sous l'influence de facteurs internes ou externes à l'émetteur.

Les personnes en la possession desquelles ladite note viendrait à se trouver, sont invitées à s'informer et à respecter la réglementation dont elles dépendent en matière de participation à ce type d'opération.

Les actions, objet de la présente note d'information, ne seront proposées à l'échange qu'en conformité avec les lois et règlements en vigueur.

Ni le Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières, ni Matel PC Market, ni Distrisoft, ni le conseiller financier ni le conseiller juridique n'encourront de responsabilité du fait du non respect de ces lois et règlements, notamment par les intermédiaires financiers.

RESTRICTIONS

L'opération d'augmentation de capital est ouverte exclusivement aux actionnaires de Distrisoft.

PREAMBULE

En application des dispositions de l'article 14 du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au CDVM et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété, la présente note d'information porte, notamment, sur l'organisation de la société Matel PC Market SA (ci-après désignée par « Matel » ou « Matel PC Market » ou « la société absorbante ») et de la société Distrisoft Maroc SA (ci-après désignée par « Distrisoft » ou par « la société absorbée »), leur situation financière et l'évolution de leur activité, ainsi que sur les caractéristiques et l'objet de l'Opération envisagée.

Ladite note d'information a été préparée par le conseiller conformément aux modalités fixées par la circulaire du CDVM n° 03/04 du 19/11/04 prise en application des dispositions de l'article précité.

Le contenu de cette note d'information a été établi sur la base d'informations recueillies, sauf mention spécifique, des sources suivantes :

- Commentaires, analyses et statistiques fournis par la Direction Générale de Matel et de Distrisoft, notamment lors des due diligences effectuées auprès de Matel et de Distrisoft selon les standards de la profession ;
- Liasses fiscales et comptables de Matel et de Distrisoft pour les exercices clos aux 31 décembre 2006, 2007, 2008 et 2009 ;
- Procès-verbaux des Conseils d'Administration, des Assemblées Générales Ordinaires, des Assemblées Générales Extraordinaires relatifs aux exercices clos aux 31 décembre 2006, 2007, 2008 et 2009 et l'exercice en cours jusqu'à la date du visa ;
- Rapports de gestion pour les exercices clos aux 31 décembre 2006, 2007, 2008 et 2009 ;
- Rapports généraux des Commissaires aux Comptes pour les exercices clos aux 31 décembre 2006, 2007, 2008 ; et 2009 ;
- Rapports spéciaux des Commissaires aux Comptes pour les exercices clos aux 31 décembre 2006, 2007, 2008 et 2009
- Informations sectorielles recueillies auprès de diverses sources professionnelles.

En application des dispositions de l'article 13 du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété, cette note d'information doit être :

- Remise ou adressée sans frais à toute personne qui en fait la demande ;
- Tenue à la disposition du public au siège de Matel et de Distrisoft ;
- Disponible sur le site du CDVM (www.cdvm.gov.ma) ;
- Tenue à la disposition du public au siège de la Bourse de Casablanca et sur son site Internet (www.casablanca-bourse.com).

ATTESTATIONS ET COORDONNEES

1. Conseil d'Administration

1.1. Matel PC Market

Dénomination ou raison sociale	Matel PC Market, Société Anonyme à Conseil d'Administration, par abréviation Matel SA
Représentant légal	M. Noureddine ANACLETO
Fonction	Président Directeur Général
Adresse	Lotissement La Colline n°8, Sidi Mâarouf à Casablanca,
Numéro de téléphone	+212 5 22 50 96 00
Numéro de fax	+212 5 22 97 37 60
Adresse email	noureddine.anacleto@matelpcmarket.ma
Site web	www.matel.ma

Attestation

Le Président du Conseil d'Administration atteste que, à sa connaissance, les données de la présente note d'information dont il assume la responsabilité, sont conformes à la réalité. Elles comprennent toutes les informations nécessaires aux actionnaires pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de Matel PC Market ainsi que sur les droits rattachés aux titres proposés. Elles ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

Pour le Conseil d'Administration

M. Noureddine ANACLETO
Président Directeur Général

1.2. Distrisoft Maroc

Dénomination ou raison sociale	Distrisoft, Société Anonyme à Conseil d'Administration
Représentant légal :	M. Hakim BELMAACHI
Fonction :	Président Directeur Général
Adresse :	3 Boulevard Ibn Sina angle rue Mimosa, Casablanca
Numéro de téléphone :	+212 5 22 95 70 00
Numéro de fax :	+212 5 22 95 70 20/30
Adresse email	hbelmaachi@distrisoft.ma
Site web :	www.distrisoft.ma

Attestation

Le Président du Conseil d'Administration atteste que, à sa connaissance, les données de la présente note d'information dont il assume la responsabilité, sont conformes à la réalité. Elles comprennent toutes les informations nécessaires aux actionnaires pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de Distrisoft ainsi que sur les droits rattachés aux titres proposés. Elles ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

Pour le Conseil d'Administration

M. Hakim BELMAACHI
Président Directeur Général

2. Commissaires aux Comptes

2.1. Commissaires aux comptes de Matel

Dénomination ou raison sociale	Belkhayat Finance Consultants SARL
Représentant légal :	M. Mohamed Belkhayat
Adresse :	Résidence Casa-Anfa, 79 rue Jaber Ibnou Hayane, Casablanca
Numéro de téléphone :	05-22-29-59-09/08
Numéro de fax :	05-22-29-59-10
Adresse électronique	Mohamed.belkhayat@bfcaudit.com
Date du 1er exercice soumis au contrôle	1995
Date d'expiration du mandat actuel	AGO appelée à statuer sur les comptes 2010

Dénomination ou raison sociale	M. M'hamed Bendaoud
Représentant légal :	M. M'hamed Bendaoud
Adresse :	29 rue Bapaume, Casablanca
Numéro de téléphone :	05-22-24-78-88
Numéro de fax :	05-22-24-78-80
Adresse électronique	mbendaoud@gmail.com
Date du 1er exercice soumis au contrôle	2006 (*)
Date d'expiration du mandat actuel	AGO appelée à statuer sur les comptes 2010

(*) M. Bendaoud était commissaire aux comptes de la société PC Market depuis 1986

● *Attestation de concordance des Commissaires aux Comptes relative aux comptes sociaux pour les exercices clos le 31 décembre 2006, 2007, 2008 et 2009*

Nous avons procédé à la vérification des informations comptables et financières contenues dans la présente note d'information, en effectuant les diligences nécessaires et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Nos diligences ont consisté à nous assurer de la concordance desdites informations avec les états de synthèse audités.

Sur la base de ces diligences, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance des informations comptables et financières, données dans la présente note d'information, avec les états de synthèse tels qu'audités par nos soins au titre des exercices 2006, 2007, 2008 et 2009.

Casablanca le 8 mars 2010

Les commissaires aux comptes

Belkhat Finance Consultants

Mohamed Belkhat

Associé

M'hamed Bendaoud

Commissaire aux comptes

● *Attestation de concordance des Commissaires aux Comptes relative aux comptes consolidés pour les exercices clos le 31 décembre 2006, 2007, 2008 et 2009*

Nous avons procédé à la vérification des informations comptables et financières consolidés contenues dans la présente note d'information, en effectuant les diligences nécessaires et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Nos diligences ont consisté à nous assurer de la concordance desdites informations avec les états de synthèse consolidés et audités.

Sur la base de ces diligences, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance des informations comptables et financières, données dans la présente note d'information, avec les états de synthèse consolidés tels qu'audités par nos soins au titre des exercices 2006, 2007, 2008 et 2009.

Casablanca le 8 mars 2010

Les commissaires aux comptes

Belkhat Finance Consultants

Mohamed Belkhat

Associé

M'hamed Bendaoud

Commissaire aux comptes

● *Attestation des Commissaires aux Comptes relative aux comptes consolidés pour les exercices clos le 31 décembre 2009*

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la société Matel Pc Market SA, comprenant le bilan au 31/12/2009, ainsi que le compte de résultat, l'état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives. Ces états financiers font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de 271.235.674,37 MAD dont un résultat net consolidé de 51.234.939,12 MAD.

Responsabilité de la Direction

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux normes comptables nationales en vigueur. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états financiers ne comportant pas d'anomalie significative, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'Auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états financiers

A notre avis, les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'ensemble Matel Pc Market SA constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation au 31 décembre 2009, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes et principes comptables décrits dans l'état des informations complémentaires consolidé.

Casablanca, le 23 Février 2010.

Les Commissaires aux comptes

Belkhayat Finance Consultants

M'Hamed BENDAOU

Mohamed BELKHAYAT

Associé.

● *Attestation des Commissaires aux Comptes relative aux comptes consolidés pour les exercices clos le 31 décembre 2008*

Nous avons effectué l'audit des états de synthèse consolidés, ci-joints, de la société Matel Pc Market au 31 décembre 2008, lesquels comprennent le bilan, le compte de produits et charges, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires consolidés (ETIC). Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de 236.422.724,53 MAD dont un résultat net consolidé de 36.343.506,93 MAD.

Responsabilité de la Direction

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux normes comptables nationales en vigueur. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états financiers ne comportant pas d'anomalie significative, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'Auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états financiers

A notre avis, les états de synthèse consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de l'ensemble Matel Pc Market constitué par les entreprises comprises dans la consolidation au 31 décembre 2008, ainsi que du résultat consolidé de ses opérations et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes et principes comptables marocains tels que prescrits par la méthodologie adoptée par le Conseil National de la Comptabilité le 15 juillet 1999.

Casablanca, le 27 Avril 2009.

Les Commissaires Aux Comptes

Belkhat Finance Consultants
Mohamed BELKHAYAT
Associé.

M'Hamed BENDAOUD

● *Attestation des Commissaires aux Comptes relative aux comptes consolidés pour les exercices clos le 31 décembre 2007,*

Nous avons procédé à l'audit des états de synthèse consolidés, ci-joints, de la société Matel Pc Market au 31 décembre 2007, lesquels comprennent le bilan, le compte de produits et charges, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires consolidés (ETIC). La préparation de ces comptes consolidés relève de la responsabilité des organes de gestion de la société Matel Pc Market. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse consolidés ne comportent pas d'anomalie significative. Un audit comprend un examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et informations contenus dans les états de synthèse consolidés. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale ainsi que la présentation générale des comptes consolidés. Nous estimons que nos travaux d'audit fournissent un fondement raisonnable de notre opinion.

Nous certifions que les états de synthèse consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus, de la société Matel Pc Market clos le 31 Décembre 2007 sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine, de la situation financière de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation, ainsi que du résultat consolidé de ses opérations et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes et principes comptables marocains tels que prescrits par la méthodologie adoptée par le Conseil National de la Comptabilité le 15 juillet 1999.

Sans remettre en cause notre opinion exprimée ci-dessus, nous attirons l'attention sur le fait que la société absorbée Pc Market a fait l'objet d'un contrôle fiscal au titre des exercices 2002 à 2005. La société a reçu les notifications de l'administration fiscale au titre de l'exercice 2002 et au titre des exercices 2003 à 2005 qui ont pris en considération en partie les justifications de la société. Au 31/12/2007, la société a procédé à l'enregistrement d'une provision pour risques sur la base des redressements acceptés. En outre, l'assemblée générale extraordinaire de la société absorbante Matel approuvant la fusion, avait décidé notamment l'imputation sur la prime de fusion de tout passif de Pc Market qui viendrait à naître après la fusion.

La société ayant réfuté certains chefs de redressements, s'est pourvue devant la commission locale de taxation au début du mois d'avril 2008.

Casablanca, le 20 Mai 2008.

Les Commissaires Aux Comptes

Belkhayat Finance Consultants
Mohamed BELKHAYAT
Associé.

M'Hamed BENDAOU

● *Attestation des Commissaires aux Comptes relative aux comptes consolidés pour les exercices clos le 31 décembre 2006*

Nous avons procédé à l'audit des états de synthèse consolidés, ci-joints, de la société Matel Pc Market au 31 décembre 2006, lesquels comprennent le bilan, le compte de produits et charges, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires consolidés (ETIC). La préparation de ces comptes consolidés relève de la responsabilité des organes de gestion de la société Matel Pc Market. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse consolidés ne comportent pas d'anomalie significative. Un audit comprend un examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et informations contenus dans les états de synthèse consolidés. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale ainsi que la présentation générale des comptes consolidés. Nous estimons que nos travaux d'audit fournissent un fondement raisonnable de notre opinion.

Nous certifions que les états de synthèse consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus, de la société Matel Pc Market clos le 31 Décembre 2006 sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine, de la situation financière de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation, ainsi que du résultat consolidé de ses opérations et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes marocaines de consolidation telles que adoptées par le Conseil National de la Comptabilité.

Sans remettre en cause notre opinion exprimée ci-dessus, nous attirons l'attention sur le fait que la société absorbée PC Market fait l'objet d'un contrôle fiscal depuis décembre 2006 actuellement toujours

en cours au titre des exercices précédents non prescrits. La société a reçu la deuxième notification de l'administration fiscale au titre de l'exercice 2002 qui prend en considération la majorité des justifications de la société. Par ailleurs, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires réunis en novembre 2006 de la société absorbante Matel approuvant le traité de fusion, a adopté notamment la possibilité d'imputation sur la prime de fusion de tout passif de Pc Market qui viendrait à naître après la fusion. A ce stade, nous ne sommes pas en mesure de savoir quel sera l'impact final de ce contrôle fiscal.

A titre d'information, la provision pour dépréciation des créances en contentieux au titre de l'exercice 2003 de la société Matel, a été portée à son maximum au 31/12/2006, par imputation sur la réserve consolidée d'un montant de 1.481 Kdh net de l'effet de l'impôt différé, conformément aux règles de consolidation.

Casablanca, le 31 Mai 2007.

Les Commissaires Aux Comptes

Belkhayat Finance Consultants
Mohamed BELKHAYAT
Associé.

M'Hamed BENDAOUD

● Comptes sociaux. Rapport général des commissaires aux comptes – Exercice du 1er janvier 2009 au 31 décembre 2009

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 06 juin 2008, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la société «MATEL PC MARKET» S.A, comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement, et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2009. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de 270.658.254,16 MAD dont un bénéfice net de 51.328.463,75 MAD.

Responsabilité de la Direction

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalie significative, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'Auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états de synthèse contiennent des anomalies significatives. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et

le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états de synthèse.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les Etats de Synthèse

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société «MATEL PC MARKET» S.A au 31 décembre 2009, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Casablanca, le 10 Février 2010.

Les Commissaires Aux Comptes

Belkhayat Finance Consultants

M'Hamed BENDAOU

Mohamed BELKHAYAT

Associé.

● *Comptes sociaux. Rapport général des commissaires aux comptes – Exercice du 1er janvier 2008 au 31 décembre 2008*

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 6 juin 2008, nous avons procédé à l'audit des états de synthèse, ci-joints, de la société Matel PC Market SA comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement, et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2008. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de 234.643.997,81 DH, dont un bénéfice net de 37.089.692,63 DH.

Responsabilité de la Direction.

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalie significative, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'Auditeur.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du

jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états de synthèse contiennent des anomalies significatives. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états de synthèse.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société Matel PC Market SA au 31 décembre 2008 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la Société.

Votre société a, au cours de l'exercice 2008, acquis 99,70% des parts sociales de la société Qualiserv Sarl et a pris une participation de 50% des actions de la société B'ware Maroc SA à sa constitution.

Casablanca le 27 avril 2009

Les commissaires aux comptes

Belkhat Finance Consultants

Mohamed Belkhat
Associé

M'hamed Bendaoud

Commissaire aux comptes

● *Comptes sociaux. Rapport général des commissaires aux comptes – Exercice du 1er janvier 2007 au 31 décembre 2007*

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons procédé à l'audit des états de synthèse, ci-joints, de votre société anonyme « Matel PC market SA » au 31 décembre 2007, lesquels comprennent le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos à cette date. Ces états de synthèse qui font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de DH 211.838.568,18 Dh dont un bénéfice net de l'exercice de DH 31.582.006,45 Dh sont de la responsabilité des organes de gestion de la Société. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et informations contenus dans les états de synthèse. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale ainsi que la présentation générale des comptes. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion.

I/ Opinion sur les états de synthèse

Nous certifions que les états de synthèse cités au deuxième paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière de la Société Matel PC Market au 31 décembre 2007 ainsi que du résultat de ses opérations et de l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables admis au Maroc.

Sans remettre en cause notre opinion exprimée ci-dessus, nous attirons l'attention sur le fait que la société absorbée PC Market a fait l'objet d'un contrôle fiscal au titre des exercices 2002 à 2005. La société a reçu les notifications de l'administration fiscale au titre de l'exercice 2002 et au titre des exercices 2003 à 2005 qui ont pris en considération en partie les justifications de la société. Au 31/12/2007, la société a procédé à l'enregistrement d'une provision pour risques sur la base des redressements acceptés. En outre, l'assemblée générale extraordinaire de la société absorbante Matel approuvant la fusion, avait décidé notamment l'imputation sur la prime de fusion de tout passif de PC Market qui viendrait à naître après la fusion.

La société ayant réfuté certains chefs de redressements, s'est pourvue devant la commission locale de taxation au début du mois d'avril 2008.

II. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la Société.

Casablanca le 28 avril 2008

Les commissaires aux comptes

Belkhayat Finance Consultants

Mohamed Belkhayat

Associé

M'hamed Bendaoud

Commissaire aux comptes

● *Comptes sociaux. Rapport général des commissaires aux comptes – Exercice du 1er janvier 2006 au 31 décembre 2006*

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons procédé à l'audit des états de synthèse, ci-joints, de votre société anonyme « Matel PC market SA » au 31 décembre 2006, lesquels comprennent le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos à cette date. Ces états de synthèse qui font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de DH 148.825.443,84 Dh dont un bénéfice net de l'exercice de DH 20.117.387,00 Dh sont de la responsabilité des organes de gestion de la Société. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et informations contenus dans les états de synthèse. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale ainsi que la présentation générale des comptes. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion.

I/ Opinion sur les états de synthèse

La provision pour dépréciation des créances en contentieux au titre de l'exercice 2003 de la société absorbante Matel a été portée à son maximum au 31/12/2006, soit une dotation complémentaire de 2.278 KDH, soit un impact net de l'IS de +1.481 KDH sur le résultat net et -1.481 KDH sur la situation nette.

Sous réserve de l'incidence sur les états financiers de la situation décrite au paragraphe précédent, nous certifions que les états de synthèse cités au deuxième paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière de la Société Matel PC Market au 31 décembre 2006 ainsi que du résultat de ses opérations et de l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables admis au Maroc.

Sans remettre en cause notre opinion exprimée ci-dessus, nous attirons l'attention sur le fait que la société absorbée PC Market a fait l'objet d'un contrôle fiscal depuis décembre 2006, actuellement toujours en cours au titre des exercices précédents non prescrits. La société a reçu la deuxième notification de l'administration fiscale au titre de l'exercice 2002 qui prend en considération la majorité des justifications de la société. Par ailleurs, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires réunis en novembre 2006 de la société absorbante Matel approuvant le traité de fusion, a adopté notamment la possibilité d'imputation sur la prime de fusion de tout passif de PC Market qui viendrait à naître après la fusion. A ce stade nous ne sommes pas en mesure de savoir quel sera l'impact final de ce contrôle fiscal.

II. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la Société.

Casablanca le 7 mai 2007

Les commissaires aux comptes

Belkhayat Finance Consultants

Mohamed Belkhayat

Associé

M'hamed Bendaoud

Commissaire aux comptes

2.2. Commissaires aux comptes de Distrisoft

Dénomination ou raison sociale	A. Saaidi et Associés
Représentant légal :	M. Nawfal Amar
Adresse :	4 place Maréchal. Casablanca
Numéro de téléphone :	05-22-27-99-16
Numéro de fax :	05-22-20-58-90
Adresse électronique	n.amar@saaiddi-associés.ma
Date du 1er exercice soumis au contrôle	2005
Date d'expiration du mandat actuel	AGO appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2010

Dénomination ou raison sociale	Fidaroc Grant Thornton
Représentant légal :	M. Faïçal Mekouar
Adresse :	Centre Allal ben Abdellah, 47 rue Allal ben Abdellah, 5 ^{ème} étage. Casablanca
Numéro de téléphone :	05-22-54-48-00

Numéro de fax :	05-22-29-66-70
Adresse électronique	f.mekouar@fidarocgt.ma
Date du 1er exercice soumis au contrôle	2009
Date d'expiration du mandat actuel	AGO appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2011

Dénomination ou raison sociale	DEK Audit et Conseil
Représentant légal :	M. Driss El Kohen
Adresse :	15, rue Mohamed Bahi. Palmiers. Casablanca
Numéro de téléphone :	05-22-98-00-21
Numéro de fax :	05-22-98-00-62
Adresse électronique	dek@wanadoo.net.ma
Date du 1er exercice soumis au contrôle	2000
Date d'expiration du mandat	2008

● *Attestation de concordance des Commissaires aux Comptes relative aux comptes sociaux pour les exercices clos le 31 décembre 2006, 2007, 2008 et 2009*

Nous avons procédé à la vérification des informations comptables et financières contenues dans la présente note d'information, en effectuant les diligences nécessaires et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Nos diligences ont consisté à nous assurer de la concordance desdites informations avec les états de synthèse audités.

Sur la base de ces diligences, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance des informations comptables et financières, données dans la présente note d'information, avec les états de synthèse tels qu'audités par nos soins au titre de l'exercice 2009 et par les soins des co-commissaires aux comptes A. Saaïdi et Associés et DEK Audit et Conseil au titre des exercices 2006, 2007, et 2008.

Les Commissaires aux Comptes

Le 2 mars 2010

A.Saaidi et Associés

M. Nawfal AMAR

Fidaroc Grant Thornton

M. Faïçal MEKOUAR

● *Rapport général des commissaires aux comptes – Exercice du 1er janvier 2009 au 31 décembre 2009*

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la Société DISTRISOFT S.A., comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2009. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de DH 113 422 328,43 dont un bénéfice net de DH 25 096 601,99.

Responsabilité de la Direction

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalie significative, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'Auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états de synthèse. Le choix de procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états de synthèse contiennent des anomalies significatives. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états de synthèse.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Société DISTRISOFT au 31 décembre 2009 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la Société.

Casablanca le 9 février 2010

A.Saaidi et Associés

M. Nawfal AMAR

Fidaroc Grant Thornton

M. Faïçal MEKOUAR

● Rapport général des commissaires aux comptes – Exercice du 1er janvier 2008 au 31 décembre 2008

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la Société DISTRISOFT S.A., comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2008. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de DH 102 661 106,44 dont un bénéfice net de DH 25 219 775,43.

Responsabilité de la Direction

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalie significative, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'Auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états de synthèse. Le choix de procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états de synthèse contiennent des anomalies significatives. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états de synthèse.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Société DISTRISOFT au 31 décembre 2008 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la Société.

20 mars 2009

A.Saaidi et Associés

M. Nawfal AMAR

DEK Audit & Conseil

M. Driss El Kohen

● Rapport général des commissaires aux comptes – Exercice du 1er janvier 2007 au 31 décembre 2007

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons procédé à l'audit des états de synthèse, ci-joints, de la Société DISTRISOFT S.A. au 31 décembre 2007, lesquels comprennent le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement et l'état des informations complémentaires (ETIC). Ces états de synthèse qui font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de DH 93 685 971,01 dont un bénéfice net de l'exercice de DH 24 155 033,26 sont de la responsabilité des organes de gestion de la Société. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de

synthèse ne comportent pas d'anomalie significative. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et informations contenus dans les états de synthèse. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale ainsi que de la présentation générale des comptes. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

A notre avis, les états de synthèse cités ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Société DISTRISOFT S.A., au 31 décembre 2007 ainsi que du résultat de ses opérations et de l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables admis au Maroc.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la Société.

26 mars 2008

DEK Audit & Conseil

M. Driss El Kohen

A.Saaidi et Associés

M. Nawfal AMAR

● *Rapport général des commissaires aux comptes – Exercice du 1er janvier 2006 au 31 décembre 2006*

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons procédé à l'audit des états de synthèse, ci-joints, de la Société DISTRISOFT S.A. au 31 décembre 2006, lesquels comprennent le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement et l'état des informations complémentaires (ETIC). Ces états de synthèse qui font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de DH 77 038 488,75 dont un bénéfice net de l'exercice de DH 16 028 443,27 sont de la responsabilité des organes de gestion de la Société. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et informations contenus dans les états de synthèse. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale ainsi que de la présentation générale des comptes. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

A notre avis, les états de synthèse cités ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Société DISTRISOFT S.A., au 31 décembre 2006 ainsi que du résultat de ses opérations et de l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables admis au Maroc.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la Société.

Casablanca le 20 avril 2007

3. Conseiller financier

Identité : Malya Conseil, SARL en cours de constitution

Représentée par : Dounia TAARJI, associée

Fonction : Conseiller financier

Adresse : 43 rue Sebou, Quartier Gauthier, Casablanca

Numéro de téléphone : 05-22-95-70-00

Adresse électronique : dtaarji@malyaconseil.com

Attestation

La présente note d'information a été préparée par mes soins et sous ma responsabilité. J'atteste avoir effectué les diligences nécessaires pour m'assurer de la sincérité des informations qu'elle contient.

Ces diligences ont notamment concerné l'analyse de l'environnement économique et financier de Matel PC Market et de Distrisoft à travers :

- Les requêtes d'informations et d'éléments de compréhension auprès de la Direction Générale de Matel PC Market et de Distrisoft ;
- L'analyse des comptes sociaux et des rapports de gestion des exercices 2006, 2007, 2008 et 2009 de Matel PC Market et de Distrisoft ;
- L'analyse des comptes consolidés des exercices 2006, 2007, 2008 et 2009 de Matel PC Market ;
- L'analyse des rapports spéciaux des commissaires aux comptes de Matel PC Market et de Distrisoft sur les exercices 2006, 2007, 2008 et 2009 ;
- La lecture des procès-verbaux des organes d'administration et des assemblées d'actionnaires de Matel PC Market et de Distrisoft relatifs aux trois derniers exercices et à l'exercice en cours.

J'atteste avoir mis en œuvre toutes les mesures nécessaires pour garantir l'objectivité de mon analyse et la qualité de la mission pour laquelle j'ai été mandatée, conformément aux meilleurs usages et pratiques en vigueur au sein de la profession.

4. Conseiller juridique

Dénomination ou raison sociale : Jurilex

Représentant légal : Mme Nelly Rabane

Fonction : Associée Gérante

Adresse : Résidence Yasmine, 1 rue Mozart, Casablanca

Numéro de téléphone : 05-22-36-17-84

Numéro de fax : 05-22-36-17-73

Adresse électronique : nrabane@jurilex.net

Attestation

Je soussigné, madame Nelly Rabane, gérante associée de la société Jurilex, cabinet de conseil juridique spécialisé en droit des affaires et notamment en droit des sociétés, atteste par la présente que l'opération d'augmentation de capital de la société Matel PC market réalisée en rémunération de l'apport fusion de la société Distrisoft Maroc, objet de la Note d'Information, éditée par les sociétés Matel PC Market et Distrisoft Maroc, est conforme :

- Aux dispositions statutaires de la société Matel PC market, telles que celles-ci ressortent de la dernière mise à jour en date du 20 novembre 2006
- Aux dispositions statutaires de la société Distrisoft Maroc, telles que celles-ci ressortent de la dernière mise à jour en date du 14 février 2008
- A la législation marocaine en matière de droit des sociétés anonymes.

Mme Nelly Rabane

5. Responsables de l'information et de la communication financière

5.1. Matel

Personne responsable : M. Benmira

Fonction : Responsable du pôle administratif et financier

Adresse : 8 lotissement la Colline, Sidi Maarouf, 20150 Casablanca.

Casablanca

Numéro de téléphone : 05-37 61 57 41

Numéro de fax : 05-37 60 45 76

Adresse électronique : mohammed.benmira@matelpcmarket.ma

5.2. Distrisoft

Personne responsable : M. Rachid El Baghdadi

Fonction : Directeur Financier

Adresse : 3 bd Ibn Sina, Casablanca

Numéro de téléphone : 05-22-95-70-12

Numéro de fax : 05-22-95-70-30

Adresse électronique : relbaghdadi@distrisoft.ma

5.3. Entité post-fusion

Personne responsable : M. Rachid El Baghdadi

Fonction : Directeur Financier

Adresse : 3 bd Ibn Sina, Casablanca

Numéro de téléphone : 05-22-95-70-12

Numéro de fax : 05-22-95-70-30

Adresse électronique : relbaghdadi@distrisoft.ma

II . PRESENTATION DE L'OPERATION

Les actionnaires de référence de Matel PC Market et de Distrisoft ont signé, le 3 novembre 2009, un protocole d'accord relatif à la fusion de leurs deux sociétés. Ce projet a été matérialisé par la signature d'un projet de traité de fusion entre les présidents des conseils d'administration des deux sociétés, traité de fusion qui est soumis à l'approbation des actionnaires des deux sociétés lors d'assemblées Générales Extraordinaires convoquées à cet effet pour le 29 avril 2010.

1. Objectifs de l'opération de fusion

L'objectif de ce rapprochement entre les deux distributeurs est double :

- Amélioration de la rentabilité de l'ensemble compte tenu des retombées positives de la taille et d'un positionnement nouveau, mais également de la mise en œuvre des synergies existantes entre les deux sociétés.
- Création d'un champion national ayant la taille nécessaire pour devenir un acteur régional, crédible vis-à-vis des constructeurs et compétitif face à des structures internationales qui s'intéressent à la région.

Préalablement à la fusion, Matel et Distrisoft étaient, en termes de chiffre d'affaires, respectivement numéro un et deux du marché de la distribution en gros du matériel et équipement informatique au Maroc. Les deux sociétés présentent un potentiel de croissance significatif dans leur champ d'activité commun. La fusion devrait permettre d'améliorer la productivité en développant les synergies, tant au niveau opérationnel, commercial, financier qu'au niveau du réseau de distribution.

Quatre leviers majeurs sont identifiés et constitueront les gisements de synergies :

- L'amélioration des approvisionnements/stocks : l'effet de taille aura un impact positif pour la négociation des conditions d'achats avec les constructeurs et permettra une optimisation des stocks.
- Une optimisation de la logistique à travers la mise en commun des outils, et notamment des plateformes de distribution ;
- La diversification du portefeuille clients ;
- La mise en commun d'outils informatiques et de gestion qui permettront d'améliorer la productivité, l'efficacité et la fiabilité de la gestion.

Par ailleurs, le rapprochement améliorera les perspectives commerciales et accélérera la dynamique de développement. Ce projet contribuera ainsi à la réalisation de la stratégie « Maroc Numéric », en contribuant à rendre les infrastructures informatiques plus accessibles à un plus grand nombre de particuliers et de PME.

Le rapprochement entre Matel et Distrisoft a également été motivé par une vision régionale du métier et la recherche d'une taille critique devenue nécessaire en raison des regroupements au niveau des constructeurs. Ainsi, certains constructeurs, notamment HP et Microsoft, ont pour stratégie de recourir à des grossistes de taille significative à l'échelle régionale, qui auront pour vocation de jouer le rôle d'importateurs régionaux et qui seront eux-mêmes relayés par des grossistes locaux.

On observe en effet que les grands constructeurs appliquent désormais une logique régionale pour aborder les marchés mondiaux en réponse à une compétition accrue dans un contexte de mondialisation. Ainsi de grandes zones économiques, telles que le Moyen Orient, les ex Pays de l'Est ou bien l'Amérique Centrale sont adressées par des grossistes à dimension régionale. Les volumes distribués, très importants, permettent de réaliser de grandes économies de gestion pour ces constructeurs. A

contrario, le continent africain et dans une moindre mesure l'Afrique du Nord représentent des coûts élevés de distribution au regard des volumes réalisés.

Or, de par sa position géographique et son ouverture économique, le Maroc est reconnu comme base potentielle crédible pour adresser dans un futur très proche les marchés de la région aussi bien en Afrique du Nord qu'en Afrique de l'Ouest et Subsaharienne. Les grands constructeurs confirment cette vision en installant leurs filiales régionales au Maroc. Après IBM et HP, Cisco et Lexmark se sont installés récemment.

Au regard de cette opportunité de développement, il est donc apparu nécessaire pour Matel et DISTRISOFT de s'unir pour être en mesure d'avoir une taille critique permettant de se positionner au niveau régional en Afrique.

2. Cadre de l'opération

2.1. Présentation du traité de fusion

● Contexte

Les actionnaires de référence de Matel PC Market et de DISTRISOFT ont signé, le 3 novembre 2009, un protocole d'accord relatif à la fusion de leurs deux sociétés.

Ce protocole d'accord prévoyait notamment :

- Le principe d'une fusion entre les deux sociétés rétroactive au 1^{er} janvier 2010
- Une parité d'échange telle que la répartition du capital de l'entité post-fusion serait de 60% pour les anciens actionnaires de Matel et de 40% pour les anciens actionnaires de DISTRISOFT
- La constitution d'un comité devant se réunir au moins une fois tous les dix jours afin de préparer la fusion dans ses différentes dimensions (notamment ressources humaines, organisation, système d'information, logistique, etc)
- Les principes relatifs à la gouvernance de la future entité.

Le Conseil d'Administration de DISTRISOFT réuni le 9 novembre 2009, et celui de Matel PC Market, réuni le 11 novembre, ont approuvé les termes du protocole d'accord et ont défini les principaux termes de la fusion projetée. Ils ont également chargé leurs Présidents respectifs de définir les modalités de mise en œuvre de l'opération projetée, de procéder à la rédaction d'un projet de fusion, et de manière générale de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la réalisation de la fusion.

Lors de la réunion du conseil d'administration tenue le 5 février 2010 pour Matel PC Market et le 8 février pour DISTRISOFT, les conseils d'administration des deux sociétés ont arrêté le projet de traité de fusion, qui a été soumis aux commissaires aux comptes respectifs des deux sociétés. Le protocole d'accord conclu le 3 novembre 2009 n'étant plus en vigueur à compter de la signature du traité de fusion, ce traité de fusion représente désormais la seule et unique documentation contractuelle engageant les parties au regard de l'opération de fusion.

Les commissaires aux comptes ont émis leur rapport sur le projet de traité en fusion, en application des dispositions de l'article 233 de la loi 17-95 relative à la société anonyme telle que modifiée et complétée. Par leurs rapports en date du 2 mars 2010, les commissaires aux comptes des deux sociétés estiment que *« les conditions de réalisation de la fusion-absorption prévues dans le traité de fusion qui vous sont proposées, n'appellent pas d'observation particulière de notre part. »*.

Ce projet de traité de fusion sera soumis à l'approbation des actionnaires lors des assemblées générales extraordinaires convoquées à cet effet le 29 avril 2010.

A noter que, conformément à l'article 234 de la loi 17-95, Matel et Distrisoft mettent à la disposition de leurs actionnaires respectifs à leur siège social trente jours au moins avant la date de leurs Assemblées Générales Extraordinaires appelées à se prononcer sur la Fusion prévues le 29 avril 2010, les documents suivants :

- Le projet de traité de fusion ;
- Le rapport du Conseil d'Administration de chaque société sur l'opération de fusion ;
- Le rapport des Commissaires aux Comptes sur la valorisation et la parité d'échange ;
- Les états de synthèse approuvés ainsi que les rapports de gestion des trois derniers exercices des deux sociétés.

● *Dispositions générales du traité de fusion*

Les principales dispositions générales du projet de traité de fusion sont les suivantes :

- La société DISTRISOFT MAROC apporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit en la matière, et sous les conditions suspensives ci-après exprimées, à la société MATEL PC MARKET, l'ensemble de ses biens, droits et obligations, actifs et passifs, à la Date de Réalisation de la fusion : la fusion constituant une transmission universelle de patrimoine.
- Pour établir les conditions de la fusion, Matel et Distrisoft ont décidé l'utilisation des comptes arrêtés pour Matel et pour Distrisoft au 31 décembre 2009, date de clôture du dernier exercice social de chacune desdites sociétés ;
- Les éléments d'actif et de passif formant le patrimoine de Distrisoft seront apportés à Matel pour leur valeur vénale. A l'exception du fonds de commerce de Distrisoft, la valeur vénale des éléments d'actifs et de passifs apportés par Distrisoft est égale à leur valeur nette comptable.
- La fusion prendra effet rétroactivement aux plans comptable et fiscal le 01 janvier 2010. En conséquence, les résultats de toutes les opérations, tant actives que passives, réalisées par Distrisoft à compter du 01 janvier 2010 et jusqu'à la Date de Réalisation de la fusion, seront considérées de plein droit comme étant faites pour le compte de la société MATEL PC MARKET qui bénéficiera des résultats actifs et supportera les résultats passifs de l'exploitation.
- La société MATEL PC MARKET sera propriétaire et aura la jouissance des biens et droits apportés, et ce compris tous ceux qui auraient pu être omis soit dans le traité de fusion soit dans la comptabilité de la société absorbée, à compter de la Date de Réalisation de la fusion.
- La fusion est soumise aux conditions suspensives suivantes :
 - Visa du CDVM sur la note d'information relative à l'augmentation de capital de MATEL
 - Approbation par l'Assemblée Générale Ordinaire de la société MATEL PC MARKET des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009 ;
 - Approbation par l'Assemblée Générale Ordinaire de la société DISTRISOFT MAROC des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009 ;
 - Approbation de la fusion par l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société MATEL PC MARKET et de l'augmentation de capital, conséquence de la fusion ;
 - Approbation de la fusion par l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société absorbée et la dissolution sans liquidation de la société DISTRISOFT MAROC.

La Date de Réalisation de la fusion sera la date de réalisation de la dernière des conditions suspensives.

● *Détermination de la valeur des deux sociétés et du rapport d'échange*

Il est à préciser que les mêmes méthodes d'évaluation ont été utilisées pour la société MATEL PC MARKET et la société DISTRISOFT MAROC¹. D'un commun accord entre les Parties, la valeur de la société DISTRISOFT MAROC a été arrêtée à 262 719 975 dirhams et la valeur de la société MATEL

¹ Les méthodes d'évaluation sont présentées dans la partie « Eléments d'appréciation de la parité retenue »

PC MARKET a été arrêtée à 397 297 250 dirhams, soit une valeur de 350 dirhams par action pour Matel PC Market et de 525 DH pour l'action DISTRISOFT.

Sur la base des valeurs retenues et de la renonciation de M. Izard, la parité de fusion proposée aux actionnaires de MATEL PC MARKET et de DISTRISOFT MAROC est fixée à 3 (trois) actions de la société MATEL PC MARKET contre 2 (deux) actions de la société DISTRISOFT MAROC.

● *Actif et passif apportés*

La société DISTRISOFT MAROC apporte à la société MATEL PC MARKET l'intégralité de ses actifs existant au 31 décembre 2009, dont l'énumération ci-dessous n'est pas limitative, et tels qu'ils existeront à la Date de Réalisation de la fusion.

Actif apporté (en dirhams)	Valeur nette comptable	Valeur vénale
Immobilisations incorporelles	485 889,94	149 853 373,27
Immobilisations corporelles	5 029 286,89	5 029 286,89
Immobilisations financières	751 453,48	751 453,48
Actif circulant et trésorerie	323 170 519,81	323 170 519,81
Total actif apporté	329 437 150,12	478 804 633,45

Compte tenu de la valeur retenue pour la société Distrisoft, de 262,7 MDH, et de la valeur nette comptable des immobilisations apportées (329,4 MDH), il ressort un goodwill de 149 MDH. Il a été décidé d'affecter ce goodwill au poste « fonds de commerce », seul actif dont la valeur vénale d'apport est différente de la valeur nette comptable. C'est ainsi que le fonds de commerce de Distrisoft est réévalué à 149,8 MDH.

La société MATEL PC MARKET prendra en charge et acquittera au lieu et place de la société DISTRISOFT MAROC l'intégralité du passif qui existait au 31 décembre 2009 et tel qu'il existera à la Date de Réalisation de la fusion, et qui s'élève à un montant de 216 084 658, 45 DH.

Différence faite entre l'actif apporté et le passif pris en charge au 31 décembre 2009, l'actif net apporté par la société DISTRISOFT MAROC à la société MATEL PC MARKET s'élève donc à :

- Total actif apporté : 478 804 633,45 DH
- Total passif pris en charge : 216 084 658,45 DH
- Soit un actif net apporté de 262 719 975,00 DH.

● *Augmentation de capital*

Le capital social de DISTRISOFT MAROC est actuellement constitué de 500 419 actions. Ce chiffre n'étant pas divisible par 2, un actionnaire, Monsieur François IZARD a déclaré renoncer à être rémunéré pour une action DISTRISOFT MAROC.

En application du rapport d'échange, et après prise en compte de la renonciation de Monsieur IZARD, 750 627 actions nouvelles de 100 dirhams de valeur nominale chacune, entièrement libérées, seraient créées par MATEL PC MARKET à titre d'augmentation de son capital de 75 062 700 dirhams.

Les actions ainsi créées seraient attribuées, proportionnellement à leur participation au capital, aux propriétaires des 500 418 actions composant le capital de DISTRISOFT MAROC (après renonciation de Monsieur IZARD).

Le capital de MATEL PC MARKET serait alors porté de 113 513 500 dirhams à 188 576 200 Dirhams.

● Prime de fusion

La prime de fusion est égale à la différence entre :

- le montant de l'actif net apporté par Distrisoft, s'élevant à 262 719 975 DH
- et le montant de l'augmentation de capital, de 75 062 700 DH
- soit une prime de fusion de 187 657 275 DH.

2.2. Résolutions proposées à l'AGE de Matel

Le texte des projets de résolutions, relatives notamment au projet de fusion absorption de Distrisoft par Matel, qui sera soumis à l'Assemblée générale extraordinaire de Matel le 29 avril 2010, se présente comme suit :

Première Résolution

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du projet de Traité de Fusion par absorption entre les sociétés MATEL PC MARKET et DISTRISOFT MAROC établi par acte sous seing privé en date du 17 février 2010, des comptes sociaux de MATEL PC MARKET et DISTRISOFT MAROC arrêtés au 31.12.2009 et approuvés par leurs Assemblées Générales Ordinaires annuelles respectives en date du 23 mars 2010, du rapport du Conseil d'Administration sur la fusion, des rapports des Commissaires aux Comptes sur la fusion, et de la note d'information établie dans le cadre de la fusion visée par le Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières en date du 17 mars 2010:

1. Approuve dans toutes ses dispositions le projet de Traité de Fusion, par lequel la société DISTRISOFT MAROC - société anonyme au capital de 50 041 900 dirhams dont le siège social est sis Boulevard Ibn Sina, angle Mimosa à Casablanca, immatriculée au Registre de commerce de Casablanca sous le numéro 61 799 - sous réserve de la réalisation des conditions suspensives énumérées au chapitre IV du Traité de Fusion, apporte à MATEL PC MARKET l'intégralité des éléments d'actif et de passif composant son patrimoine, et approuve notamment :

- l'évaluation, sur la base de la valeur vénale au 31.12.2009, des éléments d'actif apportés s'élevant à 478 804 633,45 dirhams et des éléments de passif pris en charge s'élevant à 216 084 658,45 dirhams, soit un actif net apporté de 262 719 975 dirhams ;
- la rémunération des apports effectués au titre de cette fusion selon un rapport d'échange de trois (3) actions MATEL PC MARKET contre deux (2) actions de DISTRISOFT MAROC;
- la fixation de la date de réalisation de la fusion à la date de réalisation de la dernière des conditions suspensives visées au Chapitre IV du Traité de Fusion, ci-après « la Date de Réalisation de la Fusion » ;
- la fixation de la date d'effet de la fusion, aux plans comptable et fiscal, rétroactivement au 1er janvier 2010, de sorte que le résultat de toutes les opérations réalisées par la société DISTRISOFT MAROC entre le 1er janvier 2010 et la Date de Réalisation de la Fusion seront réputées réalisées, selon le cas, au profit ou à la charge de MATEL PC MARKET et considérées comme accomplies par MATEL PC MARKET depuis le 1er janvier 2010 ;

2. Constate, sous la même réserve, qu'il ne sera pas procédé à l'échange de une (1) action de la société DISTRISOFT MAROC détenue par Monsieur François IZARD, et décide que, sous la même réserve, MATEL PC MARKET augmentera, à la Date de Réalisation de la Fusion, son capital social en rémunération de l'apport à titre de fusion visé ci-dessus d'un montant de 75 062 700 dirhams par

création de 750 627 actions nouvelles, entièrement libérées, d'une valeur nominale de 100 dirhams chacune, portant le capital de la société de 113 513 500 dirhams à 188 576 200 dirhams ;

3. Décide, sous la même réserve, que les 750 627 actions nouvelles MATEL PC MARKET auront jouissance à compter du 01 janvier 2010 et, seront à compter de cette date entièrement assimilées aux autres actions composant le capital social de MATEL PC MARKET, et jouiront des mêmes droits et supporteront les mêmes charges. Ces actions nouvelles créées par MATEL PC MARKET seront négociables dès la réalisation de l'augmentation de capital de MATEL PC MARKET rémunérant la fusion. L'admission aux négociations des actions nouvelles émises par MATEL PC MARKET sera demandée auprès de la Bourse de Casablanca.

4. Constate, sous la même réserve, que les actionnaires de la société DISTRISOFT MAROC qui posséderaient un nombre insuffisant d'actions DISTRISOFT MAROC pour obtenir un nombre entier d'actions MATEL PC MARKET devront, faire leur affaire personnelle de l'achat ou de la vente des rompus MATEL PC MARKET nécessaires à l'obtention d'un nombre entier d'actions MATEL PC MARKET.

5. Constate, sous la même réserve, qu'afin de faciliter ce processus, les rompus MATEL PC MARKET seront maintenues aux négociations à la Bourse des valeurs de Casablanca pendant 20 jours ouvrables, à compter de la date de cotation des actions nouvelles MATEL PC MARKET.

6. Constate, sous la même réserve, qu'à l'issue de ce délai, et afin de préserver les intérêts des actionnaires de DISTRISOFT MAROC, les rompus MATEL PC MARKET qui n'auront pas donné lieu à l'obtention d'un nombre entier d'actions MATEL PC MARKET seront regroupés auprès du centralisateur de MATEL PC MARKET et convertis en actions nouvelles MATEL PC MARKET. Ces actions nouvelles seront alors cédées en Bourse par ledit centralisateur aux conditions de marché, dans les 5 jours ouvrables et le produit de la cession sera, à due proportion et net de toute charge, réparti entre les teneurs de comptes des détenteurs de rompus MATEL PC MARKET. Les teneurs de comptes devront alors créditer leurs clients du montant qui leur est dû.

Deuxième Résolution

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du projet de Traité de Fusion par absorption établi par acte sous seing privé en date du 17 février 2010, des comptes sociaux de MATEL PC MARKET et DISTRISOFT MAROC arrêtés au 31.12.2009 et approuvés par leurs Assemblées Générales Ordinaires annuelles respectives en date du 23 mars 2010, du rapport du Conseil d'Administration sur la fusion, des rapports des Commissaires aux Comptes sur la fusion, et de la note d'information établie dans le cadre de la fusion visée par le Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières en date du 17 mars 2010 :

Constate, sous réserve de la réalisation des conditions suspensives énumérées au chapitre IV du Traité de Fusion, que la différence entre :

Le montant de l'actif net apporté par la société DISTRISOFT MAROC, d'un montant de 262 719 975 dirhams et le montant de l'augmentation de capital destinée à être attribuée aux actionnaires de DISTRISOFT MAROC, d'un montant de 75 062 700 dirhams constitue le montant de la prime de fusion qui s'élève à 187 657 275 dirhams.

Décide, sous la même réserve, que le montant de la prime de fusion sera inscrit au passif du bilan de MATEL PC MARKET dans un compte spécial de capitaux propres dit « prime de fusion » sur lequel porteront les droits des actionnaires anciens et nouveaux de MATEL PC MARKET.

Décide que la réalisation de la fusion vaudra autorisation pour le Conseil d'Administration ou le Directoire (sous condition d'adoption de la cinquième résolution) d'imputer sur la prime de fusion tous frais, charges et impôts engagés ou dus dans le cadre de l'opération de fusion et éventuellement, le cas échéant, tout passif de la société absorbée, qui se révélerait postérieurement à la Date de Réalisation de la fusion et dont le fait générateur serait antérieur à celle-ci, conformément à la législation et la réglementation en vigueur.

Troisième Résolution

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du projet de Traité de Fusion par absorption établi par acte sous seing privé en date du 17 février 2010, des comptes sociaux de MATEL PC MARKET et DISTRISOFT MAROC arrêtés au 31.12.2009 et approuvés par leurs Assemblées Générales Ordinaires annuelles respectives en date du 23 mars 2010, du rapport du Conseil d'Administration sur la fusion, des rapports des Commissaires aux Comptes sur la fusion, et de la note d'information établie dans le cadre de la fusion visée par le Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières en date du 17 mars 2010,

Donne, sous réserve de la réalisation des conditions suspensives visées au Chapitre IV du Traité de Fusion, pouvoir au Conseil d'Administration ou au Conseil de Surveillance (en cas d'adoption de la cinquième résolution), avec faculté de subdélégation, à l'effet de :

- Constater la réalisation des conditions suspensives stipulées au chapitre IV Traité de Fusion et notamment l'approbation de la fusion par l'assemblée générale extraordinaire de DISTRISOFT MAROC ;
- Constater la réalisation de la fusion de la société MATEL PC MARKET avec DISTRISOFT MAROC, conformément aux termes du projet de fusion approuvé aux termes de la première résolution, au jour de la réalisation de la dernière des conditions suspensives prévues au Chapitre IV du Traité de Fusion ;
- Constater l'émission des 750 627 actions nouvelles, entièrement libérées, qui seront créées en rémunération de la fusion et seront attribuées aux actionnaires de la société DISTRISOFT MAROC, dès la réalisation de la fusion, selon le rapport d'échange de 3 actions MATEL PC MARKET contre 2 actions de DISTRISOFT MAROC et qui seront toutes négociables dès la réalisation définitive de l'augmentation de capital de la Société rémunérant la fusion ;
- Constater, en conséquence de la réalisation de la fusion, la dissolution sans liquidation de la société DISTRISOFT MAROC ; et
- Procéder à toutes les formalités nécessaires en conséquence de l'adoption de la présente résolution, et notamment modifier les statuts et faire les démarches nécessaires à la création des actions nouvelles et à leur admission aux négociations à la Bourse des Valeurs de Casablanca.

Quatrième Résolution

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration sur la fusion et du projet de texte des statuts, décide sous condition suspensive de la réalisation de la fusion et avec effet à la date à laquelle cette condition sera remplie, de mettre les statuts de la Société en harmonie avec la loi 20-05 promulguée par le dahir n° 1-08-18 du 23 mai 2008 qui vient modifier et compléter la loi 17-95 relative aux sociétés anonymes.

Cinquième Résolution

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration sur la fusion, et du projet de texte modificatif des statuts, décide sous condition suspensive de la réalisation de la fusion et avec effet à la date à laquelle cette condition sera remplie, de changer de mode d'administration et de

direction de la Société par adoption de la formule de gestion par un Directoire et un Conseil de Surveillance.

Cette modification du mode de gestion prendra effet à compter du jour de réalisation de la fusion et entraînera de plein droit la cessation des fonctions des membres du Conseil d'Administration et de la Direction Générale de la Société.

Sixième Résolution

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration sur la fusion et de la proposition de nouvelle dénomination présentée en séance par le Président sur délégation du Conseil d'administration décide, sous condition suspensive de la réalisation de la fusion et avec effet à la date à laquelle cette condition sera remplie :

- De modifier la dénomination sociale de la Société,
- D'adopter comme nouvelle dénomination sociale de la Société, le nom proposé par le Président en séance,
- De modifier, en conséquence, l'article 3 des statuts intitulé « Dénomination ».

Septième Résolution

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration sur la fusion, et du projet de texte modificatif des statuts, décide sous condition suspensive de la réalisation de la fusion et avec effet à la date à laquelle cette condition sera remplie, d'étendre l'objet social de la société à l'activité de « distribution de produits technologiques » et de modifier, en conséquence, l'article 2 des statuts comme suit :

« Article 2 – Objet

« La société a pour objet d'effectuer tant pour elle-même que pour le compte de tiers au Maroc et à l'étranger, les opérations suivantes :

- La distribution de produits technologiques.
- L'étude de tous procédés dans le domaine des Télécommunications, radioélectriques et téléphoniques, de tous systèmes de transmission, de contrôle et de mesure, électroniques, électriques, industriels et scientifiques, de tous systèmes d'informatiques, de micro-informatiques et de logiciels, de tous procédés en énergie solaire actif et passif, ainsi que tous les travaux électriques en basse et moyenne tension, y compris les travaux de génie civil afférents.
- L'établissement de tous projets, devis, plans et études.
- La soumission à tous appels d'offres et concours en matière d'étude, projets de travaux dans les domaines cités ci-dessus ainsi que leur exécution.
- L'import et l'export.
- L'étude, la mise au point et la réalisation de matériels professionnels et autres dans ces domaines d'activité.
- La création, la conception, la fabrication, l'entretien et le dépannage des appareils entrant dans la composition des matériels ci-dessus.
- L'acquisition des appareils, accessoires et pièces détachées relatifs à ces matériels.
- Le placement et la vente desdits matériels, appareils, pièces et accessoires au Maroc et à l'étranger.
- La création et l'exploitation de tous comptoirs, agences et succursales.

- L'étude, l'obtention, l'achat, la cession, l'échange, l'exploitation, la vente, la concession de tous brevets, licence de brevet, procédés et marques pour le compte exclusif de la société.
- La participation sous toutes formes y compris la fusion dans tous consortiums, sociétés et autres associations du groupement d'intérêt créer ou à créer.
- Et plus généralement, toutes opérations financières commerciales, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social, ou pouvant favoriser le développement de la société »

Huitième Résolution

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration sur la fusion, et du projet de texte modificatif des statuts, décide sous condition suspensive de la réalisation de la fusion et avec effet à la date à laquelle cette condition sera remplie, de modifier l'article 6 des statuts comme suit :

« Article 6 – Capital social

Le capital social est fixé à la somme de CENT QUATRE VINGT HUIT MILLIONS CINQ CENT SOIXANTE SEIZE MILLE DEUX CENTS (188 576 200) DIRHAMS, divisé en UN MILLION HUIT CENT QUATRE VINGT CINQ MILLE SEPT CENT SOIXANTE DEUX (1 885 762) actions de CENT (100) dirhams de valeur nominale chacune, intégralement souscrites et libérées. »

Neuvième Résolution

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration sur la fusion et du projet de texte des statuts, décide sous condition suspensive de la réalisation de la fusion et avec effet à la date à laquelle cette condition sera remplie, d'adopter, article par article, et dans son ensemble, le texte des nouveaux statuts qui régiront désormais la Société et dont un exemplaire est annexé aux présentes résolutions.

2.3. Résolutions proposées à l'AGE de Distrisoft

Le texte des projets de résolutions, relatives notamment au projet de fusion absorption de Distrisoft par Matel, qui sera soumis à l'Assemblée générale extraordinaire de Distrisoft le 29 avril 2010, se présente comme suit :

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaire, connaissance prise :

- Du projet de Traité de Fusion par voie d'absorption de DISTRISOFT MAROC par MATEL PC MARKET, établi par acte sous seing privé en date du 17 février 2010, (ci-après le « Traité de Fusion »),
- Des comptes sociaux de MATEL PC MARKET et de DISTRISOFT MAROC arrêtés au 31.12.2009 et approuvés par leur Assemblée Générale Ordinaire annuelle respective en date du 23 mars 2010 ,
- Du rapport du Conseil d'Administration sur la fusion, comportant en annexe la note d'information visée par le Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières en date du 17 mars 2010, établie en vue de l'émission et de l'admission des actions nouvelles émises par MATEL PC MARKET résultant de la fusion aux négociations de la Bourse des Valeurs de Casablanca,
- Des rapports des Commissaires aux Comptes des sociétés MATEL PC MARKET et DISTRISOFT MAROC sur la fusion,

Première résolution

1. Approuve dans toutes ses dispositions le Traité de Fusion, par lequel la société DISTRISOFT MAROC apporte à titre de fusion à MATEL PC MARKET - société anonyme au capital de 113 513 500 dirhams dont le siège social est sis 8 lotissement la Colline II, Sidi Maârouf, à Casablanca, immatriculée au Registre de commerce de Casablanca sous le numéro 41 253 - sous réserve de la réalisation des conditions suspensives énumérées au chapitre IV du Traité de Fusion, l'intégralité des éléments d'actif et de passif composant son patrimoine, et approuve notamment :

- l'évaluation, sur la base de la valeur vénale au 31.12.2009, des éléments d'actif apportés s'élevant à 478 804 633,45 dirhams et des éléments de passif pris en charge s'élevant à 216 084 658,45 dirhams, soit un actif net apporté de 262 719 975 dirhams ;
- la rémunération des apports effectués au titre de cette fusion selon un rapport d'échange de trois (3) actions MATEL PC MARKET contre deux (2) actions de DISTRISOFT MAROC ;
- la fixation de la date de réalisation de la fusion à la date de réalisation de la dernière des conditions suspensives visées au Chapitre IV du projet de Traité de Fusion, ci-après « la Date de Réalisation de la Fusion » ;
- la fixation de la date d'effet de la fusion, aux plans comptable et fiscal, rétroactivement au 1er janvier 2010, de sorte que le résultat de toutes les opérations réalisées par la société DISTRISOFT MAROC entre le 1er janvier 2010 et la Date de Réalisation de la Fusion seront réputées réalisées, selon le cas, au profit ou à la charge de MATEL PC MARKET et considérées comme accomplies par MATEL PC MARKET depuis le 1er janvier 2010 ;

2. Constate, sous la même réserve, qu'il ne sera pas procédé à l'échange de une (1) action de la société DISTRISOFT MAROC détenue par Monsieur François IZARD, et constate en conséquence que, sous la même réserve, MATEL PC MARKET augmentera, à la Date de Réalisation de la Fusion, son capital social en rémunération de l'apport à titre de fusion visé ci-dessus d'un montant de 75 062 700 dirhams par création de 750 627 actions nouvelles, entièrement libérées, d'une valeur nominale de 100 dirhams chacune ;

3. Constate, sous la même réserve, que les 750 627 actions nouvelles MATEL PC MARKET auront jouissance à compter du 01 janvier 2010 et, seront à compter de cette date entièrement assimilées aux autres actions composant le capital social de MATEL PC MARKET, et jouiront des mêmes droits et supporteront les mêmes charges. Ces actions nouvelles créées par MATEL PC MARKET seront négociables dès la réalisation de l'augmentation de capital de MATEL PC MARKET rémunérant la fusion. L'admission aux négociations des actions nouvelles émises par MATEL PC MARKET sera demandée auprès de la Bourse de Casablanca.

4. Constate, sous la même réserve, que les actionnaires de la société DISTRISOFT MAROC qui posséderaient un nombre insuffisant d'actions DISTRISOFT MAROC pour obtenir un nombre entier d'actions MATEL PC MARKET devront, faire leur affaire personnelle de l'achat ou de la vente des rompus MATEL PC MARKET nécessaires à l'obtention d'un nombre entier d'actions MATEL PC MARKET.

5. Décide, sous la même réserve, qu'afin de faciliter ce processus, les rompus MATEL PC MARKET seront maintenues aux négociations à la Bourse des valeurs de Casablanca pendant 20 jours ouvrables, à compter de la date de cotation des actions nouvelles MATEL PC MARKET.

6. Décide, sous la même réserve, qu'à l'issue de ce délai, et afin de préserver les intérêts des actionnaires de DISTRISOFT MAROC, les rompus MATEL PC MARKET qui n'auront pas donné lieu à l'obtention d'un nombre entier d'actions MATEL PC MARKET seront regroupés auprès du centralisateur de MATEL PC MARKET et convertis en actions nouvelles MATEL PC MARKET. Ces actions nouvelles seront alors cédées en Bourse par ledit centralisateur aux conditions de marché, dans les 5 jours

ouvrables et le produit de la cession sera, à due proportion et net de toute charge, réparti entre les teneurs de comptes des détenteurs de rompus MATEL PC MARKET. Les teneurs de comptes devront alors créditer leurs clients du montant qui leur est dû.

Deuxième Résolution

Constate, sous réserve de la réalisation des conditions suspensives énumérées au chapitre IV du Traité de Fusion, que la différence entre :

Le montant de l'actif net apporté par la société DISTRISOFT MAROC, d'un montant de 262 719 975 dirhams et le montant de l'augmentation de capital destinée à être attribuée aux actionnaires de DISTRISOFT MAROC, d'un montant de 75 062 700 dirhams, constitue le montant de la prime de fusion qui s'élève à 187 657 275 dirhams.

Constate, sous la même réserve, que le montant de la prime de fusion sera inscrit au passif du bilan de MATEL PC MARKET dans un compte spécial de capitaux propres dit « prime de fusion » sur lequel porteront les droits des actionnaires anciens et nouveaux de MATEL PC MARKET.

Approuve, sous la même réserve, les dispositions du projet de Traité de Fusion prévoyant qu'il sera proposé à l'Assemblée Générale des actionnaires de MATEL PC MARKET appelée à approuver le projet de fusion, d'autoriser le Conseil d'Administration ou le Directoire de MATEL PC MARKET (sous réserve de l'adoption par les actionnaires de MATEL PC MARKET du nouveau mode de gouvernance de la société MATEL PC MARKET par adoption de la formule à Direction et Conseil de Surveillance), à imputer sur la prime de fusion tous frais, charges et impôts engagés ou dus dans le cadre de l'opération de fusion et éventuellement, le cas échéant, tout passif de la société absorbée, qui se révélerait postérieurement à la Date de Réalisation de la fusion et dont le fait générateur serait antérieur à celle-ci, conformément à la législation et la réglementation en vigueur.

Troisième Résolution

Constate en conséquence des résolutions qui viennent d'être adoptées, sous réserve de la réalisation des conditions suspensives énumérées au chapitre IV du projet de Traité de Fusion et notamment de l'approbation par l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de MATEL PC MARKET et de l'augmentation de capital en résultant :

- que les actions créées par MATEL PC MARKET à titre d'augmentation de capital, en rémunération de l'apport fusion, seront, à la Date de Réalisation de la Fusion, immédiatement et directement attribuées aux actionnaires de la société DISTRISOFT MAROC, selon le rapport d'échange de trois actions MATEL PC MARKET contre deux actions DISTRISOFT MAROC ; et que lesdites actions seront toutes négociables dès la réalisation de l'augmentation de capital de MATEL PC MARKET rémunérant la fusion ; et
- que la société DISTRISOFT MAROC se trouvera dissoute de plein droit sans liquidation à la Date de Réalisation de la Fusion.

Quatrième Résolution

Décide, sous réserve de la réalisation des conditions suspensives visées au chapitre IV du Traité de fusion, et avec effet à la date à laquelle cette condition sera remplie, que les droits d'attribution DISTRISOFT MAROC non exercés à la Date de Réalisation de la Fusion seront :

- Regroupés par le centralisateur de la société ;
- Exercés par le centralisateur de la société selon la parité fixée de deux droits d'attribution pour une action gratuite DISTRISOFT MAROC ;

Les actions entières DISTRISOFT MAROC ainsi obtenues seront alors converties par le centralisateur de la société en actions MATEL PC MARKET selon le rapport d'échange de trois actions MATEL PC MARKET contre deux actions DISTRISOFT MAROC.

Les actions nouvelles MATEL PC MARKET ainsi obtenues seront, dans le délai de maximum de 20 jours ouvrables à compter de la date de cotation des actions nouvelles MATEL PC MARKET, cédées en Bourse par le centralisateur de la société, aux conditions de marché.

Le produit de la cession, net de toute charge, et éventuellement augmenté du montant des dividendes attachés à chaque droit d'attribution, sera alors réparti, par le centralisateur de la société, à due proportion entre les teneurs de comptes. Les teneurs de comptes devront alors créditer leurs clients du montant dû.

En conséquence, donne tous pouvoirs au centralisateur de la société pour mettre en œuvre la procédure ci-dessus et plus généralement faire le nécessaire.

Cinquième résolution

Donne pouvoirs, en tant que de besoin, au Conseil d'Administration ou au Conseil de Surveillance de MATEL PC MARKET (sous réserve de l'adoption par les actionnaires de MATEL PC MARKET du nouveau mode de gouvernance de la société MATEL PC MARKET par adoption de la formule à Direction et Conseil de Surveillance), avec faculté de subdélégation, à l'effet de :

- Constater la réalisation des conditions suspensives stipulées au chapitre IV Traité de Fusion et notamment l'approbation de la fusion par l'assemblée générale extraordinaire de MATEL PC MARKET ;
- Constater la réalisation de la fusion de la société MATEL PC MARKET avec DISTRISOFT MAROC, conformément aux termes du projet de fusion approuvé aux termes de la première résolution, au jour de la réalisation de la dernière des conditions suspensives visées au Chapitre IV du Traité de Fusion ;
- Constater l'émission des 750 627 actions nouvelles, entièrement libérées, qui seront créées en rémunération de la fusion et seront attribuées aux actionnaires de la société DISTRISOFT MAROC, dès la réalisation de la fusion, selon le rapport d'échange de 3 actions MATEL PC MARKET contre 2 actions de DISTRISOFT MAROC et qui seront toutes négociables dès la réalisation définitive de l'augmentation de capital de la Société rémunérant la fusion,
- Constater, en conséquence de la réalisation de la fusion, la dissolution sans liquidation de la société DISTRISOFT MAROC ; et
- Procéder à toutes les formalités nécessaires en conséquence de l'adoption de la présente résolution, et notamment modifier les statuts et faire les démarches nécessaires à la création des actions nouvelles et à leur admission à la négociation de la Bourse des Valeurs de Casablanca.

Sixième Résolution

Confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente réunion en vue d'accomplir toutes formalités de dépôts et publicités légales ou autres qu'il appartiendra.

3. Impact de l'opération sur la structure de l'actionnariat

3.1. Répartition de l'actionnariat avant et après l'augmentation de capital

L'augmentation de capital portera sur la création de 750 627 actions nouvelles, qui seront attribuées aux anciens actionnaires de Distrisoft selon le rapport d'échange retenu de trois actions Matel contre deux actions Distrisoft. Suite à cet échange, la répartition du capital sera la suivante, entre les anciens actionnaires de Matel PC market et les anciens actionnaires de Distrisoft :

	Avant l'opération		Après l'échange	
	Nb d'actions	en % du capital	Nb d'actions	en % du capital
Famille Anacleto	159 487	14,03%	159 487	8,5%
Famille Azim	321 912	28,36%	321 912	17,1%
Famille Sbai	98 455	8,67%	98 455	5,2%
Groupe Hakam	58 744	5,18%	58 744	3,1%
Millenium Ventures	18 018	1,59%	18 018	1,0%
Flottant en bourse	478 519	42,16%	478 519	25,4%
Anciens actionnaires DTS			750 627	39,8%
Total	1 135 135	100,0%	1 885 762	100,0%

Après reclassement des participations des actionnaires communs (Groupe Hakam et Millénium Ventures) et du flottant en bourse, la répartition du capital de la nouvelle entité résultant de la fusion sera la suivante :

Post opération	Nb d'actions	en % du capital
Famille AZIM	321 912	17,1%
Famille ANACLETO	159 487	8,5%
Karim RADI BENJELLOUN	135 851	7,2%
Hakim BELMAACHI	135 852	7,2%
Millenium Ventures + Saïd RKAIBI	114 948	6,1%
Famille SBAI	98 455	5,2%
Groupe HAKAM	96 465	5,1%
CNIA SAADA Assurance	85 646	4,5%
RMA Watanya	75 080	4,0%
Flottant en Bourse	662 068	35,1%
Total	1 885 762	100,0%

3.2. Gouvernance de la société après l'augmentation de capital

L'Assemblée Générale Extraordinaire de Matel PC Market qui est appelée à se prononcer sur le projet de fusion et sur l'augmentation de capital devra également statuer sur de nouveaux statuts de la société. Ces nouveaux statuts intègrent, outre le changement de dénomination, l'augmentation de capital, et différentes dispositions permettant d'assurer la mise en harmonie avec les nouvelles dispositions de la loi sur la SA, un changement du mode de gouvernance de la future entité fusionnée.

En effet, les actionnaires de référence des deux sociétés fusionnées ont souhaité adopter un mode de fonctionnement collégial, sous la forme d'un Directoire et d'un Conseil de Surveillance, en lieu et place d'un conseil d'administration.

Les dispositions relatives au fonctionnement du Directoire et du Conseil de Surveillance, et en particulier celles relatives aux limitations éventuelles des pouvoirs du Directoire, sont les dispositions classiques préconisées par la loi. La seule précision apportée par les statuts porte sur la durée des mandats, elle a été limitée à 3 ans pour les membres du Directoire et du Conseil de Surveillance.

Aussi, l'Assemblée générale Extraordinaire de l'entité fusionnée, après avoir adopté la résolution relative au changement de mode de gouvernance et celle relative au changement de statuts, devra nommer les membres du Conseil de Surveillance. Il est proposé que les membres du Conseil de Surveillance soient :

- M. Lemfadel Azim (en tant que Président du Conseil de Surveillance)
- La société Millénium Ventures, représentée par M. Said Rkaibi
- La société Hakam Abdellatif Finances, représentée par M. Karim Benhamou.

Par ailleurs, le Directoire sera constitué de :

- M. Nouredine Anacleto
- M. Hakim Belmaachi
- M. Karim Radi Benjelloun

4. Montant de l'Opération

Dans le cadre de l'opération de fusion absorption, Matel PC Market envisage d'augmenter son capital pour un montant de 262 719 450 Dh, prime de fusion incluse, par l'émission de 750 627 actions de 100 Dh de valeur nominale chacune émises au prix de 350 Dh l'action, soit une prime de fusion unitaire de 250 Dh.

5. Renseignements relatifs aux titres à émettre

Nature des titres	Les Actions de Matel sont toutes de même catégorie
Nombre de titres à émettre	750 627 actions
Prix d'émission	350 Dhs par action
Valeur Nominale	100 Dhs par action
Prime de Fusion	Les actions seront émises avec une prime de fusion de 250 Dhs par action
Date de jouissance	1er janvier 2010
Libération des titres	Les actions émises seront entièrement libérées et

	libres de tout engagement
Ligne de cotation	1ère ligne
Négociabilité des titres	Les actions émises sont librement négociables
Cotation des nouveaux titres	10 mai 2010
Droits rattachés	Les actions issues de la présente augmentation de capital seront entièrement assimilées aux actions déjà existantes, cotées en 1ère ligne, quant à leurs droits et obligations. Toutes les actions (anciennes et nouvelles) bénéficieront des mêmes droits tant dans la répartition des bénéfices que dans la répartition du boni de liquidation. Chaque action donnera droit à un droit de vote lors de la tenue des Assemblées.

6. Eléments d'appréciation de la parité retenue

Avertissement : *L'exercice d'évaluation effectué avait pour seul objectif la détermination de la parité entre les actions des deux sociétés, et il s'est basé uniquement sur les données historiques. Les valorisations n'ont été retenues que dans une approche comparative, et non dans l'objectif d'estimer de façon individuelle la valeur de chaque entreprise. Les synergies qui naîtront de la fusion ne sont pas du tout intégrées à ce stade dans l'approche : seule une évaluation par la méthode de l'actualisation des flux futurs pourrait en rendre compte, et permettre aux actionnaires d'avoir de la visibilité sur la valorisation future de l'entité fusionnée.*

6.1. Méthodes d'évaluation utilisées

L'analyse menant à l'évaluation des deux entreprises et à la détermination de la parité d'échange entre elles a été effectuée en se basant sur différentes méthodes de valorisation. L'objectif ultime étant de déterminer un rapport d'échange entre les actions des deux sociétés, la démarche a consisté à rechercher le poids respectif des actionnaires de chaque société dans l'entité fusionnée. Les méthodes suivantes ont été utilisées :

- Méthodes basées sur la valorisation boursière : comparaison des capitalisations boursières et évaluation par les comparables boursiers.
- Méthode basée sur la rentabilité d'exploitation

Par ailleurs, les deux sociétés ont fait l'objet de l'acquisition d'une participation de 5% par un même investisseur financier, à quelques semaines d'intervalle : ces transactions de référence ont été utilisées à titre de comparaison.

La méthode d'actualisation des cash flows futurs (DCF) a été volontairement écartée car elle fait l'hypothèse de la poursuite de l'activité de chaque société séparément. Or, dans un contexte de fusion entre les deux sociétés, un tel exercice intellectuel ne pourrait reposer sur une véritable projection de chaque société, aussi il n'a pas été retenu.

6.2. Capitalisations boursières comparées

La première comparaison a été effectuée sur la base de la capitalisation des deux sociétés, et de leurs poids respectifs dans la future entité fusionnée.

● Intérêt et limites

Les deux sociétés étant cotées en bourse, et relevant du même secteur d'activité, cette méthode de valorisation qui repose sur le jugement par le marché boursier est très pertinente en ce que le marché

dispose d'informations comparables pour apprécier les sociétés. La fiabilité des résultats est cependant très dépendante du volume de transactions sur la valeur : plus le titre est liquide, faisant l'objet de transactions nombreuses, et plus les cours qui en découleront seront représentatifs de l'appréciation du marché.

● Méthode de calcul

Pour pouvoir comparer les capitalisations boursières il est important de le faire sur la base de cours représentatifs, et sur des périodes significatives. Aussi, plutôt que retenir des cours arrêtés à des dates précises, ce qui introduirait un élément d'aléa discutable, il a été retenu de travailler sur des cours moyens sur différentes périodes. Et pour assurer la représentativité des cours retenus, ils ont été pondérés par les volumes échangés.

Pour l'année 2009, l'analyse a été arrêtée au 3 novembre 2009, date à laquelle a été signé le protocole d'accord entre les deux sociétés. En effet, les transactions postérieures à cette date intègrent l'information relative à la fusion.

● Résultats

	Distrisoft		Matel		Entité fusionnée		
	Cours moyen pondéré (5)	Capitalisation boursière (KDH)	Cours moyen pondéré	Capitalisation boursière (KDH)	Capitalisation boursière (KDH)	Quote-part DTS	Quote part MAT
Année 2007 (1)	550,16	275 311 216	531,33	603 131 153	878 442 369	31%	69%
Année 2008	561,43	280 949 243	344,25	390 769 411	671 718 655	42%	58%
Année 2009 (2)	474,07	237 232 716	263,37	298 958 250	536 193 221	44%	56%
3 mois (3)	490,54	245 476 547	315,02	357 587 124	603 066 775	41%	59%
6 mois (4)	487,49	243 948 390	289,00	328 054 686	572 002 405	43%	57%
Moyenne	512,74	256 583 623	348,59	395 701 062	652 284 685	39.3%	60.7%

(1) Les transactions correspondant aux 5 premières séances de bourse post introduction en bourse de Matel ont été éliminées car elles ne sont pas représentatives de l'activité normale.

(2) Données arrêtées au 3 novembre 2009

(3) 3 mois précédant le 3 novembre 2009

(4) 6 mois précédant le 3 novembre 2009

(5) Distrisoft a effectué une attribution gratuite d'actions début 2008, suite à une augmentation de capital par intégration de réserves. Le cours de l'action a été ajusté en conséquence par la Bourse de Casablanca. Pour assurer la comparabilité des cours moyens pondérés, c'est le cours ajusté qui a été retenu pour l'année 200, et non le cours historique. Aussi, pour obtenir la capitalisation boursière en 2007, il faut multiplier ce cours moyen pondéré ajusté par le nombre d'actions après distribution, soit 500 419 actions.

L'analyse par la comparaison des capitalisations boursières aboutit à une quote part respective moyenne de 60.7% pour les actionnaires de Matel PC market et de 39.3% pour les actionnaires de Distrisoft dans le capital de l'entité fusionnée.

6.3. Evaluation par les comparables boursiers

La méthode des comparables boursiers consiste à valoriser une entreprise en appliquant un multiple à certains indicateurs jugés déterminants, en faisant l'hypothèse implicite que le marché boursier fera converger les valorisations vers les ratios qui lui paraissent raisonnables, similaires à ceux d'entreprises comparables. Cette méthode suppose donc en premier lieu la détermination d'un échantillon

d'entreprises jugées comparables, puis l'application des ratios retenus. Les ratios qui ont été retenus sont ceux qui sont le plus communément utilisés sur la place boursière de Casablanca, il s'agit de :

- PER (Price Earnings Ratio): c'est le rapport entre la valeur de marché des capitaux propres (la capitalisation boursière) et le résultat net ;
- P/B (Price to Book Ratio) : c'est le coefficient mesurant le rapport entre la valeur de marché des capitaux propres et l'actif net comptable de l'entreprise. La valorisation par cette méthode a été calculée car communément utilisée sur la place boursière de Casablanca, mais sa pertinence est discutable dans le cas des sociétés de distribution : en effet, l'actif net de ces sociétés étant principalement constitué d'actif circulant, les sociétés de distribution ont intérêt à en réduire le niveau.

Dans l'utilisation de ces méthodes, ce sont les comptes sociaux de Matel PC Market qui ont été retenus, par souci de comparabilité.

● Détermination d'un échantillon de comparables

L'utilisation de cette méthode repose sur le choix d'un échantillon de sociétés cotées sur la bourse de Casablanca et ayant des similitudes avec les sociétés Distrisoft et Matel PC Market. Les deux sociétés opèrent dans le secteur de la distribution du matériel informatique, corrélé au secteur de distribution en général et au secteur informatique en particulier. Aussi, l'échantillon retenu comprend l'ensemble des sociétés opérant dans le secteur de distribution et dans le secteur informatique cotées sur la place de Casablanca. Il s'agit des sociétés suivantes :

- Secteur de la distribution : sociétés Auto Nejma, Auto Hall, Berliet, fénie Brossette, Label Vie, SRM et Stockvis.
- Secteur informatique : sociétés IB Maroc, Distrisoft, Involys, HPS, Matel PC market, Microdata, M2M.

Pour chacune de ces sociétés, le PER et le P/B ont été calculés sur la base de leur résultat net et de leur valeur nette comptable pour les périodes 2007, 2008, et 2009. Un PER et un P/B moyens ont alors été déduits pour chacune des périodes retenues.

● Valorisation par le Price Earnings Ratio (PER)

La valorisation par le PER (ou P/E) consiste à appliquer un multiple aux résultats de l'entreprise, considérant que ce multiple sera assez homogène pour des entreprises comparables. Aussi, la première étape est de déterminer le PER moyen qui sera appliqué. Pour cela, il a été retenu de prendre une moyenne entre le PER du marché (pondéré à 20%), celui du secteur de la distribution en général (pondéré à 40%) et celui du secteur informatique (pondéré à 40%). Les résultats sont les suivants :

		2007	2008	2009 (e)	Moyenne
Moyenne P/E marché	20%	22,2	17,8	12,9	17,63
Moyenne P/E distribution	40%	13,8	14,2	11,6	13,2
Moyenne P/E NTI	40%	19,9	9,7	10,9	13,5
P/E moyen retenu		17,92	13,12	11,58	14,2

Source : Sogébourne²

Ces P/E moyens sont ensuite appliqués aux résultats nets de Matel PC Market, de Distrisoft, pour déterminer leurs valorisations respectives, et la valorisation de l'entité fusionnée. La quote-part des actionnaires de Matel PC Market et de Distrisoft dans l'entité fusionnée en est ensuite déduite :

² Ces données sont extraites du flash hebdomadaire boursier de Sogébourne en date du 31 décembre 2009.

En KDH	2007	2008	2009	Moyenne
Valorisation DTS	432 858	330 883	290 619	351 453
Valorisation MAT	565 949	486 617	594 384	548 983
Valorisation DTS + MAT	998 807	817 500	885 002	900 437
Quote part DTS	43%	40%	33%	39%
Quote part MAT	57%	60%	67%	61%

La valorisation par le PER aboutit ainsi à une quote part moyenne de 61% pour les actionnaires de Matel PC Market et de 39% pour les actionnaires de Distrisoft dans le capital de l'entité fusionnée.

● Valorisation par le Price to Book Ratio (P/B)

La valorisation par le Price to Book (P/B) consiste à appliquer un multiple à l'actif net de la société. Cette méthode a été appliquée mais tout en jugeant qu'elle n'était pas très pertinente : en effet, dans une société de distribution il y a peu d'actifs corporels nécessaires à l'exploitation, et l'actif est principalement constitué de stocks et de créances clients, dont il faut minimiser le montant dans une gestion optimale.

La démarche est similaire à la précédente, il s'agit d'abord de déterminer un ratio moyen par période :

		2007	2008	2009 (e)	Moyenne
Moyenne P/B marché	20%	4,8	3,8	3,1	3,9
Moyenne P/B distribution	40%	4,8	3	2,4	3,4
Moyenne P/B NTI	40%	4	1,8	2	2,6
P/B moyen retenu		4,48	2,68	2,38	3,18

Source : Sogébourne

Ce ratio est ensuite appliqué à l'actif net comptable des deux sociétés, pour aboutir à leurs valorisations. Il en découle ensuite la quote part respective des actionnaires de chacune dans l'entité fusionnée :

En KDH	2007	2008	2009	Moyenne
Valorisation DTS	419 531	274 870	269 779	321 393
Valorisation MAT	944 755	628 405	641 006	738 056
Valorisation DTS + MAT	1 364 286	903 275	910 785	1 059 449
Quote part DTS	30,8%	30,4%	29,6%	30,3%
Quote part MAT	69,2%	69,6%	70,4%	69,7%

Sur la base de cette méthode, la quote part des actionnaires de Matel PC Market est de 69.7% et celle de Distrisoft est de 30.3% dans le capital de l'entité fusionnée.

6.4. Méthode basée sur la rentabilité d'exploitation

● Démarche

Cette méthode s'intéresse à la rentabilité de l'exploitation, en ce qu'elle valorise l'entreprise sur la base d'un multiple de son EBE (Excédent brut d'exploitation). Cependant, pour déterminer la valeur des fonds propres revenant réellement aux actionnaires, il faut déduire l'endettement net. Considérant que

par ailleurs l'entreprise dispose potentiellement de valeurs cachées dans son patrimoine, la valeur des fonds propres est ensuite ajustée en intégrant les plus values potentielles sur actifs.

S'agissant d'une comparaison limitée aux deux sociétés, le choix du multiple d'EBE utilisé a peu d'impact, puisqu'il est identique pour les deux sociétés.

● Estimation des plus values sur actifs

La société Matel PC Market est propriétaire des biens immobiliers suivants, dont la valeur n'apparaît pas pleinement dans le bilan :

- Son siège social à La Colline (Sidi Maarouf), sur un terrain d'une superficie de 1500 m² de terrain, sur lequel est construit un bâtiment de 2858 m² de bureaux et 650 m² de sous-sol. Ce siège social avait été estimé par un cabinet externe en septembre 2008 à 50 MDH.
- Une plateforme de bureaux (1500 m²) et 3 niveaux de dépôt à Témara (3500 m²)
- Deux appartements quartier Palmiers à Casablanca (300+ 170m²) et un appartement quartier Gauthier (300 m²), évalué par un cabinet externe à 4.6 MDH.

Une estimation de la valeur de marché de ces biens a été effectuée sur la base de la situation de marché au moment des discussions entre les actionnaires, elle a ensuite été approximée pour les deux années précédentes et au 31 décembre 2009. Il en a résulté une plus value potentielle, estimée après imposition.

● Résultats

Cette approche valorise les choix distinctifs qui ont été effectués chez chacune des sociétés :

- Chez Distrisoft, un souci de maîtrise du BFR qui se traduit par un meilleur contrôle de l'endettement,
- Chez Matel PC market, une attention à la constitution d'un patrimoine immobilier, qui se traduit par des PV nettes potentielles.

Les résultats de cette approche sont une quote part des actionnaires de Matel PC market de 59.4% en moyenne et de 40.6% pour les actionnaires de Distrisoft dans l'entité fusionnée.

En KDH	2007		2008		2009		Moyenne	
	DTS	MAT (*)	DTS	MAT (*)	DTS	MAT (*)	DTS	MAT (*)
EBE	40 384	61 165	36 291	64 176	33 065	56 266		
Endettement net	- 45 103	- 121 127	- 97 032	- 233 018	-95 331	-279 979		
Valo Entreprise	363 456	550 485	326 619	577 584	297 585	506 391	329 220	544 820
Multiple EBE	9	9	9	9	9	9		
Valeur des Fonds Propres	318 353	429 358	229 587	344 566	202 254	226 411	250 065	333 445
Quote part	43%	57%	40%	60%	47%	53%	43%	57%
Valeur FP ajustée des PV sur Actifs	318 353	453 961	229 587	378 922	202 254	269 783	250 065	367 556
Quote part	41%	59%	38%	62%	43%	57%	40.6%	59.4%

(*) Les comptes utilisés sont les comptes sociaux de Matel PC Market

6.5. Transactions de référence

Le holding financier HAF de M. Abdellatif Hakam a procédé à l'acquisition de titres de Matel entre juillet et octobre 2009, et de Distrisoft entre septembre et octobre 2009, pour un montant cumulé

d'environ 5% dans chacune des sociétés. Les actions ont été acquises pour partie sur le marché central, et pour partie sur le marché de blocs, auprès de certains administrateurs desdites sociétés.

	Matel	Distrisoft
Nb de titres acquis	59 443	27 152
Montant total acquisition en DH	19 516 115	12 506 474
Cours moyen acquisition en DH	328,32	460,61
Valorisation induite en DH	372 683 498	230 497 835
QP relative	61,79%	38,21%

Source : HAF

Ces transactions, pour significatives qu'elles sont, ne représentent pas une méthode de valorisation nouvelle puisqu'elles ne reflètent que l'appréciation par le marché (déjà prise en considération par les méthodes boursières). Elles permettront néanmoins de comparer les valorisations retenues avec celles acceptées par un investisseur désireux d'acquérir une participation significative dans le capital des deux sociétés.

6.6. Synthèse des résultats

● *Récapitulatif des valorisations*

En KDH	MATEL	DISTRISOFT	MAT + DTS	MAT	DTS
Capitalisation boursière	395 701	256 584	652 285	60,7%	39,3%
Valorisation par le P/E	548 985	351 453	900 437	61,0%	39,0%
Valorisation par le P/B	738 056	321 393	1 059 449	69,7%	30,3%
Valorisation par EBE	367 556	250 065	617 620	59,4%	40,6%

● *Pondérations retenues et résultat*

Sur la base de ces premiers résultats, les actionnaires ont discuté sur les approches qui leur semblaient les plus pertinentes, compte tenu de l'activité des entreprises et de leur souhait de valoriser leur potentiel de croissance. Ils sont convenus :

- De donner une large part à la valorisation par le marché, considérant que les deux sociétés étant cotées leur valorisation boursière est très représentative de l'appréciation par les actionnaires
- De privilégier les valorisations basées sur la rentabilité plutôt que celle basée sur les actifs, considérant que l'essentiel de leurs actifs sont constitués d'actifs circulant qu'ils souhaitent réduire et non augmenter.

En conséquence, ils ont retenu la fourchette suivante de pondérations à appliquer aux méthodes de valorisation :

Pondérations	Min	Max
Capitalisations boursières	30%	50%
Valorisation par le P/E	5%	20%
Valorisation par le P/B	0%	15%
Valorisation par EBE	30%	50%

Une vingtaine de combinaisons différentes de ces pondérations étaient possibles, elles ont été simulées pour calculer les valorisations qui en découlaient pour les deux sociétés, ainsi que les cours induits et les ratios d'échange correspondants. Ces valorisations s'inscrivent dans les fourchettes suivantes :

	Min	Max
Valorisation Matel (KDH)	387 076	446 874
Valorisation Distrisoft (KDH)	258 068	272 950
Cours correspondant pour Matel	341	393.67
Cours correspondant pour Distrisoft	515,70	545,44
Ratio d'échange entre actions	1,4878	1,6472
Quote part anciens actionnaires Matel	59,998%	62,415%
Quote part anciens actionnaires Distrisoft	37,585%	40,002%

6.7. Parité d'échange retenue

Sur la base de cette fourchette de valorisation, les dirigeants (et actionnaires de référence) ont recherché une parité simple, qui soit comprise à l'intérieur des fourchettes calculées. Ils sont convenus de retenir le ratio de 1.50, qui correspond à une parité simple à mettre en œuvre, de 2 actions Distrisoft pour 3 actions Matel PC market.

Cette parité de 2 pour 3 correspond aux valorisations suivantes, qui sont simplement déduites de l'historique et n'intègrent nullement le potentiel découlant de la fusion. Ces valorisations sont celles retenues pour la mise en œuvre de la fusion :

- Valorisation de Matel PC market : 397 297 250 DH
- Valorisation de Distrisoft : 262 719 975 DH
- Valorisation de l'entité fusionnée : 660 017 225 DH

Soit une quote part de 60,195% pour les actionnaires de Matel PC market et une quote part de 39,805% pour les actionnaires de Distrisoft.

Sur cette base, les actionnaires ont ensuite estimé le nombre d'actions à créer au titre de l'augmentation de capital. L'opération aboutit aux résultats suivants :

	Matel	Distrisoft	Entité fusionnée
Nb d'actions initial	1 135 135	500 419	
Valorisation	397 297 250,00	262 719 975,00	660 017 225,00
Quote-part Valorisation	60,195%	39,805%	100,000%
Valeur par action	350	525	
Nb d'actions à créer	750 627		
Nb d'actions après augmentation de capital			1 885 762,00
Valeur par action après augmentation de capital			338,00
Répartition nb actions	1 135 135	750 627	1 885 762
Nb actions en % capital	60,195%	39,805%	100,000%

Ces valorisations retenues sont très conservatrices au regard des comparables boursiers habituels, comme le présente le tableau suivant :

Valorisation entité fusionnée	660 017 225
Nb d'actions	1 885 762,00
RN 2009 en KDH	76 425,00
AN 2009 en KDH	382 682,00
BPA	40,53
AN/action	202,93
PER 2009	8,64
P/B 2009	1,72

Il faut rappeler que les valorisations retenues dans le cadre de cet exercice avaient pour seul objectif de déterminer la parité d'échange entre les actions Distrisoft et Matel PC market, ce qui importait était plus le rapport entre les valorisations des deux sociétés que le montant des valorisations dans l'absolu. Aussi, le niveau modeste des valorisations retenues (inférieur à la capitalisation boursière au moment de la rédaction de la présente note) n'est nullement représentatif de la valeur réelle des deux sociétés, et encore moins de leur potentiel d'appréciation suite à la fusion.

7. Intermédiaires financiers

Organisme Centralisateur des actions Distrisoft : BMCE Capital Titres

Adresse : Avenue Hassan II, Casablanca

Tel : 05-22-49-86-33

Organisme centralisateur des actions Matel PC Market : CFG Marchés

Adresse : 5-7 rue Ibnou Toufail, quartier Palmiers, Casablanca

Tel : 05-22-48-83-31

Dépositaires titres : tous les dépositaires dont les clients détiennent des actions Distrisoft

8. Calendrier de l'opération

Ordres	Etapes	Date
1	Réception du dossier complet de l'opération	Mercredi 17 mars 2010
2	Emission de l'avis d'approbation de la Bourse de Casablanca sur l'opération	Mercredi 17 mars 2010
3	Réception par la Bourse de Casablanca de la Note d'information visée par le CDVM	Mercredi 17 mars 2010
4	Publication au Bulletin de la cote de l'avis relatif à l'opération	Vendredi 19 mars 2010
5	Publication de l'extrait de la note d'information	Vendredi 19 mars 2010
6	Diffusion des modalités techniques de l'opération aux teneurs de comptes	Vendredi 19 mars 2010
7	-Envoi par les teneurs de comptes des courriers d'information préalable aux détenteurs de droits d'attribution de DISTRISOFT MAROC. -Envoi par les teneurs de comptes des courriers d'information préalable aux détenteurs des actions DISTRISOFT MAROC.	Mardi 23 mars 2010
8	Suspension de la cotation des actions MATEL PC MARKET et DISTRISOFT	jeudi 29 avril 2010
9	- Approbation du projet de fusion-absorption par l'AGE de DISTRISOFT MAROC - Approbation du projet de fusion-absorption, constatation de la réalisation de l'augmentation du capital et changement de la dénomination de la société par l'AGE de MATEL PC MARKET.	jeudi 29 avril 2010
10	Réception par la Bourse de Casablanca des procès verbaux des AGE de DISTRISOFT MAROC et de MATEL PC MARKET tenues le 29 avril 2010	vendredi 30 avril 2010
11	Publication de l'avis de la Bourse de Casablanca relatif au changement de la dénomination sociale et de la cotation des rompus	lundi 3 mai 2010
12	- Calcul des positions des titulaires de droits d'attribution DISTRISOFT MAROC - Calcul des positions des titulaires d'actions DISTRISOFT MAROC,	lundi 3 mai 2010
13	Envoi par les teneurs de comptes au centralisateur de MATEL PC MARKET des positions des titulaires d'actions DISTRISOFT	lundi 3 mai 2010
14	Conversion automatique des actions DISTRISOFT en actions MATEL PC MARKET	mardi 4 mai 2010
15	Virement par les teneurs de comptes des droits d'attribution non exercés au centralisateur de DISTRISOFT	mercredi 5 mai 2010
16	Regroupement et conversion par le centralisateur de DISTRISOFT des droits d'attribution en actions Distrosoft,	mercredi 5 mai 2010
17	Reprise de la cotation des actions MATEL (sous la nouvelle dénomination sociale)	Jeudi 6 mai 2010 au plus tard
18	Récupération par le centralisateur de DISTRISOFT des dividendes correspondant aux actions DISTRISOFT issues de l'exercice des droits d'attribution	jeudi 6 mai 2010
19	Conversion par le centralisateur de DISTRISOFT des actions DISTRISOFT en actions MATEL PC MARKET	vendredi 7 mai 2010
20	- Admission des actions nouvelles MATEL PC MARKET (sous la nouvelle dénomination sociale); - Démarrage de la cotation des rompus MATEL (sous la	Lundi 10 mai 2010

	nouvelle dénomination sociale ex DISTRISOFT); - Suppression de la cote des actions et des droits d'attribution DISTRISOFT MAROC.	
21	Début de la période de cession en bourse par le centralisateur de DISTRISOFT des actions MATEL PC MARKET (*) issues des étapes 16, 18 et 19	lundi 10 mai 2010
22	Fin de la période de cession par le centralisateur de DISTRISOFT des actions MATEL PC MARKET (*) en bourse issues des étapes 16 à 18	vendredi 4 juin 2010 à 16h
23	Radiation de la ligne de cotation des rompus MATEL (sous la nouvelle dénomination sociale ex DISTRISOFT)	Lundi 7 juin 2010
24	Calcul par les teneurs de comptes des positions des titulaires de rompus MATEL (**)	mercredi 9 juin 2010
25	Répartition et virement par le centralisateur de DISTRISOFT du produit de cession d'actions MATEL PC MARKET (*) au prorata sur les teneurs de comptes.	Jeudi 10 juin 2010 au plus tard
26	Virement par les teneurs de comptes des titres formant rompus MATEL (**) au centralisateur de MATEL	Jeudi 10 juin 2010
27	Regroupement et conversion par le centralisateur de MATEL des titres formant rompus (**) et leur conversion en actions MATEL (*),	Jeudi 10 juin 2010
28	Début de la période de cession par le centralisateur de MATEL des actions MATEL PC MARKET (*) en bourse	Vendredi 11 juin 2010
29	Fin de la période de cession par le centralisateur de MATEL des actions MATEL PC MARKET (*) en bourse	Jeudi 17 juin 2010 à 16h
30	Répartition et virement par le centralisateur de MATEL du produit de cession des actions MATEL PC MARKET (*) au prorata sur les teneurs de comptes.	Mercredi 23 juin 2010 au plus tard

(*) Sous la nouvelle dénomination social de Matel PC Market

(**) Sous la nouvelle dénomination sociale ex Distrisoft

9. Bénéficiaires de l'Opération

La présente opération est réservée aux actionnaires de la société Distrisoft, en rémunération de l'apport fusion de Distrisoft. Des frais de traitement de l'opération (conversion des titres, traitement éventuel des rompus et des droits d'attribution) pourront être supportés par les actionnaires selon le barème en vigueur chez chaque dépositaire.

A la date de la rédaction de la présente Note d'information, il apparaît que certains actionnaires de Distrisoft n'ont pas exercé les droits d'attribution qui leur avaient été accordés lors de l'augmentation de capital de janvier 2008. Rappelons que cette augmentation de capital par incorporation de réserves avait été réalisée par l'attribution d'une action gratuite pour deux actions détenues.

Aussi, les actionnaires de Distrisoft qui seraient encore détenteurs de droits d'attribution sont invités à faire le nécessaire pour exercer leurs droits, afin de détenir des actions entières Distrisoft à la date de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 29 avril 2010.

Afin de préserver les intérêts des actionnaires qui n'auraient pas exercé leurs droits, il est proposé à l'Assemblée Générale Extraordinaire de Distrisoft d'autoriser le regroupement par le centralisateur des droits d'attribution qui n'auraient pas été exercés, afin de les exercer et d'obtenir des actions Distrisoft. Le centralisateur sera alors chargé de :

- Récupérer les dividendes correspondant à ces actions

- Convertir ces actions Distrisoft en actions Matel selon le rapport d'échange de 2 actions Distrisoft pour trois actions Matel
- Céder sur le marché boursier les actions Matel dans un délai maximum de 20 jours ouvrables à compter de la reprise de la cotation.
- Rétrocéder aux dépositaires (qui répartiront sur leurs clients concernés) le montant de la cession, net de toutes charges. Les dépositaires devront alors créditer leurs clients en conséquence.

10. Traitement des rompus

La parité d'échange étant établie à 3 actions de Matel pour 2 actions de Distrisoft, les actionnaires de Distrisoft qui disposeraient d'un nombre impair d'actions sont invités à acquérir ou céder une action Distrisoft pour avoir un nombre pair d'actions, préalablement à la tenue de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Sous réserve de la validation du traité de fusion par les AGE, les actions Distrisoft seront immédiatement converties en actions Matel selon le rapport d'échange de 3 actions de Matel pour 2 actions de Distrisoft, et ce immédiatement après l'Assemblée Générale Extraordinaire.

En conséquence, les détenteurs d'un nombre x impair d'actions Distrisoft détiendront alors le nombre suivant d'actions Matel après conversion :

- x = nombre d'actions Distrisoft détenues, x étant impair
- y = nombre d'actions Matel détenues après conversion
- $y = ((x - 1)/2) * 3$

Les détenteurs d'un nombre impair d'actions Distrisoft détiendront alors y actions Matel + 1 rompu Matel (ex DTS).

Pour permettre aux actionnaires de traiter eux-mêmes les rompus Matel (ex DTS), ces rompus seront négociés sur la cote de la Bourse de Casablanca pendant 20 séances de bourse, à compter de la reprise de la cotation des actions Matel.

A l'issue de cette période de 20 jours de bourse, les rompus Matel (ex DTS) qui seraient encore en circulation seront transmis par les dépositaires au centralisateur, qui les regroupera et les transformera en actions Matel. Ces actions nouvelles seront alors cédées en Bourse par le centralisateur aux conditions de marché dans un délai de 5 jours ouvrables et le produit de la cession sera, à due proportion, redistribué aux dépositaires qui le répartiront entre les détenteurs des rompus.

11. Cotation en Bourse

Pour les actions Matel PC market :

Libellé :	MATEL (sera modifié suite à la décision de l'Assemblée générale Extraordinaire d'adopter une nouvelle dénomination)
Ticker :	MAT (sera modifié suite à la décision de l'Assemblée générale Extraordinaire d'adopter une nouvelle dénomination)
Code ISIN :	Identique à l'actuel
Compartiment :	Premier compartiment (Marché principal)
Mode de cotation :	Continu
Date de première cotation :	28 février 2007
Organisme centralisateur :	CFG Marchés

Pour les rompus MATEL (ex DTS)

Libellé :	« XXXXX » (3P2) Ex DTS (sera modifié suite à la décision de l'Assemblée générale Extraordinaire d'adopter une nouvelle dénomination)
Code	9701
Ticker :	XXXXXX (sera modifié suite à la décision de l'Assemblée générale Extraordinaire d'adopter une nouvelle dénomination)
Groupe de cotation	11
Mode de cotation :	Fixing
Date de première cotation :	Lundi 10 mai 2010
Date de dernière cotation	Vendredi 4 juin 2010

12. Fiscalité relative à l'opération de fusion

Les sociétés Matel et Distrisoft ont décidé de placer l'opération de fusion absorption sous le régime particulier des fusions prévu par l'article 247-XV du Code Général des Impôts, tel que complété par la loi de finances pour l'année 2010.

Ce régime particulier des fusions prévoit, sous réserve de respecter certaines règles de forme prévues par le législateur, que la plus-value nette réalisée par la société absorbée à la suite de l'apport de l'ensemble des éléments de l'actif immobilisé ne soit pas imposée chez la société absorbée.

Cette exonération est conditionnée par le dépôt au service local des impôts dont dépend la société fusionnée, en double exemplaire, d'une déclaration écrite accompagnée :

- D'un état récapitulatif des éléments apportés comportant tous les détails relatifs aux plus-values réalisées ou aux moins-values subies et dégageant la plus-value nette qui ne sera pas imposée chez la société absorbée ;
- D'un état concernant les provisions figurant au passif du bilan de la société absorbée avec indication de celles qui n'ont pas fait l'objet de déduction fiscale ;
- De l'acte de fusion dans lequel la société absorbante s'engage à :
 - Reprendre, pour leur montant intégral, les provisions dont l'imposition est différée.
 - Réintégrer, dans ses bénéfices imposables, la plus-value nette réalisée par chacune des sociétés fusionnées sur l'apport des éléments amortissables étant entendu que la plus-value nette précitée devra être réintégrée dans le résultat fiscal, par fractions égales, sur la période d'amortissement des biens, et la valeur d'apport des éléments concernés par cette réintégration devra être prise en considération pour le calcul des amortissements et des plus-values ultérieures ;
 - Ajouter aux plus-values constatées ou réalisées ultérieurement à l'occasion du retrait ou de la cession des éléments non concernés par la réintégration prévue ci-dessus, les plus-values qui ont été réalisées par la société fusionnée et dont l'imposition a été différée ;
 - Se substituer à la société absorbée dans les engagements fiscaux éventuels qu'elle a pris antérieurement à la fusion.

13. Fiscalité relative aux opérations sur titres

En application des dispositions de l'article 247- XV-D du Code général des Impôts, tel que complété par la loi de finances pour l'année 2010 : « les plus values résultant de l'échange des titres de la société absorbée contre des titres de la société absorbante, réalisée dans le cadre des opérations de fusion visées dans le présent article, ne sont imposables chez les personnes physiques ou morales actionnaires de la société absorbée qu'au moment de la cession de ces titres. Ces plus values sont calculées sur la base du prix initial d'acquisition des titres de la société absorbée avant leur échange suite à une opération de fusion ».

En application de cet article, les plus values éventuelles sont donc traitées, au moment de la cession, selon le régime propre à chaque actionnaire. Ce régime est présenté ci-dessous à titre indicatif et ne constitue pas l'exhaustivité des situations fiscales applicables à chaque investisseur. Sous réserve de modifications législatives ou réglementaires, le régime actuellement en vigueur est le suivant :

13.1. Actionnaires personnes physiques résidentes

● *Imposition des profits de cession*

Conformément aux dispositions de l'article 73 du Code Général des Impôts, les profits de cession des actions sont soumis à l'IR au taux de 15%. L'impôt est retenu à la source et versé au Trésor par l'intermédiaire financier habilité teneur de comptes titres.

Selon les dispositions de l'article 68 du Code Général des Impôts, sont exonérés de l'impôt :

- Les profits ou la fraction des profits sur cession d'actions correspondant au montant des cessions réalisées au cours d'une année civile, n'excédant pas le seuil de 30 000 Dh.
- La donation des actions effectuée entre ascendants et descendants, entre époux et entre frères et sœurs. Le fait générateur de l'impôt est constitué par la réalisation des opérations ci-après :
- La cession, à titre onéreux ou gratuit à l'exclusion de la donation entre ascendants et descendants et entre époux, frères et sœurs ;
- L'échange, considéré comme une double vente de valeurs mobilières ;
- L'apport en société.

Le profit net de cession est constitué par la différence entre :

- D'une part, le prix de cession diminué, le cas échéant, des frais supportés à l'occasion de cette cession, notamment les frais de courtage et de commission ;
- Et d'autre part, le prix d'acquisition majoré, le cas échéant, des frais supportés à l'occasion de ladite acquisition, tels que les frais de courtage et de commission. Les moins-values subies au cours d'une année sont imputables sur les plus-values des années suivantes jusqu'à l'expiration de la 4ème année qui suit celle de la réalisation des moins-values.

● *Imposition des dividendes*

Les dividendes distribués à des personnes physiques résidentes sont soumis à une retenue à la source de 10% libératoire de l'IR.

13.2. Actionnaires personnes morales résidentes

● *Imposition des profits de cession*

Les profits nets résultant de la cession, en cours ou en fin d'exploitation, d'actions cotées à la Bourse de Casablanca sont imposables en totalité.

● *Imposition des dividendes*

Personnes morales résidentes passibles de l'IS

Les dividendes distribués, versés, mis à la disposition ou inscrits en comptes par des sociétés soumises à l'IS sont soumis à une retenue à la source de 10% libératoire de l'IS.

Cependant, les revenus précités ne sont pas soumis au dit impôt si la société bénéficiaire fournit à la société distributrice une attestation de propriété des titres comportant son numéro d'imposition à l'IS.

Personnes morales résidentes passibles de l'IR

Les dividendes distribués à des personnes morales résidentes passibles de l'IR sont soumis à une retenue à la source au taux de 10% libératoire de l'impôt.

13.3. Actionnaires personnes physiques non résidentes

● *Imposition des profits de cession*

Sous réserve de l'application des dispositions des conventions internationales de non double imposition, les profits de cession d'actions réalisées par des personnes physiques non résidentes sont imposables à l'IR dans les mêmes conditions que pour les personnes physiques résidentes.

● *Imposition des dividendes*

Sous réserve de l'application des dispositions des conventions internationales de non double imposition, les dividendes sont soumis à une retenue à la source au taux de 10%.

13.4. Actionnaires personnes morales non résidentes

● *Imposition des profits de cession*

Les profits de cession d'actions cotées à la Bourse de Casablanca réalisées par des personnes morales non résidentes sont exonérés de l'impôt sur les sociétés. Toutefois, cette exonération ne s'applique pas aux profits résultant de la cession des titres des sociétés à prépondérance immobilière.

● *Imposition des dividendes*

Sous réserve de l'application des dispositions des conventions internationales de non double imposition, les dividendes sont soumis à une retenue à la source au taux de 10%.

14. Charges relatives à l'opération

Les frais de l'Opération sont à la charge de Matel PC Market et sont estimés à près de 2% du montant de l'Opération. La nature de ces frais est détaillée ci-dessous :

- Les frais légaux ;
- Le conseil financier ;
- le conseil juridique
- Le conseil fiscal;
- les frais de communication,
- La commission relative au visa du CDVM
- Les commissions de Maroclear et de la Bourse de Casablanca.

III . PRESENTATION GENERALE DU SECTEUR INFORMATIQUE

1. Panorama du marché mondial de l'informatique

Avertissement : *La présente analyse du marché mondiale de l'informatique se base sur les chiffres publiés par les cabinets d'analystes spécialisés IDC ³, GARTNER ⁴ ou AMR Research. L'analyse chiffrée de certaines familles de produits demeure néanmoins relativement limitée compte tenu de l'absence d'information.*

L'industrie informatique recouvre deux catégories principales :

- Matériel informatique ou hardware, qui regroupe les Personal Computer -PC-, les serveurs, les imprimantes, les équipements réseaux, etc.
- Logiciels (ou software) et services informatiques, qui regroupent d'une part ; les logiciels d'infrastructure, notamment les systèmes d'exploitation, les systèmes de management et les progiciels applicatifs et d'autre part ; les prestations de services d'installation, de maintenance, de formation et de développement de solutions.

1.1. Matériel informatique

● Personal Computer

Evolution du marché mondial

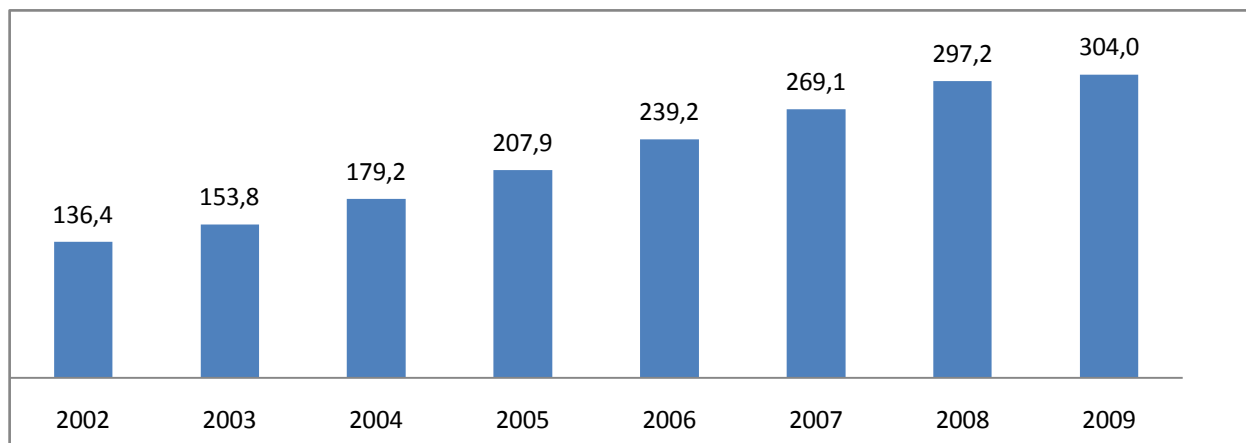
Le marché mondial du PC a fini l'année 2009 sur une bonne note : les ventes mondiales d'ordinateurs individuels ont rebondi au quatrième trimestre 2009, concluant une année contrastée pour le marché du PC, marquée par un mauvais démarrage, puis par une amélioration progressive, qui lui permet d'afficher une évolution globale positive par rapport à 2008. Si les chiffres annoncés varient d'un cabinet à l'autre, avec 15.2% de progression au cours du quatrième trimestre 2009 selon le cabinet IDC et 22.1% d'après Gartner, ou 2.3% de croissance en 2009 selon IDC et 5.2% d'après Gartner, ils révèlent une même tendance à la hausse pour les ventes d'ordinateurs.

La performance est certes en deçà de celles enregistrées dans les années précédentes, avec une croissance moyenne de 14% durant les 5 dernières années (2004-2008), mais ce chiffre témoigne du dynamisme des ventes d'ordinateurs dans le monde malgré la crise. Les ventes sont particulièrement tirées par les ordinateurs portables (50% des ventes en 2008 contre 20% en 2000), au détriment des équipements de bureau, et par les « netbook », dont le succès ne se dément pas depuis leur lancement en 2007.

Par ailleurs, les ventes sont soutenues par une baisse régulière des prix (un PC coûte la moitié de ce qu'il coûtait en 2000), et par la nécessité du remplacement du parc en place (30 à 40% des ventes).

³ IDC est un cabinet d'études spécialisé qui réalise des études sur le marché de l'informatique, il dispose de près d'un millier d'analystes et couvre une centaine de pays.

⁴ Gartner, Inc., fondée en 1979, est une entreprise américaine de conseil et de recherche dans le domaine des techniques avancées, et réalise environ 1,2 milliard de dollars de chiffre d'affaires annuel. Ayant environ 10 000 clients, elle mène des recherches, fournit des services de consultation, tient à jour différentes statistiques et maintient un service de nouvelles spécialisées. Le cabinet d'analyse Gartner a acquis en décembre 2009 le cabinet AMR Research et le cabinet Burton en janvier 2010, également spécialisés en analyses sur le secteur informatique



Source : IDC

Selon l'institut IDC, 304 millions de PC auraient été écoulés dans le monde en 2009, tous types de PC confondus (PC de bureaux, ordinateurs portables, ultraportables, etc.). Alors qu'en 2000 les Etats Unis absorbaient 37% des ventes et les pays émergents (Amérique latine, Europe Centrale et de l'Est, Afrique et Moyen Orient, Asie-Pacifique (hors Japon)) moins de 30%, en 2009 les pays émergents pèsent désormais 49% de la demande et les USA uniquement 23%.

Historiquement, le marché des Personal Computer était dominé par les deux américains HP et Dell. Depuis son acquisition de Compaq en 2006, HP continue à renforcer son positionnement (+4.3 points entre 2006 et 2009) alors que Dell peine à maintenir ses parts de marché (12.4% en 2009) et rejoint la troisième place derrière Acer (13.4% en 2009).

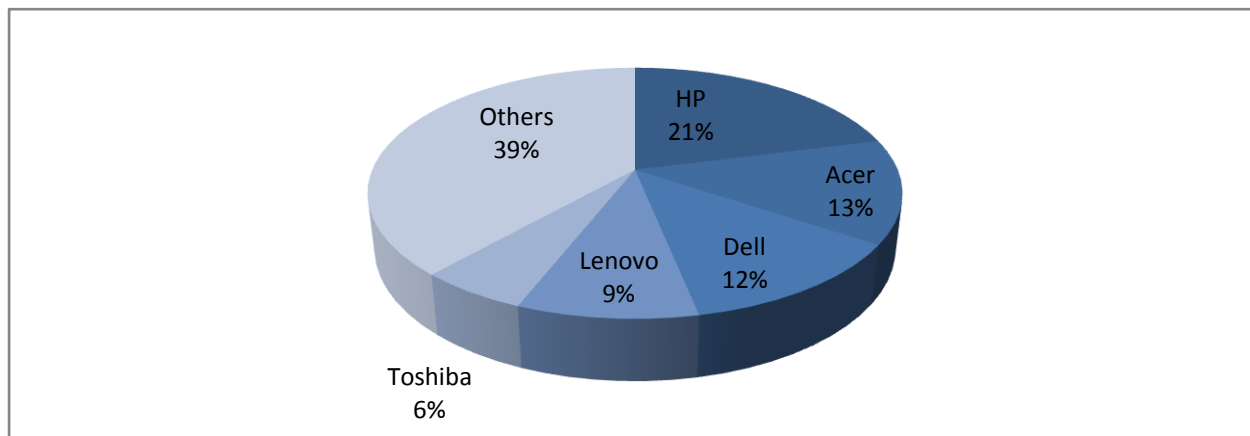
En effet, les industriels issus des pays émergents asiatiques jouissent d'une importance grandissante dans le secteur, les groupes comme Acer (taïwanais) ou Lenovo (chinois) ont réussi à se hisser parmi les leaders du marché. Le succès repose sur la compression de leurs marges mais également sur leur capacité à saisir des opportunités de croissance externe (Lenovo a absorbé la division PC d'IBM alors que Acer a racheté Gateway, Packard-Bell). En 2009 Acer a augmenté ses ventes de 28% (notamment grâce à l'acquisition de Packard Bell) et Lenovo de 42%, se classant désormais à la quatrième place. Le cinquième constructeur mondial est le japonais Toshiba. Les constructeurs asiatiques profitent ainsi pleinement d'avoir rapidement investi le créneau porteur des netbooks.

L'impact de la crise sur le marché des PC

L'année 2008 et le début de l'année 2009 ont été particulièrement difficiles pour les constructeurs d'ordinateurs, qui ont presque tous été pénalisés par le ralentissement – puis le recul - des ventes mondiales. Ainsi le cabinet d'études IDC indique que les ventes ont chuté de 1.9% durant le quatrième trimestre 2008 (par rapport au quatrième trimestre 2007), puis de 6.8% au premier trimestre 2009 et de 2.4% au second trimestre 2009. Le troisième trimestre 2009 voit enfin une reprise, de 2,3% par rapport à la même période en 2008, et le quatrième trimestre enregistre une croissance de 15.2% (toujours par rapport à la même période l'année précédente). Selon les analystes, ces chiffres traduisent la reprise du marché du PC à l'échelle mondiale.

C'est la première fois que les ventes ont reculé depuis 2002 et l'explosion de la bulle des nouvelles technologies, les Etats-Unis enregistrant le plus fort déclin. Ailleurs, la région EMEA et l'Asie Pacifique n'ont pas été épargnées non plus, alors que l'Amérique Latine s'en est plutôt bien sortie. L'énorme succès des netbooks⁵ aurait pénalisé la vente des ordinateurs traditionnels tandis que la guerre des prix et la multiplication des appareils à bas coût ont fortement réduit les marges des fabricants et entraîné la baisse des chiffres d'affaires.

⁵ Un netbook est un ordinateur portable de très petite taille, aux performances relativement faibles et vendu à bas prix.



Source : IDC

A noter cependant que le classement des constructeurs en fonction du chiffre d'affaires réalisé diffère sensiblement du classement en volume. En effet, certains constructeurs comme Apple se sont positionnés sur un marché haut de gamme, tandis que d'autres constructeurs ont décidé de se positionner sur le marché des netbooks, adoptant ainsi une stratégie de volume.

Classement des constructeurs en fonction du chiffre d'affaires réalisé (tous produits confondus)			
Groupe	Nationalité	Chiffre d'affaires en billions USD	Date de clôture de l'exercice
1 HP	Américain	118,00	31-déc.-08
2 Sony	Japonais	78,88	31-mars-09
3 Dell	Américain	61,10	31-déc.-08
4 Toshiba	Japonais	53,00	31-déc.-08
5 Fujitsu	Japonais	47,89	31-déc.-08
6 Nec	Japonais	43,01	31-mars-09
7 Apple	Américain	36,00	30-sept.-09
8 Acer	Taiwanais	17,00	31-déc.-08
9 Lenovo	Chinois	14,90	31-mars-09
10 Asus	Taiwanais	8,31	31-déc.-08

Source : sites des constructeurs

A noter enfin que l'Europe est depuis novembre 2008 écartée des leaders. En effet, Siemens a officialisé depuis cette date son retrait dans sa joint-venture avec Fujitsu, le groupe japonais étant désormais le seul bénéficiaire de la vente de ses ordinateurs.

Perspectives du secteur

Selon l'analyse du cabinet IDC⁶, la demande d'ordinateurs restera soutenue dans les années à venir. La tendance sera à la mobilité, les constructeurs bénéficiant ainsi de l'engouement du grand public pour les produits portables, et particulièrement pour les ultraportables à bas coût. Les groupes ont par ailleurs bien identifié cette opportunité et quasiment tous les leaders disposent aujourd'hui de leur propre gamme de netbooks. Cependant, cette tendance couplée à la crise mondiale incite les différents cabinets d'étude à revoir leurs perspectives de chiffre d'affaires à la baisse. En effet, bien que l'effet volume se maintienne, la percée des netbooks et la pression concurrentielle de ce secteur impliquent une baisse des prix qui affecte l'évolution du chiffre d'affaires des constructeurs. Le cabinet IDC prévoit ainsi une

⁶ IDC Worldwide Quarterly PC Tracker, 14 octobre 2009

situation de concurrence de plus en plus agressive, avec la poursuite du mouvement de consolidation parmi les constructeurs.

● Serveurs

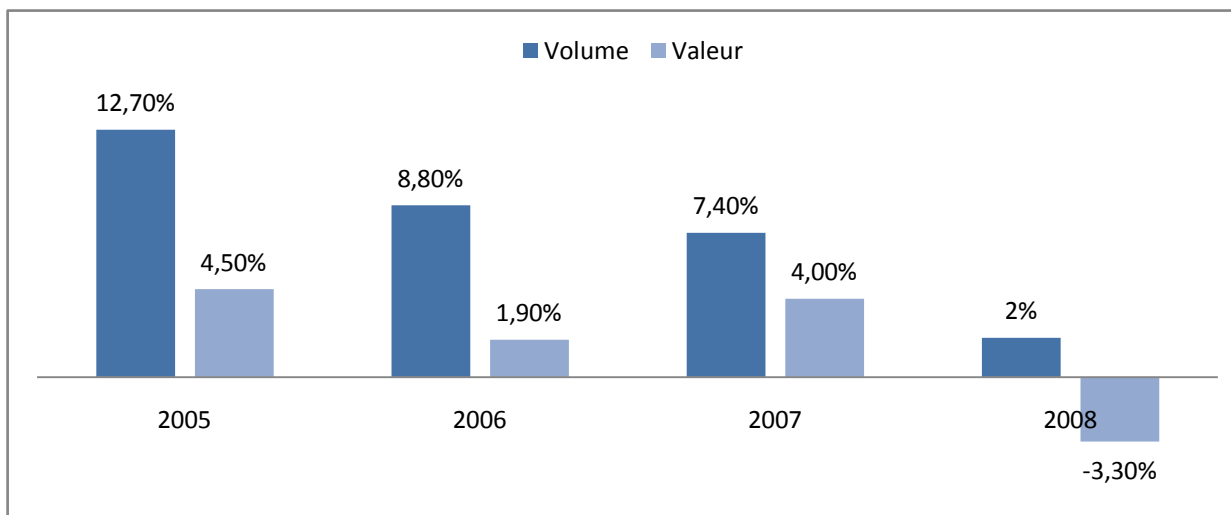
Evolution du marché mondial des serveurs

Les serveurs constituent une classe hétérogène, allant des machines monoprocesseurs avec une capacité de stockage limitée jusqu'à des machines massivement parallèles contenant des centaines de processeurs. Le marché mondial des serveurs représente des ventes d'environ 50 milliards USD par an, pour 7-8 millions d'unités vendues.

Selon le cabinet IDC, le marché mondial des serveurs enregistrait, à la fin du troisième trimestre 2009, des ventes de 1.2 millions d'unités pour un montant de 10.7 milliards USD : ces chiffres sont analysés comme une stabilisation du marché, après une baisse continue tout au long de l'année 2008.

La tendance enregistrée en 2009 s'inscrit dans la continuité de la tendance enregistrée depuis 2005, accentuée par l'effet crise de l'année 2008. En effet, depuis 2005, le marché des serveurs est caractérisé par une décélération de la croissance, tant en volume qu'en valeur.

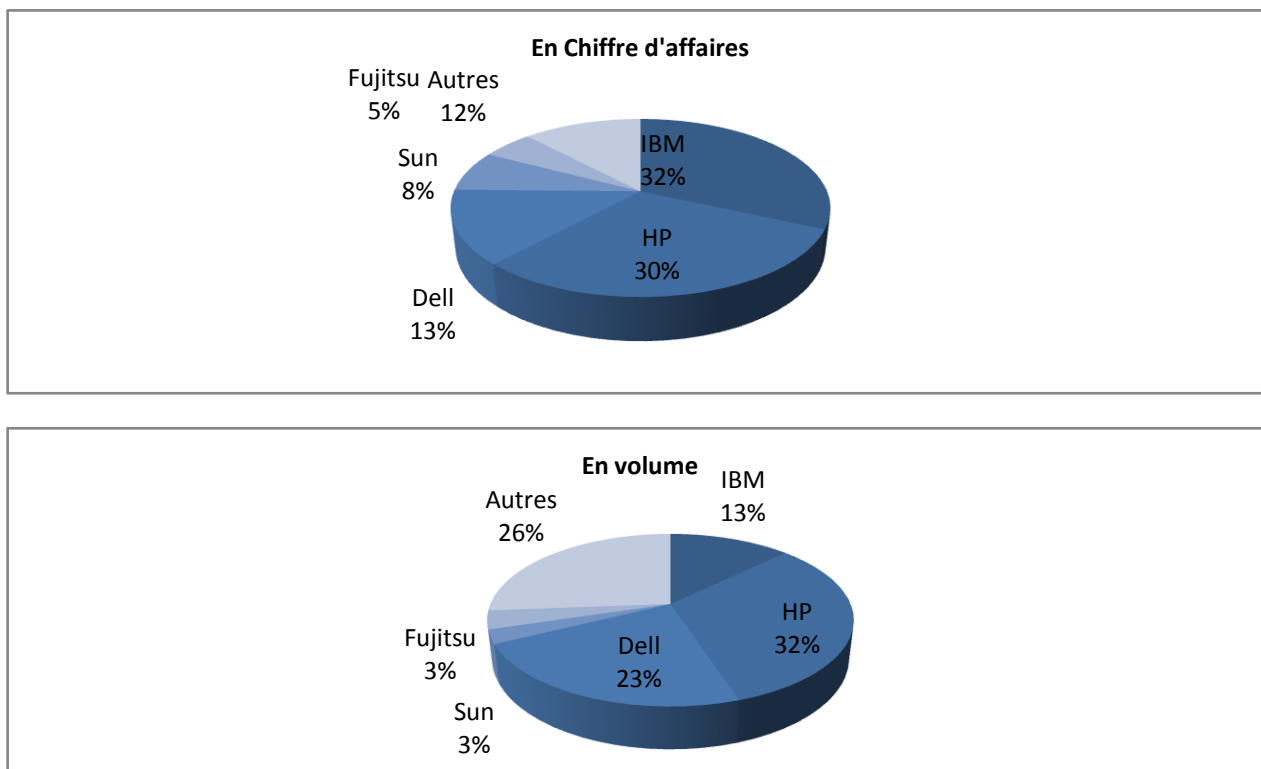
Evolution du marché mondial des serveurs



Source : Gartner

Principaux intervenants du marché des serveurs

Contrairement au marché des PC, le marché des serveurs est dominé exclusivement par des constructeurs américains, et se trouve ainsi plus fortement concentré. En effet, les deux principaux constructeurs, HP et Dell, concentrent plus de 50% des parts de marché en volume. En valeur, IBM, qui s'est positionné sur des machines haut de gamme, se hisse à la place de leader du marché mondial des serveurs en valeur avec 31.7% de parts de marché au 3^{ème} trimestre 2009, suivi par HP avec 30.2% de parts de marché et Dell avec 13.4%.



Source : Gartner

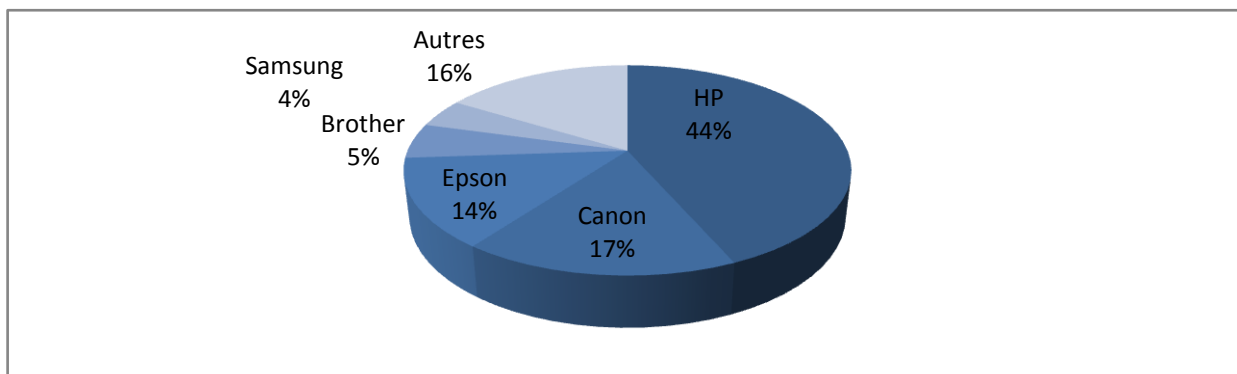
● Imprimantes

Evolution du marché des imprimantes

Le secteur des imprimantes a bénéficié lors des derniers exercices de l'arrivée de nombreux modèles compacts (notamment avec l'essor des impressions numériques de photos à domicile) et multifonctions (imprimantes, scanner, fax, etc.). Les imprimantes laser monochrome et multifonctions représentent le segment le plus important en valeur, et leurs ventes progressent malgré la tendance à la baisse de l'ensemble du marché des imprimantes.

Pour le premier semestre 2009, HP confirme son leadership sur ce type de périphériques avec 43.4% des ventes mondiales. Canon est le principal challenger du fabricant américain avec 16.8% des ventes. Les autres intervenants du secteur et notamment EPSON, BROTHER, SAMSUNG s'accaparent des parts de marché respectives de 13.7%, 5.4% et 4.4%.

Part de marché (volume) des constructeurs d'imprimantes (S1-09)



Source : Gartner

Sur les 6 premiers mois de l'année 2009, le marché mondial des imprimantes et des copieurs a reculé de 20.2% (base annuelle) pour s'élever à 51.3 millions d'unités. Selon le cabinet Gartner, le marché des

entreprises avec une baisse de 24.5% au plan mondial est plus affecté que celui des particuliers (-17,3%). Par région, les marchés émergents (Europe de l'Est, Moyen Orient, Amérique Latine) sont plus touchés avec, respectivement, 41.8% de baisse, 28% et 22.9%.

1.2. Logiciels et services informatiques

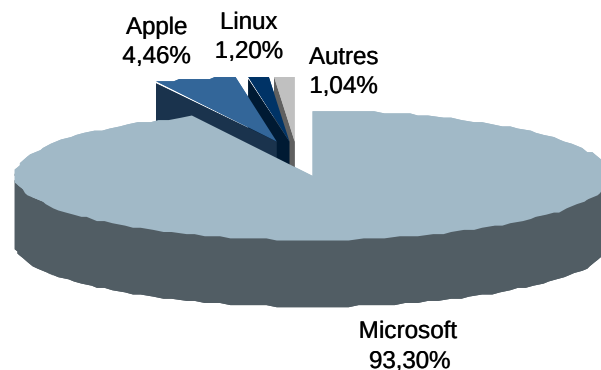
● *Les systèmes d'exploitation*

Les systèmes d'exploitation sont de deux sortes, ceux utilisés sur les PC et ceux dédiés aux serveurs.

Selon l'étude réalisée par le cabinet AT Internet Institute (ex cabinet Xiti Monitor) en décembre 2008 sur un échantillon de 195 509 sites web (à majorité francophones), les systèmes d'exploitation de Microsoft représentent près de 93% des systèmes utilisés. Apple place ses systèmes d'exploitation en deuxième position avec une part de marché de 4,5%, le reste étant partagé par Linux (1,2%) et les autres systèmes d'exploitation.

Cette étude montre l'hégémonie de Microsoft sur les autres concurrents, mais ces chiffres cachent la progression réalisée par les challengers. En effet, alors que les systèmes d'exploitation Microsoft perdent du terrain, Apple et Linux gagnent des parts de marché, profitant du développement du système MAC OS X Intel, et de l'inclinaison des utilisateurs privés pour les logiciels libres.

Part de marché par éditeur de système d'information (décembre 2008)



Source : AT Internet Institute

A noter que le système d'exploitation Windows Vista n'a pas réellement convaincu. En effet, deux ans après sa sortie, Windows Vista n'enregistre qu'une part de marché de 24%, alors que son prédécesseur Windows XP continue de dominer le marché avec une part de 66%. L'arrivée de Windows 7, à la fin de l'année 2009, risque de modifier sensiblement les parts de marché des systèmes d'exploitation proposés par Microsoft. Enfin, l'engouement des utilisateurs pour les logiciels libres est réel et favorable à une plus grande généralisation.

● *Systems management (administration des systèmes d'information)*

La mise en œuvre et l'exploitation de chacune des composantes de l'infrastructure du système d'information est assurée par des packages de progiciels spécialisés. L'ensemble de cette offre constitue la sous catégorie des systèmes de management. Cette offre est scindée en :

Progiciels de sauvegarde et de stockage

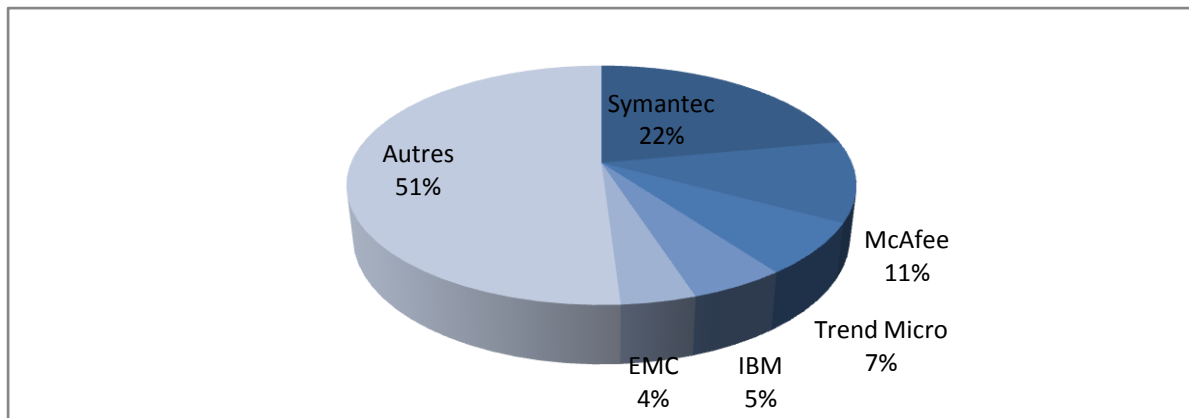
Le marché mondial des logiciels de stockage a représenté 2.8 milliards USD pour le premier trimestre 2009, selon le cabinet IDC. EMC occupe la première place sur le marché mondial avec près de 21.8% de parts de marché, suivie de SYMANTEC et IBM avec respectivement une part de marché de 18.9% et 12.2%. En quatrième position, NetApp réalise 8.3% de part de marché tandis que CA et HP suivent avec respectivement 4.3% et 3.5% de part de marché.

Logiciels de sécurité

La sécurité des réseaux demeure l'une des dépenses prioritaires dans le budget informatique des entreprises. En 2009, le marché mondial des logiciels de sécurité était estimé à 14.5 milliards de dollars, en progression de 8% malgré la période de récession. Les analystes prévoient la poursuite de la

croissance en 2010, à hauteur de 10%. Le numéro un mondial du secteur est l'éditeur Symantec, avec 22% du marché des logiciels de sécurité, il compte près de 50 millions d'utilisateurs dans le monde.

Parts de marché des logiciels de sécurité (2008)



Source : Gartner

Logiciels d'administration

Ces logiciels ont pour but d'automatiser et de centraliser des opérations qui sont, bien souvent encore, réalisées manuellement, et poste par poste, par l'administrateur d'un parc de micro-ordinateurs. Ces fonctions sont notamment :

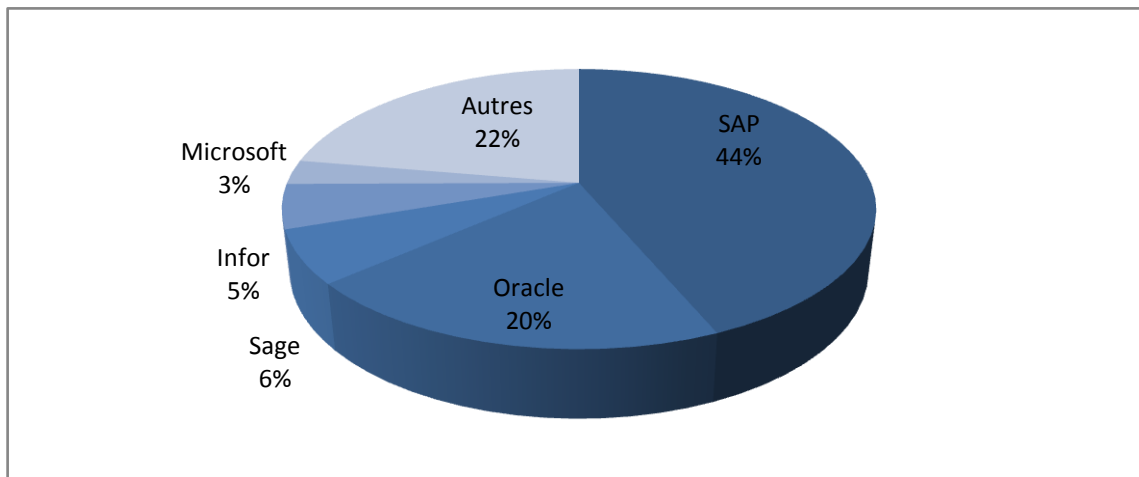
- l'inventaire des matériels et des logiciels ;
- la distribution et l'installation de logiciels ;
- la prise de contrôle à distance d'un poste utilisateur, notamment dans l'optique de télé-assistance (helpdesk) ;
- le contrôle des licences ;
- la supervision des serveurs et/ou des postes clients (alarmes).

Le marché mondial des logiciels d'administration est dominé par les logiciels OpenView de HP, Tivoli d'IBM et Unicenter de COMPUTER ASSOCIATES.

● ***Les progiciels applicatifs***

Cette sous-catégorie regroupe notamment les offres *Entreprise Ressource Planning* -ERP- et *Customer Relationship Management* – CRM.

Cette industrie est extrêmement vaste et est actuellement dominée par le marché des progiciels ERP.



Source : AMR Research

Avec un chiffre d'affaires d'environ 39 milliards USD en 2009, le marché de l'ERP a été assez largement touché par la crise avec une baisse de 11% liée principalement à la diminution des ventes de licences et de services. Les analystes prévoient une reprise en 2010, avec une croissance globale annuelle moyenne de 2.7% entre 2008 et 2013, et une plus forte contribution des revenus provenant de la maintenance dans les revenus globaux des éditeurs.

Le marché de l'ERP est largement concentré et placé sous la forte domination des deux leaders : SAP (17 milliards USD) et Oracle (7.8 milliards USD). Trois autres éditeurs seulement dépassent le milliard de USD de chiffre d'affaires : Sage (2.4 Mds USD), Infor (2.0 Mds USD) et Microsoft (1.1 Mds USD).

L'évolution attendue du marché sera marquée par la spécialisation par industrie, la consolidation, la mondialisation et l'innovation. La spécialisation par industrie n'est pas nouvelle, mais elle se poursuit sans cesse avec la prise en compte de besoins nouveaux. Oracle et SAP proposent des solutions pour une vingtaine d'industries différentes. Chez nombre d'éditeurs de taille intermédiaire, une spécialisation encore plus poussée leur permet de se positionner par rapport aux deux leaders.

2. Panorama du marché marocain de l'informatique

Avertissement : La présente analyse du marché marocain de l'informatique se base sur les derniers chiffres disponibles publiés par l'APEBI, l'ANRT et l'Observatoire National des Technologies de l'information⁷, et le cabinet IDC. L'analyse chiffrée de certaines familles de produits demeure néanmoins relativement limitée compte tenu de l'absence d'informations.

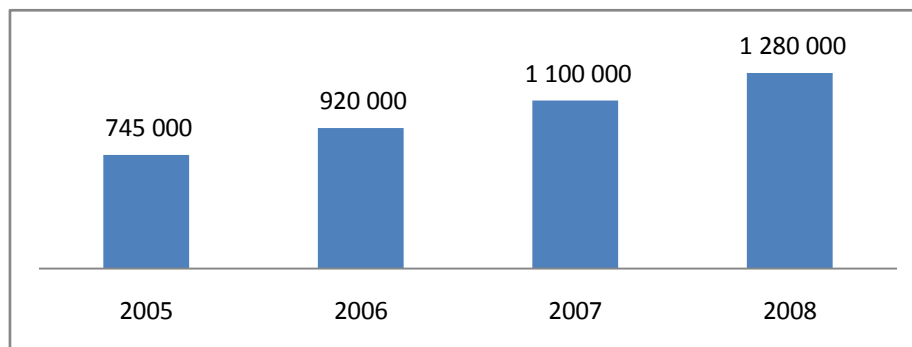
⁷ Une enquête nationale sur les technologies de l'information au Maroc a été réalisée en collaboration entre l'APEBI et l'ANRT, et publiée par l'Observatoire National des Technologies de l'Information en janvier 2008.

2.1. Situation du marché marocain de l'informatique

● Parc d'ordinateurs

Le parc estimé d'ordinateurs individuels est estimé par Distrisoft à 1 280 000 ordinateurs en 2008⁸, en croissance moyenne de 20% par an depuis 2005.

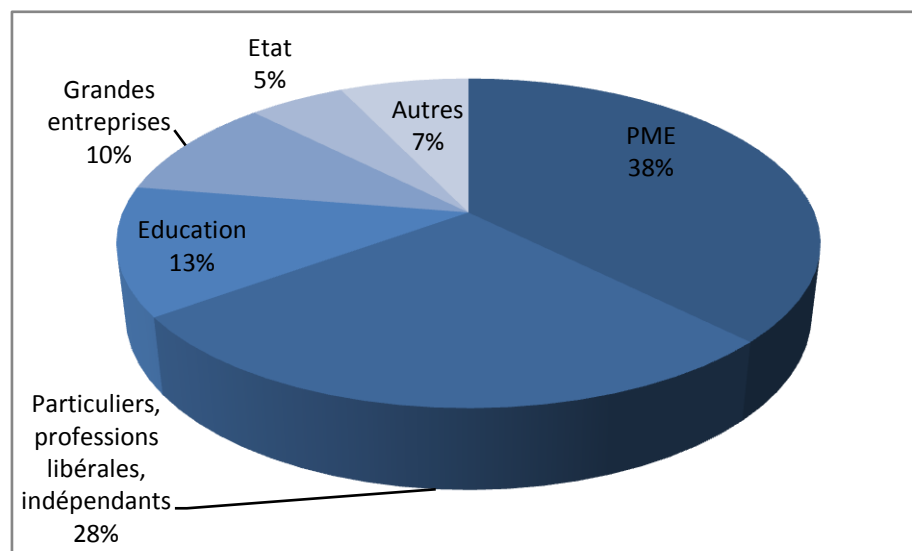
Parc estimé d'ordinateurs (2005-2008)



Source : Enquête nationale sur les TIC, Distrisoft

La répartition de ce parc installé ferait tout naturellement, compte tenu de la population des entreprises au Maroc, une large place au PME, qui représenteraient 38% des utilisateurs finaux d'ordinateurs selon l'institut IDC. Il est à noter que la répartition a évolué entre 2008 et 2009, en faisant fortement évoluer le secteur éducation (il ne représentait que 8% en 2008) et en faisant apparaître distinctement l'Etat parmi les utilisateurs finaux.

Répartition du parc d'ordinateurs selon les utilisateurs finaux (Troisième trimestre 2009)



Source Institut IDC

Selon les résultats de l'enquête nationale sur les technologies de l'information au Maroc, réalisée en collaboration entre l'ANRT et l'APEBI, en janvier 2008, la part de l'investissement consacrée aux TIC

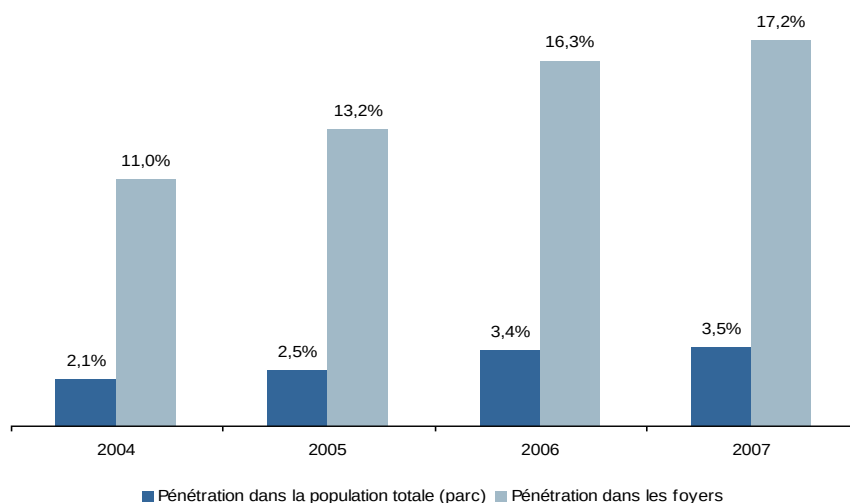
⁸ Estimation 2008 sur la base des chiffres publiés dans l'enquête sur les TIC jusqu'à 2007, et en estimant à 180 000 le nombre net d'ordinateurs rajoutés au parc (ordinateurs importés moins ceux qui viennent en remplacement de l'existant, estimés à 40%).

au niveau d'un échantillon de 500 entreprises établies au Maroc⁹ est en légère diminution lors de l'exercice 2007 et s'établit à 0,77%. En moyenne la part de l'investissement représente 0,79% sur les exercices 2005 à 2007. Par ailleurs, toujours selon cette étude, pour la troisième année consécutive, la part du budget formation consacrée aux TIC diminue et atteint lors de l'année 2007, 0,43% du budget (vs. 0,70% en 2005 et 0,60% en 2006).

L'étude souligne que, parmi les freins à l'acquisition d'un ordinateur, le « prix trop élevé » est mentionné par près de 57% des individus suivi de l'absence de besoin (32%) et enfin de l'« analphabétisme » qui est cité par près de 24% des individus. En parallèle, 34% des individus interrogés déclarent une intention d'équipement dans l'année : ces chiffres corroborent l'analyse partagée par les différents opérateurs du marché, selon laquelle « le marché marocain reste un marché de prix 10 ». C'est ainsi que le marché s'équipe au fur et à mesure de la baisse tendancielle des prix, et que les formules permettant d'obtenir un ordinateur moins cher (clones, occasion, ou autres) ont contribué de façon significative à l'équipement des particuliers.

L'étude relève également qu'au niveau des foyers, les principaux usages de l'ordinateur personnel restent la bureautique (69% des individus) et l'internet (55% des individus). Les foyers en zone rurale ne sont quasiment pas équipés d'ordinateurs, on estime que seulement 3,5% en sont dotés en 2007. Le constat est meilleur en zone urbaine avec près de 17% des foyers qui ont au moins un ordinateur à disposition.

Taux d'équipement en ordinateur personnel (2004 -2007)¹¹



Source : Enquête nationale sur les TIC

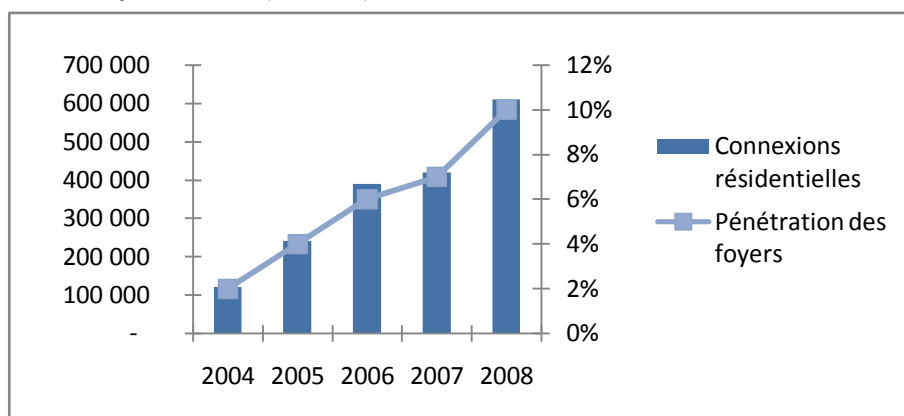
Au-delà de l'équipement en ordinateur, l'accès internet est un bon indicateur de l'utilisation réelle de l'outil informatique. A cet effet, les données relatives à la pénétration de l'accès internet montrent qu'un foyer sur 10 dispose désormais d'une connexion. Dans le cadre de la stratégie gouvernementale « Maroc Numérique 2013 », ce ratio devrait être porté à un foyer sur trois à l'horizon 2013.

⁹ Les entreprises ont été choisies selon un procédé de tirage aléatoire dans la base de l'annuaire des entreprises marocaines Kompass, l'échantillon a été redressé afin d'obtenir une représentativité comparable à la structure nationale.

¹⁰ IDC, rapport pour le premier semestre 2007

¹¹ Taux d'équipement : nb d'occurrence de la possession d'un ordinateur/nb de personnes ciblées

Connexions à internet des foyers marocains (2004-2008)



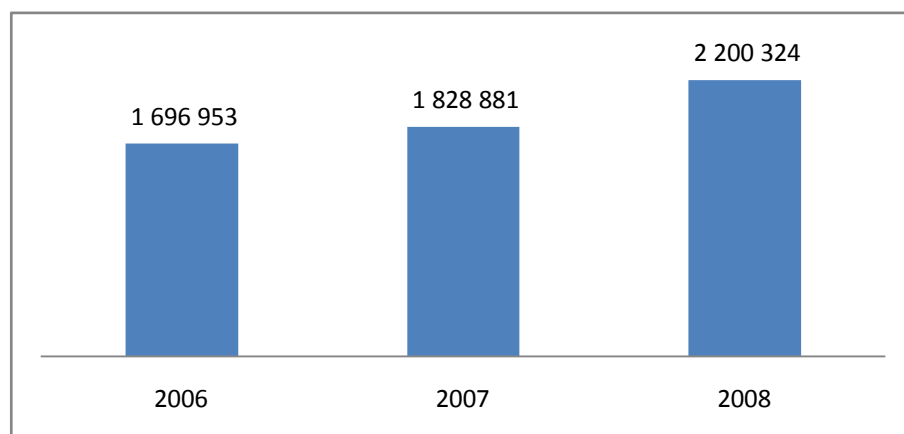
Source : Stratégie pour « Maroc Numeric 2013 »

● Estimation de la taille du marché

La taille du marché est estimée à environ 6.5 milliards de DH en 2008¹². Ce montant recouvre tant les ventes de matériel informatique (ordinateurs, serveurs, gros systèmes, imprimantes, serveurs, logiciels, progiciels, périphériques et accessoires) que de services. Il est difficile d'obtenir une estimation du volume des différents segments de marché, cependant pour les ordinateurs, dont la majeure partie est importée, les données de la douane permettent une certaine approximation.

Ainsi, si on exclut les ordinateurs montés localement, et pour lesquels nous ne disposons pas de données précises, la croissance effective du marché des ordinateurs au Maroc a été de +8% entre 2006 et 2007 et +20% entre 2007 et 2008 en valeur des ordinateurs importés¹³. Pour l'année 2008, la valeur des importations s'élève à 2.200 MDH (en prix d'acquisition pour les revendeurs), pour environ 300.000 ordinateurs neufs importés.

Importations d'ordinateurs, en KDH



Source : Douane

● Le matériel informatique

Le marché marocain de l'équipement informatique regroupe les Personal Computer (PC) y compris les serveurs, les gros systèmes, les imprimantes, périphériques et accessoires et les équipements de réseau. Par ailleurs, le marché inclut également les logiciels, progiciels et services informatiques.

¹² Source : Kompas, les 500 édition 2008

¹³ Source : Données sur les importations, Douane

Personal Computer PC

La catégorie des PC peut être scindée en trois grandes familles de produits, à savoir : (i) les PC de bureau (ii) les PC portables et (iii) les serveurs.

Selon l'Institut IDC, la ventilation des ventes de PC au Maroc montre la prédominance des PC de bureau et des PC portables avec des parts respectives de 59% et 39% des ventes en unités de PC au troisième trimestre de l'année 2009. La vente des serveurs représente quant à elle 2% de l'ensemble des ventes de PC sur le territoire national. Cependant, il est à noter que la part des PC portables ne cesse de progresser depuis plusieurs années. Ainsi la part des PC portables dans les ventes de PC au Maroc a progressé de près de 32,5 points entre le dernier trimestre de l'année 2006 (16,5% des ventes en volume) et troisième trimestre de l'année 2009.

En valeur, les PC de bureau, n'ont représenté que 49% des ventes en valeur tandis que les serveurs accaparent une part de marché de 8% du marché marocain en valeur.

Selon les statistiques de l'Institut IDC, le marché des PC a connu une croissance soutenue en 2008, principalement due à l'engouement actuel pour les PC Portables en raison notamment de la baisse continue de leurs prix de vente. En 2009 la croissance des ventes se ralentit, mais compte tenu de la baisse des prix de vente cela se traduit par une régression en valeur.

Processeurs

Les principaux processeurs utilisés dans les PC vendus au Maroc sont les processeurs fabriqués par le constructeur mondial INTEL. Selon l'Institut IDC, la part de marché du fabricant INTEL est de 87% en valeur à la fin du troisième trimestre 2009.

Imprimantes et équipements réseaux

A l'image des ventes de PC, le marché national des imprimantes est dominé par la marque HP, le reste est partagé entre les marques LEXMARK, EPSON, CANON et SAMSUNG.

Quant au segment des équipements de réseaux, il est représenté au Maroc par les leaders mondiaux CISCO SYSTEMS et 3COM pour les produits d'infrastructure.

Les consommables

Les consommables (principalement les toners pour imprimantes) sont disponibles dans deux canaux distincts : le marché officiel, constitué par les consommables importés par les grossistes disposant d'un contrat avec le fabricant, et le « grey market », correspondant à des importations effectuées de façon parallèle sans accord direct avec le fabricant, à travers des circuits non officiels, et à des conditions souvent très compétitives. Selon Distrosoft, la répartition des ventes serait de 70% pour le marché officiel et 30% pour le grey market. Par ailleurs, il existe également une offre de produits de contrefaçon, également à des conditions très attractives, mais avec une qualité aléatoire. Des campagnes de sensibilisation sont régulièrement menées par les constructeurs pour réduire ce phénomène de contrefaçon, mais il est difficile de le quantifier et d'agir de façon efficace.

Les logiciels, progiciels et services informatiques

L'offre de logiciels et de progiciels au Maroc présente une gamme complète de produits. La demande et le potentiel de marché restent néanmoins intacts et laissent la place à l'arrivée sur le marché de nombreux nouveaux produits. En effet, les logiciels illégalement copiés présents sur le parc informatique national sont estimés à près de 66%¹⁴, taux qui enregistre une baisse régulière (82% en 1994, 72% en 2004). Malgré les campagnes de sensibilisation aux risques du piratage, et en faveur du respect de la propriété intellectuelle, l'équipement en logiciels reste limité et est principalement tiré par les investissements des grands comptes.

● *Impact de la crise économique sur le marché marocain*

Selon Distrosoft, le potentiel de développement du marché marocain est très important, et la corrélation entre le niveau de croissance économique global et le développement des ventes d'ordinateurs n'est pas déterminante. En effet, les paramètres qui influent sur le niveau de croissance des ventes année après année sont principalement liés à la structure de l'offre (disponibilité de produits à des prix attractifs, conditions de distribution, etc) et aux éventuels programmes gouvernementaux (programme Génie¹⁵, Nafida, informatisation de diverses administrations, etc). Aussi, les répercussions de la crise économique mondiale sur les opérateurs marocains se sont effectivement traduites par une moindre croissance des ventes globales d'ordinateurs en 2009, mais le marché reste tiré par sa dynamique propre et continue à progresser.

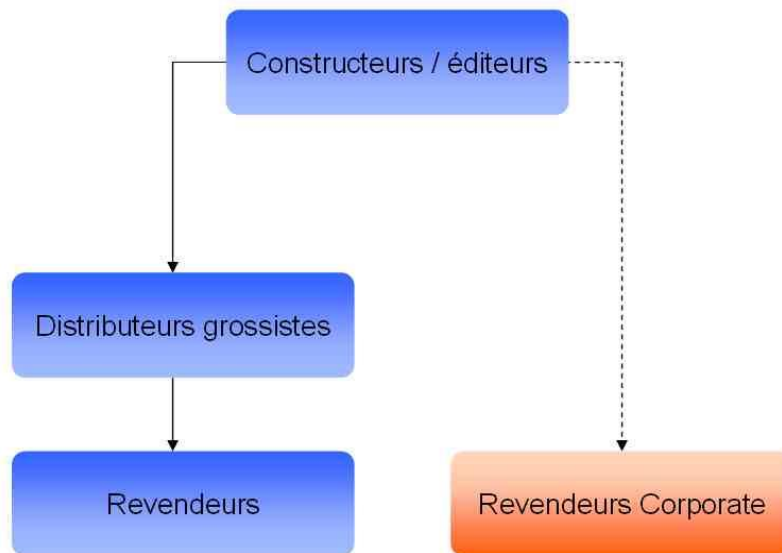
2.2. L'organisation de la distribution

On estime généralement¹⁶ que le secteur de la distribution informatique compte 1500 opérateurs dont 70% interviennent dans la distribution de matériels et logiciels et les autres dans le développement de logiciels. A l'instar des pays développés, la distribution des produits informatiques est structurée au Maroc, avec une répartition des rôles bien définie entre les différents intervenants. Cette structuration est le résultat d'une démarche impulsée par les constructeurs étrangers installés au Maroc. En effet, Microsoft, à partir de 1994, a mis en place une politique de certification de revendeurs, ce qui les a poussés à s'organiser. Cette démarche a été également reprise par Compaq en 1997, puis par HP, avec des programmes d'habilitation de revendeurs, incitant les distributeurs à se professionnaliser. Désormais, la chaîne de distribution des produits informatiques comprend (i) les constructeurs, (ii) les grossistes et (iii) les revendeurs et sont organisés selon le schéma suivant :

¹⁴ Source : Etude Business Software Alliance / IDC – Mai 2009.

¹⁵ Le programme Génie, mis en œuvre par le gouvernement dans le secteur de l'enseignement, consisté à équiper les écoles de 100.000 ordinateurs en 3 ans

¹⁶ Source : Kompas, Les 500 édition 2008



Les revendeurs assurent souvent, outre la vente aux utilisateurs finaux, des prestations d'installation, de maintenance ou quelques services informatiques. Par ailleurs, il convient de signaler la présence d'assembleurs qui distribuent des clones qu'ils fabriquent par assemblage. Ceux-ci sont essentiellement destinés aux petites entreprises et aux particuliers.

● *Les constructeurs*

La majorité des constructeurs est constituée de grandes multinationales. A l'instar du marché mondial, les plus grands constructeurs internationaux sont présents sur le marché marocain. A l'exception des constructeurs qui disposent d'une filiale historique ayant une activité commerciale directe (IBM et Schneider Electric, qui représente APC), les autres constructeurs ont opté pour une présence marketing chargée principalement de promouvoir leurs produits et d'assurer un soutien technique. C'est le cas des constructeurs suivants :

- Cisco : la filiale Cisco Systems Inc est en charge du marketing des produits Cisco, équipe de 20 personnes.
- DELL : Une équipe de 10 personnes anime la filiale marocaine « Dell Distribution Maroc », chargée de la distribution et du marketing de la marque.
- Eaton : représenté par MGE-Schneider Electric
- FUJITSU : filiale « Fujitsu Technology Solutions SA » installée depuis 1999, assure la représentation de la marque.
- HP : filiale Hewlett Packard Sarl installée depuis 1992, effectif 130 personnes.
- Intel Corporation assure la représentation de la marque.
- Lexmark International Africa sarl est installé depuis 2007 avec une équipe de 12 personnes. Assure la promotion des solutions d'impression au Maghreb et en Afrique francophone.

L'ensemble des constructeurs a procédé à une externalisation de la distribution des produits qui a été accordée à un réseau de grossistes. Cette stratégie de distribution est celle adoptée dans les pays développés.

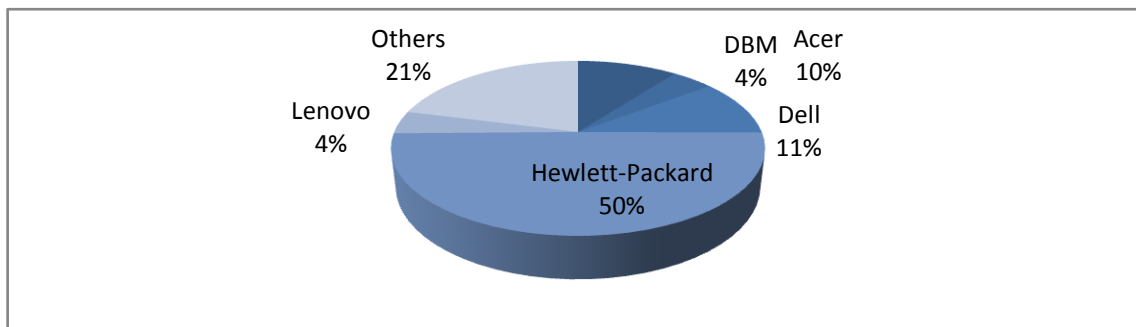
HP se positionne en tête des fournisseurs de PC au Maroc avec 49.7% de parts de marché en valeur en 2008, suivie de Dell et de Acer avec 10.4% chacun. Viennent ensuite DBM et Lenovo avec 4.3% et 4.2% de parts de marché. Les autres constructeurs (Apple, Fujitsu Siemens, LG, NEC, Olivetti, Toshiba) se partagent les 21% restants. Sur les trois premiers trimestres de 2009 les 5 premiers constructeurs maintiennent quasiment leurs positions, rejoints par Fujitsu qui dépasse à son tour 4% de part de marché.

Le segment « Autres » comprend également des clones montés au Maroc par une centaine d'intégrateurs locaux, l'un des plus connus sur le marché étant DBM. Ces derniers cherchent en effet à percer le marché des PME et des particuliers dont le pouvoir d'achat moyen ne permet pas l'acquisition de matériels de marque. En effet, le marché marocain étant un marché de prix, les clones ont permis d'offrir

une alternative attractive à un moment où le différentiel de prix entre les produits de marques et les clones était de 50 à 100%. C'est ainsi qu'en 2007 des analystes considéraient que 40% du marché du neuf était constitué de clones, soit sans marque, soit avec des marques locales. Depuis, la baisse régulière des produits de marque a fait que le différentiel de prix entre les clones et les produits de marque n'est plus que de 20 à 30%, aussi de nombreux acheteurs préfèrent désormais acheter un produit de marque et les ventes de clones deviennent marginales. Par ailleurs, la demande de PC a évolué vers une demande de PC portables, et les clones ne proposent pas de PC portables.

Il en est de même pour les ventes de portables d'occasion : ce marché, qui intéressait principalement les particuliers et les PME en raison du différentiel de prix avec les produits neufs, a considérablement diminué au fur et à mesure de la baisse des prix enregistrée sur le marché du neuf.

Ventes de PC au Maroc par constructeur (Troisième trimestre 2009) (en valeur)



Source : IDC

● Les distributeurs grossistes

Les distributeurs grossistes sont chargés de la distribution des produits de grande consommation (hardware et software) et représentent la plupart des marques de constructeurs internationaux sur le marché marocain. Leur rôle est d'assurer la logistique en termes d'approvisionnement, de stockage et de livraison entre les constructeurs et les revendeurs. Ils s'apparentent à la grande distribution dans leur relation avec les constructeurs, puisqu'ils représentent une voie quasi-obligatoire d'accès au marché.

Le marché compte une dizaine d'importateurs de matériels et logiciels informatiques. Parmi eux, seuls 6 peuvent être considérés comme distributeurs grossistes sachant que l'ensemble de leurs marchandises est distribué quasi-exclusivement à travers un large réseau de revendeurs, il s'agit de MATEL PC MARKET, Distrosoft, SCDM, DATACO TOP COMPUTER et Logix. Par ailleurs, CBI, qui est principalement un intégrateur, est le distributeur historique des produits Toshiba. Les marques distribuées par grossiste sont présentées dans le tableau ci-après¹⁷ :

¹⁷ Source : Annuaire des fournisseurs en informatique et télécommunications 2009, édité par la revue Infomagazine

	Matel PC market	Distrisoft	Dataco	SCDM	Top Compute r	CBI	Logix
Matériel informatique et consommables							
Acer	x		x		x		
Brother		x					
Canon	x						
Dell		x	x		x		
Epson	x		x		x		
Fujitsu		x	x				
HP	x	x					
IBM	x						x
Intel	x						
Lacie	x						
Lenovo	x		x				
Lexmark	x	x					
Logitech	x						
MSI	x						
Samsung	x				x		
Tally Genicom			x	x			
Toshiba		x				x	
Xerox			x				
Logiciels							
Adobe		x					
Autodesk		x					
Citrix				x			x
Computer Associates		x					
Mc Afee				x			
Microsoft	x	x					
Network Associates				x			
Symantec		x					
Equipement de réseaux							
3Com	x						
Avaya		x					
Belkin		x					
Cisco	x	x		x		x	
Dlink			x				
Linksys				x			
Siemens	x						
SMC		x					
Produits de sécurité électrique							
APC	x	x					
MGE-EATON	x	x	x				
Multimédia							
3M		x					
Epson	x		x				
Infocus		x					
Ndrive	x						

MATEL PC MARKET

Matel PC Market S.A., Société Anonyme au Capital de 113 500 000 de Dirhams est issue de la fusion en novembre 2006 de Maghreb Télécommunications S.A. « Matel » (créée en 1982) et de PC Market S.A (créée en 1986).

Avec un catalogue comprenant plus de trente marques, Matel PC Market S.A. offre un large choix de produits informatiques comprenant : ordinateurs, ordinateurs portables, serveurs et stockage, imprimantes et périphériques, logiciels et consommables. La proximité commerciale est assurée par une présence directe sur les régions de Rabat, Casablanca et Agadir.

DISTRISOFT MAROC S.A

DISTRISOFT MAROC S.A est créée en 1991 pour assurer l'importation et la distribution au Maroc des produits MICROSOFT, leader mondial de l'édition de systèmes d'exploitation et de logiciels bureautiques. Opérant dans un secteur en plein développement, DISTRISOFT MAROC S.A. élargit son activité de distribution en signant des contrats de représentation avec d'autres éditeurs de logiciels de renom tels que SYMANTEC, ADOBE et COMPUTER ASSOCIATES. Par la suite, DISTRISOFT MAROC S.A. s'investit dans le segment du « hardware » et distribue des cartes majeures à savoir HP, DELL, CISCO, LEXMARK et FUJITSU.

DATA CO

Créée en 1988, DATA CO est un grossiste importateur de produits informatiques. Basée à Casablanca, la société distribue les ordinateurs de la marque DELL, LENOVO, FUJITSU, ACER et les imprimantes estampillées EPSON, XEROX, TALLY GENICOM et OKI, et les produits EATON. Parallèlement à cette activité, DATA CO offre également des services informatiques tels que l'intégration et la maintenance de réseaux informatiques.

SCDM

SCDM est une filiale de SOUTHCOMP-POLARIS appartenant au groupe international MDS composé de 45 sociétés toutes spécialisées dans la distribution de produits informatiques en Afrique, Moyen Orient, Europe et Asie centrale. Créée en 1989, SOUTHCOMP-POLARIS est dédiée à la distribution informatique en Afrique et particulièrement en Algérie, en Côte d'Ivoire et au Maroc. Les principales marques distribuées au Maroc sont : TALLY GENICOM, Mc AFEE, CISCO, CITRIX et NETWORK ASSOCIATES.

TOP COMPUTER

TOP COMPUTER est un grossiste importateur de produits informatiques créé en 1988. Installé à Casablanca, il importe notamment les marques ACER, DELL, EPSON et SAMSUNG.

CBI

CBI est un intégrateur global en télécommunications et systèmes d'information créé en 1970, qui compte 258 salariés et qui a réalisé un CA de 300 MDH en 2008. La société dispose de 5 agences au niveau national et d'une succursale au Sénégal. CBI est le distributeur historique de la marque Toshiba. Il représente également la marque Cisco.

Logix

Filiale du groupe français Logix créé en 2002, la société se présente comme un grossiste à valeur ajoutée qui intervient principalement sur les produits IBM.

● Les revendeurs

Les revendeurs, qui achètent auprès des grossistes pour vendre au consommateur final, sont de différentes tailles et se positionnent sur différents segments de marchés. Les gros revendeurs visent

exclusivement le marché des entreprises et des administrations et offrent une garantie de services très recherchée. Les détaillants de taille plus modeste visent à la fois les petites entreprises et les particuliers. Par ailleurs, les chaînes de distribution (Grande distribution et magasins spécialisés) ont commencé à introduire la vente de matériel informatique dans leurs espaces, visant le marché des particuliers et soutenues en cela par le développement de l'ADSL et du crédit à la consommation au Maroc.

● *Les revendeurs Corporate*

Cette catégorie de revendeurs se compose de certains revendeurs qui, devant un besoin d'équipement de très forte valeur ajoutée (gros serveurs), non stockable par les distributeurs, ne passent pas nécessairement par les distributeurs grossistes et peuvent s'approvisionner directement chez les constructeurs/éditeurs.

● *Autres canaux de distribution*

La distribution des produits informatiques ne se limite plus aux distributeurs spécialisés. En effet, à l'instar de l'évolution enregistrée dans les pays développés, les grandes surfaces commencent à proposer des ordinateurs, et principalement des ordinateurs portables. Ce canal de distribution est surtout compétitif lors d'opérations ponctuelles, à l'occasion desquelles les grandes surfaces négocient un tarif avantageux directement auprès des constructeurs (exemple promotion rentrée scolaire) : en effet, en dehors des opérations promotionnelles, les consommateurs privilégient généralement un distributeur spécialisé qui pourra offrir l'assistance technique.

2.3. Réglementation et acteurs publics

● *Réglementation*

A ce jour, il n'existe aucune réglementation spécifique aux opérateurs dans le secteur des TIC hors télécoms. Néanmoins, l'ANRT intervient pour l'homologation de tous les appareils servant aux connections au réseau public (modems, WiFi, etc.).

Par ailleurs, la mise à niveau du pays dans le domaine des technologies de l'information a poussé les autorités locales à accélérer l'aménagement du code douanier et à inciter l'importation des produits informatiques et consommables.

Ainsi, dans le cadre de l'accord d'Association Maroc-Union Européenne, les matériels informatiques et les logiciels d'origine européenne sont exonérés de droits de douane depuis mars 2000. Concernant les CD-Roms, DVD/CD (jeux, musique, films, etc.), seuls les CD-Roms ne sont soumis à aucun droit de douane, les DVD/CD, quant à eux, sont soumis à un droit d'importation de 2,5% et à une taxe parafiscale de 0,25%.

Du côté des consommables, les importations de cartouches d'encre d'origine européenne sont exonérées de droits de douane depuis mars 2003 suite à l'accord d'association liant le Maroc à l'Union Européenne, par contre, les importations de cartouches d'encre de la majorité des pays non européens sont taxés à hauteur de 50%.

● *Acteurs publics*

Les trois principaux acteurs publics en charge du pilotage du secteur sont les suivants :

	Le Ministère de l'Industrie, du Commerce et des nouvelles technologies agit en tant que générateur des orientations stratégiques des secteurs commercial et industriel et incitateur de l'investissement créateur de richesse, d'innovation, de qualité et généralisant les technologies de l'information.
 18	Le Département de la Poste, des Télécommunications et des Technologies de l'Information (DEPTTI), dépendant du Ministère des Affaires Economiques et Générales, a pour mission le suivi de la mise en application de la stratégie du gouvernement en matière de Poste, de Télécommunications et de Technologies de l'Information. Il est investi de la mission publique gouvernementale de tutelle sur les établissements qui opèrent dans le secteur.
	L'Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications (ANRT) a pour principale mission le respect des dispositions de la loi sur les télécommunications. Elle veille à l'instauration d'une concurrence loyale entre les intervenants du secteur. Elle a également pour mission d'homologuer les équipements servant aux télécommunications et réseaux.

Dans la stratégie « Maroc Numéric 2013 » annoncée en 2009 par le Ministère de l'Industrie, du Commerce et des nouvelles technologies, qui en charge du secteur, une nouvelle gouvernance a été proposée pour conduire la stratégie proposée. Elle repose sur les acteurs et la répartition des tâches suivants :

- Conseil National des TI et de l'Economie Numérique : Instance Interministérielle présidée par le Premier Ministre. Son rôle est d'insuffler, en proposant au gouvernement les grandes orientations d'une stratégie nationale de développement des nouvelles technologies de l'information, ou toute mesure appropriée, notamment législative ou réglementaire de nature à contribuer à ce développement.
- Comité de pilotage des TI et de l'Economie Numérique : Instance interministérielle présidée par le Ministre en charge des Nouvelles Technologies. Ce comité fixe le cap et évalue, il formalise la vision et les ambitions, définit la stratégie et le plan d'action. Il est chargé de coordonner les plans d'actions à mettre en oeuvre et de réaliser les arbitrages nécessaires.
- Direction du Pilotage du Développement des Technologies de l'Information et de l'Economie Numérique. Instance présidée par le Ministre en charge des Nouvelles Technologies ou son représentant. Cette Direction gère la mise en oeuvre d'ensemble, elle prépare la stratégie des TI et de l'Économie Numérique, propose le plan d'action et évalue les moyens nécessaires.
- Observatoire National des Technologies de l'Information : L'observatoire mesure les résultats, établit les tableaux de bord, évalue les écarts afin d'apporter les éléments permettant de les résorber.

2.4. Associations professionnelles

Aujourd'hui, les professionnels du secteur des TIC sont représentés par l'Association des Professionnels des Technologies de l'Information (APEBI).

Fondée en 1989 à l'initiative de 10 membres, l'APEBI regroupe 150 adhérents représentant près de 95% du chiffre d'affaires du secteur. L'APEBI est, aujourd'hui, l'interlocuteur privilégié du secteur auprès des pouvoirs publics et des partenaires tiers.

Sa vision et ses objectifs s'articulent autour des axes stratégiques catalyseurs de développement du secteur des TIC, à savoir¹⁹ :

¹⁸ Source : Optima Publishing

¹⁹ Le « mot du Président de l'Apebi », janvier 2010

- La maximisation de la participation des membres dans la réalisation des projets de la demande publique
- La maximisation de l'appropriation et la participation de ses membres dans les projets e-Gov de Maroc Numeric 2013
- La promotion de l'innovation et de la recherche et développement auprès des membres de l'Apebi
- La mise en œuvre d'un pacte de mobilisation positive en partenariat avec les Pouvoirs Publics et les grands donneurs d'ordres, en vue de créer une relation de confiance.
- La promotion des TIC au service de la compétitivité des PME marocaines afin de leur permettre de faire face aux défis de la mondialisation et d'en saisir toutes les opportunités.
- Le développement des ressources humaines qualitativement et quantitativement grâce à une participation active à l'élaboration des programmes de formation en partenariat avec l'université et l'office de la formation professionnelle.
- La promotion de l'offre TIC marocaine sur le marché national et international, en coordination et avec l'appui des Pouvoir Publics.
- Maintenir et développer un dialogue permanent avec les pouvoirs publics, les acteurs internationaux et les donneurs d'ordre ;
- Réunir les conditions de l'émergence d'une industrie forte dans les TIC ;
- Développer les ressources humaines du secteur, au niveau qualitatif et quantitatif ;
- Développer les infrastructures d'accueil et les services associés ;
- Appuyer la politique du e-gouvernement ;
- Renforcer les liens de l'APEBI avec les autres secteurs économiques ;
- Appuyer et accompagner les nouvelles générations d'entreprises ;
- Soutenir l'innovation et la Recherche & Développement ;
- Assurer une meilleure visibilité du marché des TI au Maroc et à l'international ;
- Accompagner les membres dans leur mise à niveau et leur compétitivité ;
- Développer et structurer des services à valeur ajoutée au profit de ses membres ;
- Accompagner les actions par une politique forte de communication.

IV . PRESENTATION DE DISTRISOFT

1. Renseignements à caractère général

Dénomination sociale	DISTRISOFT Maroc
Siège social	Angle Boulevard Ibn Sina et rue Mimosa, Casablanca
Téléphone	05 22 95 70 00
Télécopie	05 22 95 70 20 / 30
Adresse électronique	Distrisoft@distrisoft.ma
Site web	www.distrisoft.ma
Forme juridique	Société Anonyme régie par la loi n° 17-95 du 30 Août 1996, modifiée et complétée par la loi 20-05
Date de constitution	Avril 1991
Durée de vie	99 ans
Capital social au 31 décembre 2009	50 041 900 Dh entièrement libéré, composé de 500 419 actions d'une valeur nominale de 100 DH, au 31 décembre 2009.
Exercice social	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre.
Numéro d'inscription au Registre de Commerce	61 799 (Casablanca)
Objet social (Article 3 des statuts)	La société a pour objet au Maroc et à l'étranger : L'import, la commercialisation, la promotion de logiciels, de matériels informatiques et bureautiques ; Les services d'accompagnement pour le support, l'installation, l'assistance technique et la formation ; Les études techniques et d'ingénieries spécialisées dans les travaux informatiques et tout service s'y rattachant ; L'assistance à la mise en œuvre de tous projets informatiques par le conseil au niveau du choix du matériel et des logiciels et le suivi ; Et, toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à : La création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, se rapportant à l'une ou à l'autre des activités spécifiées ; La prise de participation, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités ; La participation directe ou indirecte de la Société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe ; Toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet

objet.

Consultation des documents juridiques

Les documents sociaux, comptables et juridiques dont la communication est prévue par la loi et les statuts en faveur des actionnaires et des tiers peuvent être consultés dans le siège social de la Société (Angle Boulevard Ibn Sina et rue Mimosa - Casablanca).

Tribunal compétent en cas de litige

Tribunal de Commerce de Casablanca

Régime fiscal applicable

Régime général applicable à la société anonyme, tel que défini par le Code général des Impôts.

Textes législatifs et réglementaires

La Société est régie par le droit marocain, la loi 17-95 relative aux sociétés anonymes, modifiée et complétée par la loi 20-05, ainsi que par ses statuts.

De par sa cotation sur la Bourse des Valeurs, elle est soumise à toutes les dispositions légales et réglementaires relatives aux marchés financiers et notamment :

- Dahir portant loi n°1-93-211 du 21 septembre 1993 relatif à la Bourse des Valeurs modifié et complété par les lois 34-96, 29-00, 52-01 et 45-06 ;
- Règlement Général de la Bourse des Valeurs approuvé par l'Arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n°499-98 du 27 juillet 1998 et amendé par l'Arrêté du Ministre de l'Economie, des Finances, de la Privatisation et du Tourisme n°1960-01 du 30 octobre 2001 et par les arrêtés du Ministre des Finances et de la privatisation n°1994-04, 1137-07 et 1268-08 ;
- Dahir portant loi n°1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété par la loi n°23-01, la loi 36-05 et la loi n°44-06 ;
- Le règlement général du CDVM tel qu'approuvé par l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n°882-08 du 14 avril 2008 ;
- Dahir portant loi n°35-96 relative à la création du dépositaire central et à l'institution d'un régime général de l'inscription en compte de certaines valeurs, complété par la loi n°43-02 ;
- Règlement général du dépositaire central approuvé par l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n°932-98 du 16 avril 1998 et amendé par l'arrêté du Ministre de l'Economie, des Finances, de la Privatisation et du Tourisme n°1961-01 du 30 octobre 2001 ;
- Dahir n°1-04-21 du 21 avril 2004 portant promulgation de la loi n°26-03 relative aux offres publiques sur le marché boursier marocain, complété par la loi 46-06.
- La société est soumise également aux dispositions du Dahir n°1-95-03 du 26 janvier 1995, portant promulgation de la loi n°35-94 relative à certains titres de créances négociables

2. Renseignements sur le capital de DISTRISOFT MAROC S.A.

2.1. Renseignements à caractère général

Après l'augmentation de capital opérée le 17 janvier 2008, le capital social de DISTRISOFT Maroc S.A. s'élève à 500 419 actions de valeur nominale MAD 100.

2.2. Historique du capital et de l'actionnariat

● Historique du capital

L'évolution historique du capital de la société est présentée dans le tableau ci-dessous :

Année	Capital initial (en Dh)	Nature de l'opération	Nombres d'actions créées	Nominal (en Dh)	Montant de l'opération (en Dh)	Capital final (en Dh)
1991	-	Création de la société	6 000	100	600 000	600 000
1994	600 000	Augmentation de capital par apport en numéraire	6 000	100	600 000	1 200 000
2000	1 200 000	Augmentation de capital par apport en numéraire (1)	12 966	100	1 296 600	2 496 600
2000	2 496 600	Conversion de 6 000 actions ordinaires en actions à dividendes prioritaires sans droits de vote	-	-	-	2 496 600
2003	2 496 600	Augmentation de capital par incorporation de la prime d'émission de l'opération de 2000	95 034	100	9 503 400	12 000 000
Mai 2004	12 000 000	Conversion des 28 839 actions à dividende prioritaire sans droit de vote en actions ordinaires	-	-	-	12 000 000
Juillet 2004	12 000 000	Augmentation de capital par incorporation des réserves	30 000	100	3 000 000	15 000 000
Juillet 2004	15 000 000	Augmentation de capital par conversion de l'emprunt obligataire en actions ordinaires (2)	38 793	100	3 879 300	18 879 300
Juillet 2004	18 879 300	Augmentation de capital par intégration de la prime d'émission relative à la conversion de l'emprunt obligataire	111 207	100	11 120 700	30 000 000
Septembre 2006	30 000 000	Introduction en Bourse par cession de 76 387 actions et augmentation de capital en numéraire de 33 613 actions (3)	33 613	100	3 361 300	33 361 300
Janvier 2008	33 361 300	Augmentation de capital par incorporation des réserves	166 806	100	16 680 600	50 041 900

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

(1) L'augmentation de capital a été effectuée avec une prime d'émission de 733 DH par action

(2) La conversion des obligations en actions a été effectuée avec une prime d'émission de 286,67 DH par action

(3) L'augmentation de capital a été effectuée avec une prime d'émission de 495 DH par action

A sa création, en 1991, DISTRISOFT MAROC S.A. est dotée d'un capital de MAD 600 000, réparti en 6 000 actions d'une valeur nominale MAD 100. Son capital est augmenté à MAD 1.200.000 en 1994.

En 2000, une augmentation de capital le portant à MAD 2 496 600 est effectuée à l'occasion du changement de contrôle de la société. En parallèle, il est procédé à la conversion en actions à dividendes prioritaires sans droits de vote de 6000 actions appartenant aux actionnaires minoritaires.

En 2003, DISTRISOFT MAROC S.A. augmente son capital par incorporation d'une somme de MAD 9 503 400 prélevée sur la prime d'émission. Par ailleurs, DISTRISOFT MAROC SA. procède à une émission sans appel public à l'épargne de 150 000 obligations convertibles en actions exclusivement réservées à CAPITAL MOROCCO L.P. Les obligations émises ont été réparties en trois tranches de 50 000 obligations chacune, d'une valeur nominale de MAD 100 par obligation, à un taux d'intérêt fixe de 6,0% par an. La conversion devait s'opérer en trois fois ;

En 2004, la société opère une conversion des 28.839 actions à dividende prioritaire sans droit de vote en actions ordinaires puis procède à trois augmentations de capital successives :

- D'abord, par incorporation de réserves, pour MAD 3 000 000, portant le capital à MAD 15 000 000 ;
- Ensuite, par conversion des 150.000 obligations convertibles, émises en 2003, en 38 793 actions nouvelles au profit de CAPITAL MOROCCO L.P., portant le capital à MAD 18 879 300. Cependant, en juin 2004, la notion de tranches des obligations a été abandonnée. Toutes les obligations, présentant les mêmes caractéristiques, ont été converties en une seule fois. En effet, suite à la décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire, qui s'est tenue le 19 juillet 2004, l'intégralité des obligations convertibles existantes a été convertie en actions ordinaires ;
- Enfin, par intégration de la prime d'émission relative à la conversion de l'emprunt obligataire pour un montant de 11 120 700 DH, fixant le capital social de DISTRISOFT Maroc S.A. à MAD 30 000 000 ;

En septembre 2006, DISTRISOFT Maroc S.A. s'introduit en Bourse, par cession de 76 387 titres et augmentation de capital en numéraire de 33 613 actions, au prix unitaire de MAD 595. Le capital social de DISTRISOFT Maroc S.A. s'élève désormais à MAD 33 361 300 ;

En janvier 2008, DISTRISOFT MAROC S.A. augmente son capital par incorporation de la prime d'émission et d'une partie des réserves pour un montant global de 16,68 MDH, soit la création de 166 806 nouvelles actions. Le capital de la Société atteint ainsi 50,041 MDH.

● Historique de l'actionnariat

au 31 décembre	2000	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	en %
Famille EL HARIRY	3 600	17 303								0,0%
Said RKAIBI	5 999	28 838	57 281	57 281	43 832	4 687	7 031	5 333	5 333	1,1%
Karim BENJELLOUN RADI	6 482	31 160	64 567	69 913	60 378	60 378	90 567	90 567	90 567	18,1%
Hakim BELMAACHI	6 482	31 160	64 567	69 913	60 379	60 379	90 569	90 568	90 567	18,1%
MILLENNIUM VENTURES			34 369	34 369	28 698	62 630	93 945	59 287	59 287	11,8%
CAPITAL MOROCCO			79 210	68 518	30 325	7 416	11 124	1	1	0,0%
RMA Watanya	-	-	-	-	18 506	18 516	27 773	50 053	50 053	10,0%
CNIA Saada Assurance								57 097	57 097	11,4%
Groupe HAKAM								25 147	25 147	5,0%
François IZARD								1	1	0,0%
Autres	2 403	11 539	6	6						0,0%
Flottant en Bourse					91 495	119 607	179 411	122 365	122 366	24,5%
Total	24 966	120 000	300 000	300 000	333 613	333 613	500 419	500 419	500 419	100%

En 1991, DISTRISOFT Maroc S.A. est créée par M. Ahmed CHAMI et M. Khalid El HARIRY avec un Capital de départ de 600 000 dirhams. En 1992, M. Saïd RKAIBI rejoint le tour de table de

DISTRISOFT Maroc S.A. En 1993, M. Ahmed CHAMI vend ses parts essentiellement aux deux autres actionnaires.

En 1994, la société opère une opération d'augmentation de capital de 600.000 Dirhams, le portant à 1.200.000 dirhams.

En 2000, MM. Karim Radi BENJELLOUN et Hakim BELMAACHI intègrent le capital de DISTRISOFT Maroc S.A. par voie d'augmentation de capital et prennent le contrôle de la société ;

En 2003, la société a procédé à une augmentation de capital par incorporation d'une somme de MAD 9.503.400 prélevée sur la prime d'émission ;

En 2004, M. Khalid El HARIRY cède ses parts à MILLENNIUM VENTURES (17.303 titres). Durant la même année, CAPITAL MOROCCO achète les parts des autres actionnaires (11.539 titres) et convertit ses obligations en actions. Suite à l'augmentation du capital par incorporation des réserves et de la prime d'émission, le capital de la société atteint 30,0 MDH ;

En septembre 2006, et dans le cadre de l'opération d'introduction en Bourse réalisée en partie par cession de 76 387 titres, la participation des actionnaires au capital de DISTRISOFT Maroc S.A. a été réduite comme suit :

- MM. Karim Radi BENJELLOUN et Hakim BELMAACHI : 12,5% chacun du total des actions cédées ;
- M. Saïd RKAÏBI : 17,6% du total des actions cédées ;
- Capital Morocco LP : 50,0% du total des actions cédées ;
- Et, Millenium Ventures : 7,4% du total des actions cédées.

En 2006, la compagnie d'assurance RMA Watanya a acquis 18 506 actions représentant 5,5% du capital de DISTRISOFT MAROC S.A, suite à son introduction en bourse ;

En 2007, M. RKAIBI a cédé 39 145 actions dont une partie au Holding Millenium Ventures dont il est le principal actionnaire.

Le fonds d'investissement Capital Morocco L.P a cédé, en 2007, 22 909 actions sur le marché secondaire de la Bourse de Casablanca. Suite à l'augmentation de capital intervenue en janvier 2008, le fonds d'investissement Capital Morocco LP a vu sa participation au sein de DISTROSOFT Maroc S.A descendre à 11 124 actions.

Lors de l'exercice 2009, la compagnie d'assurance CNIA SAADA a acquis 41 061 actions, soit un 8,21% du capital social de DISTRISOFT MAROC S.A. Le franchissement du seuil de 5% du capital a été déclaré en février 2009. La prise de participation de CNIA Assurance s'est faite via le marché central et le marché de blocs. Ultérieurement, en octobre 2009, la CNIA a déclaré avoir franchi le seuil de 10% et détenir 57 097 actions, soit 11.41% ;

Par ailleurs, le fonds d'investissement Capital Morocco LP a cédé l'intégralité de sa participation dans le capital social de la Société via la bourse. Millenium Ventures a également vendu des actions, réduisant ainsi sa participation à 11.8% du capital social de Distrisoft Maroc S.A. ;

La compagnie d'assurance RMA Watanya a renforcé sa participation dans le capital social de la Société. En septembre 2009, la RMA Watanya déclare détenir 50.053 actions soit 10% du capital social de Distrisoft Maroc S.A.

Enfin, la société Hakam Abdellatif Finances a déclaré en octobre 2009 détenir 25.147 actions Distrisoft, soit 5.02% du capital de la société.

2.3. Structure de l'actionnariat

● Structure de l'actionnariat au 31 décembre 2009

La structure de l'actionnariat de DISTRISOFT MAROC S.A. au 31 décembre 2009 (*) se décline comme suit :

Actionnaires	Nb d'actions détenues	% du capital	Nb de droits de vote	% de droit de vote
Karim Radi BENJELLOUN	90 567	18,1%	90 567	18,1%
Najib Hakim BELMAACHI	90 568	18,1%	90 568	18,1%
MILLENIUM VENTURES	59 287	11,8%	59 287	11,8 %
RMA WATANYA	50 053	10%	50 053	10%
CNIA SAADA Assurance	57 097	11,41%	57 097	11,41%
Said RKAIBI	5 333	1,1%	5 333	1,1%
Groupe Hakam	25 147	5,02%	25 147	5,02%
Flottant en bourse	122 368	24,5%	122 368	24,5%
Total	500 419	100,0%	500 419	100,0%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

(*) Les données sont identiques en février 2010.

L'actionnariat au 31 décembre 2009 de DISTRISOFT Maroc S.A. comprend les sociétés suivantes :

MILLENIUM VENTURES

Holding financier détenue à hauteur de 95% par M. Said RKAIBI et 5% par son épouse. La société regroupe les participations financières de la famille RKAIBI dans diverses sociétés.

Chiffre d'affaires 2009 : 4.3 MDH (à fin novembre)

Résultat net 2009 : 4.4 MDH (à fin novembre)

Situation nette 2009 : 28.7 MDH (à fin novembre)

CNIA SAADA Assurance

CNIA Assurance a été créée en 1949, sous la dénomination Compagnie Nord Africaine et Intercontinentale d'Assurance. Elle devient filiale de la Caisse de Dépôt et de Gestion en 1965 et développe ses activités de collecte et d'emploi de l'épargne. En 1997, l'Etat cède les parts qu'il détient dans cette compagnie à ARIG (Arab Insurance Group), qui devient alors l'actionnaire majoritaire en détenant 67% du capital. En 2001, la compagnie Nord Africaine et Intercontinentale d'Assurance change de nom pour devenir CNIA Assurance, et entreprend conformément aux standards internationaux, un vaste chantier de restructuration. CNIA Assurance est rachetée à 67% par le Groupe Saham en 2005, et acquiert l'année suivante la compagnie d'assurances Es Saada. Présentes sur l'ensemble des segments d'assurance vie et d'assurance dommages incluant l'assurance automobile, l'assurance maladie, l'assurance vie et la retraite par capitalisation, CNIA Assurance et Es Saada entament une nouvelle étape en 2007, marquée par le rapprochement des deux compagnies. Le 24 juin 2009, les marques CNIA Assurances et Es Saada donnent naissances à CNIA SAADA Assurance. Le groupement CNIA SAADA Assurance voit ainsi le jour en tant que 4ème opérateur du secteur.

RMA Watanya

RMA Watanya est née de la fusion des deux compagnies marocaines RMA et El Wataniya, et son actionnaire majoritaire est le groupe Finance.com. Avec un chiffre d'affaires de 4 milliards DH et un résultat net de plus d'un milliard de DH en 2008, et une part de marché d'environ 21%, la compagnie est co-leader du secteur avec Wafa Assurances. La compagnie est également l'un des principaux investisseurs privés au Maroc.

HAKAM ABDELLATIF FINANCES

La société Hakam Abdellatif Finances est le holding qui porte les participations de la famille Hakam, il est principalement investi dans des sociétés de distribution. Au titre de l'année 2008, ce holding a réalisé des produits de 34,4 MDH, un résultat net de 33,6 MDH et disposait d'une situation nette de 171,9 MDH. Les principales participations détenues par la société, outre celles récemment acquises dans le capital de Matel et de Distrisoft, sont les suivantes :

- 26% de Auto Nejma
- 7% de Auto Hall
- 7% de Berliet

● *Pactes d'actionnaires*

Suite aux changements intervenus au capital de DISTRISOFT MAROC S.A en 2009 (sortie de l'actionnaire Capital Morocco du capital de DISTRISOFT MAROC S.A), le pacte d'actionnaires n'est plus valable.

● *Historique de distribution de dividendes*

Sur la période 2006 à 2008, le détail des distributions de dividendes est présenté dans le tableau qui suit. Pour l'exercice 2009, les décisions relatives à l'affectation des résultats et à la distribution des dividendes sont proposées à l'Assemblée Générale Ordinaire du 23 mars 2010.

Exercice	2006	2007 (*)	2008
Résultat net (KDH)	16 028	24 155	25 220
Nb d'actions	333 613	500 419	500 419
Résultat net par action (DH)	48,04	48,27	50,40
Dividende par action (DH)	27	30	30
Montant total distribué (DH)	9 007 551	15 012 570	15 012 570
Dividendes distribués / résultat net	56,20%	62,15%	59,53%

(*) Une distribution gratuite d'actions a porté le nombre d'actions de 333 613 à 500 419 le 28 janvier 2008, aussi les dividendes de l'exercice 2007 ont été distribués et calculés, au cours du premier semestre 2008, sur la base de ce nouveau nombre d'actions.

2.4. Marché des titres de DISTRISOFT Maroc S.A.

● *Marché des titres de capital*

DISTRISOFT MAROC S.A. s'est introduite en Bourse courant septembre 2006 sur le second compartiment. Cette opération qui s'est réalisée par cession de 76 387 actions et par augmentation de capital en numéraire de 33 613 actions a porté sur MAD 65.450.000, soit l'équivalent de MAD 595 par action. Depuis cette date le nombre d'actions constituant le capital de Distrisoft a été augmenté en janvier 2008 en raison de l'augmentation de capital par incorporation de réserves, s'élevant désormais à 500 419 actions dont plus de 122 000 composant le flottant en bourse.

Depuis l'introduction en bourse l'évolution du cours a été la suivante :

En 2007, dans la lancée de l'introduction en bourse réalisée en septembre 2006, le cours a continué sa progression, et a réalisé une performance de 29% (tandis que le marché augmentait en moyenne de

33.9%). Le titre offrait une relative liquidité pour une petite capitalisation, avec 51% du capital échangé sur l'année.

En 2008, une distribution gratuite d'actions (1 action gratuite pour deux détenues) s'est traduite mécaniquement par un ajustement de cours. Dans un marché morose (baisse des transactions sur le marché central de 25% et baisse du MASI de 13.5%), les valeurs du secteur NTI ont souffert d'une certaine désaffection, qui s'est traduite par une baisse des transactions et des cours supérieure à celle de l'ensemble du marché. Distrisoft, malgré des ratios attractifs de valorisation, a été impactée à l'instar des autres valeurs du secteur, enregistrant une baisse de 23% de son cours pour des volumes de transactions qui ne représentaient plus qu'un volume cumulé de 16% de son capital.

En 2009, le cours a connu une évolution hésitante, à l'instar de l'ensemble du marché, jusqu'à l'annonce de la fusion en novembre. A partir de cette annonce les volumes de transaction et les cours ont augmenté régulièrement, et le cours a surperformé le marché (+29% en 2009 contre -4.92% pour l'ensemble du marché).

En DH	2007		2008	2009
	clôturé	Ajusté (*)		
Cours début d'année	650	433	577	432
Cours fin d'année	840	560	445	559
Evolution	29%	29%	-23%	29%
Plus haut	949	637	646	569
plus bas	615	410	408	390
Cours moyen pondéré		553	559	481
Capitalisation boursière fin d'année (KDH)	280 235		222 686	279 734

(*) Une opération sur titres a été effectuée le 28 janvier 2008, aussi les cours de 2007 ont été ajustés pour permettre la comparaison.

En termes de volumes échangés, l'historique se présente comme suit :

	2007	2008	2009
Nb d'actions fin d'année	333 613	500 419	500 419
Nb d'actions total échangé	171 497	80 933	108 686
en % du capital	51%	16%	20%
Volume moyen par séance (nb actions)	712	371	651
Volume moyen par séance en DH (*)	590 024	207 653	312 745
Nb de séances de cotation	241	218	167

Source : Bourse de Casablanca

(*) Chiffres correspondant aux transactions dans un seul sens.

● Marché des titres de créances

Distrisoft émet depuis février 2005 des billets de trésorerie de façon régulière. Ce mode de financement par le marché a permis à la société de tester sa signature et d'améliorer graduellement ses conditions de financement. Le montant maximum de l'encours, tel qu'autorisé par le Conseil d'administration du 2 septembre 2008, est de 100 MDH.

L'état récapitulatif des émissions de billets de trésorerie se présente comme suit :

Date d'émission	Montant de l'émission (MDH)	Nombre de titres émis	Valeur nominale (MAD)	Taux d'intérêt	Échéance	Encours (MDH)
23/02/2005	10	100	100.000	3,25%	24/05/2005	10
17/03/2005	8	80	100.000	3,25%	17/06/2005	18
30/03/2005	4	40	100.000	3,35%	30/06/2005	22
30/03/2005	4	40	100.000	3,30%	30/05/2005	26
15/09/2005	7	70	100.000	3,30%	15/12/2005	7
20/01/2006	16	160	100.000	3,60%	24/04/2006	16
30/03/2006	10	100	100.000	3,60%	30/06/2006	26
25/04/2006	17	170	100.000	3,90%	26/10/2006	27
29/05/2006	15	150	100.000	3,75%	29/11/2006	42
15/11/2006	20	200	100.000	3,45%	15/05/2007	35
04/04/2007	15	150	100.000	3,65%	04/10/2007	35
25/05/2007	20	200	100.000	3,78%	24/08/2007	35
10/10/2007	20	200	100.000	4,24%	11/04/2008	20
30/11/2007	20	200	100.000	4,25%	30/05/2008	40
11/04/2008	20	200	100.000	4,15%	10/10/2008	40
15/04/2008	10	100	100.000	4,03%	15/07/2008	50
30/05/2008	20	200	100.000	4,15%	30/11/2008	50
15/07/2008	10	100	100.000	4,03%	15/01/2009	50
15/10/2008	20	200	100.000	4,30%	15/01/2009	50
01/12/2008	30	300	100.000	4,40%	01/03/2009	60
12/01/2009	30	300	100.000	4,25%	12/04/2009	90
15/01/2009	20	200	100.000	4,25%	15/04/2009	80
27/02/2009	20	200	100.000	4,31%	27/08/2009	100
20/03/2009	30	300	100.000	4,05%	20/06/2009	100
15/04/2009	25	250	100.000	4,03%	15/10/2009	75
08/06/2009	20	200	100.000	3,66%	08/09/2009	95
27/08/2009	30	300	100.000	3,79%	27/11/2009	75
15/10/2009	30	300	100.000	3,79%	15/01/2010	60
27/11/2009	30	300	100.000	3,79%	26/02/2010	60
15/01/2010	30	300	100.000	3,97%	15/07/2010	60

A la date de la présente note, l'encours restant dû est de 60 MDH (une échéance de 30 MDH au 26 février 2010 et une de 30 MDH au 15 juillet 2010).

● *Programme de rachat*

L'assemblée générale ordinaire du 28 mars 2008 a autorisé la société à intervenir sur ses titres dans le cadre d'un programme de rachat, selon les modalités suivantes :

Nombre maximal d'actions : 25 021 actions, soit 5% du capital
Fourchette d'intervention : 540-840 DH
Période d'intervention : 18 mois à compter du 28 mars 2008.

En application de ce programme, l'intervention de la société a été la suivante :

En 2008, la société est intervenue quasi-exclusivement à l'achat (une seule cession de 150 titres opérée en juin 2008). Les volumes mensuels sont faibles, portant sur quelques centaines de titres, à l'exception du premier mois (achat de 7300 titres, soit 1.5% du capital) et du mois de décembre (9000 titres), portant ainsi la participation détenue par la société dans son propre capital à 4.42% à fin 2008. La société a provisionné ses titres à hauteur de 1.725 MDH.

En 2009, les volumes sont encore plus faibles, pour des transactions exclusivement à l'achat. Le stock de titres détenus à fin septembre 2009 (date d'expiration de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Ordinaire) s'élève à 23 823 titres, soit 4.76% du capital.

Une partie de ce stock de titres a été cédée à un cours de 526 DH en octobre 2009. A fin décembre 2009, Distrisoft détenait encore 10 000 actions, soit 2 % de son capital. Ces actions ont été cédées sur le marché en janvier 2010, aussi à la date de rédaction de la présente note d'information Distrisoft ne détient plus aucune de ses propres actions.

● *Notation*

A la date d'établissement de la présente Note d'Information, DISTRISOFT Maroc S.A n'a fait l'objet d'aucune notation.

2.5. Nantisements

● *Nantissement d'actifs*

Aucun actif de la société ne fait l'objet d'un nantissement.

● *Nantissement d'actions*

Les actions détenues par les dirigeants de Distrisoft ne font l'objet d'aucun nantissement.

3. Gouvernance de Distrisoft

3.1. Conseil d'Administration de DISTRISOFT MAROC S.A.

DISTRISOFT MAROC S.A. est administrée par un Conseil d'Administration de trois à douze membres, sauf dérogation temporaire prévue en cas de fusion. Les administrateurs sont nommés ou renouvelés par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires, qui peut les révoquer à tout moment. Toutefois, en cas de fusion ou de scission, les administrateurs peuvent être nommés que par l'Assemblée Générale Extraordinaire.

L'Assemblée Générale Ordinaire du 7 mai 2009 a renouvelé le mandat des administrateurs de Distrisoft Maroc S.A pour une durée de 3 ans.

Au 31 décembre 2009, le Conseil d'Administration de DISTRISOFT MAROC S.A. est composé comme suit :

Nom	Titre	Adresse	Date du mandat (*)	Expiration du mandat	Lien avec l'émetteur
Najib Hakim BELMAACHI	Président du Conseil d'Administration	20, Rue Ksar Labdii-Casablanca	Mai 2009	AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2011	Président Directeur Général
Karim RADI BENJELLOUN	Administrateur	11, allée Abdellah Belhaj Casa-Anfa	Mai 2009	AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2011	Directeur Général (**)
Said RKAIBI (***)	Administrateur	108, Boulevard Ghandi - Casablanca	Mai 2009	AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2011	Actionnaire
CAPITAL MOROCCO représenté par Younes AL ABADAN (Directeur d'investissement)	Administrateur	47, Esplanade St Helier – Jersey, USA	Mai 2009	AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2011	Actionnaire (****)
Millenium Ventures représenté par son Gérant, M. Said RKAIBI	Administrateur	74, Angle Bd Abdelmoumen Casablanca	Mai 2009	AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2011	Actionnaire
François IZARD(*****)	Administrateur	20, rue Molière Casablanca	Mai 2009	AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2011	Administrateur indépendant

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

(*) Date de renouvellement du mandat le cas échéant

(**) Les statuts de la société n'ont pas encore été actualisés avec la loi 20-05 et les implications en termes de gouvernance.

(***) Ingénieur de l'Ecole Centrale de Paris, Monsieur Said RKAIBI entame son expérience professionnelle en France en tant que Consultant et co-fondateur d'une société de services et de conseil en systèmes d'information. De retour au Maroc en 1989, il participe à la création, la reprise et le développement de plusieurs sociétés opérant dans le domaine des technologies de l'information. Actuellement, Monsieur Said RKAIBI est Président Directeur Général de la société OMNIDATA, Président des conseils d'administration des sociétés NCR et ALCATEL E-BUSINESS DISTRIBUTION MAROC -AEBDM- et administrateur dans les sociétés DISTRISOFT MAROC S.A. et DIAL TECHNOLOGIES.

(****) Suite à la cession de sa participation, le fonds ne détient plus qu'une action en tant qu'administrateur.

(*****) Directeur commercial et marketing de la société TNT Express Maroc depuis 2002, François IZARD est administrateur de DISTRISOFT MAROC S.A. depuis juin 2006. François IZARD est spécialisé dans le domaine logistique et a été nommé dans le cadre de la mise en place de la nouvelle plateforme logistique de la Société.

3.2. Comité de direction

Le Comité de Direction de Distrisoft est constitué des personnes suivantes :

Nom	Fonction	Date de nomination
Hakim Belmaachi	Président Directeur Général	Septembre 2000
Karim Radi Benjelloun	Directeur Général	Septembre 2000
Rachid El Baghdadi	Directeur Financier	Aout 2006
Karim Bellamine	Directeur Commercial	Novembre 2006
Charafa Zobir	Directeur Supply Chain	Janvier 2008
Zahra Walhab	Directeur Service Client	Janvier 2008
Larbi Hmimou	Directeur Systèmes	Avril 2009

	d'information	
Anas Benjelloun	Directeur Marketing	Octobre 2009

HAKIM BELMAACHI, 44 ans, Président Directeur Général

Titulaire d'un Bachelor et d'un Master en systèmes d'information de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales -HEC- de Montréal en 1987, Hakim BELMAACHI a débuté son parcours professionnel au sein de SYSTEMATIX, au Canada, en tant que consultant. Il fonde par la suite une société de services et d'ingénierie informatique -SSII- qui intervient dans le développement et les systèmes départementaux. Il rejoint ensuite MICROSOFT Corp. (USA) pour occuper le poste de Business Development Manager. En 1993, il est nommé Directeur Régional Marketing de la nouvelle filiale de MICROSOFT pour l'Afrique du Nord et de l'Ouest. En 2000, et suite à sa prise de participation dans DISTRISOFT MAROC S.A., Hakim BELMAACHI occupe, en alternance avec M. Karim RADJ BENJELLOUN, la fonction de Président, ainsi que celle de Directeur Général en charge de la Logistique, des Finances, du SI et du marketing.

KARIM RADJ BENJELLOUN, 50 ans, Directeur Général

Titulaire d'une maîtrise en Sciences et diplômé de l'Ecole Supérieure de Commerce et de Gestion de Paris, Karim RADJ BENJELLOUN entame sa carrière professionnelle en 1986 en tant que Responsable des Ventes chez COMPUTER ASSOCIATES FRANCE. Trois ans plus tard, il rejoint CORPORATE SOFTWARE FRANCE en qualité de Directeur Commercial pour la France et la Belgique. En 1994, il prend la Direction Générale de MICROSOFT MOROCCO et veille à la mise en place et au développement de la filiale marocaine de MICROSOFT. En 2000, et suite à sa prise de participation dans DISTRISOFT MAROC S.A., Karim RADJ BENJELLOUN occupe la fonction de Président en alternance avec M. Hakim BELMAACHI et celle de Directeur Général en charge du Commercial, des Ressources Humaines, de la Qualité et du Contrôle du Crédit. Karim RADJ BENJELLOUN a été Vice-président de l'APEBI pendant 14 ans, entre 1994 et 2008.

RACHID EL BAGHDADI, 36 ans, Directeur Financier

Diplômé en Gestion et Commerce International de l'Ecole Supérieure de Gestion Commerce -ESGC de Casablanca, Monsieur Rachid EL BAGHDADI intègre DISTRISOFT MAROC S.A. en 2001 où il exerce en qualité de Contrôleur Financier. Entre 1998 et 2001, Monsieur Rachid EL BAGHDADI a opéré pour le compte d'un cabinet d'audit en tant que Cadre Financier.

KARIM BELLAMINE, 34 ans, Directeur Commercial

Titulaire d'un diplôme en Marketing de l'Ecole des Hautes Etudes de Management -HEM- de Casablanca en 1999, Karim BELLAMINE débute sa carrière en tant qu'ingénieur commercial et marketing à MARSOFIM, un poste qu'il occupe pendant quatre années avant de prendre la tête de la direction commerciale et marketing. En 2007, Karim BELLAMINE rejoint DISTRISOFT MAROC S.A. en qualité de Directeur Avant-Vente.

CHARAFA ZOBIR, 35 ans, Directeur Supply Chain

Titulaire d'un Master en Ingénierie Logistique & Transport à L'Ecole Hassania des Travaux Publics de Casablanca, Melle Charafa ZOBIR intègre DISTRISOFT MAROC S.A. en 2002 où elle exerce en qualité de Responsable Logistique Fournisseurs. Entre 1998 et 2001, Melle Charafa ZOBIR a opéré pour le compte de la société TRANS IN TEX en tant que Responsable import-export. Elle est aujourd'hui en charge de la Direction Supply Chain.

ZAHRA WALHAB, 40 ans, Directeur Service Client

Titulaire d'un diplôme en commerce international de l'institut supérieur du commerce et d'administration des entreprises -ISCAE- de Casablanca, Mme Zahra Walhab intègre DISTRISOFT MAROC S.A. en 1998 où elle exerce en qualité de Responsable Logistique Clients. Avant, Mme Zahra Walhab a opéré pour le compte de la société SIMEC Filiale du groupe Richbond en tant que Directeur commercial adjoint. Elle est aujourd'hui en charge de la Direction Service Client.

ANAS BENJELLOUN, 31 ans, Directeur Marketing

Titulaire d'un diplôme d'ingénieur productique de l'INSA (Institut National des Sciences Appliquées) de Lyon en 2001, Anas BENJELLOUN a débuté sa carrière au sein d'ACCENTURE Paris, en tant que consultant puis Senior Consultant en Organisation et en Management des systèmes d'information. Il est intervenu sur plusieurs projets d'envergure et a conseillé plusieurs grands groupes (EDF, Total, Marie Surgelés, Saint Gobain Sekurit...). En 2005, il rejoint Méditel pour occuper le poste de Senior Manager en charge du lancement du fixe et ensuite le poste de Senior Marketing Manager en charge de la fidélisation des clients. M. Anas BENJELLOUN occupe le poste de Directeur Marketing chez Distrisoft depuis octobre 2009.

LARBI HMIMOU, 32 ans, Directeur des Systèmes d'information

Titulaire d'un diplôme d'ingénieur spécialisé en Informatique, Réseaux et Télécoms de l'Ecole des Mines d'Alès et titulaire d'un Master en management des entreprises de l'IAE de Poitiers, Larbi HMIMOU a intégré Distrisoft en 2004 en tant qu'ingénieur de développement. Après une expérience en qualité de consultant chez le N°1 des intégrateurs de solutions de gestion en Afrique du nord où il a participé et a conduit plusieurs projets d'intégration pour le compte de grandes sociétés (IWACO, Kia Motors Maroc, Fandy, Amgala, Cellulose Du Maroc, Agrigène, ...), il réintègre la famille Distrisoft pour occuper le poste de Responsable S.I et S.A.V. Il est aujourd'hui en charge de la Direction des Systèmes d'Information.

3.3. Gouvernement d'entreprise

● Rémunération attribuée aux membres du Conseil d'Administration

L'Assemblée Générale peut allouer aux administrateurs une somme fixe annuelle, au titre de jetons de présence. Le Conseil d'Administration répartit cette rémunération librement entre ses membres dans des proportions qu'il juge convenables.

La rémunération du Président du Conseil d'Administration et celle du ou des Directeurs Généraux est déterminée par le Conseil d'Administration. Elle peut être fixe ou proportionnelle, ou à la fois fixe et proportionnelle.

A ce jour, les membres du Conseil d'Administration n'ont perçu, en cette qualité, aucune rémunération.

● Rémunération attribuée aux dirigeants

La rémunération annuelle brute attribuée à l'ensemble des membres du comité de direction de DISTRISOFT MAROC S.A. s'élève au titre de l'exercice 2009 à 5.6 MDH.

● Intéressement et participation du personnel

Il n'existe pas, à ce jour, de schéma d'intéressement et de participation du personnel au capital de DISTRISOFT MAROC S.A. Au moment de l'introduction en bourse, une tranche de 5500 actions (soit 1.64% du capital) avait été réservée aux salariés, assortie d'un financement sur 3 ans et d'une décote de 10%. Cette tranche a été souscrite par les salariés et, à l'exception de quelques cas particuliers, les salariés ont revendu leurs titres rapidement, courant 2007. Les salariés qui ont gardé leurs titres les ont cédés à l'issue des 3 ans, en septembre 2009, pour rembourser le crédit « in fine » qui avait été accordé pour financer l'acquisition des actions.

● Prêts accordés aux membres du Conseil d'Administration et de direction

A ce jour aucun prêt n'est accordé aux membres du Conseil d'Administration et de direction de DISTRISOFT MAROC S.A.

● *Opérations conclues entre DISTRISOFT MAROC S.A. et l'un de ses administrateurs ou directeurs généraux*

En novembre 2007, DISTRISOFT MAROC S.A a conclu un contrat de location, pour trois ans fermes reconductibles, auprès de la SCI Bridge Holding d'un local à usage de bureau pour le nouveau siège. La SCI Bridge Holding est détenue par des administrateurs de la Société. Le montant impliqué par ces opérations en 2009 s'élève à 825 000 dirhams.

● *Comités techniques*

Il n'existe pas, à ce jour, de comités techniques au sein de DISTRISOFT MAROC S.A.

4. Activité de DISTRISOFT MAROC S.A.

4.1. Historique

DISTRISOFT MAROC S.A est créée en 1991 pour assurer l'importation et la distribution au Maroc des produits MICROSOFT, leader mondial de l'édition de systèmes d'exploitation et de logiciels bureautiques. Opérant dans un secteur en plein développement, DISTRISOFT MAROC S.A. élargit son activité de distribution en multipliant les contrats de représentation avec d'autres éditeurs de logiciels de renom tels que SYMANTEC, ADOBE et COMPUTER ASSOCIATES.

Outre les logiciels informatiques, DISTRISOFT MAROC S.A. s'est également lancé à partir de l'année 2000 dans la distribution de matériel informatique et réseaux en signant des contrats de distribution avec les principaux fabricants mondiaux de PC et d'équipement réseaux, notamment COMPAQ, HEWLETT-PACKARD, IBM et CISCO SYSTEMS.

Parallèlement, DISTRISOFT MAROC S.A. s'est inscrite dans une démarche qualité ayant abouti en 2001 à la certification ISO 9001, version 2000, délivrée par Bureau Veritas Quality International – BVQI-.

En 2004, la palette des produits distribués par DISTRISOFT MAROC S.A. s'étoffe avec la signature d'un contrat de distribution des produits MAXTOR (disques durs), BELKIN (équipements réseaux légers), ADS Tech (solutions de montage vidéo) et VERITAS (solutions de sauvegarde).

En 2005, DISTRISOFT MAROC S.A. consolide son offre de matériel informatique en concluant un contrat de distribution avec DELL leader mondial dans les ventes de PC, puis en 2006 avec FUJITSU COMPUTER.

En 2007, DISTRISOFT MAROC S.A a conclu un nouveau contrat de distribution avec le constructeur nippon d'imprimantes et de fax, BROTHER, et en 2008 avec le constructeur de vidéoprojecteurs INFOCUS.

En 2009, un contrat de distribution est conclu avec HP, pour sa gamme de consommables pour imprimantes, ainsi qu'avec l'éditeur Autodesk, qui détient le logiciel Autocad, référence incontournable pour les architectes et bureaux d'études. Un autre contrat est également conclu avec Apple, pour leur gamme de matériel.

Grâce à sa stratégie de développement, la qualité de son portefeuille de cartes et de ses performances financières, DISTRISOFT MAROC S.A. est aujourd'hui l'un des principaux grossistes informatiques au Maroc.

Les principaux événements ayant marqué l'évolution historique de DISTRISOFT MAROC S.A. sont les suivants :

1991	• Création de DISTRISOFT MAROC S.A. avec pour objectif l'importation et la distribution des produits MICROSOFT au Maroc.
1996	• Signature d'un contrat de distribution au Maroc avec SYMANTEC, SMC et

	ADOBE.
1998	• Conclusion de deux nouveaux contrats de distribution au Maroc avec MICROSOFT OEM (incluant dans la distribution les logiciels installés sur des machines neuves) et COMPUTER ASSOCIATES.
2000	• Lancement de la distribution de matériel informatique à travers la signature d'un contrat avec COMPAQ. • Arrivée de nouveaux actionnaires majoritaires (MM. Karim RADI BENJELLOUN et Hakim BELMAACHI) dans la société à travers une augmentation de capital ; • Mise en place de nouveaux chantiers : déploiement d'un ERP de gestion, lancement de la démarche de certification ISO et restructuration des ressources humaines ; • Déménagement du siège social et du dépôt vers de nouveaux locaux pour mieux répondre au développement de l'activité de la société.
2001	• Obtention de la certification ISO 9001, version 2000, délivrée par Bureau Veritas Quality International - BVQI - ; • Adoption et déploiement d'un ERP de gestion intégré NAVISION en remplacement du progiciel SYBEL ; • Signature d'un contrat de distribution des imprimantes IBM ; • Conclusion d'un contrat de distribution des produits CISCO SYSTEMS ; • Annonce de la fusion HP-COMPAQ au niveau international, qui permet à DISTRISOFT d'élargir sa gamme en intégrant la distribution des produits HP
2002	• Signature de nouveaux contrats de distribution avec IBM (PC et serveurs), HP, MGE et 3M ; • Développement et mise en ligne d'un nouveau site Internet.
2003	• Renforcement de la position de DISTRISOFT MAROC S.A. sur les cartes majeures distribuées : HP, MGE et 3M ; • Développement de l'infrastructure logistique de la société et délocalisation de la facturation au sein du nouveau centre logistique.
2004	• Signature de nouveaux contrats avec MAXTOR, BELKIN, ADS Tech et VERITAS.
2005	• Diversification des ressources financières et réduction du coût de financement de la société à travers la mise en place d'un programme de billets de trésorerie de M MAD 50 ; • Conclusion d'un nouveau contrat de distribution des produits DELL.

2006	• Conclusion d'un nouveau contrat de distribution des Produits FUJITSU SIEMENS COMPUTER ; • Mise en place d'une nouvelle version de l'ERP Navision pour une meilleure optimisation des coûts et une rationalisation des flux logistiques; • Introduction de DISTRISOFT Maroc S.A. à la Bourse des Valeurs de Casablanca; • Acquisition de 5,5% du capital de DISTRISOFT MAROC S.A par RMA WATANYA suite à son introduction en bourse; • Signature de contrats de distribution avec LEXMARK;
2007	• Signature d'un nouveau contrat de distribution avec le constructeur nippon d'imprimantes et de fax, Brother ; • Renouvellement de la certification ISO 9001 - 2000; • Signature d'un contrat de bail pour le nouveau siège de la société et d'une promesse de bail pour la nouvelle plateforme logistique.
2008	• Augmentation de capital par incorporation des réserves ; • Programme de rachat d'actions, qui permet à la société d'intervenir pour régulariser le cours de l'action sur le marché boursier ; • Aménagement du nouveau siège social de la Société et mise en place de la nouvelle plate-forme logistique selon des normes internationales et mise en œuvre d'un Warehouse Management System (directement intégré dans l'ERP); • Mise en œuvre d'un outil de gestion de la relation client (CRM) • Extension du plafond du programme de Billet de Trésorerie à 100 MDH • Signature d'un contrat de distribution avec le constructeur de vidéoprojecteurs Infocus.
2009	• Renouvellement de la certification ISO 9001-2000; • Signature du contrat de distribution avec Autodesk et Avaya • Signature du contrat avec HP pour les consommables • Développement du site de e-commerce • Conclusion de l'accord de principe pour la fusion avec Matel PC Market

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

4.2. Métier

Initialement créée dans le but d'importer et de distribuer les produits MICROSOFT sur le territoire national, DISTRISOFT MAROC S.A. s'est développée au fil des années grâce à la diversification de son catalogue produits et à l'adoption d'une stratégie qualité orientée vers le client et basée sur des partenariats à forte valeur ajoutée avec les constructeurs/éditeurs mondiaux et le réseau de revendeurs.

Aujourd'hui, DISTRISOFT MAROC S.A. est spécialisée dans la grossisterie et la distribution de matériels et logiciels informatiques et de produits réseaux & télécoms. La société importe et distribue des marques aussi importantes que MICROSOFT, HP, DELL, FUJITSU COMPUTER, SYMANTEC, SMC, APC, EATON, ADOBE, COMPUTER ASSOCIATES, MAXTOR, BELKIN, 3M, WESTERN DIGITAL, AUTODESK, TOSHIBA ou SYMANTEC.

Outre son activité principale de distribution de matériels et de logiciels informatiques, et dans un souci de parfaire la satisfaction du client et d'enrichir son offre, DISTRISOFT MAROC S.A. propose différents types de services (service après vente, formations commerciales et techniques, installation & configuration).

En effet, la stratégie de DISTRISOFT est de se positionner face à ses clients comme leur « One stop shop », c'est-à-dire d'élargir son offre de produits afin de permettre aux revendeurs de s'approvisionner en un endroit unique pour l'ensemble des éléments d'une solution informatique.

4.3. Produits

L'offre de DISTRISOFT MAROC S.A. s'inscrit dans une stratégie de diversification basée sur les tendances et les orientations du marché marocain et le choix des leaders mondiaux en tant que fournisseurs. Ainsi, la société dispose d'un catalogue comprenant un large éventail de produits allant du matériel informatique aux logiciels et accessoires :

● *Matériel informatique*

Cette catégorie comprend le matériel informatique « physique » tels que les PC et les serveurs. DISTRISOFT distribue les PC, les portables et les serveurs fabriqués par HP, DELL, TOSHIBA et FUJITSU.

● *Logiciels*

Cette catégorie de produits regroupe l'ensemble des logiciels et solutions informatiques. DISTRISOFT MAROC SA. distribue principalement des produits et des solutions à usage professionnel. L'offre comprend :

- Les produits MICROSOFT : systèmes d'exploitation Windows avec toutes leurs déclinaisons (clients et serveurs) ainsi que le produit phare de l'éditeur, à savoir la suite bureautique Office (Word, Excel, PowerPoint, Outlook et Access) ;
- Les produits SYMANTEC : ces produits sont destinés à assurer la sécurité des données informatiques à travers des modules de protection contre les codes malveillants (Norton antivirus), les intrusions en ligne (pare-feu) et le courrier indésirable (spam ou pourriel) ; ils prennent également en charge la sauvegarde et la restauration des données en cas d'incident informatique (Backup Exec) ;
- Les produits ADOBE : la gamme de produits Adobe est très diversifiée. On retrouve notamment le logiciel ACROBAT destiné à la création et à la diffusion de documents ou encore les logiciels Photoshop, Premiere, Audition et After Effects destinés à la retouche de photos et de documents audio et vidéo.
- Les produits COMPUTER ASSOCIATES : logiciels conçus pour l'exploitation, la sécurité, le stockage et la gestion du cycle de vie du système d'information des entreprises (Brightstor).
- Les logiciels AUTODESK, et notamment le logiciel AUTOCAD, outil incontournable pour les architectes et bureaux d'études.

● *Périphériques & accessoires*

L'offre de DISTRISOFT MAROC S.A. regroupe :

- Les imprimantes de marque HP, Brother et Lexmark ;
- Le matériel réseau fabriqué par BELKIN, SMC, AVAYA et CISCO ;
- Les produits visuels 3M ;
- Les disques durs de marque Western Digital ;
- Les onduleurs de marque APC et EATON ;
- Les accessoires informatiques fabriqués par HP, MICROSOFT, BELKIN, et TRUST ;
- Les vidéoprojecteurs à partir de l'année 2008 fabriqués par Infocus.

● Services

Pour ses clients, Distrisoft offre un service après vente qui comprend un diagnostic de premier niveau et un support technique pour des clients qui ont un problème sur des produits de software ou de hardware. La société assure la réparation dans le cadre de la garantie (ce service n'est pas facturé, inclus dans le prix) ou hors garantie (service facturé). Par ailleurs, dans le cadre de commandes spéciales, Distrisoft peut également proposer l'installation et la configuration du matériel.

Pour les constructeurs, Distrisoft offre ses services sous la forme de prestations marketing : organisation d'événements, mise en place de campagnes promotionnelles, formations commerciales ou techniques pour les revendeurs, etc.

● Consommables

Distrisoft propose également les consommables pour les imprimantes qu'il distribue, de marque HP, Brother et Lexmark.

4.4. Evolution de l'activité

● Evolution des ventes par catégorie de produits

Avertissement : Du fait de l'hétérogénéité des produits offerts par DISTRISOFT MAROC S.A., l'analyse des ventes en valeur a été privilégiée par rapport aux ventes unitaires des produits.

DISTRISOFT MAROC S.A. a généré un chiffre d'affaires en accroissement annuel moyen de 14.3% sur la période 2006-2009.

Evolution du chiffre d'affaires de DISTRISOFT MAROC S.A. en valeur							
M MAD	2006	2007	Var. %	2008	Var. %	2009	Var%
PC, Serveurs	221,1	263,3	19,1%	308,8	17,3%	321,6	4,0%
En % du CA	61,0%	58,3%	-	61,4%	-	60,7%	
Périphériques & accessoires	87,9	113,7	29,4%	139	22,3%	152,8	9,0%
En % du CA	24,3%	25,2%	-	27,6%	-	28,9%	
Logiciels	51,5	74,8	45,2%	55	-26,5%	53,8	-2,2%
En % du CA	14,2%	16,6%	-	11,0%	-	10,2%	
Services	1,50	0,90	-40,0%	0,90	0,0%	1,10	22,2%
En % du CA	0,4%	0,2%		0,2%		0,2%	
TOTAL	362	451,8	24,8%	502,8	11,3%	529,30	5,0%

Source : Distrisoft Maroc

En 2007, le chiffre d'affaires a progressé de 24,8% par rapport à l'exercice précédent pour s'établir à près de M MAD 452. L'ensemble des segments des produits de DISTRISOFT MAROC S.A a progressé durant cet exercice, et le segment des logiciels a connu la plus forte progression au terme de l'année 2007 avec une croissance de 45%. Le chiffre d'affaires réalisé par ce segment atteint près de M MAD 74,8 au 31 décembre 2007. Le segment des PC, serveurs constitue toujours le segment le plus important pour la Société avec un chiffre d'affaires de 263,3 MDH au terme de l'année 2007, soit 58,3% du CA global de DISTRISOFT MAROC S.A (vs. 61,0% au 31 décembre 2006). Les périphériques et accessoires ont réalisé un chiffre d'affaires de 113,7 MDH (25,2% du CA 2007), soit une croissance de 29,4% par rapport à l'exercice précédent.

En 2008, le chiffre d'affaires enregistre une progression de 11,3% par rapport à l'exercice précédent. Cette performance s'explique par l'augmentation des ventes du segment PC, serveurs qui a enregistré une hausse de 17,3%, représentant ainsi plus de 61% du chiffre d'affaires de la Société. Parallèlement, le segment des périphériques et accessoires enregistre une hausse de son chiffre d'affaires de 22,3%. En revanche, le segment logiciels enregistre un recul de 26,5% de son chiffre d'affaires, revenant ainsi au

niveau de 2006. En effet, le chiffre d'affaires "logiciels" enregistré en 2007 est particulièrement élevé à la suite d'une opération d'envergure conclue avec le ministère de la Justice.

L'année 2009 est une année de consolidation, avec une croissance à un chiffre (+5%) dans un environnement morose. Les contributions respectives des différentes catégories de produits restent similaires à l'année précédente.

● Ventilation des ventes par région

La ventilation des ventes par région se présente comme suit :

K MAD	2 006	en %	2007	en %	2008	en %	2009	en %
Agadir	5 062	1,4%	6 983	1,6%	7 609	1,5%	8 007	1,5%
Casablanca	246 216	68,0%	307 038	68,0%	321 791	64,0%	311 821	58,9%
Fès	1 185	0,3%	2 512	0,6%	5 294	1,1%	8 263	1,6%
Marrakech	7 534	2,1%	10 728	2,4%	15 088	3,0%	10 157	1,9%
Rabat	69 952	19,3%	81 414	18,0%	99 877	19,9%	100 790	19,0%
Tanger	10 319	2,9%	12 200	2,7%	12 177	2,4%	11 379	2,1%
Meknès	3 858	1,1%	4 581	1,0%	4 669	0,9%	4 785	0,9%
Oujda	2 261	0,6%	2 005	0,4%	5 641	1,1%	19 361	3,7%
Autres	15 614	4,3%	24 378	5,4%	30 639	6,1%	54 734	10,3%
Total	362 001	100%	451 839	100%	502 786	100%	529 297	100%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A

En 2006, l'axe Casablanca - Rabat absorbe plus de 87% du CA global de DISTRISOFT MAROC S.A. soit 316 MDH, avec plus des deux tiers du CA dans la capitale économique (68%). Sur la période 2006-2009, la croissance du CA fait reculer le poids relatif de la ville de Casablanca, qui ne pèse que 58,9% en 2009 (contre 68% en 2006), tandis que Rabat maintient globalement sa position. Les chiffres qui montrent l'émergence de la région d'Oujda, avec 3.7% des ventes en 2009 (contre 0.6% en 2006), sont légèrement biaisés : en effet ils s'expliquent par le dynamisme d'un revendeur qui, à partir de sa ville natale, vend sur l'ensemble du territoire national.

● Ventilation des ventes par client

DISTRISOFT MAROC S.A. opère principalement sur le territoire national et assure la distribution indirecte de ses produits à travers un réseau de revendeurs. Les seules exceptions à ce principe de distribution indirecte via des revendeurs est pour certaines multinationales (une trentaine) qui ont des contrats conclus au niveau mondial avec HP, et pour lesquels Distrisoft assure la logistique et les livre directement. Ces ventes directes ont représenté 1.7% du CA en 2009.

Les clients de DISTRISOFT MAROC S.A. sont :

- Les SSII, spécialisées dans le conseil, la sécurité et l'architecture informatique et télécoms ;
- Les intégrateurs proposant leurs services pour la réalisation de solutions informatiques complexes ;
- Les retailers, principalement les chaînes de distribution et magasins spécialisés visant les PME et le grand public ;
- Les assembleurs : spécialisés dans le montage local de PC.

Pour la livraison de ces produits, la société utilise deux procédés selon l'identité de son client :

- Pour les clients en comptes : la livraison est opérée via les propres moyens de DISTRISOFT MAROC S.A. ;
- Pour les autres clients, soit ils sont livrés directement à la plate forme logistique de la société, soit, ils sont livrés moyennant un transporteur externe (SDTM, etc.).

Les livraisons se font généralement en 24 heures pour l'axe Casablanca-Rabat et dans un délai de 48 heures pour le reste du territoire. En cas d'urgence, la livraison peut être effectuée en 2-3h dans la zone Casablanca-Rabat, grâce à un véhicule spécialement dédié.

La contribution des principaux clients au chiffre d'affaires de DISTRISOFT MAROC S.A. se présente comme suit :

Concentration du CA entre les premiers clients				
En %	2006	2007	2008	2009
1 ^{er} client	7,10%	5,60%	3,80%	4,46%
3 premiers clients	16,80%	14,90%	10,11%	11,79%
5 premiers clients	23,70%	20,00%	15,50%	18,36%
10 premiers clients	35,50%	33,40%	27,10%	30,08%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

Au terme de l'année 2006, le premier client de la société compte pour 7,1% du chiffre d'affaires. En 2007, compte tenu de l'élargissement de la base client de DISTRISOFT MAROC S.A. le premier client de la Société ne représente plus que 5,6% du chiffre d'affaires global. Cette tendance à la dilution des principaux clients se manifeste pour les 3 premiers, les 5 premiers et les 10 premiers clients.

En 2008, DISTRISOFT MAROC S.A a poursuivi sa politique d'élargissement de la base client. Ainsi, le premier client ne représente plus que 3,8% du chiffre d'affaires de la Société (vs. 5,6% à fin 2007).

En 2009 la concentration s'accroît légèrement, la part du premier client remontant à 4.5% et celle des 10 premiers clients à près de 30% du CA.

Les délais de crédit octroyés par DISTRISOFT MAROC S.A à ses clients varient de 0 à 90 jours selon la taille du client, son historique et le niveau de concurrence sur chaque commande.

Par ailleurs, et afin de limiter le risque d'impayés, DISTRISOFT MAROC S.A. a contracté une police d'assurance en 2003 auprès de la compagnie d'assurance crédit (Euler Hermes ACMAR) définissant pour chaque client un plafond de couverture.

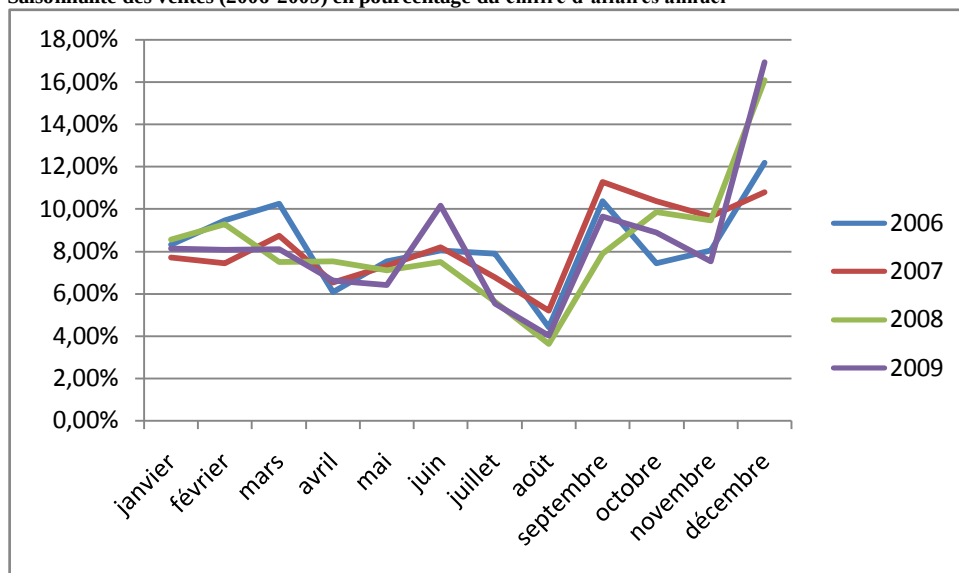
L'analyse des impayés sur la période révèle une stabilité du volume global des impayés, à l'exception de l'année 2006 qui enregistre des volumes beaucoup plus importants. En effet, cette année là un revendeur particulier a concentré à lui seul un montant d'impayés de 8 MDH sur 132 opérations. Rapporté à l'activité globale, le taux des impayés est en baisse régulière.

	2006	2007	2008	2009
Total des impayés (KDH)	30 799	21 388	21 568	20 934
CA TTC (KDH)	429 864	541 324	600 200	633 665
% impayés	7,16%	3,95%	3,59%	3,30%
Nb d'impayés	598	419	447	376
Montant moyen d'un impayé (KDH)	52	51	48	56

● Saisonnalité des ventes

Les dirigeants de DISTRISOFT MAROC S.A. observent un pic des ventes au cours du mois de décembre, correspondant aux opérations de clôture des budgets des entités publiques et privées. En revanche, à l'occasion du mois de Ramadan et des vacances estivales en août, l'activité de la société connaît un ralentissement des ventes.

Saisonnalité des ventes (2006-2009) en pourcentage du chiffre d'affaires annuel



Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

En 2007, la saisonnalité des ventes est identique à celle observée lors des exercices précédents. L'activité connaît traditionnellement des mois de "pics" d'activité correspondant aux mois de réalisation/clôture de budget (durant les mois de septembre - décembre) alors que les périodes de "congs" (été, etc.) sont relativement plus calmes au niveau de l'activité (moyenne de 5,74% sur les trois derniers exercices).

En 2008, la principale différence par rapport à 2007 concerne le pic plus important observé au mois de décembre. Celui-ci résulte d'un effort commercial supplémentaire compte tenu de la disponibilité du stock.

En 2009 l'allure générale reste comparable à l'année précédente, avec un pic de décembre également bien marqué malgré une conjoncture difficile.

● Principaux concurrents par carte

Les intervenants du secteur de l'informatique marocain opèrent dans un marché où la distribution est relativement structurée du fait de la présence importante de multinationales. En effet, le schéma de distribution adopté par la plupart des multinationales est scindé en trois niveaux : (i) Grossiste-importateur / (ii) Revendeur / (iii) Client final avec des rôles bien définis pour chaque acteur. En règle générale, un grossiste ne vend pas à un client final et un revendeur n'achète pas en direct chez le constructeur.

Les principaux distributeurs de matériel informatique, distribuant les mêmes cartes que DISTRISOFT MAROC S.A. sont, outre Matel PC Market, DATACO (Dell, Acer, Lenovo, Fujitsu, Eaton, etc), SCDM (Cisco), Top Computer (Dell), Diffazur (consommables), DBM, Microdata (Dell), Munisys (HP), IB Maroc (HP), etc. Pour un tableau des marques distribuées par grossiste, se référer à la partie III/2.2 (page 68).

5. Politique d'approvisionnement

5.1. Description du processus d'approvisionnement

Afin d'optimiser ses approvisionnements, DISTRISOFT MAROC S.A. a mis en place un logiciel ERP NAVISION permettant la remontée, en temps réel, d'informations clés aux chefs de produits. Ainsi, ces derniers disposent en permanence de l'information relative aux commandes, livraisons, et du niveau de

stock réel produit par produit, ce qui leur permet d'avoir la réactivité nécessaire pour ajuster leurs décisions notamment en termes d'approvisionnement.

En effet, l'objectif pour les chefs de produits est de maximiser les ventes tout en gardant le stock minimal, ce stock étant déterminé en fonction du délai de réapprovisionnement, et des informations fournies par l'ERP afin de déterminer des statistiques de rotation hors opérations ponctuelles. Selon les produits, les stocks représentent en moyenne 4 à 6 semaines de ventes.

Ainsi, les chefs de produits procèdent régulièrement à des analyses des stocks, tenant compte du niveau des stocks, de l'obsolescence des produits, de la concurrence, de l'évolution du marché et des informations remontant de la Direction Commerciale, afin d'anticiper les nouvelles tendances, les produits en vogue ou inversement les produits à faible succès.

Sur la base de cette analyse, qui tient compte également des objectifs fixés avec le fournisseur, ils transmettent une proposition d'achats au Directeur Général pour validation. Une fois la commande approuvée par la Direction Générale, celle-ci est transmise à la Direction Logistique qui l'intègre dans le système de commande du fournisseur/constructeur et assure le suivi jusqu'à la réception de la marchandise.

Le délai de livraison oscille entre 10 à 20 jours pour les fournisseurs étrangers et entre 24 à 48 heures pour les fournisseurs locaux.

La mise en place de la nouvelle plate-forme logistique aux normes internationales ainsi que la mise en œuvre du Warehouse Management System a permis à la Société les améliorations suivantes:

- Une meilleure planification des livraisons et des réceptions;
- Une optimisation des opérations de livraisons et de prise de commandes;
- Une réduction des délais de livraison afin de satisfaire les clients.

5.2. Evolution des achats par catégorie de produits

Sur la période 2006-2009, les achats de DISTRISOFT MAROC S.A. ont atteint 481 MDH en 2009 comparé à 314 MDH en 2006, en évolution annuelle moyenne de 16.3%.

Les achats sont constitués principalement des marchandises destinées à la revente en l'état. Pour une proportion inférieure à 1%, les achats comprennent également diverses fournitures destinées à être consommées (fournitures de bureau, carburant, etc).

Evolution des achats de DISTRISOFT MAROC S.A. en valeur							
en MDH	2006	2007	Var % (06-07)	2008	Var % (08-07)	2009	Var % (08-09)
PC, Serveurs	195,3	274,06	40,33%	269,8	-1,55%	297,2	10,7%
<i>en % du CA</i>	54%	60,7%		53,7%		56,1%	
Périphériques & accessoires	78,8	107,30	36,17%	139,9	30,38%	136,4	-2,5%
<i>en % du CA</i>	21,8%	23,7%		27,8%		25,8%	
Logiciels	40,4	46,74	15,69%	45,1	-3,51%	47,7	5,8%
<i>en % du CA</i>	11,2%	10,3%		9,0%		9,0%	
Sous Total achats	314,5	428,1	36,1%	454,8	6,2%	481,3	6,3%
Frais d'approche et Avoirs	-0,3	-3		-7,7		-5,6	
Variation stock	5,2	-30,8		-3,2		-1,8	
Total Achats Marchandises	319,4	394,3	23,5%	443,9	12,6%	473,9	6,8%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A

En 2007, les achats de DISTRISOFT MAROC S.A ont évolué de plus de 36% pour atteindre 428 MDH, soit 90,7% du chiffre d'affaires de la Société. Le segment des PC, serveurs et celui des périphériques et accessoires ont progressé respectivement de 40,3% et 36,2% entre l'exercice 2006 et 2007 pour atteindre un montant des achats de M MAD 274,06 et M MAD 107,3.

En 2008, les achats de la Société ont augmenté de 6,2% pour atteindre M MAD 454,8, soit 90,1% du chiffre d'affaires de l'année, à un niveau comparable à celui de 2007. Cette progression est cependant principalement tirée par la forte augmentation des achats de périphériques et accessoires, qui ont augmenté de 30,4% par rapport à 2007. Pour les autres catégories de produits, l'augmentation des achats est permise par les achats stockés à la fin de l'exercice précédent.

En 2009 les achats évoluent au rythme du CA, de 6,3%, pour atteindre 481,3 MDH. La part des PC demeure ainsi prédominante dans la structure des achats avec 62% contre 28% pour les accessoires et 10% pour les logiciels.

5.3. Ventilation géographique des achats

La quasi-totalité des achats de DISTRISOFT MAROC S.A. s'effectue sur le marché étranger, soit près de 95% des approvisionnements de la société. Le reste des achats est assuré auprès des fournisseurs locaux.

La ventilation géographique des achats de DISTRISOFT MAROC S.A. sur la période 2006-2009 se présente comme suit :

K MAD	2006	en %	2007	en %	2008	en %	2009	en %
Marché local	11 119	3,5%	18 335	4,3%	27 470	6,0%	24 151	5,0%
Marché étranger	303 320	96,5%	409 846	95,7%	427 383	94,0%	457 411	95,0%
Total	314 439	100%	428 181	100%	454 853	100%	481 562	100%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

Les approvisionnements de DISTRISOFT MAROC S.A., en provenance de l'étranger, concernent principalement les produits suivants :

- Les PC, les portables et les serveurs auprès de HP, DELL et FUJITSU COMPUTER ;
- Les imprimantes de la marque HP et Brother ;
- Le matériel réseau auprès de CISCO, SMC et BELKIN ;
- Les disques durs auprès de WESTERN DIGITAL ;
- Les accessoires informatiques fabriqués par HP et BELKIN ;
- Les vidéoprojecteurs acquis auprès d'Infocus.

L'approvisionnement sur le marché national concerne principalement le matériel informatique des sociétés MGE, 3M et Toshiba.

Par ailleurs, l'évolution des approvisionnements de DISTRISOFT MAROC S.A. par devise se présente comme suit :

Evolution des achats de DISTRISOFT MAROC S.A. par devise

Code devise	2006	2007	2008	2009
USD	24,90%	19,13%	17,10%	20,60%
EUR	70,90%	75,99%	77,00%	74,64%
MAD	4,10%	4,88%	5,90%	4,76%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

La répartition des achats par devise sur la période 2006-2009 montre la prépondérance de l'euro face au dollar et au dirham.

Le poids de l'euro dans les achats de DISTRISOFT MAROC S.A. s'explique pour deux raisons principales :

- La majorité des fournisseurs étant localisés en Europe, l'euro s'est, de fait, imposé comme étant la devise à privilégier pour l'approvisionnement à l'international ;
- La volatilité euro/dirham, étant plus faible que la volatilité dollar/dirham, permet à la société de mieux maîtriser son risque de change;

En 2006, les achats en dollars représentent 24,9 % des achats globaux, soit une progression de 4,1 points par rapport à l'exercice précédent compte tenu de l'intégration de la carte DELL (les achats DELL étant réglés en dollar). ;

En 2007, la prépondérance de l'euro s'est accentuée par rapport au dollar dans la mesure où la Société a davantage collaboré avec des fournisseurs qui souhaitent être réglés en devise européenne (76% des achats vs. 70,9% en 2006) ;

La part des achats en dirhams a légèrement progressé entre 2006 et 2007, évoluant de 4,10% des achats en 2006 à 4,88% en 2007. En 2008, la part des achats effectués en dirhams a encore progressé, en conséquence de l'augmentation des achats de DISTRISOFT MAROC S.A sur le marché local.

En 2009, les achats en dollars ont progressé en raison de l'ajout de deux nouvelles cartes, les produits Avaya et les consommables HP, pour lesquels les achats sont réglés en dollars.

Les importations de DISTRISOFT MAROC S.A. réalisées en devises étrangères sont assujetties à une taxe douanière de 2,5% pour le matériel et les logiciels informatiques, sachant que la société s'acquitte également d'un Prélèvement Fiscal à l'Importation²⁰ (PFI) de 0,25%.

5.4. Ventilation des achats par fournisseur

La ventilation des approvisionnements par fournisseur se présente comme suit :

Concentration des achats entre les principaux fournisseurs

En %	2006	2007	2008	2009	Moyenne
1 ^{er} fournisseur	42,6%	53,8%	55,5%	65,2%	54,3%
3 premiers fournisseurs	64,4%	77,7%	77,0%	79,5%	74,6%
5 premiers fournisseurs	84,5%	88,9%	87,5%	85,9%	86,7%
10 premiers fournisseurs	97,5%	96,0%	96,4%	95,5%	96,3%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

En 2007, la part des principaux fournisseurs de DISTRISOFT MAROC S.A. a progressé par rapport à l'année précédente. Ainsi, le premier fournisseur de la Société a vu sa part dans les achats progresser de plus de 11 points et atteint au 31 décembre 2007 53,8% des achats compte tenu de la croissance de l'activité de la Société. En effet, DISTRISOFT MAROC S.A. a privilégié la collaboration avec son premier fournisseur afin de suivre le rythme de l'activité. Dans la même tendance, la part des trois premiers fournisseurs et des 5 premiers fournisseurs atteint respectivement 77,7% et 88,9% des achats (vs. respectivement 64,4% et 84,5% des achats en 2006).

En 2008, la répartition des achats par fournisseur n'a pas connu d'évolution importante. En effet, le premier fournisseur de la Société représente près de 55,5% des achats de DISTRISOFT MAROC S.A. contre 53,8 % auparavant. Les 10 premiers fournisseurs représentent 96,4% des achats en 2008, contre 96 % en 2007.

Le poids des trois premiers fournisseurs est majoré en 2007 et 2008 par une commande exceptionnelle, atteignant 77% du total des achats.

²⁰ PFI : taxe fiscale prélevée sur les produits importés

En 2009 la concentration est renforcée, suite à l'ajout d'une nouvelle gamme de produits avec l'un des principaux fournisseurs.

Les trois principaux fournisseurs de la société sont HP, MICROSOFT et DELL.

Enfin, les délais de règlement accordés par les fournisseurs étrangers varient entre 30 et 90 jours. Concernant les fournisseurs locaux, DISTRISOFT MAROC S.A. bénéficie d'un délai de règlement de 60 jours.

5.5. Présentation des principaux fournisseurs

Les produits distribués par Distrisoft sont tous fabriqués à l'étranger, cependant une partie des achats sont effectués au Maroc. En effet, certains constructeurs étrangers sont des multinationales qui ont implanté des filiales au Maroc, et ce sont ces filiales locales qui importent, stockent et vendent les produits aux grossistes tels que Distrisoft ou Matel. C'est le cas pour MGE-EATON, APC, et 3M. Pour tous les autres produits, ils sont directement achetés à l'étranger.

Classés par ordre alphabétique, les principaux fournisseurs étrangers de DISTRISOFT MAROC S.A. sont, DELL, FUJITSU COMPUTER, HP, INGRAM MICRO, LEXMARK, MICROSOFT et SYMANTEC :

● *DELL*

Conçoit et fabrique une gamme complète de systèmes informatiques (ordinateurs de bureau, ordinateurs portables, PC de bureau, serveurs, commutateurs réseau, systèmes de stockage, périphériques de poche, écrans, imprimantes, logiciels et périphériques services). La société est implantée dans plus de 190 pays et emploie 69 700 salariés. Au troisième trimestre 2009, DELL est le troisième constructeur mondial de PC avec une part de marché mondiale de 14% des ventes mondiales de PC (en unités). Son chiffre d'affaires pour l'année 2009 s'élève à 61,1 milliards de dollars pour un résultat net de 2,5 milliards de dollars.

● *FUJITSU COMPUTER*

FUJITSU COMPUTER, créé en 1935, est le 5ème constructeur mondial, le premier au Japon. La société propose l'une des gammes de produits et solutions les plus complètes au monde : PC de poche, portables, stations graphiques, serveurs et solutions de stockage. La société annonce pour l'année 2008 un chiffre d'affaires de 47 milliards USD, elle emploie 186 000 employés qui offrent leurs services à des clients dans 70 pays.

● *HP*

Fondée en 1939, HP propose des solutions technologiques destinées au grand public, aux collectivités et aux entreprises. Son offre couvre l'infrastructure des systèmes informatiques, les systèmes personnels et les produits d'accès, les prestations de services, l'imagerie numérique et les systèmes d'impression. A travers la fusion avec COMPAQ COMPUTER Corp. en 2001, HP est devenu un opérateur incontestable dans différents domaines, notamment en matière de logiciels réseau et de gestion de systèmes, d'ordinateurs portables, d'ordinateurs de poche et d'imprimantes à jet d'encre. A la fin de l'exercice 2008, le chiffre d'affaires atteint près de 118,4 milliards de dollars pour un résultat net de 8,4 milliards de dollars. HP emploie environ 321 000 personnes dans plus de 170 pays.

● *INGRAM MICRO INC.*

Crée en 1979 en tant que grossiste mondial de matériels, logiciels et services à valeur ajoutée informatiques à destination des revendeurs. La société se fournit auprès des principaux constructeurs et éditeurs informatiques mondiaux, et est présente dans 150 pays. En 2008, INGRAM MICRO INC a généré un chiffre d'affaires de 34,4 milliards de dollars et un résultat net de -394 millions de dollars.

● *LEXMARK*

Depuis sa création en 1991, Lexmark (ancienne division d'IBM) est développeur, fabricant et fournisseur de solutions d'impression pour les professionnels et les particuliers. Lexmark offre différents types de produits, notamment des imprimantes laser, des imprimantes jet d'encre, des multifonctions ainsi que les solutions, services et consommables correspondants.

Lexmark a réalisé un chiffre d'affaires de 4.5 milliards USD en 2008. Les ventes internationales et les exportations des Etats-Unis constituent 50 % du chiffre d'affaires consolidé de la société, les deux tiers des ventes internationales étant réalisées en Europe. Les produits Lexmark sont vendus dans plus de 150 pays.

● *MICROSOFT*

Fondée en 1975, MICROSOFT est le leader mondial des logiciels pour micro-ordinateurs. La société développe, commercialise et supporte une large gamme de logiciels et accessoires à usages professionnel et domestique. Aujourd'hui, les produits développés par MICROSOFT sont vendus dans plus de 90 pays. MICROSOFT est une multinationale qui emploie plus de 60.000 personnes et génère en 2008, un chiffre d'affaires de 60,4 milliards de dollars pour un résultat net de 17,7 milliards de dollars.

● *SYMANTEC*

SYMANTEC est un des principaux éditeurs mondiaux de solutions permettant aux particuliers et aux entreprises de garantir la sécurité, la disponibilité et l'intégrité de leurs informations. Fondée en 1982 et basée à Cupertino (Californie), SYMANTEC est présente dans plus de 40 pays et compte plus de 14.000 employés. En juillet 2005, SYMANTEC fusionne avec VERITAS, principal fournisseur de logiciels de gestion du stockage : protection des données, restauration après sinistre, virtualisation des ressources et disponibilité des applications. En 2008, la société réalise un chiffre d'affaires de 6,1 milliards de dollars pour un résultat net négatif de 6,7 milliards de dollars.

● *MGE-EATON*

Eaton Corp est une un groupe diversifié présent dans les différents métiers de la production électrique, qui a réalisé en 2009 un chiffre d'affaires de 11,9 milliards USD, et emploie 70 000 personnes dans le monde.

Eaton a acquis en 2007 MGE Office Protection Systems, la division « petits systèmes » (onduleurs monophasés jusqu'à 10Kva) de Schneider Electric. Eaton Corporation élargit ainsi les activités de sa branche Qualité de l'Electricité, et revendique désormais le rang de deuxième mondial des solutions de protection de l'électricité. MGE Office Protection Systems emploie environ 800 personnes à travers le monde et possède des bureaux dans plus de 40 pays.

● *APC*

American Power Conversion (APC) est une société américaine fondée en 1981, basée dans le Rhode Island, spécialisée dans la fourniture de solutions assurant la protection électrique des installations (onduleurs). Elle fait partie du groupe Schneider Electric, qui gère des bureaux de vente dans le monde entier et des centres de fabrication sur les 3 continents, et emploie 113 900 employés. Le groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 18,3 milliards USD, dont 44% en Europe, 27% en Amérique du Nord, 19% en Asie Pacifique et 10% dans le reste du monde. Au Maroc APC est représentée par Schneider Electric, qui importe les produits et les redistribue aux grossistes tels que Matel PC Market ou Distrisoft.

● *3M*

3M est une société américaine fondée en 1902, qui propose une large gamme de produits abrasifs, adhésifs, de sécurité, pour la bureautique, le graphisme, la santé, l'industrie et les transports. La société a

réalisé un chiffre d'affaires de 25,3 milliards USD en 2008, dont 64% hors des USA et emploie 79 000 employés dans 60 pays.

5.6. Principaux termes des contrats d'approvisionnement

De manière générale, les contrats établis avec les fournisseurs étrangers portent sur une période d'une année avec tacite reconduction, et n'intègrent pas de clause d'exclusivité, ni dans un sens ni dans l'autre (le constructeur peut confier la distribution à d'autres partenaires et le grossiste peut distribuer des produits concurrents).

Les clauses standard des contrats ne sont généralement pas discutables, en revanche les conditions relatives aux objectifs commerciaux, aux conditions de paiement, aux conditions de prise en charge des frais de transport, douane, assurance font l'objet de la négociation. De même, le contrat peut prévoir ou non le principe d'un support par le constructeur d'opérations marketing : en ce cas le contrat prévoit que des fonds sont alloués pour financer des opérations de promotion de la marque, opérations qui seront décidées avec le constructeur et financées avec lui, selon une discussion au cas par cas.

Les contrats précisent en particulier :

- les produits éligibles à la distribution (il peut s'agir de tous les produits ou simplement d'une ou plusieurs gammes de produits)
- le volume minimal de ventes sur la période (les objectifs sont généralement fixés par période trimestrielle, et rediscutés tous les ans)
- les modalités de livraison
- les délais et modalités de paiement,
- les remises arrières²¹ reversées à DISTRISOFT MAROC S.A. en cas d'atteinte des objectifs,
- les modalités financières de protection des prix en cas de dépréciation de stock, etc.

6. Politique marketing et commerciale

6.1. Politique marketing

La politique marketing mise en œuvre par DISTRISOFT MAROC S.A. consiste principalement en l'animation et l'accompagnement de son réseau de revendeurs, en collaboration étroite avec les constructeurs. La société élabore et diffuse un ensemble d'outils marketing visant à promouvoir ses produits et ses services. Elle organise également des séminaires et événements ciblés (lancement de nouveaux produits, formation commerciale ou technique des revendeurs).

En effet, la société se positionne comme un partenaire à part entière de ses clients. En amont, elle participe à la formation technique et commerciale des revendeurs et en aval, elle accompagne ces derniers pour la configuration et l'installation des matériels et des logiciels chez le consommateur final.

En parallèle, les constructeurs sont étroitement associés à l'élaboration de la politique marketing. DISTRISOFT élabore trimestriellement, en collaboration avec les constructeurs, un plan marketing par carte, et maintient une relation régulière avec eux pour les informer de la réalisation des actions. Ainsi, ils sont informés par chaque chef de produit de l'état des ventes et des stocks (de façon quotidienne pour HP, hebdomadaire pour Microsoft, Symantec et Dell, et mensuelle pour les autres), et échangent sur les actions ou ajustements éventuels à opérer : promotion sur les prix, campagne marketing, formation, etc. En application de cette démarche, DISTRISOFT s'est vu décerner, en 2005, le prix du meilleur « Marketing & Développement », Afrique par le constructeur HP.

En 2009, le budget marketing de DISTRISOFT MAROC S.A. s'est élevé à 1.2 MDH, en hausse régulière depuis 2006 (0,90 MDH). Cette même année, la Société a initié diverses opérations visant à

²¹ Une remise arrière est un remboursement effectué par le fournisseur au grossiste sur le prix d'achat en cas d'atteinte d'un certain volume de ventes, ce volume étant défini contractuellement.

promouvoir ses produits et services, et notamment des séminaires spécialisés, des formations sur les nouveaux produits, et des publications destinées aux revendeurs.

En 2009 la société a également développé une nouvelle version de son site web, destiné à devenir un véritable site marchand : parmi les fonctionnalités développées il est prévu que chaque client aura la possibilité de passer directement des commandes en ayant accès à son compte, à son tarif particulier, à l'information sur la disponibilité des articles demandés, et de suivre l'encours de ses commandes. Ce site sera opérationnel après la fusion avec Matel PC Market.

6.2. Politique commerciale

La politique commerciale de DISTRISOFT MAROC S.A repose sur une approche matricielle entre les commerciaux et les chefs de produits. L'objectif étant d'assurer la satisfaction et la fidélisation du client, en se démarquant de la concurrence par une offre « exclusive » composée de plusieurs produits de marques différentes, à un prix unique.

Chaque commercial de DISTRISOFT MAROC S.A. gère un portefeuille prédéfini de clients/revendeurs pour tous les produits, ce qui permet un suivi personnalisé. Les commerciaux ont pour mission de proposer une offre complète de tous les produits distribués par DISTRISOFT MAROC S.A.

De plus, en collaboration avec les chefs de produits, ces derniers établissent l'argumentaire de vente technique pour chaque produit et informent régulièrement les clients des opérations promotionnelles en cours. Dans ce contexte, quatre télévendeuses sont exclusivement en charge d'appels sortants pour promouvoir ces opérations ciblées.

La mise en place d'un système de CRM en 2008 a notamment permis à la Société de pouvoir mettre à jour de manière efficace et efficiente la base de donnée clientèle ainsi que de fiabiliser cette dernière. Cette base de données mise à jour permet au management de Distrisoft Maroc S.A une meilleure connaissance des clients.

6.3. Politique de prix

Le prix de vente est calculé à partir du prix d'achat majoré des frais d'approche en tenant compte du cours de change. DISTRISOFT MAROC S.A. construit ainsi une liste de prix dits « publics » qui intègrent aussi bien la marge potentielle du grossiste que du revendeur.

En fonction du niveau de concurrence, de la disponibilité des produits sur le marché, du niveau de la commande, de l'historique avec le client ou encore de l'obsolescence du produit, la société octroie des réductions sur les prix publics.

Par ailleurs, DISTRISOFT MAROC S.A. bénéficie généralement d'une « protection » sur les prix d'achat auprès des constructeurs, particulièrement :

- En cas de faible rotation sur les marchandises en stock, le constructeur peut accorder à la société des avoirs pour encourager les ventes ;
- En cas de baisse des prix, les constructeurs peuvent octroyer à la société un avoir sur le matériel en stock.

6.4. Politique de distribution

La politique de distribution de la société repose sur la gestion et l'animation d'un portefeuille de revendeurs, segmentés en quatre catégories selon leur niveau d'activité, leur volume habituel de commandes, et leur type d'organisation. Chaque commercial est ainsi en charge d'un certain nombre de clients, relevant tous d'un même segment, afin de garder une approche homogène : chaque commercial est ainsi en charge de suivre ses clients et d'anticiper ses besoins, tout en gérant le risque associé. Les conditions commerciales et notamment les remises octroyées sur les tarifs publics sont liées aux volumes annuels réalisés.

En parallèle, Distrisoft a mis en place une équipe de télévente en charge d'une démarche pro-active vis-à-vis des petits revendeurs non réguliers. Les télévendeurs sont ainsi chargés, à travers une démarche basée sur des actions promotionnelles, d'élargir la couverture du marché.

7. Politique qualité

Dès l'arrivée du nouveau management en 2000, la qualité au sein de DISTRISOFT MAROC S.A. est devenue un élément central pour assurer la satisfaction des clients et pérenniser le développement de la société.

Suite à la démarche de certification initiée en 2000, DISTRISOFT MAROC S.A. est certifié depuis 2001 ISO 9001 Edition 2000.

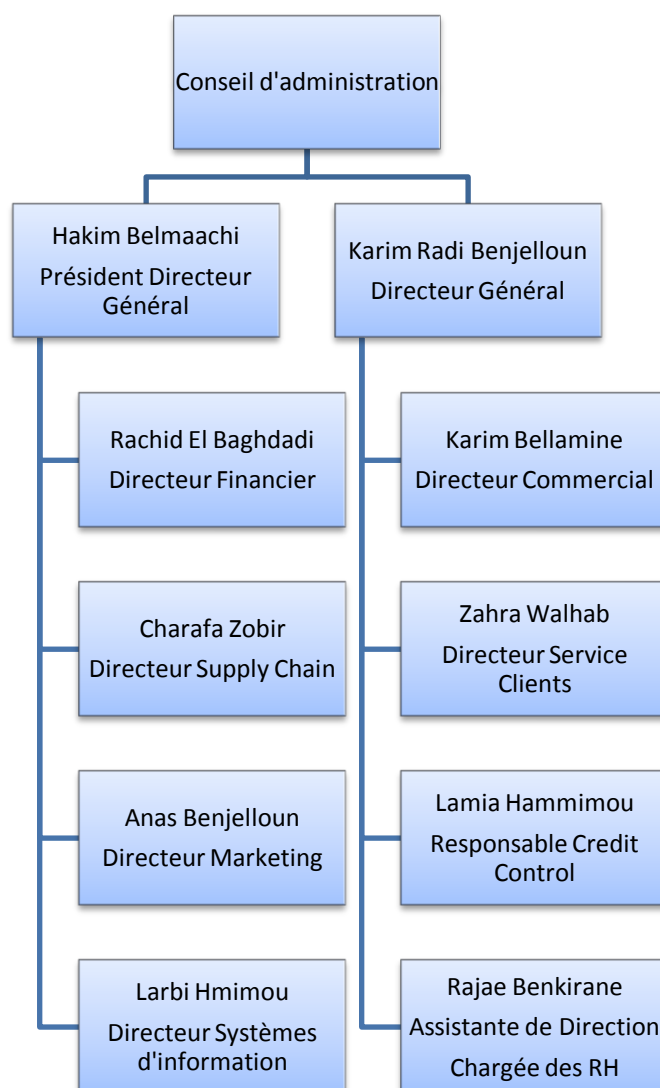
Cette démarche vise trois objectifs :

- Organisationnel : renforcer la cohérence et l'efficacité des méthodes tout en valorisant les efforts des collaborateurs ;
- Commercial : conforter encore davantage les clients dans le souci de toujours mieux les servir et apporter aussi bien aux prospects qu'aux fournisseurs des éléments tangibles, vérifiés et mesurables de la maîtrise de la qualité ;
- Economique : diminuer les coûts de non qualité et intégrer toutes les actions de progrès permettant de parfaire la culture de résultats.

En 2007 et en novembre 2009, la certification ISO 9001-2000 de la Société a été renouvelée.

8.1. Organigramme fonctionnel

L'organigramme fonctionnel de Distrisoft Maroc S.A. à fin 2009 se décline comme suit :



L'organisation de DISTRISOFT MAROC S.A. découle du système de management de la qualité mis en place par la société conformément aux exigences de la norme ISO 9001 :

Le Comité de Direction²², qui tient des réunions hebdomadaires, assure la coordination globale entre les différentes directions et la planification de l'ensemble des activités de DISTRISOFT MAROC S.A. ;

La Direction Commerciale, supervisée par M. Karim Bellamine, est composée de 13 personnes. Chaque Ingénieur d'Affaires est en charge d'un portefeuille clients identifié. Il travaille en binôme avec une conseillère commerciale qui gère la commande de sa réception à sa livraison ;

La Direction Marketing, sous la responsabilité de M. Anas Benjelloun, est constituée de 12 personnes, dont 9 chefs de produits. Elle a pour mission de sélectionner et d'identifier le positionnement adéquat des produits commercialisés, et de développer une politique marketing visant à promouvoir les produits et les services de la société en collaboration étroite avec les fournisseurs. Elle est également chargée

²² Cf. organes de direction.

d'animer le réseau de revendeurs à travers l'élaboration et la diffusion d'un ensemble d'outils marketing ;

La Direction financière est coiffée par M. Rachid El Baghdadi. Elle comprend 10 personnes et prend en charge la gestion comptable et financière de la société, le contrôle financier ainsi que le suivi administratif des opérations de DISTRISOFT MAROC S.A. ;

La Direction Supply Chain est assurée par Mme Charafa Zobir et est constituée de 24 collaborateurs. Cette Direction est en charge de la gestion des stocks de marchandises, de la livraison aux clients ainsi que du respect de la planification de l'ensemble de la supply chain. Par ailleurs, la Direction supervise également le service après vente (3 personnes supplémentaires).

La Direction Service Clients est constituée de 8 employés et est chapeautée par Mme Zahra Walhab, dont la Direction assure la gestion des approvisionnements et la gestion des planifications des commandes clients. Par ailleurs, cette Direction a été également créée dans le but d'assurer une relation stable avec l'ensemble de la clientèle de DISTRISOFT MAROC S.A.

La Direction des Systèmes d'Information est supervisée par M. Larbi Hmimou. Avec une équipe de 5 personnes, elle assure la gestion et le développement des outils et du système d'information de la société.

Enfin, le personnel de support et d'accueil (6 personnes) facilite la vie au quotidien de l'ensemble de l'équipe.

8.2. Effectifs

Initialement composé de 8 personnes en 1992, l'effectif de DISTRISOFT MAROC S.A. a évolué depuis la création de la société pour accompagner le développement de son activité. Sur la période 2006-2009, l'effectif de DISTRISOFT MAROC S.A. a cru de 35 % passant de 55 personnes à 83 personnes.

Par Catégorie	2006	%	2007	%	2008	%	2009	%
Responsables	10	18,2%	10	13,9%	12	15,2%	13	15,7%
Cadres	18	32,7%	20	27,8%	22	27,9%	24	28,9%
Employés	27	49,1%	42	58,3%	45	57,0%	46	55,4%
Total à fin décembre	55	100%	72	100%	79	100%	83	100%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

Le taux d'encadrement des équipes (% de cadres et responsables/total effectif) est assez élevé, et évolue légèrement à la baisse. Il passe de 50.9% en 2006 à 44.5% en 2009, et ce malgré le renforcement des effectifs (variation nette de 17 personnes en 2007). En effet, Distrisoft veille à maintenir un recrutement équilibré, et renforce régulièrement aussi bien la catégorie cadres, responsables, qu'employés.

L'effectif de DISTRISOFT MAROC S.A. est relativement jeune avec 72% du personnel se situant dans la tranche d'âge de 25 à 35 ans à fin 2009. Ce ratio atteint 90% du personnel si l'on considère la tranche d'âge allant de 25 à 45 ans. Par ailleurs, l'ancienneté moyenne de l'effectif de la Société est de près de 3.33 années compte tenu des récentes embauches réalisées par la Société lors des exercices 2007, 2008 et 2009.

Sur les trois dernières années, la répartition de l'effectif de DISTRISOFT MAROC S.A. par sexe se présente comme suit :

	2006	en %	2007	en %	2008	en %	2009	en %
Femmes	25	45%	27	37%	32	41%	33	40%
Hommes	30	55%	45	63%	47	59%	50	60%
Total à fin décembre	55	100%	72	100%	79	100%	83	100%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

La société dispose d'un effectif composé en majorité d'hommes comme l'illustre le tableau ci-dessus. Ceux-ci représentent en moyenne près de 60% de l'effectif global sur la période 2006-2009. La part des effectifs masculins dans l'effectif global a progressé entre 2007 et 2009 puisqu'elle est passée de 55% à 60%.

8.3. Politique sociale

La politique sociale adoptée par le management de DISTRISOFT MAROC S.A. repose sur les deux axes suivants :

- Matrice organisationnelle avec séparation des fonctions commerciale et marketing. Le rôle du commercial étant de se focaliser sur la gestion du portefeuille clients. La fonction marketing est, quant à elle, centrée sur la gestion de la relation fournisseur, des produits et de la détermination de la politique marketing adaptée à chaque produit;
- Mise en place et généralisation d'un processus d'évaluation semestriel des ressources humaines, basé sur le modèle SMART : objectifs Spécifiques, Mesurables, Atteignables, orientés Résultats en un Temps donné.

● Rémunérations et avantages sociaux

Les salariés de DISTRISOFT MAROC S.A. sont payés sur une base mensuelle. Ils jouissent, en outre, d'une prime semestrielle, indexée sur la réalisation des objectifs.

De plus, l'ensemble des salariés bénéficie des avantages sociaux suivants :

- Assurance Maladie auprès de la compagnie d'assurance AXA ;
- Assurance « Mondial Assistance » ;
- Plan d'épargne retraite FUTURIS par capitalisation auprès de AXA Assurances.

● Formation

Le personnel de DISTRISOFT MAROC S.A. bénéficie de programmes réguliers de formation prodiguée principalement en interne, et ponctuellement en externe. Ces formations sont planifiées par la Direction Générale pour répondre aux besoins en formation exprimés par les collaborateurs et/ou identifiés par leur supérieur hiérarchique. Les formations internes sont assurées par les cadres dirigeants de la société, elles ont principalement trait aux techniques de gestion commerciale, de négociation commerciale, aux méthodes relatives à la gestion de la relation clients. Des formations à la qualité sont également dispensées de façon régulière, en interne.

En externe, les chefs de produits jouissent en outre de formations auprès des constructeurs partenaires de la société à l'occasion de la mise sur le marché d'un nouveau produit.

Par ailleurs, DISTRISOFT MAROC S.A. prend en charge certaines formations effectuées auprès d'organismes privés pour le compte du personnel administratif et financier.

	2006	2007	2008	2009
Formations internes				
Nb de formations	16	12	8	13
Nb de personnes formées	120	117	82	61
Formations externes				
Nb de formations	2	-	1	2
Nb de personnes formées	2	-	1	3

9. Moyens matériels et techniques

9.1. Système d'information

Le système d'information de DISTRISOFT MAROC S.A. est totalement intégré. Il est composé d'un réseau local géré par des serveurs sous MICROSOFT WINDOWS SERVER 2003. Il comprend un certain nombre d'applicatifs notamment :

- Un logiciel Entreprise Ressource Planning -ERP- pour la gestion de l'activité commerciale, logistique, comptable et financière : ERP NAVISION ;
- Une base de données clients ;
- Un ensemble d'outils de reporting et d'interrogations des données de production.

La mise en place dès 2001 d'un ERP de gestion, outil fondamental pour intégrer l'ensemble des fonctions opérationnelles de l'entreprise, a permis à tous les niveaux de l'organisation de disposer en temps réel de toute l'information nécessaire à la prise de décision.

Cette application a également permis la mise en place des outils d'optimisation et de contrôle suivants :

- Un suivi quotidien rigoureux de l'activité commerciale déclinée par revendeur, par marque et par produit;
- Une gestion optimale des stocks : Suivi rigoureux des niveaux de stocks, obsolescence, gestion automatisée des codes barres pour le suivi des produits et leur numéro de série. Cette finesse dans le suivi des stocks est importante pour la Direction Commerciale et permet de déterminer des cotations de manière précise au regard des marges par affaire. Par ailleurs, toute atteinte du niveau de stock minimum sur un produit déclenche des commandes automatiques qui suivent un process de workflow et de validation intégrant l'ERP et le système de messagerie ;
- Un contrôle efficient du crédit clients : A tout moment et pour chaque revendeur, le système permet de connaître l'état de l'encours, de paramétrer les seuils de crédit et de bloquer toute commande supplémentaire par la force commerciale. Des procédures claires basées sur la fiabilité de l'information ont permis de revenir à des taux d'impayés jugés corrects par le management de DISTRISOFT MAROC S.A., le plus souvent régularisés, et de diminuer le nombre de dossiers en contentieux ;
- Un contrôle financier strict : le nouveau système de gestion permet le suivi rigoureux de la trésorerie, du risque de change et des marges analytiques ainsi que la réalisation d'arrêtés comptables à une fréquence trimestrielle.

En 2006, le management de DISTRISOFT MAROC S.A. a procédé à la migration vers la nouvelle version de NAVISION permettant l'amélioration du suivi des coûts et des marges et du contrôle des crédits clients.

La consultation et l'accès (droits de lecture et d'écriture) à chaque module de l'ERP (achats, stocks, crédits clients, etc.) sont gérés selon une base de données de profils d'utilisateurs et de codes d'accès ne pouvant être modifiés que dans le cadre d'une procédure visée par la Direction Générale.

En 2008, DISTRISOFT MAROC S.A. a accompagné le développement de son activité par la mise en œuvre d'un *Warehouse Management System* et par la mise en place d'un outil de gestion de la relation client.

9.2. Sites

En 2008 deux changements majeurs ont été opérés au niveau des sites de Distrisoft :

- Déménagement du siège social : la société est désormais installée au 3 Boulevard Ibn Sina à Casablanca. Il s'agit d'une villa sur 3 niveaux faisant l'objet d'un contrat de bail à usage de bureaux à compter de novembre 2007 ;
- Migration vers une nouvelle plateforme logistique respectant les dernières normes internationales. Cette plateforme logistique, située dans la zone « Atlantic Logistic » à Ain Sebâa Casablanca, dispose d'une capacité de stockage d'environ 11 000 m³. Elle fait l'objet d'un contrat de bail à usage de magasin à compter du mois d'avril 2008.

9.3. Politique d'investissement

Pour accompagner son développement, DISTRISOFT MAROC S.A. a adopté une politique d'investissement orientée vers la mise à niveau des outils et moyens de gestion.

Les investissements réalisés par DISTRISOFT MAROC S.A. se présentent comme suit :

K MAD	2006	2007	2008	2009	Mode de financement
Immobilisation en non valeur	34	25	105	0	Trésorerie
Immobilisations incorporelles	106	-	606	26	Trésorerie
Matériel informatique	156	193	593	80	Trésorerie
Mobilier bureau	14	46	595	50	Trésorerie
Aménagement	73	8	2 897	72	Trésorerie
Matériel de transport	15	576	227	234	Trésorerie
Immobilisations en cours		884			Trésorerie
TOTAL	398	1 732	5 024	462	-

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

Sur la période 2006-2007, l'essentiel des investissements de DISTRISOFT MAROC S.A. est affecté au renouvellement du matériel informatique et à l'acquisition de matériel de transport. A la fin de l'année 2007, la société commence à aménager son nouveau siège : des « immobilisations en cours » sont alors comptabilisées, correspondant aux premiers travaux d'aménagement.

En 2008, l'essentiel des investissements est affecté à l'aménagement du nouveau siège social de la Société et de la nouvelle plateforme logistique qui ont absorbé 57% du total des investissements de l'année. Les autres investissements ont permis d'accompagner le développement de DISTRISOFT MAROC S.A. via le renouvellement du mobilier de bureau et du matériel informatique, ainsi que l'acquisition de matériel de transport.

Les frais d'immobilisations incorporelles sont relatifs aux frais de développement de Navision (système ERP intégré) et du E-commerce (outil informatique destiné aux clients de Distrisoft Maroc S.A.).

En 2009 Distrisoft n'investit que dans du matériel de transport, et quelques compléments pour les aménagements existants.

9.4. Politique de partenariat avec d'autres opérateurs

Distrisoft avait envisagé, dans le cadre de sa stratégie de développement, d'élargir son offre de produits en concluant des partenariats avec d'autres grossistes, en se positionnant comme sous-distributeur de ces grossistes à dimension mondiale. L'objectif était de pouvoir offrir à ses clients l'ensemble du catalogue de produits de grossistes mondiaux, disposant d'un portefeuille de plusieurs centaines de marques, sans avoir à négocier individuellement avec chaque constructeur.

Cette démarche de partenariat a été testée sur des opérations ponctuelles. La démarche est désormais maîtrisée, mais l'intérêt de la formule n'est pas démontré. Aussi, Distrosoft a suspendu le développement de cette approche pour le moment.

V . PRESENTATION GENERALE DE MATEL

1. Renseignements à caractère général

Dénomination sociale	Matel PC Market, par abréviation Matel
Siège social	Lotissement La Colline n°8, Sidi Mâarouf à Casablanca
Téléphone	05 22 50 96 00
Télécopie	05 22 97 37 60
Adresse électronique	matel@matelpcmarket.ma
Site web	www.matel.ma
Forme juridique	Société Anonyme régie par la loi n° 17-95 du 30 Août 1996, modifiée et complétée par la loi 20-05
Date de constitution	Janvier 1982
Durée de vie	99 ans
Capital social au 31 décembre 2009	113.513.500 Dh entièrement libéré, composé de 1.135.135 actions d'une valeur nominale de 100 DH, au 31 décembre 2009.
Exercice social	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre.
Numéro d'inscription au Registre de Commerce	41253 (Casablanca)
Objet social (Article 2 des statuts)	La société a pour objet d'effectuer tant pour elle-même que pour le compte de tiers au Maroc et à l'étranger, les opérations suivantes : - L'étude de tous procédés dans le domaine des Télécommunications, radioélectriques et Téléphoniques, de tous systèmes de transmission, de contrôle et de mesure, électroniques, électriques, industriels et scientifiques, de tous système d'informatiques, de micro-informatiques et de logiciels, de tos procédés en énergie solaire actif et passif, ainsi que tous travaux électriques en basse et moyenne tension, y compris les travaux de génie-civil afférents. - L'établissement de tous projets, devis, plans et études. - La soumission à tous appels d'offres et concours en matière d'étude, de projets de travaux dans les domaines cités ci-dessus ainsi que leur exécution. - L'import et l'export. - L'étude, la mise au point et la réalisation de matériels professionnels et autre dans ces domaines d'activité. - La création, la conception, la fabrication, l'entretien et le dépannage des appareils entrant dans la composition des matériels ci-dessus. - L'acquisition des appareils, accessoires et pièces détachées relatifs à ces matériels.

	- Le placement et la vente des dits matériels, appareils, pièces et accessoires au Maroc et à l'étranger. - La création et l'exploitation de tous comptoirs, agences et succursales. - L'étude, l'obtention, l'achat, la cession, l'échange, l'exploitation, la vente, la concession de tous brevets, licences de brevets, procédés et marques pour le compte exclusif de la société. - La participation sous toutes formes y compris la fusion dans tous consortiums, société et autres associations du groupement d'intérêts créé ou à créer. - Et plus généralement, toutes opérations financières commerciales, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social, ou pouvant favoriser le développement de la société.
Consultation des documents juridiques	Les documents sociaux, comptables et juridiques dont la communication est prévue par la loi et les statuts en faveur des actionnaires et des tiers peuvent être consultés dans le siège social de la Société (Lotissement La Colline n°8, Sidi Mâarouf à Casablanca).
Tribunal compétent en cas de litige	Tribunal de Commerce de Casablanca
Régime fiscal applicable	Régime général applicable à la société anonyme, tel que défini par le Code général des Impôts
Textes législatifs et réglementaires	La Société est régie par le droit marocain, la loi 17-95 relative aux sociétés anonymes, modifiée et complétée par la loi 20-05, ainsi que par ses statuts. De par sa cotation sur la Bourse des Valeurs, elle est soumise à toutes les dispositions légales et réglementaires relatives aux marchés financiers et notamment : • Dahir portant loi n°1-93-211 du 21 septembre 1993 relatif à la Bourse des Valeurs modifié et complété par les lois 34-96, 29-00, 52-01 et 45-06 ; • Règlement Général de la Bourse des Valeurs approuvé par l'Arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n°499-98 du 27 juillet 1998 et amendé par l'Arrêté du Ministre de l'Economie, des Finances, de la Privatisation et du Tourisme n°1960-01 du 30 octobre 2001 et par les arrêtés du Ministre des Finances et de la privatisation n°1994-04, 1137-07 et 1268-08 ; • Dahir portant loi n°1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété par la loi n°23-01, la loi 36-05 et la loi n°44-06 ; • Le règlement général du CDVM tel qu'approuvé par l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n°882-08 du 14 avril 2008 ; • Dahir portant loi n°35-96 relative à la création du dépositaire central et à l'institution d'un régime général de l'inscription en compte de certaines valeurs, complété par la loi n°43-02 ;

- Règlement général du dépositaire central approuvé par l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n°932-98 du 16 avril 1998 et amendé par l'arrêté du Ministre de l'Economie, des Finances, de la Privatisation et du Tourisme n°1961-01 du 30 octobre 2001 ;
- Dahir n°1-04-21 du 21 avril 2004 portant promulgation de la loi n°26-03 relative aux offres publiques sur le marché boursier marocain, complété par la loi n°46-06.
- La société est soumise également aux dispositions du Dahir n°1-95-03 du 26 janvier 1995, portant promulgation de la loi n°35-94 relative à certains titres de créances négociables

2. Renseignements sur le capital de Matel PC Market

2.1. Renseignements à caractère général

Après l'augmentation de capital opérée en février 2007 à l'occasion de l'introduction en bourse, le capital social de Matel PC Market S.A. s'élève à 113.513.500 DH, constitué de 1.135.135 actions entièrement libérées et de valeur nominale MAD 100.

2.2. Historique du capital et de l'actionnariat

● Historique du capital

La société Matel PC Market a été constituée en 1982 sous la dénomination de Matel par les familles Bentita, Anacleto et Toulait avec un capital initial de 100.000 DH. Depuis, les actionnaires ont procédé à de nombreuses augmentations de capital par incorporation de réserves ou souscription en numéraire. Les deux opérations les plus significatives sont les suivantes :

- En novembre 2006, la société a procédé à une augmentation de capital dans le cadre de la fusion avec la société PC Market, constituée en 1986 sous la dénomination de PC Market par les familles Azim et SBAÏ. C'est à cette occasion que la société a changé sa dénomination en Matel PC Market.
- En février 2007, la société s'est introduite en bourse.

Le détail des opérations réalisées depuis la constitution de Matel est présenté dans le tableau suivant :

	Capital avant opération	Nature de l'opération	Nb d'actions créées	Valeur nominale par action	Montant de l'opération	Actions après opération	Capital après opération
Janvier 1982		Création de la société	1000	100	100.000	1000	100.000
Décembre 1993	100.000	Augmentation de capital par apport en numéraire	18.000	100	1.800.000	19.000	1.900.000
Décembre 1993	1.900.000	Augmentation de capital par incorporation de réserves	3.000	100	300.000	22.000	2.200.000

Décembre 1997	2.200.000	Augmentation de capital par incorporation du compte de R.A.N. ²³	18.000	100	1.800.000	40.000	4.000.000
Avril 1999	4.000.000	Augmentation de capital par incorporation du compte de R.A.N.	40.000	100	4.000.000	80.000	8.000.000
Novembre 2001	8.000.000	Augmentation de capital par incorporation de réserves	80.000	100	8.000.000	160.000	16.000.000
Juin 2002	16.000.000	Augmentation de capital par apport en numéraire	35.122	100 (1)	3.512.200	195.122	19.512.200
Décembre 2002	19.512.200	Augmentation de capital par incorporation de réserves	124.878	100	12.487.800	320.000	32.000.000
Novembre 2006	32.000.000	Augmentation de capital après fusion absorption de PC-Market par apport en nature	256.000	100 (2)	25.600.000	576.000	57.600.000
Novembre 2006	57.600.000	Augmentation de capital par incorporation d'une partie de la prime de fusion	424.000	100	42.400.000	1.000.000	100.000.000
Février 2007	100.000.000	Augmentation de capital par apport en numéraire	135.135	100 (3)	13.513.500	1.135.135	113.513.500

Source : Matel PC market

(1) L'augmentation de capital s'est faite avec une prime d'émission de 310 DH par action

(2) L'augmentation de capital s'est faite avec une prime de fusion d'un montant total de 54 397 986 DH

(3) L'augmentation de capital s'est faite avec une prime de fusion de 270 DH par action

Janvier 1982

Création de la société Matel avec un capital de 100.000 dirhams par les familles Bentita, Anacleto et Toulait.

Décembre 1993

- (i) Augmentation de capital en numéraire de 1.800.000 dirhams pour le porter de 100.000 dirhams à 1.900.000 dirhams, et ce par création de 18.000 actions nouvelles d'un montant nominal de 100 dirhams chacune
- (ii) Augmentation de capital de 300.000 dirhams pour le porter de 1.900.000 dirhams à 2.200.000 dirhams par incorporation de réserves, et ce par création de 3.000 actions nouvelles d'un montant nominal de 100 dirhams chacune attribuées gratuitement aux actionnaires proportionnellement à leur nombre d'actions anciennes détenues.

Décembre 1997

Augmentation du capital par incorporation partielle du compte de report à nouveau créditeur à hauteur de 1.800.000 dirhams pour le porter de 2.200.000 dirhams à 4.000.000 de dirhams, et ce par création de 18.000 actions nouvelles d'un montant nominal de 100 dirhams chacune attribuées gratuitement aux actionnaires proportionnellement à leur nombre d'actions anciennes détenues.

Avril 1999

Augmentation du capital par incorporation partielle du compte de report à nouveau créditeur à hauteur de 4.000.000 dirhams pour le porter de 4.000.000 dirhams à 8.000.000 dirhams, et ce par création de

²³ R.A.N. : report à nouveau, compte faisant partie des fonds propres dans le passif d'une entreprise.

40.000 actions nouvelles d'un montant nominal de 100 dirhams chacune attribuées gratuitement aux actionnaires proportionnellement à leur nombre d'actions anciennes détenues.

Novembre 2001

Augmentation de capital de 8.000.000 de dirhams pour le porter de 8.000.000 de dirhams à 16.000.000 de dirhams par incorporation de réserves, et ce par création de 80.000 actions nouvelles d'un montant nominal de 100 dirhams chacune attribuées gratuitement aux actionnaires proportionnellement à leur nombre d'actions anciennes détenues.

Juin 2002

Augmentation de capital par apport en numéraire réservée à MPEF pour le porter à 19.512.200 dirhams, et ce par émission de 35.122 actions nouvelles d'un montant nominal de 100 dirhams chacune.

Décembre 2002

Augmentation de capital de 12.487.800 dirhams pour le porter de 19.512.200 dirhams à 32 millions de dirhams par incorporation de la prime d'émission et de réserves, et ce par création de 124.878 actions nouvelles d'un montant nominal de 100 dirhams chacune attribuées gratuitement aux actionnaires proportionnellement à leur nombre d'actions anciennes détenues.

Novembre 2006

Approbation définitive du traité de fusion avec ses annexes signé en date du 8 septembre 2006 et les apports à titre de fusion effectués par la société absorbée PC Market ainsi que leur évaluation. En rémunération de l'apport net d'un montant de 79.997.986,38 dirhams fait par PC Market à Matel, et conformément au rapport d'échange retenu de une action PC Market pour trente deux actions Matel, cette dernière a émis 256.000 actions nouvelles d'une valeur nominale de 100 dirhams chacune qui ont été attribuées aux actionnaires de PC Market. La même Assemblée Générale Extraordinaire ayant ratifié la fusion en date du 20 novembre 2006, a décidé l'augmentation de capital par incorporation d'une partie de la prime de fusion (42.400.000 DH) pour le porter de 57.600.000 de dirhams à 100.000.000 de dirhams.

Février 2007

Augmentation de capital par apport en numéraire de 13.513.500 DH, par création de 135.135 actions nouvelles de nominal 100DH, à l'occasion de l'introduction en bourse.

● *Historique de l'actionnariat*

Janvier 1982

Création de la société Matel avec un capital de 100.000 dirhams par les familles Bentita, Anacleto et Toulait.

Novembre 1983

Rachat par les familles Anacleto et Bentita des actions détenues par la famille Toulait.

Juin 2002

- (i) La famille Bentita et la famille Anacleto ont cédé chacun 11.707 actions au profit de Maghreb Private Equity Fund (MPEF), fonds d'investissement géré par MarocInvest
- (ii) (ii) La société a procédé à une augmentation de capital par apport en numéraire réservée à MPEF pour le porter à 19.512.200 dirhams, et ce par émission de 35.122 actions nouvelles d'un montant nominal de 100 dirhams chacune.

Septembre 2006

M. Badreddine Bentita a cédé la totalité de ses actions (59.425 actions) en faveur de AfricInvest, un deuxième fonds d'investissement géré par MarocInvest.

Novembre 2006

Fusion-absorption de la société PC Market. Les actionnaires de PC Market, et en particulier la famille Azim et la famille Sbai se retrouvent actionnaires respectivement à hauteur de 333 334 actions (33.3%) et de 111 111 actions (11.1%) de la société fusionnée.

Février 2007

Matel PC Market s'introduit en bourse, par cession de titres et augmentation de capital. Le capital est porté à 113.513.500 DH. Dans le cadre de l'opération d'introduction en Bourse réalisée en partie par cession de 239 459 actions, la participation des actionnaires de référence au capital de la société a été réduite comme suit :

Famille Azim : 51 313 actions cédées, soit 21.4% du total des actions cédées ;

Famille Anacleto : 30 788 actions cédées, soit 12.9% du total des actions cédées ;

Famille Sbai : 17 104 actions cédées, soit 7.1% du total des actions cédées ;

Famille Bentita : 10 263 actions cédées, soit 4.3% du total des actions cédées ;

Investisseurs financiers : 129 991 actions cédées, soit 54.3% du total des actions cédées.

Peu de temps après l'introduction en bourse les fonds d'investissements cèdent le solde de leurs actions par petits blocs sur le marché boursier. Il n'y a pas eu de déclarations de franchissement de seuil à cette occasion.

Octobre 2009

Acquisition par le groupe Hakam de 58 744 actions sur le marché central, soit 5.17% du capital de la société. Dans sa déclaration au CDVM, M. Abdellatif Hakam envisage de poursuivre ses achats sur la valeur Matel PC Market et de demander à siéger au conseil d'administration de la société.

2.3. Structure de l'actionnariat au 31 décembre 2009

● *Structure de l'actionnariat*

La structure de l'actionnariat de MATEL PC MARKET SA au 31 décembre 2009 se présente comme suit :

	31/12/2005		31/12/2006		31/12/2007		31/12/2008		31/12/2009	
Nadine Nicole AZIM			107 278		119 875		134 703		134 703	
Lemfadel AZIM			164 944		114 187		118 853		118 853	
Samir Azim			30 278		30 278		34 178		34 178	
Annabel Azim			30 278		30 278		34 178		34 178	
Mohammed Azim			556		-					
Total famille Azim	-	0%	333 334	33,3 %	294 618	26,0 %	321 912	28,4 %	321 912	28,4 %
Abdellilah SBAI			111 056		93 952		98 400		98 400	
Najat Sbai			55		55		55		55	
Total famille Sbai	-	0%	111 111	11,1 %	94 007	8,3%	98 455	8,7%	98 455	8,7%
Noureddine Anacleto	65 232		113 250		94 782		94 782		96 082	
Véronique Poudou	21 744		37 750		31 590		31 590		41 916	
Cyrille Anacleto	10 872		18 875		15 795		15 795		-	
Laure Maria Anacleto	10 872		18 875		15 795		15 795		15 795	
Novapro SARL	3 280		5 694		5 694				5 694	
Total famille Anacleto	112 000	35%	194 444	19,4 %	163 656	14,4 %	157 962	13,9 %	159 487	14,1 %
Fariel Saheb Ettabaa	10 919		18 957		10 382					
Souheim Bentita	12 792		22 208		8 975					
Badreddine Bentita	59 425									
Soparfin SARL	3 280		5 694		5 694					
Noufissa Aboussaad	25 584		44 417		7 030					
Total famille Bentita	112 000	35%	91 276	9,1%	32 081	2,8%	-	0,0%	-	0,0%
MPEF	96 000		166 657		11 374					
AfricInvest Ltd			103 168		8 460					
Maroc Invest			10		10					
Total Investisseurs	96 000	30%	269 835	27,0 %	19 844	1,7%	-	0,0%	-	0,0%
Société HAF Millenium Ventures									58 744	5,2%
									18 018	1,6%
Flottant		0%	-	0,0%	530 929	46,8 %	556 806	49,1 %	478 519	42,2 %
Total	320 000	100 %	1000 000	100%	1 135 135	100%	1 135 135	100%	1 135 135	100%

Source : Matel

L'actionnariat au 31 décembre 2009 de Matel ainsi principalement les familles Anacleto, Azim, et Sbai, et depuis octobre 2009, la société Hakam Abdellatif Finance (HAF), qui a acquis une participation de 5.2%.

La société Hakam Abdellatif Finances est le holding qui porte les participations de la famille Hakam, il est principalement investi dans des sociétés de distribution. Au titre de l'année 2008, ce holding a réalisé des produits de 34,4 MDH, un résultat net de 33,6 MDH et disposait d'une situation nette de 171,9 MDH. Les principales participations détenues par la société, outre celles récemment acquises dans le capital de Matel et de Distrisoft, sont les suivantes :

- 26% de Auto nejma
- 7% de Auto Hall
- 7% de Berliet

● *Pactes d'actionnaires*

Suite à la sortie du capital des fonds d'investissement MarocInvest, AfricInvest et Maghreb Private Equity Fund, le pacte d'actionnaires conclu entre eux et les actionnaires fondateurs n'est plus valable.

● *Restriction en matière de négociabilité*

Il n'existe aucune restriction en matière de négociabilité visant les actions de Matel conformément au Dahir portant loi n° 1-93-211 du 21 septembre 1993 relatif à la Bourse de Casablanca et à la loi n° 17-95 relative aux sociétés anonymes, telle que modifiée et complétée par la loi n° 20-05.

● *Déclarations de franchissement de seuils*

Les actionnaires sont tenus de déclarer aux organismes concernés certains franchissements de seuils conformément aux dispositions des articles 68 ter et 68 quater du Dahir portant loi n° 1-93-211 relatif à la Bourse des Valeurs de Casablanca tel que modifié et complété.

L'article 68 ter prévoit que « Toute personne physique ou morale qui vient à posséder plus du vingtième, du dixième, du cinquième, du tiers, de la moitié ou des deux tiers du capital ou des droits de vote sur une société ayant son siège au Maroc et dont les actions sont cotées à la Bourse des valeurs, informe cette société ainsi que le conseil déontologique des valeurs mobilières et la société gestionnaire, dans un délai de 5 jours ouvrables à compter de la date de franchissement de l'un de ces seuils de participation, du nombre total des actions de la société qu'elle possède, ainsi que du nombre de titres donnant à terme accès au capital et des droits de vote qui y sont rattachés. Elle informe en outre dans les mêmes délais le CDVM des objectifs qu'elle a l'intention de poursuivre au cours des 12 mois qui suivent lesdits franchissements de seuils ».

L'article 68 quater prévoit que « toute personne physique ou morale possédant plus du vingtième, du dixième, du cinquième, du tiers, de la moitié ou des deux tiers du capital ou des droits de vote sur une société ayant son siège au Maroc et dont les actions sont inscrites à la cote de la Bourse des valeurs, et qui vient à céder tout ou partie de ces actions ou de ces droits de vote, doit en informer cette société ainsi que le CDVM et la société gestionnaire dans les mêmes conditions que celles visées à l'article 68 ter ci-dessus, s'il franchit à la baisse l'un de ces seuils de participation ».

● *Intention des actionnaires*

M. Nouredine Anacleto : Les intentions du groupe Anacleto pour les 12 mois à venir sont de maintenir les participations actuelles et de les augmenter éventuellement en fonction des opportunités.

M. Lemfadel Azim : souhaite maintenir sa participation au cours des 12 prochains mois.

M. Hakim Belmaachi : souhaite maintenir sa participation, voire la renforcer en fonction des opportunités de marché.

M. Karim Radi Benjelloun souhaite maintenir ou renforcer sa participation dans le capital, aussi il déclare avoir l'intention d'acquérir des titres sur le marché, lorsque des opportunités intéressantes se présenteront.

2.4. Marché des titres de Matel

● Evolution depuis l'introduction en bourse

Matel s'est introduite en Bourse en février 2007 sur le premier compartiment de la Bourse de Casablanca. Cette opération qui s'est réalisée par cession de 239 459 actions et par augmentation de capital en numéraire de 135 135 actions a porté sur MAD 138 599 780, à un prix de MAD 370 par action.

Depuis l'introduction en bourse de Matel, les principaux indicateurs du marché des titres de Matel sont les suivants²⁴ :

	2007	2008	2009
Cours début d'année en DH	492	428	200
Cours fin d'année en DH	430	202	368
Evolution	-13%	-53%	83%
Plus haut en DH	749	439	379
Plus bas en DH	402	196	190
Capitalisation boursière fin d'année (KDH)	488 108	230 262	417 786

Source : Bourse de Casablanca. Données au 31 décembre 2009

Caractéristiques des actions Matel :

Secteur : Nouvelles Technologies de l'information (NTI)

Libellé : Matel PC Market

Ticker : MAT

Compartiment : Premier compartiment (Marché principal)

Mode de cotation : Continu

Date de première cotation : 28 février 2007

	2007	2008	2009
Nb d'actions fin d'année	1 135 135	1 135 135	1 135 135
Nb d'actions total échangé	1 047 462	260 034	431 055
en % du capital	92%	23%	38%
Volume moyen par séance (nb actions)	5 085	1066	1819
Volume moyen par séance (DH)	3 125 599	364 736	494 470
Cours moyen pondéré en DH	614	342	272
Nb de séances de cotation	206	244	237

Source : Bourse de Casablanca. Données au 31 décembre 2009

● Titres émis

Depuis l'opération d'introduction en bourse, aucune autre émission de titres de capital ni de titres de créances n'a été effectuée par Matel.

● Nantissement d'actifs

Aucun actif de Matel PC market ne fait l'objet d'un nantissement au 31 décembre 2009.

²⁴ Source : site de la Bourse de Casablanca. Données relatives aux transactions sur le marché central

● Nantissement de titres

Les titres détenus par les dirigeants de Matel PC Market ne font l'objet d'aucun nantissement au 31 décembre 2009.

● Notation

Matel n'a fait l'objet d'aucune notation.

● Politique de distribution de dividendes

D'après l'article 23-3 des statuts de la Société :

« Le bénéfice distribuable est constitué du bénéfice net de l'exercice, diminué des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve et augmenté du report bénéficiaire des exercices précédents.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque la situation nette est, ou deviendrait, à la suite de celle-ci, inférieure au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

Après approbation des états de synthèse de l'exercice et constatations de l'existence de sommes distribuables, l'assemblée générale ordinaire détermine la part attribuée aux actionnaires sous forme de dividendes. Tout dividende distribué en violation des dispositions qui précèdent est un dividende fictif.

La décision de l'assemblée doit déterminer en premier lieu la part à attribuer aux actions jouissant de droits prioritaires ou d'avantages particuliers.

Elle doit en outre fixer un premier dividende attribuable aux actions ordinaires, calculé sur le montant libéré et non remboursé du capital social. Ce premier dividende, s'il n'est pas distribué, en tout ou partie au titre d'un exercice déterminé peut être prélevé par priorité sur le bénéfice net distribuable du ou des exercices suivants, sous réserve de ce qui a été dit ci-dessus ; ce prélèvement s'impose à l'assemblée si les statuts en ont ainsi disposé. Le solde peut constituer un superdividende, sous déduction des sommes affectées aux réserves en complément de l'affectation au titre de la réserve légale, et de celles qui sont reportées à nouveau.

Il est interdit de stipuler au profit des actionnaires un dividende fixe ; toute clause contraire est réputée non écrite à moins que l'Etat n'accorde aux actions la garantie d'un dividende minimal.

Les modalités de mise en paiement des dividendes votés par l'assemblée générale sont fixées par elle-même ou, à défaut, par le conseil d'administration ou le directoire.

Cette mise en paiement doit avoir lieu dans un délai maximum de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par ordonnance du président du tribunal, statuant en référé, à la demande du conseil d'administration ou du directoire.

L'assemblée générale peut décider la distribution, à titre exceptionnel, de sommes prélevées sur les réserves facultatives, autres que le report à nouveau, dont elle a la disposition. Ne sont pas disponibles les réserves correspondant à la détention d'actions propres. En outre est interdit tout prélèvement sur les réserves destinées à doter un compte de provision.

Toute décision de distribution affectant les réserves facultatives doit indiquer précisément les postes sur lesquels les prélèvements sont effectués ; elle peut être prise à tout moment au cours de l'exercice par l'assemblée générale ordinaire.

Le droit aux dividendes est supprimé lorsque la société détient ses propres actions.

Il peut être suspendu à titre de sanction si les propriétaires ou nu-propriétaires des actions ne les ont pas libérées des versements exigibles ou, en cas de regroupement, ne les ont pas présentées au regroupement.

Si les actions sont grevées d'un usufruit, les dividendes sont dus à l'usufruitier, toutefois le produit de la distribution des réserves, hors le report à nouveau, est attribué au nu-propriétaire.

En cas de cession d'actions, l'acquéreur a droit aux dividendes non encore mis en paiement, sauf convention contraire des parties, notifiée à la société. »

Dividendes payés au cours des trois derniers exercices

Sur la période 2006 à 2008, le détail des distributions de dividendes est présenté dans le tableau qui suit. Pour l'exercice 2009, les décisions relatives à l'affectation des résultats et à la distribution des dividendes sont proposées à l'Assemblée Générale Ordinaire du 23 mars 2010.

Exercice	2006	2007	2008
Résultat net (KDH)	20 117	31 582	37 090
Nb d'actions	1 000 000 (1)	1 135 135	1 135 135
Résultat net par action (DH)	20,12 ou 17,72 (2)	27,82	32,67
Dividende par action (DH)	9,00	12,00	15,00
Montant total distribué (KDH)	10 216 (3)	13 622	17 027
Dividendes distribués / résultat net	50,78%	43,13%	45,91%

Source : Matel

- (1) Le nombre d'actions à fin 2006 était encore de 1 000 000, mais au moment de la distribution du dividende de l'exercice 2006 (printemps 2007) ce nombre avait été porté à 1 135 135, suite à l'augmentation de capital effectuée en février 2007 à l'occasion de l'introduction en bourse.
- (2) Sur la base de 1000 000 actions et sur la base de 1 135 135 actions
- (3) 9 dh distribués à 1 135 135 actions (les actions créées en février 2007) avaient jouissance 1er janvier 2006, elles ont donc reçu leur dividende également.

3. Gouvernance de Matel

3.1. Conseil d'Administration de Matel

Matel est administrée par un Conseil d'Administration de trois à douze membres, sauf dérogation temporaire prévue en cas de fusion. Les administrateurs sont nommés ou renouvelés par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires, qui peut les révoquer à tout moment, pour une durée de 6 ans au plus. Toutefois, en cas de fusion ou de scission, les administrateurs peuvent être nommés que par l'Assemblée Générale Extraordinaire. Les administrateurs sont toujours rééligibles.

Nom	Titre	Adresse	Date du mandat	Expiration du mandat	Lien avec l'émetteur
Mohammed Noureddine ANACLETO	Président du Conseil d'Administration	60 rue des Palmiers Casablanca	2009 (*)	AGO devant statuer sur les comptes de l'exercice 2014	Président Directeur général
M. Lemfadel AZIM	Administrateur	52 rue Ait Baha, Souissi, Rabat	2006	AGO devant statuer sur les comptes de l'exercice 2011	Directeur Général (**)
Novapro SARL (représentée par M. Anacleto)	Administrateur	35 rue Moussa Ibnou Noussair Casablanca	2009 (*)	AGO devant statuer sur les comptes de l'exercice 2014	Actionnaire
Melle Annabel AZIM	Administrateur	395, rue de Casablanca El Harhoura	2006	AGO devant statuer sur les comptes de l'exercice 2011	Actionnaire
Mr Abdelilah SBAI	Administrateur	3, rue Davilia Hay-Riad Rabat	2006	AGO devant statuer sur les comptes de l'exercice 2011	Actionnaire et prestataire de services
M. Mohamed AZIM	Administrateur	3, Hay El Moutazah, CYM – Rabat	2009	AGO devant statuer sur les comptes de l'exercice 2014	Actionnaire

(*) Date de renouvellement du mandat

(**) Les statuts n'ont pas été actualisés avec la loi 20-05 et les nouvelles règles de gouvernance

Source : Matel

3.2. Organes de direction

Le comité de direction est constitué par les personnes suivantes :

Nom	Fonction	Date d'entrée en fonction
Mohammed Noureddine Anacleto	Président	Novembre 2006
Lemfadel Azim	Directeur général	Novembre 2006
Samir Azim	Directeur logistique	Novembre 2006
Mohamed Benmira	Responsable administratif et financier	Mai 2008
Nadine Robin Azim	Directeur Comptable	Novembre 2006
El Bachir Essadiqui	Directeur Commercial	Avril 1991
Abdelilah Sbai	Consultant Direction Commerciale	Novembre 2006

MOHAMMED NOUREDDINE ANACLETO, 60 ans, Président

Ingénieur en Electronique, diplômé de l'Ecole Centrale d'Electronique de Paris en 1972. Mohammed Noureddine ANACLETO rejoint en 1974 la Division Télécommunications du groupe PHILIPS au Maroc en tant qu'Ingénieur en Télécommunications et obtient rapidement le poste de Directeur Technique. Après cette expérience enrichissante de huit années, Mohammed Noureddine ANACLETO participe en 1982 à la création de MATEL, Maghreb Télécommunications S.A. et occupe successivement les postes de Directeur Technique (1982), Directeur Adjoint (1985), Directeur Général (2000), puis Président (2003). Depuis 2006, suite à la fusion de MATEL et PC MARKET, Noureddine ANACLETO occupe la fonction de Président de MATEL PC MARKET.

LEMFADEL AZIM, 60 ans, Directeur Général

Expert Comptable de formation, Lemfadel AZIM a travaillé de 1974 à juin 1978 à Paris puis à Tours à la Fiduciaire SOFREX en qualité d'Expert Comptable Stagiaire puis de Collaborateur. Riche de cette expérience, il rentre au Maroc en juin 1978 et fonde la Fiduciaire Lemfadel AZIM. Fin 1986, il fonde la société PC MARKET S.A. et contribue à son développement en qualité de Président Directeur Général après avoir arrêté ses activités d'Expert Comptable. Depuis 2006, Lemfadel AZIM occupe la fonction de Directeur Général de MATEL PC MARKET.

SAMIR AZIM, 33 ans, Directeur Logistique

Titulaire d'un Diplôme de Technicien en Productique (1997) et d'un Diplôme Universitaire de Qualité et de Management Environnemental (1998) de l'Université Paul Sabatier de Toulouse, Samir AZIM débute sa carrière en 1999 au sein d'ICARE, en France, en tant qu'Inspecteur Technique. En janvier 2000, il intègre PC MARKET en tant que Responsable Qualité. En charge de répondre à l'appel d'offre HP pour le HP Service Center en novembre 2000, il organise la réponse commune de MATEL et PC MARKET avec une nouvelle structure dédiée commune aux deux grossistes : QUALITECH dont il devient Directeur Général en mai 2001. En 2006, il rejoint MATEL PC MARKET en tant que Directeur Logistique.

MOHAMMED BENMIRA, 41 ans, Responsable Administratif et Financier

Titulaire d'un Master en Commerce International, Mohammed BENMIRA a travaillé plus de dix ans dans le secteur bancaire, et en particulier au sein de la SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES. En effet, il occupe successivement les postes de Chargé de la Gestion des Dossiers d'Investissement des Entreprises Multinationales (1997), Responsable Département Etranger et Chargé des Opérations de l'International (1998), Membre de la Cellule de Démarrage de Plusieurs Nouveaux Centres Régionaux des Opérations de l'International (2002). Il rejoint MATEL PC MARKET en qualité de Responsable Administratif et Financier en 2008.

NADINE ROBIN AZIM, 57 ans, Directeur Comptable

Titulaire d'un Diplôme Universitaire de Technologie en Gestion et Administration de l'Entreprise obtenu à Tours, Nadine ROBIN AZIM intègre, en 1971, le Département Etudes Dossiers et Recouvrement Amiable au sein de l'UCB en France (l'Union de Crédit pour le Bâtiment : groupe compagnie bancaire, aujourd'hui BNP Paribas). En 1981, elle exerce au sein de la Fiduciaire Lemfadel AZIM en gérant une partie du portefeuille. En 1990, elle rejoint PC MARKET en qualité de Directrice Comptable et Financière. En 2006, elle est nommée Directrice Comptable de MATEL PC MARKET.

EL BACHIR ESSADIQI, 44 ans, Directeur Commercial et Responsable Business Units HP Grand Public

Titulaire d'une Licence en Economie et une Maîtrise en Informatique Appliquée à la Gestion de l'Université de Nancy, El Bachir ESSADIQI entame son parcours professionnel, en 1988, au sein de la Direction Informatique du CREDIT DU MAROC. En 1991, il rejoint MATEL pour exercer dans un premier temps en tant qu'Ingénieur Commercial Grands Comptes et dans un second temps en tant que Directeur Commercial en charge de l'activité dédiée 100% distribution. Aujourd'hui, El Bachir ESSADIQI occupe au sein de MATEL PC MARKET la double fonction de Directeur Commercial et Responsable Business Units HP Grand Public.

ABDELILAH SBAI, 54 ans, Consultant - Direction Commerciale et Business Units HP Professionnel

Titulaire d'un Doctorat du 3ème Cycle sur les Protocoles de Communication dans les Réseaux Distribués et la Sécurité de Fonctionnement de l'Université de Toulouse en 1984, Abdelilah SBAI cumule une expérience d'Enseignant (Chef de Département Informatique à l'Ecole Normale Supérieure de Rabat) et de Professionnel en tant que Responsable Technico-Commercial à PC MARKET (1990). Depuis 2006, il assure la fonction de Consultant à plein temps auprès de la direction commerciale dans le cadre d'un contrat de prestations conclu avec MATEL PC MARKET.

3.3. Gouvernement d'entreprise

● *Rémunération attribuée aux membres du Conseil d'Administration*

L'assemblée générale peut allouer aux administrateurs une somme fixe annuelle, au titre de jetons de présence. Le conseil d'administration répartit cette rémunération librement entre ses membres dans des proportions qu'il juge convenables. La rémunération du Président du conseil d'administration et celle du ou des Directeurs Généraux est déterminée par le conseil d'administration. Elle peut être fixe ou proportionnelle, ou à la fois fixe et proportionnelle.

Bien que la possibilité en ait été prévue par les statuts, aucune rémunération n'a été décidée et attribuée aux administrateurs de Matel PC Market sur la période 2006-2009.

● *Rémunération attribuée aux dirigeants*

La rémunération annuelle brute attribuée aux membres du comité de direction de Matel PC Market, au titre de l'exercice 2009, s'élevait à 7 604 K MAD.

● *Intéressement et participation du personnel*

Il n'existe pas, à ce jour, de schéma d'intéressement et de participation du personnel au capital de Matel PC Market.

Cependant, à l'occasion de l'introduction en bourse, une tranche avait été réservée au personnel de Matel PC Market. 43 personnes avaient souscrit et obtenu 7613 actions. Au 31 décembre 2009, le nombre d'actions détenues par le personnel de Matel PC Market est de 5 335 actions, soit 0.47% du capital.

● *Prêts accordés aux membres du conseil d'administration et de direction*

A ce jour aucun prêt n'est accordé aux membres du conseil d'administration et de direction de Matel PC Market.

● *Conventions avec les membres du conseil d'administration et de direction*

Le conseil d'administration du 20 novembre 2006 a autorisé la société à signer une convention de prestations de services commerciales et marketing avec Monsieur Abdelilah Sbai, administrateur de la société pour un montant de 73.000 dirhams hors TVA par mois. Cette prestation de services s'est poursuivie depuis, la facturation des services au titre de cette convention s'est élevée à 921,6 KDH au titre de l'exercice 2009.

Cette convention est la seule conclue avec un administrateur ou actionnaire en 2009.

3.4. Assemblées des actionnaires

L'article 21 des Statuts stipule

1 / Nature des assemblées

Les assemblées d'actionnaires qui se tiennent au cours de la vie sociale sont générales ou spéciales.

Les assemblées spéciales ne réunissent que les titulaires d'une même catégorie d'actions. Les assemblées générales sont ordinaires ou extraordinaires, elles représentent l'ensemble des actionnaires. Les décisions des assemblées générales s'imposent à tous, même aux absents, incapables, opposants, ou privés du droit de vote.

2/ L'assemblée générale extraordinaire

L'assemblée générale extraordinaire est la seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions, toute clause contraire est réputée non écrite. Elle ne peut, toutefois, augmenter les engagements des actionnaires, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué, ni changer la nationalité de la société. L'assemblée générale extraordinaire peut déléguer au conseil d'administration tous pouvoirs pour réaliser une augmentation de capital ou une réduction du capital, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts. Elle ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, la moitié, et sur deuxième convocation, le quart des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée. Elle statue à la majorité des deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés.

3/ L'assemblée générale ordinaire

L'assemblée générale ordinaire prend toutes les décisions autres que celles du ressort de l'assemblée générale extraordinaire ou des assemblées spéciales.

Les actionnaires doivent être propriétaires au minimum de 10 actions de la société pour participer aux assemblées générales ordinaires. Les actionnaires qui ne réunissent pas le nombre requis peuvent se réunir pour atteindre le minimum prévu par les statuts et se faire représenter par l'un d'eux.

Elle ne délibère valablement sur première convocation que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis. Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

L'assemblée générale ordinaire est réunie au moins une fois par an dans les six mois de la clôture de l'exercice, sous réserve de prolongation de ce délai une seule fois et pour la même durée, par ordonnance du président du tribunal statuant en référé, à la demande du conseil d'administration ou du conseil de surveillance.

Après lecture de son rapport, le conseil d'administration ou le conseil de surveillance présente à l'assemblée générale ordinaire les états de synthèse annuels. En outre, les commissaires aux comptes relatent, dans leur rapport, l'accomplissement de leur mission et font part de leurs conclusions.

4/ Les assemblées spéciales

Les assemblées spéciales visées ci-dessous sont compétentes pour statuer sur toute décision intéressant la catégorie d'actions dont leurs membres sont titulaires dans les conditions prévues par la loi.

La décision d'une assemblée générale extraordinaire de modifier les droits relatifs à une catégorie d'actions n'est définitive qu'après approbation par l'assemblée spéciale des actionnaires de cette catégorie. Les assemblées spéciales délibèrent aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales ordinaires.

4. Activité de MATEL

4.1. Historique

La société Matel (Maghreb Télécommunications S.A) a été créée en 1982 par M. Mohamed Nouredine Anacleto et M. Badreddine Bentita, pour intervenir sur le marché de la télécommunication au sein des entreprises. Cependant, dès 1985, ses promoteurs perçoivent le potentiel de l'informatique au Maroc et décident d'orienter l'activité vers la distribution de produits informatiques. C'est ainsi que, dans un contexte où le marché de l'ordinateur au Maroc ne dépassait pas 500 PC par an, Matel a pris un nouveau tournant et ceci en représentant Epson, alors leader mondial de l'impression.

Dès 1985, Matel a opté pour une stratégie de distribution indirecte qui consiste à vendre à un revendeur lequel se charge de vendre à son tour au client final (administration, entreprise ou particulier). Le marché du PC et de l'imprimante en pleine croissance entre 1987 et 1990 a conduit les dirigeants à rechercher de nouveaux contrats de distribution. Ainsi, la commercialisation des cartes Novell et 3 COM, acteurs pionniers des technologies de réseaux LAN et WAN, a permis à Matel d'accélérer sa pénétration du marché.

Entre 1990 et 1995, Matel construit son positionnement sur le marché en élargissant son offre produits, notamment en représentant HP et Microsoft dès 1993. Durant cette période, l'activité de la société progresse entre 10% à 15% par an et c'est à partir de 1996 et surtout en 1997 que le boom tant pressenti par ses fondateurs se concrétise. Matel dépasse alors les 100 millions de dirhams de chiffre d'affaires puis les 200 millions de dirhams en 1999. Entre 1994 et 2000 Matel devient distributeur de Logitech, APC, Verbatim, et MGE.

Matel a choisi de développer prioritairement les ventes au canal des revendeurs traditionnels adressant les PME et PMI ainsi que les ventes sur le canal « retail » (grandes surfaces et magasins spécialisés) sur toutes les régions du Royaume. En conséquence, son portefeuille de marques est très important pour répondre à une demande variée notamment en périphériques. En 2006, préalablement à sa fusion avec PC Market, Matel disposait d'un portefeuille de produits varié et représentait une multitude de marques de qualité telles que HP, Microsoft, IBM /Lenovo, Acer, Epson, Canon, 3Com, APC, Logitech, Pinnacle, US Robotics, etc. Cette offre large et variée lui permet ainsi de répondre à une grande partie de la demande pour l'ensemble des segments du marché : grands comptes, PME/PMI, domestique.

En septembre 2006, Matel conclut un accord de fusion absorption avec la société PC Market. Fondée en 1986 à Rabat, la société PC Market était distributeur en gros de produits informatiques en représentant notamment la carte HP, et avait opté pour un modèle de distribution indirecte. PC Market avait développé une grande expertise dans le domaine des marchés étatiques et des grands comptes, ce qui a permis de fidéliser les revendeurs grands comptes et de pérenniser les relations commerciales avec les constructeurs concernés par ces marchés (principalement HP et IBM). Préalablement à sa fusion avec Matel, PC Market dispose d'un portefeuille de cartes de qualité et représente des marques de renommée telles que HP, IBM, Lenovo, MGE, Lexmark, Epson, Exprestor, Toshiba, Ovislink.

En Février 2007, Matel PC Market s'introduit en bourse afin d'institutionnaliser son capital et de consolider ses ressources financières, dans un contexte de croissance soutenue. L'opération comprend à la fois une augmentation de capital, et une cession de titres par les actionnaires de référence. La même année, Matel PC Market est nommé distributeur agréé par Cisco, leader mondial dans les réseaux, et signe un contrat LSP (Logistic Services Partner) avec HP. Ce contrat autorise Matel PC Market à commander les produits HP et les vendre à une société ayant le statut de CDP (Channel Development Partner) en Tunisie.

En 2008, pour compléter son dispositif tunisien, Matel PC Market établit une filiale en Tunisie. Elle constitue également, en partenariat avec Best'Ware France, une filiale de services dénommée B'Ware Maroc SA, qui se spécialise dans la commercialisation des produits et solutions IBM à valeur ajoutée.

En 2009, la société lance un projet de certification qualité ISO 9001. Elle acquiert des terrains à Nouaceur pour y installer une plateforme logistique pour le stockage et signe un accord avec Samsung pour la commercialisation de téléviseurs. Enfin, en octobre 2009, Matel signe un protocole d'accord avec Distrisoft, en vue de faire fusionner les deux entités.

Les principaux événements ayant marqué l'évolution historique de Matel S.A. sont les suivants :

1982	• Création de Matel avec pour objectif l'intervention sur le marché de la télécommunication au sein des entreprises.
1985	• Changement d'orientation de la société vers la distribution de produits informatiques • Signature du premier contrat de représentation avec le leader mondial de l'impression, EPSON.
1987	• Signature de deux nouveaux contrats de distribution avec Novell et 3Com.
1989	• Distribution de Novell Netware, et prestations de formation et de certification pour les revendeurs
1991	• Matel devient distributeur officiel de 3Com
1993	• Signature de deux nouveaux contrats de représentation avec HP et Microsoft.
1994-2000	• Matel devient distributeur officiel de Logitech, APC, Verbatim, MGE
2000	• Ouverture de deux agences, à Rabat et Agadir afin de pénétrer de nouveaux marchés et se rapprocher de ses revendeurs de la zone sud et nord du Maroc.
2001	• Externalisation de l'activité SAV et support technique pour HP avec la création de la société Qualitech en association avec PC Market.
2002	• Ouverture du capital à hauteur de 30% au fonds d'investissement Maghreb Private Equity Fund • Ouverture d'une agence commerciale à Agadir
2003	• Construction d'un nouveau siège social ainsi que d'une plateforme logistique au quartier Sidi Maarouf à Casablanca permettant à la société d'optimiser ses ressources humaines et son infrastructure logistique.
2004	• Distribution de nouvelles marques : Acer, Creative, Intel, Lacie, MSI, Samsung, Bit Defender, Oray.
2006	• Conclusion d'un accord de fusion-absorption avec PC market.
2007	• Introduction en bourse • Acquisition de bureaux et d'une plate-forme logistique à Témara • Agrément de grossiste logistique HP pour la Tunisie • Matel PC market nommé distributeur agréé par Cisco
2008	• Création de la filiale Qualiserv pour la Tunisie • Constitution de la filiale B'Ware Maroc SA
2009	• Acquisition de terrains pour la plate-forme logistique de stockage au parc industriel de Nouaceur • Lancement de la certification qualité Iso 9001 • Accord avec Samsung pour la commercialisation de téléviseurs • Protocole d'accord pour la fusion avec Distrisoft

4.2. Filiales

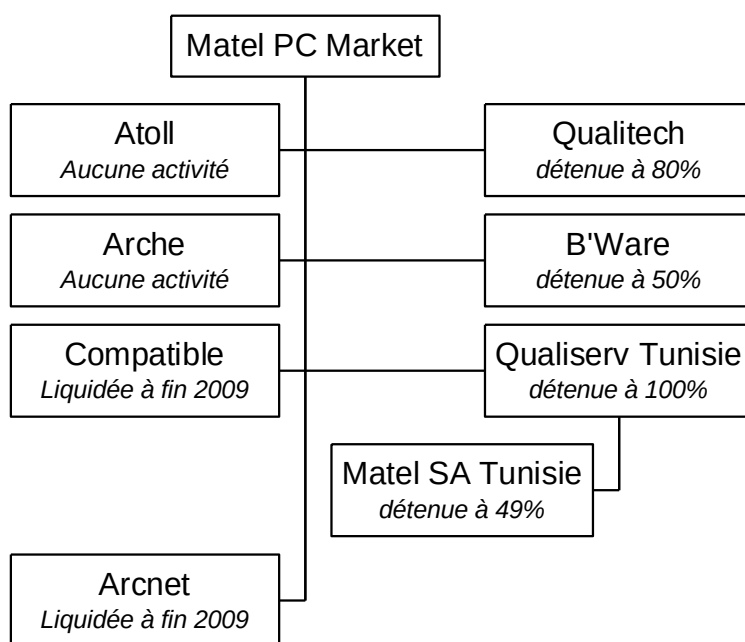
A l'exception des filiales qui sont un héritage historique et sont à présent en veilleuse, les filiales de Matel PC Market sont implantées sur des activités ou segments de marché proches de l'activité principale de Matel PC market. Aussi, certaines synergies ont pu être développées entre la société et ses filiales :

- Le groupage des achats pour de meilleurs prix (Matel Tunisie)

- L'optimisation de l'exploitation des ressources humaines entre l'avant vente et le SAV (Qualitech)
- L'optimisation des frais de transport et de dédouanement (B Ware)
- L'utilisation de l'équipe commerciale pour les 2 sociétés (B Ware)

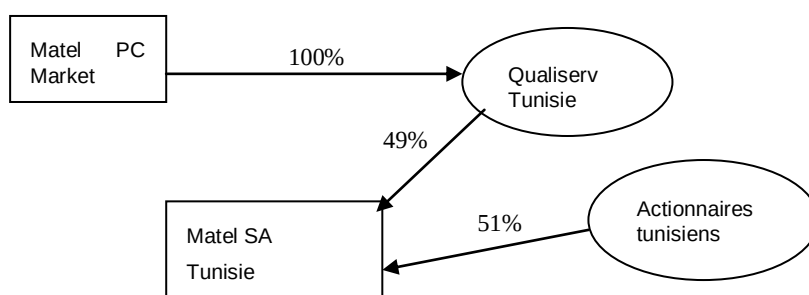
● Organigramme juridique

L'organigramme juridique à fin 2009 de toutes les filiales et participations de Matel PC market se présente comme suit :



● Filiales en Tunisie

Pour développer une activité en Tunisie, Matel a créé une filiale en 2008, Matel SA Tunisie, dont l'activité est la vente en gros de matériel et fournitures informatiques. Matel SA Tunisie est détenue à travers une société de services de droit tunisien, Qualiserv (également créée en 2008).



Dénomination	Qualiserv
Adresse du siège social	ZI Charquia. Tunis. Tunisie
Date de création	2008
Montant du capital	500 000 Dinars Tunisiens (3,1 MDH au 31 décembre 2009)
Nb d'actions et de droits de vote détenus par	49 850 sur 50 000

Matel PC market	
% du capital détenu par Matel PC market	99.70%
Chiffre d'affaires 2009	0
Résultat net 2009	0
Montant des dividendes versés à Matel PC market durant l'exercice 2009	0

En KDH	2008	2009
Flux versés à Matel PC Market par Qualiserv		
Flux versés par Matel PC Market à Qualiserv	41	

Dénomination	Matel SA Tunisie
Adresse du siège social	ZI Charquia. Tunis. Tunisie
Date de création	2008
Montant du capital	500 000 Dinars Tunisiens (3,1 MDH au 31 décembre 2009)
Nb d'actions et de droits de vote détenus par Matel PC market	24 495 / 50 000
% du capital détenu par Matel PC market	49.9%
Autres actionnaires	Mme Aicha Ayoub 50.1%
Chiffre d'affaires 2009	22 042 790 Dinars tunisiens
Résultat net 2009	-148 585 dinars tunisiens
Montant des dividendes versés à Matel PC market durant l'exercice 2009	0

Il n'y a eu aucun flux financier direct entre Matel PC Market et sa filiale Matel Tunisie en 2008 et 2009. Matel a été agréé en 2008 par HP tant que Grossiste logisticien pour la Tunisie. Ce contrat autorise Matel PC Market à commander les produits chez HP et les faire livrer directement en Tunisie. Au titre de ce contrat, Matel a facturé un montant d'exportations de 41 MDH en 2008 vers Matel Tunisie et de 125 MDH en 2009.

Les ventes de Matel PC Market à Matel Tunisie sont essentiellement constituées de produits HP. Il y a 2 circuits possibles :

- Vente à l'export du Maroc vers la Tunisie, à partir d'un entrepôt sous douane au Maroc, par container, bateau Casa-Tunis. Matel PC Market livre et facture Matel Tunisie. Ce schéma représente plus de 90% des cas. Cela permet de consolider les commandes de matériel auprès de HP pour les 2 pays, et d'obtenir de meilleures conditions.
- Livraison directe par HP à Matel Tunisie, et facturation de HP à Matel PC Market. Matel PC Market refacture Matel Tunisie.

Matel Tunisie est un client export pour Matel Maroc, qui fait l'objet d'une facturation et d'un recouvrement à part entière. Matel Tunisie a son propre stock pour les ventes, dans ses entrepôts à Tunis, représentant idéalement de 4 à 8 semaines de CA.

● Qualitech

Qualitech, société dédiée au Service Après Vente (SAV), a été créée par Matel et PC Market en 2001, premier projet commun des deux distributeurs qui ont ensuite fusionné en 2006. Suite à la fusion Matel PC Market détient une participation de 80% dans Qualitech. Qualitech a été créée en vue d'être l'unique sous-traitant de l'activité SAV des HP Service Centers, suite à la décision de HP de séparer les circuits de distribution des circuits des services après vente au Maroc conformément au modèle mis en place dans les marchés développés. Suite à la fusion HP-Compaq en 2002, Qualitech a élargi son activité à la maintenance Compaq. Qualitech a installé des « Points Service HP » à Casablanca, Rabat, Agadir et Tanger.

Grâce à son centre de réparation de 500 m² dans le quartier Palmiers à Casablanca et à la qualité de son service, Qualitech est aujourd'hui mainteneur/réparateur agréé multimarques : HP-Compaq, IBM, Lenovo, Epson, Acer et APC. Ses contrats avec les constructeurs l'autorisent ainsi à réparer aussi bien les produits sous garantie que ceux qui sont hors garantie. Qualitech a obtenu la certification ISO 9001 v2000 en 2004 pour ses quatre sites de Casablanca, Rabat, Tanger et Agadir. La société emploie 42 personnes en 2009.

Qualitech devrait poursuivre son rythme d'expansion historique en fonction de l'évolution du marché et de l'intégration éventuelle de nouvelles marques à son catalogue de services.

Dénomination	Qualitech
Adresse du siège social	35 rue Moussa Ibn Noussair. Casablanca
Date de création	Mai 2001
Montant du capital	500 000 DH
Nb d'actions et de droits de vote détenus par Matel PC market	4000 sur 5000
% du capital détenu par Matel PC market	80%
Autres actionnaires	M. Azim 5%, M. Bentita 5%, M. Anacleto 5%, M.Sbai 5%
Chiffre d'affaires 2009	20 103 KDH
Résultat net 2009	173 KDH
Montant des dividendes versés à Matel PC market durant l'exercice 2009	0 KDH

	2006	2007	2008	2009
CA	21 808 833	25 247 693	18 614 321	20 103 150
RN	1 210 480	684 421	- 885 529	173 157
Capitaux propres	5 087 507	5 271 928	4 386 399	172 704

Les seuls flux financiers échangés entre Matel PC Market et sa filiale sont une avance de trésorerie effectuée en 2007 et remboursée en 2008.

En KDH	2006	2007	2008	2009
Flux versés à Matel PC Market			3 520	
Flux versés par Matel PC Market		3 520		

● *B'ware*

Suite à la fermeture de la société Marsofim qui était revendeur IBM, Matel a décidé de se positionner sur le segment des produits IBM à forte valeur ajoutée. Aussi, Matel a créé fin 2008, en partenariat avec la société Best'Ware France qui dispose d'une expertise avérée sur ces produits, une filiale détenue conjointement à 50/50, avec un capital initial de 1 MDH . La société B'Ware a pour objectif de commercialiser au Maroc tous les produits IBM matériels et logiciels, ce qui nécessitera notamment la certification de personnes qualifiées. B'Ware réalise un CA de 15 MDH en 2009, et prévoit un CA de 70 MDH en 2011.

Dénomination	B'Ware
Adresse du siège social	8, lotissement la Colline. Casablanca
Date de création	2008
Montant du capital	1 000 000 DH
Nb d'actions et de droits de vote détenus par Matel PC market	9999 sur 20 000
% du capital détenu par Matel PC market	49.9%
Autres actionnaires	Best Ware France 9 998 actions
Chiffre d'affaires 2009	12 351 KDH
Résultat net à fin mars 2009 (DH)	-97 DH
Montant des dividendes versés à Matel PC market durant l'exercice 2009	0

Les flux financiers entre B'Ware et Matel PC Market sont une avance en compte courant opérée en 2009²⁵ :

En KDH	2008	2009
Flux versés à Matel PC Market par B'Ware		
Flux versés par Matel PC Market à B'ware		8 689

● *Arche*

La société Arche, créée en 1998, filiale à hauteur de 96,25%, a été utilisée pour porter l'investissement dans la plate-forme logistique construite à Témara, pour absorber la réserve d'investissement constituée à cet effet. Matel a ainsi effectué des avances à sa filiale en 2006 pour financer la construction, et a ensuite racheté l'ensemble après finalisation de l'aménagement en 2007. Depuis cette date Arche n'a plus aucune activité.

Dénomination	Arche
Adresse du siège social	41 bd Ibn Sina. Agdal Rabat
Date de création	1998
Montant du capital	600 000 dh
Nb d'actions et de droits de vote détenus par Matel PC market	1155/1200
% du capital détenu par Matel PC market	96.25%
Chiffre d'affaires 2009	0

²⁵ Cette avance a fait l'objet d'une convention, examinée par les commissaires aux comptes dans leur rapport spécial.

Résultat net 2009	-9 428 DH
Montant des dividendes versés à Matel PC market durant l'exercice 2009	0

En DH	2006	2007	2008	2009
Flux versés à Matel PC Market		14 160 663		521
Flux versés par Matel PC Market	12 246 663	1 914 000	521	

● *Atoll Distribution*

PC Market a créé Atoll pour distribuer les produits Epson sur demande de ce dernier. En 2005 Epson a accepté que PC Market reprenne le contrat d'Atoll. La société n'a plus d'activité depuis, aussi il n'y a eu aucun flux financier entre Atoll et Matel PC Market pendant les exercices 2006 à 2009.

Dénomination	Atoll Distribution
Adresse du siège social	41 bd Ibn Sina. Agdal Rabat
Date de création	1997
Montant du capital	2 000 000 dh
Nb d'actions et de droits de vote détenus par Matel PC market	19 960/20 000
% du capital détenu par Matel PC market	99.80%
Chiffre d'affaires 2009	0
Résultat net 2009	-3 987 DH
Montant des dividendes versés à Matel PC market durant l'exercice 2009	0

Matel envisage de confier à Atoll la gérance du magasin HP Experience Store de Casablanca, qui a été inauguré le 15 janvier 2010 (les aménagements de ce magasin et le bail actuel sont portés par Matel PC Market). Le HP Experience Store, à la fois showroom et point de vente, est un projet lancé à la demande de HP, et va devenir la vitrine des produits HP au Maroc. Il s'agit du 5^{ème} HP Experience Store ouvert au monde.

Filiales liquidées à fin 2009

● *Compatible*

Compatible a été créée pour développer les ventes des PC clones. Cette expérience n'a pas été concluante, a conforté PC Market dans son choix de ne travailler qu'avec des constructeurs ayant opté pour la distribution indirecte. Elle a été liquidée fin 2009.

Dénomination	Compatible
Adresse du siège social	41 bd Ibn Sina. Agdal Rabat
Date de création	2000
Montant du capital	100 000 dh
Nb d'actions et de droits de vote détenus par Matel PC market	960/1000
% du capital détenu par Matel PC market	96%

Chiffre d'affaires 2009	0
Résultat net 2009	0
Montant des dividendes versés à Matel PC market durant l'exercice 2009	0

Depuis 2006, les flux financiers entre Compatible et Matel Pc Market correspondent au règlement par la maison mère de reliquats fiscaux (patente, IS).

En DH	2006	2007	2008	2009
Flux versés à Matel PC Market				
Flux versés par Matel PC Market		72 050	2021	1500

● Arcnet

La société Arcnet n'a aucune activité depuis plusieurs années. Elle a également été liquidée à fin 2009.

Dénomination	Arcnet
Adresse du siège social	41 bd Ibn Sina. Agdal Rabat
Date de création	1994
Montant du capital	300 000 dh
Nb d'actions et de droits de vote détenus par Matel PC market	540/600
% du capital détenu par Matel PC market	90%
Chiffre d'affaires 2009	0
Résultat net 2009	0
Montant des dividendes versés à Matel PC market durant l'exercice 2009	0

Depuis 2006, les flux financiers entre Arcnet et Matel Pc Market correspondent au règlement par la maison mère de reliquats fiscaux (patente et IS).

En DH	2006	2007	2008	2009
Flux versés à Matel PC Market				
Flux versés par Matel PC Market		23 117	16 326	16 326

4.3. Métier

La société intervient d'une part dans le métier de la distribution en gros de produits informatiques et d'autre part dans les prestations de services après vente et de maintenance de matériel informatique.

● Distribution informatique

Matel PC Market est un distributeur grossiste de produits informatiques et télécoms qui assure la vente, le marketing et les services logistiques d'équipements et de logiciels informatiques, de matériel de réseaux et télécoms. La société représente au Maroc des marques parmi les plus importantes du secteur

mondial des technologies de l'information et de la communication : HP, MICROSOFT, IBM/LENOVO, APPLE, INTEL, LEXMARK, CANON,...

Matel PC Market dispose d'une offre large et très diversifiée qui lui permet de répondre à une majeure partie de la demande du marché marocain pour l'ensemble de ses segments : grands comptes, PME/PMI et domestique.

● *Services*

La société assure le service après vente de la plupart des produits qu'elle distribue à travers sa filiale Qualitech agréée par les constructeurs HP, IBM/Lenovo, Epson, Lexmark, Acer, et APC pour la maintenance et la réparation des produits de leur marque. Par ailleurs la société est en cours d'agrément par Samsung pour la réparation de ses produits. Ainsi, Matel PC Market dispose actuellement, à travers Qualitech, d'une plateforme de maintenance multimarques lui permettant d'assurer le service après-vente aussi bien pour les produits qui sont sous garantie que ceux qui sont hors garantie.

4.4. Produits

L'offre de Matel PC Market permet à la société de se positionner comme un véritable grossiste généraliste avec le portefeuille de produits et de marques très complet. Les produits distribués par la société englobent différentes catégories de produits destinés au marché de l'informatique, des réseaux & télécoms. Pour chaque catégorie de produits distribués, la société a fait le choix de représenter des marques leaders à l'échelle mondiale dans leur domaine :

● *Matériel informatique*

Cette catégorie englobe aussi bien les PC, serveurs, imprimantes périphériques et consommables destinés à l'utilisateur final que des produits destinés aux assembleurs tels que les micro processeurs, les cartes mères, les disques durs,...

- PC et portables : HP, LENOVO, TOSHIBA, ACER, MSI, SAMSUNG
- Serveurs : HP (IBM via la filiale B'WARE MAROC)
- Imprimantes, copieurs et consommables HP, EPSON, LEXMARK, CANON, BLUEMEGA, TROY
- Processeurs : INTEL
- Composants d'ordinateurs : MSI, SAMSUNG
- Stockage de données : HP, (IBM via la filiale B'WARE MAROC), LACIE, VERBATIM, GOODRAM, SWISSBIT
- Autres périphériques et accessoires : LOGITECH, SAMSUNG

● *Logiciels*

Il s'agit des systèmes d'exploitation et logiciels bureautiques mais aussi des logiciels de sécurité plus connus sous le nom d'antivirus.

- Système d'exploitation et logiciels bureautiques : MICROSOFT
- Sécurité : BITDEFENDER

● *Equipements de réseaux*

Comprend les produits entrant de l'infrastructure des réseaux informatiques et télécoms tels que le câblage informatique, les répartiteurs (équipement du réseau au niveau du câblage), les switchs (équipement du réseau local permettant la commutation), les routeurs (équipement des réseaux distants permettant le routage), adaptateurs sans fil (Wi-Fi).

Switchs, routeurs, cartes réseaux, téléphonie IP : 3COM, D-LINK , HP, LINKSYS, OVISLINK , CISCO, SIEMENS

● Produits de sécurité

Ils concernent les matériels et logiciels destinés à protéger les systèmes informatiques comme les anti-virus, les Firewall, les alimentations secourues (onduleurs).

Onduleurs MGE-EATON, APC

● Multimédia

Lecteurs MP3, haut parleurs amplifiés, micro-casques, vidéo-projecteurs...

- Projecteurs EPSON, TOSHIBA
- Photographie, SAMSUNG
- Image et son : APPLE, PINNACLE, ORAY, NDRIVE, PARROT, BANDRIDGE

● Consommables

Les produits consommables sont commercialisés depuis 1993. Ils se décomposent en 4 familles de produits :

- Cartouches d'encre liquide et têtes d'impression
- Cartouches de toner (poudre)
- Papiers et support d'impression
- Supports de sauvegarde (CD, bandes magnétiques, etc).

4.5. Evolution de l'activité

Avertissement : du fait de l'hétérogénéité des produits offerts par Matel PC market, l'analyse des ventes en valeur a été privilégiée par rapport aux ventes unitaires de produits.

● Evolution des ventes par catégorie de produits.

Evolution du CA par produits							
M MAD	2006	2007	Var %	2008	Var %	2009	Var %
PC & Serveurs	320,56	375,48	17%	496.16	32%	565,41	14%
En % du CA	43,73%	42,32%	-	47,73%	-	48,47%	-
Périphériques & accessoires	250,79	299,17	19%	282.09	-6%	266,56	-6%
En % du CA	34,21%	34,72%	-	27,14%	-	22,85%	-
Consommables	132,56	184,07	39%	220.85	20%	283,86	29%
En % du CA	18,08%	20,74%	-	21,25%	-	24,34%	-
Logiciels & services	29,22	28,62	-2%	40.32	41%	50,63	26%
En % du CA	3,99%	3,23%	-	3,88%	-	4,34%	-
TOTAL	733,13	887,35	21%	1039,42	17%	1166,46	12.2%

Source : Matel PC Market

Les ventes de PC et serveurs représentent 44% en 2006, l'autre moitié du CA étant constituée de vente de périphériques et accessoires (imprimantes, fax, télécopieurs, etc) pour 34% et de consommables pour 18%, la vente de logiciels ne représentant que 3.2% du CA.

Entre 2006 et 2007 le chiffre d'affaires augmente de 21%, tiré par une forte croissance des ventes de consommables (+39%), tandis que les segments PC/serveurs et périphériques augmentent

respectivement de 17% et 19%. En 2008 la croissance globale enregistre un taux de 17%, grâce principalement à la hausse des ventes de PC/serveurs (+32%), tirées par le succès des portables. Les consommables continuent leur croissance soutenue, à +20%, tandis que les ventes de périphériques sont impactées par la baisse tendancielle des prix de vente des imprimantes, compensée partiellement par les ventes de consommables. L'année 2009, qui enregistre une hausse de 14% du chiffre d'affaires, continue les mêmes évolutions : croissance des ventes de consommables et baisse des ventes de périphériques.

C'est ainsi que sur la période 2006-2009, la part des consommables augmente significativement, constituant 24% des ventes en 2009, celle des PC se renforce également, atteignant 48%, tandis que la part des ventes de périphériques et accessoires se réduit de 12 points, passant de 35% à 23% du CA. Cette évolution reflète la tendance mondiale à la baisse dans les ventes d'imprimantes : en effet, l'évolution technologique a conduit à une forte baisse des prix, que l'augmentation du nombre de ventes unitaires parvient difficilement à compenser.

● Ventilation des ventes par région

K MAD	2006	en %	2007	en %	2008	en %	2009	en%
Agadir	19,62	2,8%	24,53	2,8%	29,89	2,9%	38,69	3,3%
Casablanca	437,32	59,6%	493,30	55,6%	507,72	48,8%	487,79	41,8%
Fès	9,79	1,4%	12,21	1,4%	7,29	0,7%	10,36	0,9%
Marrakech	7,92	1,3%	11,86	1,3%	14,79	1,4%	15,01	1,3%
Meknes	5,16	0,8%	7,17	0,8%	6,95	0,7%	6,93	0,6%
Oujda	3,35	0,4%	3,27	0,4%	5,30	0,5%	17,47	1,5%
Rabat	204,33	27,8%	279,16	31,5%	277,87	26,7%	341,83	29,3%
Tanger	8,29	1,1%	9,34	1,1%	13,06	1,3%	16,85	1,4%
Autres	37,35	5,2%	46,50	5,2%	122,53	11,8%	91,22	7,8%
Export Tunis	-	-	-	-	54,02	5,2%	140,33	12%
Total général	733,13	100%	887,35	100%	1039,42	100%	1166,46	100%

Source : Matel PC Market

Les ventes sur l'axe Casa-Rabat représentent 87% du CA en 2006. En raison de l'implantation initiale de PC Market à Rabat, Matel PC market conserve une proportion significative de son CA dans la capitale malgré l'évolution de son chiffre d'affaires : en effet, les ventes sur Rabat représentent encore 29% du CA en 2009. Pour Casablanca, la croissance en valeur absolue des ventes est inférieure au rythme global, aussi le poids de Casablanca dans les ventes globales baisse de 59.6% en 2006 à 41,8% en 2009.

Les ventes sur les autres villes évoluent globalement en ligne avec le chiffre d'affaires, et leurs poids respectifs évoluent faiblement. Les évolutions les plus marquantes sont celles d'Oujda, qui passe de 3.35 MDH en 2006 à 17 MDH en 2009 (1.5% du CA) et Agadir, qui absorbait 20 MDH de CA en 2006 et 37.5 MDH en 2009 (3.3% du CA).

La destination qui réalise la percée la plus remarquable est la Tunisie, vers laquelle l'export représentait 5.2% des ventes en 2008, avec 52 MDH de CA, et le triple en 2009 : Ainsi, en 2009, avec 140.3 MDH de ventes, soit 12% du CA, la Tunisie se positionne comme la troisième destination après Casablanca et Rabat.

● Ventilation des ventes par client

A l'exception d'un contrat cadre avec l'ONA, Matel PC Market ne vend jamais directement à des clients. La clientèle de Matel et de PC Market est composée de trois catégories de clients :

- Les clients revendeurs traditionnels, qui fournissent l'essentiel du tissu de PME PMI (40% du chiffre d'affaires),
- Les revendeurs spécialisés dans les grands comptes (40% du chiffre d'affaires) : ce sont des revendeurs avec des compétences avancées, capables de proposer des solutions sophistiquées,

incluant plusieurs technologies, et qui travaillent pour les grands comptes du Maroc (opérateurs téléphoniques, ministères, banques, etc).

- Les retailers, et grandes surfaces (20% du chiffre d'affaires) : ils ont des magasins avec vitrines, spécialisés dans l'informatique et l'électroménager, avec des unités de démonstration exposées, etc. ce sont les magasins qui visent les particuliers et professions libérales.

Le mode de livraison des produits de la société se fait en propre pour l'axe Casablanca-Rabat et via des transporteurs externes pour les autres régions du Maroc. Les délais de livraison sont de 24h pour les produits en stock vont jusqu'à 4 semaines pour les unités sur commande. Le délai de paiement a été de 113 jours en moyenne en 2009.

La contribution des principaux clients au chiffre d'affaires de Matel se présente comme suit :

En %	2006	2007	2008	2009	2009 (*)
1er client	4,31%	5,05%	7,19%	12.03%	3,85%
3 premiers clients	11,03%	13,46%	14,08%	19,41%	11,18%
5 premiers clients	16,21%	19,58%	19,65%	25,92%	16,87%
10 premiers clients	26,53%	29,45%	30,89%	35,99%	25,64%

(*) en excluant les ventes à Qualiserv pour Matel Tunisie

Source : Matel PC Market

L'export vers la Tunisie se faisant à travers la filiale, les ventes sont comptabilisées comme si elles étaient à destination d'un client unique, qui devient de fait le premier client de Matel PC Market en 2009 avec 12.03% du CA. Comme l'analyse serait biaisée si on considérait la filiale tunisienne comme n'importe quel autre client, le calcul a été refait en excluant Matel Tunisie.

Il en résulte que l'augmentation régulière du CA de Matel PC market lui a permis de réduire le poids de ses principaux clients, puisqu'aucun ne pèse plus de 4% du CA, et que les 10 premiers clients représentent uniquement 25% du CA. D'ailleurs, aucun client ne conserve la place de client plus important, les positions respectives fluctuent d'une année à l'autre.

● Impayés

Matel PC Market a contracté une assurance crédit pour couvrir ses ventes auprès de Acmar Euler. La prime à payer est exprimée en pourcentage du chiffre d'affaires des clients couverts, et un montant maximum est fixé par client.

Par ailleurs, le volume des impayés a évolué comme suit depuis 2006 (y compris les créances irrécouvrables):

	2006	2007	2008	2009
Total des impayés (KDH)	ND	31 037	35 692	32 799
CA TTC (KDH)	ND	1 061 629	1 231 968	1 371 113
% impayés	ND	2,92%	2,90%	2.39%
Nb d'impayés	ND	678	662	678
Montant moyen d'un impayé (KDH)	ND	54	64	58

Source : Matel PC Market

Malgré l'augmentation régulière du chiffre d'affaires, il apparaît que le risque client reste maîtrisé : en effet, bien que le volume global des impayés augmente entre 2007 et 2009, le pourcentage d'impayés au regard du chiffre d'affaires est en constante diminution.

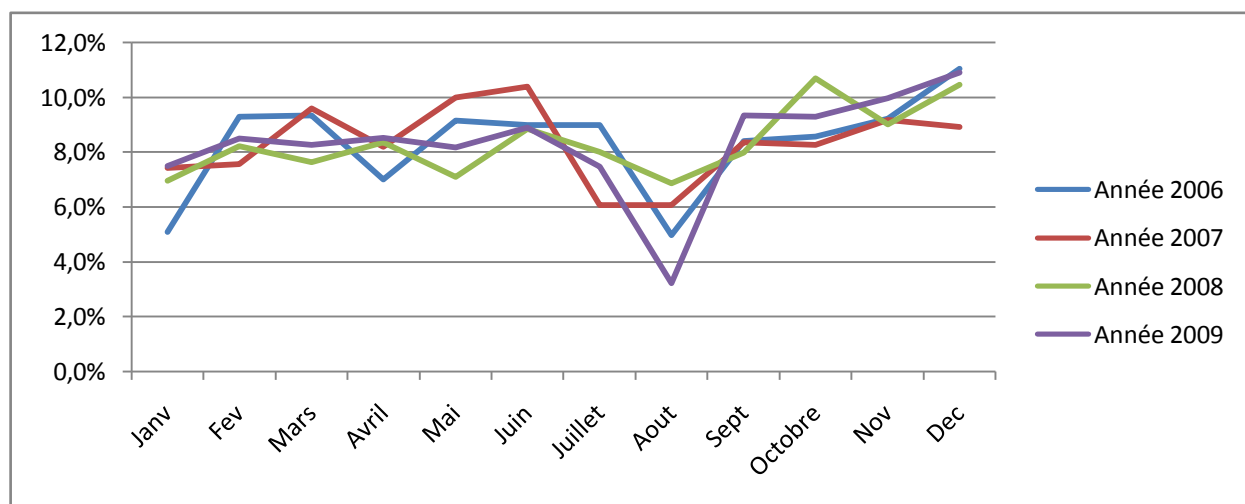
● Principaux concurrents par carte

Les grossistes représentent la majeure partie des marques de constructeurs internationaux sur le marché marocain. Ils sont concentrés et de taille importante. Leur rôle est d'assurer la logistique en termes d'approvisionnement, de stockage, de livraison entre les constructeurs et les revendeurs. Les principaux grossistes sont Matel PC Market, Distrosoft, Dataco, Top Computer et SCDM. Pour une présentation des cartes distribuées par grossiste se référer à la partie III/2.2

● Saisonnalité des ventes

A l'instar d'autres produits d'équipements, les ventes de matériel informatique connaissent une certaine saisonnalité des ventes, principalement corrélée avec le rythme de l'activité économique générale du pays. Ainsi, les ventes démarrent lentement en janvier, le temps que les budgets soient mis en place, et elles connaissent une forte diminution durant les vacances d'été et le mois de ramadan. Au quatrième trimestre un phénomène de rattrapage est généralement enregistré, pour boucler les commandes selon les budgets prévus.

Saisonnalité des ventes (2006-2009) en pourcentage du chiffre d'affaires annuel



Source : Matel PC Market

5. Politique d'approvisionnement

5.1. Description du processus d'approvisionnement

La sélection des fournisseurs et des cartes de Matel découle de la veille stratégique permanente effectuée par les dirigeants. En effet, compte tenu de l'innovation permanente sur le secteur, les positions respectives des différents constructeurs sont régulièrement modifiées, au fur et à mesure de l'arrivée de nouveaux produits, aussi il est nécessaire d'observer le marché et d'anticiper les nouvelles orientations. Ainsi, Matel entretient une démarche dynamique, afin de prendre des contacts et obtenir de nouvelles

représentations, en prenant en compte les critères de potentiel du marché, mais aussi de cohérence et complémentarité par rapport au portefeuille existant.

Le processus d'approvisionnement est déclenché par les demandes exprimées par les chefs produits, avec le support des Directions Commerciale et Marketing. Ces demandes tiennent compte du niveau des stocks, de la demande et des objectifs contractuels signés avec les fournisseurs. Le processus a pour but de répondre à ces demandes en organisant les flux et les stockages tout en minimisant les coûts et en assurant qualité, sécurité et délais. Il tient compte également des termes de paiement et de l'existence éventuelle de lignes de crédit. De nombreux paramètres sont pris en compte pour parvenir à un approvisionnement optimal :

- Délais industriels : certains fournisseurs travaillent suivant le modèle « BTO » (fabrication à la demande). Il est dans ce cas tenu compte des délais de fabrication ou d'assemblage qui peuvent varier d'une semaine à un mois généralement.
- Délais logistiques : durée du transit par terre, mer ou air des marchandises du fabricant vers les sites de stockage de la société.
- Commandes clients : les commandes importantes des clients revendeurs ne sont pas généralement livrées sur stocks. Elles sont le plus souvent intégrées aux commandes fournisseurs.
- Statistiques de ventes périodiques : des statistiques de ventes périodiques (par mois, trimestre ou année) sont régulièrement établies pour les produits à fortes ventes récurrentes telles que les produits d'entrée de gamme et les consommables. Ces statistiques corrigées des effets de saisonnalité aident à préparer les commandes de ces produits.

La qualité de la relation avec les fournisseurs est déterminante, aussi Matel veille à entretenir un climat positif en privilégiant une approche transparente et constructive, notamment en partageant avec les constructeurs les informations sur les réalisations de marché. Cela permet de faire évoluer les relations avec les fournisseurs vers un mode de partenariat long terme, bâti sur la confiance et des intérêts partagés.

5.2. Evolution des achats par catégorie de produits

Evolution des achats par catégorie de produits							
Millions de MAD	2006	2007	Var %	2008	Var %	2009	Var %
PC & Serveurs	285	336	18%	446	33%	518	16%
<i>en % du total achats</i>	44%	43%		48%		49%	
Périphériques & accessoires	224	268	20%	254	-5%	244	-4%
<i>en % du total achats</i>	34%	34%		27%		23%	
Consommables	116	159	38%	191	20%	248	30%
<i>en % du total achats</i>	18%	20%		21%		24%	
Logiciels & services	25	24	-3%	34	40%	43	28%
<i>en % du total achats</i>	4%	3%		4%		4%	
Total	648,88	787,36	21%	924,58	18%	1052,85	14%

Source : Matel PC market

L'analyse de l'évolution des achats confirme les tendances déjà relevées dans la répartition des ventes : en effet, la croissance de l'activité se reflète dans l'augmentation régulière des achats, qui augmentent à un rythme parallèle à celui des ventes, sous réserve du décalage d'un exercice sur l'autre des livraisons et des ventes du mois de décembre. De même les croissances pour chaque catégorie sont assez similaires à celles enregistrées pour les ventes, ce qui laisse supposer une politique d'achat homogène sur l'ensemble des catégories.

C'est ainsi qu'entre 2006 et 2007 la croissance de l'activité s'est reflétée dans l'augmentation des achats pour tous les segments, à l'exception des logiciels et services : les consommables, dont la contribution au chiffre d'affaires s'est renforcée, ont vu les achats correspondants augmenter de 38% (plus 39% en termes de CA). En 2008, les PC (et surtout les PC portables) tirent la croissance, cela se traduit par une hausse de 33% des achats (et de 32% des ventes). En revanche les ventes de périphériques, et en particulier d'imprimantes, sont réduites en raison de la baisse des prix de vente unitaires, il en résulte une baisse de 5% dans les achats (et de 6% dans les ventes). Les consommables continuent leur progression, représentant 20% des achats (21% du CA). En 2009 ces évolutions continuent, la croissance globale de 14% des achats (identique à la croissance du CA) résulte d'une augmentation de 16% des achats de PC&serveurs, d'une baisse des achats de périphériques et d'une croissance de 30% et de 28% des achats de consommables et logiciels.

5.3. Ventilation géographique des achats

Plus de 97% des achats sont importés par la société, comme le présente le tableau ci-après :

K MAD	2006	en %	2007	en %	2008	en %	2009	en %
Marché Local	37	5,7%	26	3,3%	19	2,1%	31	2,9%
Marché étranger	612	94,3%	761	96,7%	906	97,9%	1 022	97,1%
Total	649	100%	787	100%	925	100%	1 053	100%

Source : Matel PC Market

En effet, les produits vendus par Matel PC Market sont tous fabriqués par des constructeurs étrangers, mais pour les produits APC et Eaton la maison-mère a fait le choix de vendre à une filiale locale qui elle se charge de l'importation, du stockage, et de la vente aux distributeurs tels que Matel PC Market ou Distrisoft. C'est ainsi que seuls les produits achetés auprès de la filiale locale pour APC et Eaton sont achetés au Maroc chez MGE.

La société recourt à l'achat de devises à terme auprès des banques pour limiter les risques de change. La répartition des ventes par devises est la suivante :

Devise	2006	2007	2008	2009
USD	ND	37,1%	31,8%	36,6%
EU	ND	59,7%	66,1%	60,8%
MAD	5,71%	3,1%	2,0%	2,5%
		100%	100%	100%

Source : Matel PC Market

Les achats en USD concernent surtout les consommables, et les achats auprès de Samsung et Cisco. Les achats en euros sont principalement ceux effectués auprès de HP. Au Maroc il s'agit principalement des achats auprès de MGE pour les produits APC et Eaton.

5.4. Ventilation des achats par fournisseur

La ventilation des approvisionnements par fournisseur se présente comme suit, hors contrat LSP HP Tunisie :

	2006	2007	2008	2009	Moyenne
1er fournisseur	ND	60,6%	63,0%	73,7%	65,8%
3 premiers fournisseurs	ND	75,1%	79,8%	79,3%	78,0%
5 premiers fournisseurs	ND	82,8%	83,3%	81,9%	82,7%
10 premiers fournisseurs	ND	88,3%	89,8%	86,9%	88,4%

Source : Matel PC Market

Le premier fournisseur représente en moyenne 66% des achats de Matel sur la période 2006-2009, et cette proportion va en augmentant puisqu'elle est passée de 60% des achats en 2006 à 74% en 2009. Ce renforcement découle du renforcement de la position de ce constructeur sur le marché marocain, tant au niveau des ordinateurs que des périphériques (et avec également l'impact sur les ventes de consommables).

Il y a ensuite une grande diversification, puisque les 9 fournisseurs suivants ne représentent que 13% des achats en 2009, au lieu de 28% en 2008.

5.5. Présentation des principaux fournisseurs

Les produits distribués par Matel PC Market sont tous fabriqués à l'étranger, cependant une partie des achats sont effectués au Maroc. En effet, certains constructeurs étrangers sont des multinationales qui ont implanté des filiales au Maroc, et ce sont ces filiales locales qui importent, stockent et vendent les produits aux grossistes tels que Distrisoft ou Matel. C'est le cas pour MGE-EATON, APC, et 3M. Pour tous les autres produits, ils sont directement achetés à l'étranger.

Classés par ordre alphabétique, les 10 principaux fournisseurs de Matel PC Market sont : Cisco, Epson, HP, IBM, Intel, Lenovo, Lexmark, MGE-Eaton, Microsoft, Samsung

● CISCO

Créée en 1984 en Californie, Cisco est aujourd'hui le leader mondial des solutions réseau pour Internet. La société emploie plus de 65 000 employés et a réalisé un CA de 36 milliards USD en 2009. Elle déclare allouer un budget de 5,2 milliards USD par an pour la recherche et le développement de nouveaux produits ou solutions.

● EPSON

Epson est une marque appartenant au groupe Seiko Epson Corp., lui-même filiale de Seiko Corp. La création de la première société du groupe Seiko remonte à 1881, il s'agissait d'un fabricant d'horlogerie, et le groupe est aujourd'hui un constructeur diversifié d'imprimantes, d'ordinateurs, de montres, de scanners, de projecteurs multimédia et d'appareils photo numériques.

L'histoire d'EPSON a débuté lorsque SEIKO a été choisi par les organisateurs des jeux olympiques de 1964 en qualité de fournisseur officiel des équipements de chronométrage pour toutes les compétitions. A cette occasion, SEIKO a développé un système de chronométrage novateur par sa capacité à imprimer en temps réel le relevé des résultats. A partir de ce mécanisme d'impression directe, EPSON a lancé en 1968 l'EP-101, la première imprimante électronique au monde.

Le groupe compte 74 000 employés dont 56 000 hors Japon.

● HP

Fondée en 1939, HP propose des solutions technologiques destinées au grand public, aux collectivités et aux entreprises. Son offre couvre l'infrastructure des systèmes informatiques, les systèmes personnels et les produits d'accès, les prestations de services, l'imagerie numérique et les systèmes d'impression. A travers la fusion avec COMPAQ COMPUTER Corp. en 2002, HP est devenu un opérateur incontestable dans différents domaines, notamment en matière de logiciels réseau et de gestion de systèmes,

d'ordinateurs portables, d'ordinateurs de poche et d'imprimantes à jet d'encre. A la fin de l'exercice 2008, le chiffre d'affaires atteint près de 118,4 milliards de dollars pour un résultat net de 8,4 milliards de dollars. HP emploie environ 321 000 personnes dans plus de 170 pays sur 6 continents.

● *IBM.*

Créée en 1911 suite au regroupement de sociétés fabricant des machines à calculer dans l'Ohio (USA), la société comptait 1346 salariés et 770 actionnaires en 1914. La société s'est développée tout au long du vingtième siècle en proposant machines à écrire, à calculer, puis ordinateurs. Elle a réalisé un chiffre d'affaires de 103,6 milliards de dollars en 2008 et compte un effectif de près de 400 000 employés dans le monde. Son activité se répartit entre les logiciels (40 %), les services technologiques (37 %), le matériel et activités de financement (23 %) et au niveau géographique entre l'Amérique (43 %), l'Asie-Pacifique (21 %) ; Europe, Moyen-Orient et Afrique : 36 %.

● *INTEL*

Intel est une société créée dans la Silicon Valley aux USA, devenue le leader mondial des microprocesseurs. Pour 2009 la société annonce un chiffre d'affaires de 35 milliards USD et un résultat net de 4,4 milliards USD.

● *LENOVO*

Lenovo est une entreprise chinoise fondée en 1984, avec l'aide de l'Académie des Sciences chinoise. La société s'est rapidement imposée comme le principal fabricant d'ordinateurs en Chine. En 2004 Lenovo acquiert auprès d'IBM sa Division micro-informatique IBM (postes de travail et portables), devenant ainsi le troisième ou quatrième plus grand fournisseur mondial de PC. La société a réalisé un chiffre d'affaires annuel de 15 milliards USD au 31 mars 2009.

● *LEXMARK*

Depuis sa création en 1991, Lexmark (ancienne division d'IBM) est développeur, fabricant et fournisseur de solutions d'impression pour les professionnels et les particuliers. Lexmark offre différents types de produits, notamment des imprimantes laser, des imprimantes jet d'encre, des multifonctions ainsi que les solutions, services et consommables correspondants.

Lexmark a réalisé un chiffre d'affaires de 4.5 milliards USD en 2008. Les ventes internationales et les exportations des Etats-Unis constituent 50 % du chiffre d'affaires consolidé de la société, les deux tiers des ventes internationales étant réalisées en Europe. Les produits Lexmark sont vendus dans plus de 150 pays.

● *MGE-EATON*

Eaton Corp est une un groupe diversifié présent dans les différents métiers de la production électrique, qui a réalisé en 2009 un chiffre d'affaires de 11,9 milliards USD, et emploie 70 000 personnes dans le monde.

Eaton a acquis en 2007 MGE Office Protection Systems, la division « petits systèmes » (onduleurs monophasés jusqu'à 10Kva) de Schneider Electric. Eaton Corporation élargit ainsi les activités de sa branche Qualité de l'Electricité, et revendique désormais le rang de deuxième mondial des solutions de protection de l'électricité. MGE Office Protection Systems emploie environ 800 personnes à travers le monde et possède des bureaux dans plus de 40 pays.

● *MICROSOFT*

Fondée en 1975, MICROSOFT est le leader mondial des logiciels pour micro-ordinateurs. La société développe, commercialise et supporte une large gamme de logiciels et accessoires à usages professionnel et domestique. Aujourd'hui, les produits développés par MICROSOFT sont vendus dans plus de 90 pays.

MICROSOFT est une multinationale qui emploie plus de 60.000 personnes et génère en 2008, un chiffre d'affaires de 60,4 milliards de dollars pour un résultat net de 17,7 milliards de dollars.

● SAMSUNG

Créée en 1938 à Taegu en Corée, Samsung s'est développée dans les produits électroniques, et se place parmi les leaders mondiaux spécialisés dans les supports numériques, les semi conducteurs, la mémoire et l'intégration système. En 2007 le chiffre d'affaires de Samsung était de 174 milliards USD.

5.6. Principaux termes des contrats d'approvisionnement

De manière générale, les contrats établis avec les fournisseurs étrangers portent sur une période d'une année avec tacite reconduction, et n'intègrent pas de clause d'exclusivité, ni dans un sens ni dans l'autre (le constructeur peut confier la distribution à d'autres partenaires et le grossiste peut distribuer des produits concurrents).

Les clauses standard des contrats ne sont généralement pas discutables, en revanche les conditions relatives aux objectifs commerciaux, aux conditions de paiement, aux conditions de prise en charge des frais de transport, douane, assurance font l'objet de la négociation. De même, le contrat peut prévoir ou non le principe d'un support par le constructeur d'opérations marketing : en ce cas le contrat prévoit que des fonds sont alloués pour financer des opérations de promotion de la marque, opérations qui seront décidées avec le constructeur et financées avec lui, selon une discussion au cas par cas.

Les contrats précisent en particulier :

- les produits éligibles à la distribution (il peut s'agir de tous les produits ou simplement d'une ou plusieurs gammes de produits)
- le volume minimal de ventes sur la période (les objectifs sont généralement fixés par période trimestrielle, et rediscutés tous les ans)
- les modalités de livraison
- les délais et modalités de paiement,
- les remises arrières²⁶ reversées à Matel PC Market en cas d'atteinte des objectifs,
- les modalités de financières de protection des prix en cas de dépréciation de stock, etc.

Les termes de paiement octroyés par les principaux constructeurs sont généralement de 60j (sauf HP 45 jours), mais les fournisseurs proposent une remise (« cash discount ») en cas de règlement anticipé. Le niveau de la remise varie selon les périodes, en fonction du besoin de trésorerie des constructeurs, entre 2 et 3% flat.

6. Politique marketing et commerciale

6.1. Politique marketing

Dans le passé Matel avait une culture « technique », considérant que les performances des produits parlaient d'elles-mêmes. Mais, en partenariat avec les constructeurs qui investissent sur leur image de marque et attendent que les grossistes fassent la promotion des produits, Matel a fait évoluer ses outils et méthodes pour développer une démarche proactive vis-à-vis de ses distributeurs.

²⁶ Une remise arrière est un remboursement effectué par le fournisseur au grossiste sur le prix d'achat en cas d'atteinte d'un certain volume de ventes, ce volume étant défini contractuellement.

La politique marketing mise en oeuvre par Matel PC Market s'appuie sur sa connaissance du marché : analyses, identifications, quantifications, segmentations, opportunités, veille concurrentielle. Cette connaissance du marché repose sur un travail permanent de compilations d'informations obtenues auprès d'utilisateurs finaux, de partenaires revendeurs, d'associations professionnelles dont notamment l'Apebi et également à partir d'échanges entre confrères. Peu de données officielles sont disponibles.

Les actions et programmes marketing sont le plus souvent proposés et discutés avec les principaux fournisseurs de la société dans le cadre de plans trimestriels. Des rencontres régulières sont ainsi organisées entre le service marketing, les équipes des constructeurs et les chefs de produits pour définir des actions. Les fournisseurs sont ainsi de plus en plus souvent associés en amont à l'élaboration de chaque action marketing, gérée comme un projet, et également à son financement. L'ensemble des actions menées sont supervisées par la Direction Marketing laquelle en concertation interne et externe, fixe les objectifs commerciaux, mesure et contrôle les réalisations.

Les responsables internes de ces programmes sont les chefs produits dédiés par marques et pour les plus importantes par lignes de produit. Pour exemple, la marque Hewlett Packard est supportée en interne par cinq chefs produits : PC, serveurs et stockage, imprimantes et périphériques, consommables, produits consumer. Les chefs de produit ont délégation pour gérer leur marge en fonction du niveau des stocks. C'est ainsi qu'ils peuvent par exemple ajuster leurs marges dans le temps, notamment à l'occasion des opérations promotionnelles pour garder la réactivité nécessaire et pouvoir piloter en fonction des réactions du marché, et optimiser le niveau de marge tout en réduisant le niveau des stocks.

Les moyens et outils marketing de la société se présentent comme suit :

- Diffusion hebdomadaire du tarif général par mail et sur le site Internet de la société.
- Promotions produits ciblées également par mail et sur le site Internet.
- Catalogue promotionnel mensuel.
- Publicité presse destinée à engendrer de la demande.
- Incentive internes et/ou externes destinés à motiver les forces de ventes (cadeaux, bons cadeaux liés aux réalisations des objectifs).
- Cellule télévente pour appuyer les promotions (appels entrants et sortants).
- Présentations commerciales et formations techniques : ces présentations destinées aux partenaires de la société sont assurées plusieurs fois par mois dans ses locaux à Casablanca et à Témara. Les salles totalement équipées en moyens audio-visuels peuvent accueillir plus de 100 personnes.
- Présence ciblée aux salons et séminaires organisés au Maroc en partenariat avec les marques représentées.

6.2. Politique commerciale

La politique commerciale de Matel PC Market est conduite par la direction Commerciale avec la collaboration étroite de la Direction Marketing. La couverture du marché est ainsi organisée de façon matricielle :

- Une approche verticale des différents segments de marché, auxquels la Direction Commerciale dédie des équipes spécialisées par type de revendeurs ;
- Une approche horizontale « produits », avec une répartition d'une trentaine de marques sur les différents chefs de produits, gérés par la Direction Marketing.

La Direction Commerciale a la responsabilité directe de la force de vente composée de commerciaux et de technico-commerciaux en charge de comptes revendeurs. Pour une plus grande efficacité, la force de vente est segmentée en trois unités principales : revendeurs grands comptes, revendeurs traditionnels et canal « retail » (grandes surfaces et chaînes spécialistes). L'approche diffère selon le segment : si pour

les « grands comptes » la réactivité et la créativité dans la réponse aux appels d'offres sont déterminantes, pour les PME il faut être présent pour des offres au fil de l'eau, et pour le « retail » il faut générer de la demande par des actions marketing.

Un atout principal dans la stratégie commerciale réside dans la richesse du catalogue. En effet, plus le catalogue est diversifié plus forte est la probabilité de satisfaire le client. Par ailleurs, cela permet également de réaliser un mix de marge sur un même client.

Un taux de fidélisation historiquement élevé est obtenu grâce à la richesse de l'offre. Plus de 30 marques de premier rang, dont une dizaine en exclusivité, sont proposées aux partenaires revendeurs. Une politique stricte de qualité est observée en permanence afin de maintenir une satisfaction élevée des partenaires : gestion des commandes, prestations logistiques, support technique et commercial.

La force de vente est régulièrement formée en interne par les chefs produits concernés et également par les partenaires fournisseurs de la société. D'une manière générale, la force de vente bénéficie du support permanent et quotidien du « marketing » : interventions directes des chefs produits, actions de la cellule télévente, cotations spéciales, avec comme objectif la plus grande réactivité possible et la réduction du « time to market ».

6.3. Politique de prix

L'essentiel du catalogue est proposé au marché sur la base de prix publics conseillés en dirhams hors taxes. Le partenaire revendeur bénéficie sur les prix publics d'une remise variable selon la nature et l'importance de la commande (montant et mix produits).

La marge brute réalisée par Matel PC Market varie selon les marques et les produits. Cette marge est plus faible pour les produits à fort volume et à forte rotation, ou sur lequel la concurrence est forte. En revanche, la marge est plus élevée pour les produits moins concurrentiels, ou à faible rotation, ce qui impose de gérer des stocks plus longs. Par ailleurs, certains constructeurs s'impliquent dans la détermination du niveau de marges, d'autres pas, et les partenaires également ne nécessitent pas tous le même travail pour les satisfaire. C'est ainsi qu'à l'intérieur de la même gamme de produits les marges peuvent varier, puisqu'elles seront modulées selon la nature du partenaire, la nature du produit, la situation de la concurrence, mais également selon la vision du constructeur qui impose parfois des modèles ou volumes.

La richesse du catalogue permet de compenser ces variations et de maintenir les objectifs de marge moyenne. Au regard des objectifs de CA et de marge qui sont déterminés pour chaque chef de produit, une analyse trimestrielle est effectuée sur la base des réalisations sur le marché. Cela permet de déterminer si les projections sont correctes et d'ajuster si nécessaire le niveau de marge. La marge moyenne est également rehaussée significativement par les marges arrières proposées par la plupart des constructeurs lorsque les objectifs contractuels trimestriels sont atteints ou dépassés.

La plus grande partie du stock provenant des constructeurs (HP, Epson) bénéficie d'une protection en contrepartie de reportings mensuels de l'état du stock. En cas de baisse des prix, le constructeur rétrocède la différence de prix sur le stock non encore vendu au moment de la baisse (protection de stock de 30 jours). Généralement, pour l'essentiel de l'activité, les grossistes fixent leurs prix de vente en fonction de leur politique commerciale et des prix généralement pratiqués (exception rare : cas des grands appels d'offre pour lesquels le constructeur peut souhaiter fixer le prix de vente final en concertation avec le grossiste).

Ainsi, ces mécanismes de protection permettent de maintenir des niveaux de stocks suffisants sans subir des dépréciations consécutives aux baisses de prix fréquentes dans le secteur « IT » et de faire bénéficier immédiatement le canal de revendeurs et le consommateur des baisses de prix.

6.4. Politique de distribution

Suivant le modèle indirect, la politique de distribution de la société repose sur la gestion et l'animation d'un canal de revendeurs. Les revendeurs sont sélectionnés en fonction de leur compétence commerciale (capacité et moyens pour la vente), technique (compétence dans le domaine informatique) et de leurs capacités financières (délais de paiements, encours, garanties). Cette sélection dans le temps a permis de fidéliser un réseau de revendeurs capables d'assurer une présence commerciale sur l'ensemble du territoire.

Les revendeurs sont gérés par des commerciaux en fonction de leur typologie (revendeurs « grands comptes », revendeurs traditionnels ou revendeurs « retail » (revente en magasin)). Les encours et les paiements de ces revendeurs sont suivis en permanence par le département financier.

Les conditions commerciales et notamment les remises octroyées sur les tarifs publics sont liées aux volumes annuels réalisés. Des incitations commerciales sous forme de bonus ou de cadeau sont régulièrement proposées pour dynamiser les ventes. Les revendeurs les plus importants en compte bénéficient de livraisons gratuites sur Casablanca et Rabat.

6.5. Politique de service après vente

Matel PC Market applique strictement la politique de service après vente du constructeur. Avant de distribuer une carte, la société s'assure que le constructeur a l'intention et l'organisation nécessaire pour assurer le SAV de ses produits. Deux politiques de SAV existent au Maroc pour le matériel que distribué par Matel PC Market :

1 – Période de garantie avec réparation. Le constructeur a alors avec une entreprise marocaine des accords pour la réparation de ses produits. Cela peut être un sous-traitant du constructeur, ou un centre de maintenance agréé. Matel PC Market redirige l'utilisateur vers ce mainteneur choisi et sélectionné par le constructeur.

2 – Période de garantie avec échange standard. Matel PC Market échange le produit à l'utilisateur après une sommaire vérification de la panne déclarée. Le constructeur, pour ces échanges standards, rémunère la société soit par un pourcentage de chiffre d'affaires, soit en envoyant des unités supplémentaires gratuites à cet effet.

7. Politique qualité

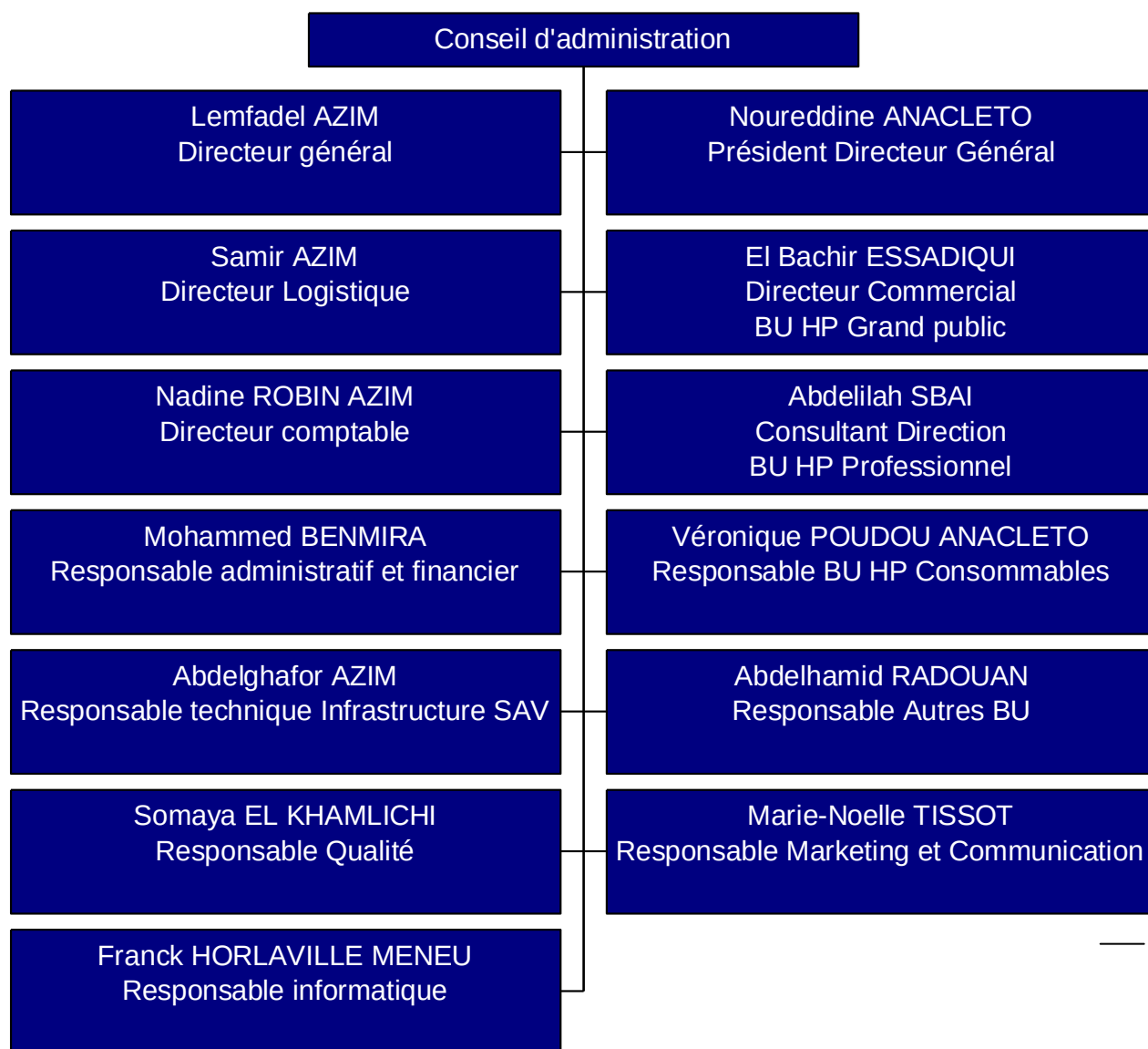
Matel PC Market a démarré en 2009 un projet de certification ISO 9001 v2008. Ce projet a nécessité une formation des équipes et une remise à plat des méthodes et procédures de travail. Cette démarche a permis de finaliser l'harmonisation des méthodes de travail entre les deux entités initiales et de combler les lacunes résiduelles en termes d'organisation. L'audit à blanc et l'audit de certification ont été commandés à BVQI, qui a estimé que le système était apte à les passer pour respectivement mi-novembre 2009 et mi-février 2010.

Suite à la décision de fusion avec Distrosoft, Matel a décidé de reporter ces audits, tout en maintenant le contrat avec BVQI. La démarche qualité reste en place et sera un outil sur lequel s'appuyer dans le cadre de la fusion.

8. Moyens humains

8.1. Organigramme fonctionnel

L'organigramme fonctionnel de MATEL PC MARKET S.A. à fin décembre 2009, se présente comme suit :



L'organigramme fonctionnel de MATEL PC MARKET S.A. a évolué au cours de l'exercice 2009 visant à optimiser l'organisation des entités et par conséquent le rendement de celles-ci :

Le **Comité de Direction** coordonne les activités planifiées par les différentes directions de MATEL PC MARKET. Se réunissant chaque semaine, ce comité se compose de Mohammed Nouredine ANACLETO, Lemfadel AZIM, Samir AZIM, Mohammed BENMIRA, El Bachir ESSADIQUI, Mme Nadine ROBIN-AZIM et Abdelilah SBAI.

Le **Pôle Commercial Gestion des Marques** est géré par :

M. El Bachir ESSADIQUI, en charge du Département Business Units HP Grand Public

M. Abdelilah SBAI, en charge du Département Business Units HP Professionnel

Mme Véronique ANACLETO, en charge du Département Business Unit HP Consommable

M. Abdelhamid RADOUAN, en charge du Département Business Unit Autres Marques

L'effectif du Pôle s'élève à 19 personnes dont 18 Chefs de Produits. Ils assurent un contact permanent avec les fournisseurs et ont pour mission de mettre sur le marché les produits distribués dans les meilleures conditions.

Le **Pôle Commercial Force de Vente**, supervisé par Messieurs El Bachir ESSADIDI et Abdelilah SBAI, et animé par Wafaa MOUHTIJ, est composé de 22 commerciaux. Cette force de vente est segmentée par type de revendeur (Grands Comptes, Revendeurs Traditionnels, Canal « Retail ») et également géographiquement (Casablanca, Rabat, Agadir).

Le **Pôle Logistique**, sous la responsabilité de M. Samir AZIM, dispose d'un effectif de 42 employés dont 37 en charge de la gestion des stocks, du suivi des commandes et de la livraison des marchandises chez le partenaire, et 5 en charge du dédouanement des marchandises importées.

Le **Pôle Administratif et Financier**, sous la responsabilité de M. Mohammed BENMIRA, dispose d'un effectif de 27 personnes et prend en charge la gestion des fonds, le contrôle financier des opérations de la société, la facturation, le recouvrement, la gestion du risque client et la gestion des ressources humaines.

Le **Pôle Technique Infrastructures et SAV**, géré par Abdelghafor AZIM, se compose de deux services : Infrastructures et après-vente avec respectivement un effectif de 7 employés (dont 6 agents d'entretien) et 4 employés S.A.V. Ce pôle veille d'une part, à la mise à disposition des infrastructures nécessaires à optimiser le fonctionnement de la société ; et d'autre part, à la mise en application des conditions de garantie des fournisseurs auprès de la clientèle.

La **Direction Comptable**, assurée par Mme Nadine AZIM, est composée de 7 employés et prend en charge la comptabilité et les situations financières de la société.

Le **Service Marketing**, sous la responsabilité de Mlle Marie-Noëlle TISSOT, dispose de 2 employés et veille à mettre à disposition tous les outils nécessaires et pertinents de communication et de vente.

Le **Service Informatique**, sous la responsabilité de M. Franck HORLAVILLE, est composé de 6 employés dont 3 développeurs et veille à mettre à disposition un système d'informations efficace à la gestion de la société.

Le **Service Qualité**, assuré par Mlle Somaya EL KHAMLI, est en charge de la mise en place de la politique qualité de la société et veille, par la réalisation d'audits internes, au suivi de cette politique. Elle est entourée d'une équipe d'auditeurs internes, de pilotes et d'animateurs de processus travaillant dans les autres services.

Outre le Président, le Directeur Général, et les Directeurs dont les CV sont présentés plus haut (cf 3.2 Organes de direction), les principaux responsables de Matel sont les suivants :

VERONIQUE POUDOU ANACLETO, 47 ans, Responsable Business Unit HP Consommables

Titulaire d'un Diplôme Universitaire de Technologie en Informatique obtenu à Montpellier en 1984, Véronique POUDOU ANACLETO, intègre MATEL en 1989 et développe les premières applications informatiques de l'entreprise. Elle occupe successivement les postes de Responsable Technique (1992), Responsable du Centre de Formation (1995) et Responsable Informatique et Organisation (1999). Elle est aujourd'hui Responsable Business Unit HP Consommables au sein de MATEL PC MARKET.

ABDELHAMID RADOUAN, 45 ans, Responsable Business Units

Titulaire d'un Certificat 1er Cycle en Solutions d'Affaires Electroniques à l'Université du Québec A Montréal, Abdelhamid RADOUAN débute sa carrière professionnelle chez MAROC BUREAU, en 1996, en tant que Directeur Technique. Il intègre ensuite GSI MAROC en 1998 et MATEL en 2001, respectivement en qualité d'Ingénieur Support Avant- Vente et de Responsable des Appels d'Offres. Puis, il développe une expérience de six ans au Canada en tant Directeur des Comptes Corporatifs à INSIGHT CANADA (en 2002), Responsable Administratif et Informatique à ZINDA (en 2005) et Responsable Technique à FUTURSHOP (en 2006). Il rejoint MATEL PC MARKET en qualité de Responsable Business Units de plusieurs marques en 2008.

MARIE-NOËLLE TISSOT, 28 ans, Responsable Marketing et Communication

Titulaire d'un Master en Entrepreneuriat / Marketing de l'Ecole Supérieure de Commerce de Bordeaux, Marie-Noëlle TISSOT exerce, entre janvier 2005 et octobre 2006, au sein du Groupe CEGID et BABES IN THE HOOD en tant que Chargée d'Etude et Chargée de Missions Commerciales et Événementielles. En novembre 2006, elle opère pour le compte du Groupe ROBELBOIS en tant qu'Assistante de Direction COMARBOIS. Elle intègre MATEL PC MRKET en qualité de Responsable Marketing et Communication en 2008.

ABDELGHAFOR AZIM, 46 ans, Responsable Technique Infrastructures et SAV

Titulaire d'un ATS en Architecture obtenu à Casablanca en 1987, Abdelghafor AZIM exerce en 1988 au sein de la Préfecture d'Azilal en tant que Responsable du Service Plans. En 1990, il intègre CADTECH en tant que Responsable Qualité CAO DAO. Il rejoint PC MARKET en qualité de Technicien en 2000 avant d'être nommé Responsable Logistique au sein de QUALITECH en 2001. Depuis 2008, il est en charge du Service Technique Infrastructures et du S.A.V. de MATEL PC MARKET.

FRANCK HORLAVILLE, 35 ans, Responsable Informatique

Titulaire d'un Diplôme d'Ingénieur de l'Ecole Supérieure de l'Ingénierie Informatique de Paris en 1995, Franck HORLAVILLE MENEU participe en 1997 à la fondation d'ATHENA ONLINE, l'un des premiers providers internet au Maroc et contribue à son développement en tant que Directeur Technique. Consultant pour l'USAID, il connecte notamment Haïti et l'Erythrée au réseau internet. En 2005, il rejoint QUALITECH en qualité de Responsable Informatique avant de rejoindre MATEL PC MARKET, en 2006, toujours en tant que Responsable Informatique.

SOMAYA EL KHAMLICH, 32 ans, Responsable Qualité

Ingénieur d'état en Génie des Procédés Industriels de l'Ecole Nationale de l'Industrie Minérale de Rabat (promotion 2003), Somaya EL KHAMLI intègre TISSIR PRIMAGAZ en qualité de Responsable Sécurité Industrielle en 2004. Elle occupe ensuite, en 2006, un poste de Directrice d'une PME exerçant dans le négoce d'ameublement avant de rejoindre l'équipe de MATEL PC MARKET en 2008 en tant que Responsable Qualité.

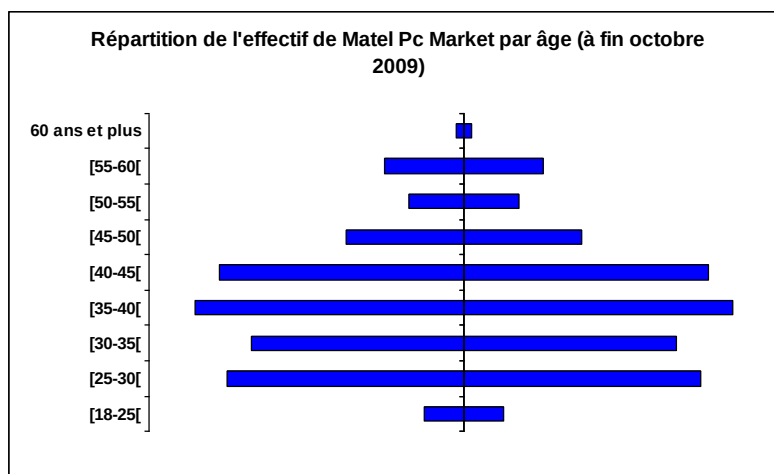
8.2. Effectifs

Par Catégorie	2006	2007	en %	Var%	2008	en %	Var%	2009	en %	Var%
Responsables	9	10	7%	11%	12	8%	20%	11	7%	-8%
Cadres	21	27	20%	29%	30	19%	11%	30	19%	0%
Employés	88	100	73%	14%	112	73%	12%	119	74%	6%
Total à fin décembre	118	137	100%	16%	154	100%	12%	160	100%	4%

Source : Matel PC Market

L'effectif de Matel PC Market été renforcé en 2007 après la fusion entre Matel et PC market, avec une augmentation nette de 21 personnes (+16%), qui sont venues compléter toutes les catégories. L'année suivante, la société a encore renforcé ses équipes en recrutant 17 personnes (+12%) et, de même en 2009 avec 6 personnes supplémentaires (+4%).

Le taux d'encadrement et du middle management a suivi l'évolution des effectifs et s'est situé entre 26 et 27% de l'effectif total. Les commerciaux rentrent dans le tableau ci-dessus dans la catégorie employés, tandis que les chefs produits sont dans la catégorie cadres.



Source : Matel PC market

La moyenne d'âge des effectifs de Matel Pc Market est de 38 ans. Cela est illustré par le graphique ci-dessus, selon lequel la tranche d'âge la plus importante se situe entre 35 et 40 ans, suivie de la tranche d'âge 40-45 ans. Par ailleurs, l'ancienneté moyenne est de 6,9 ans, ce qui démontre une certaine stabilité des effectifs.

Par sexe	2006	%	2007	%	2008	%	2009	%
Femmes	43	35%	48	35%	56	36%	55	34%
Hommes	75	65%	89	65%	98	64%	105	66%
Total à fin décembre	118	100%	137	100%	154	100%	160	100%

Source : Matel PC market

La société dispose d'un effectif composé en majorité d'hommes comme l'illustre le tableau ci-dessus. Ceux-ci représentent en moyenne près de 65% de l'effectif global sur la période 2007-2009. La part des effectifs des deux sexes est d'une grande stabilité entre 2006 et 2009.

Il faut signaler que dans les 105 hommes salariés fin 2009, il y a 32 hommes répartis entre les fonctions manutentionnaires, livreurs, et chauffeurs-livreurs.

8.3. Politique sociale

Les salariés de Matel PC Market sont rémunérés sur une base mensuelle. Un système d'intéressement, à travers l'introduction d'une prime variable, a été mis en place en 2009, il prévoit une distribution trimestrielle en fonction de l'atteinte d'objectifs déterminés en fonction de l'activité spécifique de chacun.

L'ensemble des salariés bénéficie d'une couverture sociale, constituée, outre de la CNSS, de l'adhésion à la CIMR, et d'une assurance maladie contractée auprès de la compagnie RMA WATANYA.

Le personnel bénéficie de programmes réguliers de formation commerciale prodiguée aussi bien en interne qu'en externe, pour répondre aux besoins en formation exprimés par les collaborateurs et/ou identifiés par leur supérieur hiérarchique. La formation en interne profite généralement à la force de vente. En externe, les chefs de produits jouissent en outre de formations auprès des constructeurs partenaires de la société à l'occasion de la mise sur le marché d'un nouveau produit. Ces formations peuvent déboucher sur une certification pour certains produits.

Par ailleurs le personnel bénéficie de programmes réguliers de formation en anglais, qui profite généralement aux chefs de produits ainsi qu'au reste de l'équipe commerciale. Des formations régulières pour continuer à développer le logiciel de Gestion Commerciale ont été organisées jusqu'en 2008.

Depuis 2009, la société prend en charge 30% de certaines formations diplômantes effectuées auprès d'organismes privés ou publiques pour le compte du personnel logistique, administratif et financier (les 70% restants étant financé par l'OFPPT). Enfin, dans le cadre du projet qualité, l'ensemble du personnel a bénéficié d'une formation spécifique en 2008 et 2009.

9. Moyens matériels et techniques

9.1. Système d'information

Le système d'information actuel de Matel PC Market comprend principalement un logiciel de gestion commerciale, Magest, développé en interne depuis dix ans par la direction des systèmes d'informations de Matel. Outre les fonctions classiques de gestion commerciale, Magest ajoute des avantages déterminants, à savoir :

- o Adéquation totale aux procédures opérationnelles mises en place ;

- o Evolutivité permanente, car comme il s'agit d'un développement interne, l'expertise est disponible pour le faire évoluer en fonction des besoins ;
- o Outil de construction de requêtes, pour faire face aux demandes de données nouvelles, ou de croisement d'informations selon des formats qui n'ont pas déjà été prévus ;
- o Sériabilisation du stock : la totalité des produits en stock reçoivent à leur réception un numéro de stock unique apposé physiquement sur le produit sous codage à barres. Ceci permet une traçabilité totale du stock aussi bien géographiquement qu'historiquement. Chaque produit en stock est ainsi relié à une commande fournisseur, une facture fournisseur, une date entrée et une date sortie stock, une facture de vente, etc. Ce mode de gestion permet d'obtenir une vision très précise de ce stock. La durée de stockage par produit permet de suivre en permanence les taux de rotation du stock par références, gammes de produit ou marques et permet ainsi une prise de décision plus pertinente.
- o Gestion en temps réel des encours, des paiements et des impayés clients : les commandes générant des encours clients supérieurs aux montants autorisés sont automatiquement bloquées. La saisie d'un impayé bloque également les comptes concernés.

Par ailleurs Matel dispose d'un système de téléphonie voix sur IP sur l'ensemble des sites de la société : Casablanca, Rabat-Temara, Aïn Sebaa (Qualitech), Agence Agadir. Tous ces sites sont interconnectés en voix et données par des liaisons redondantes à haut débit, ainsi que d'un système intranet.

9.2. Sites

Depuis sa fusion avec PC Market, Matel a enrichi sa couverture géographique par une forte implantation à Rabat (siège initial de PC Market), et elle peut s'appuyer commercialement sur le réseau des agences commerciales régionales de sa filiale Qualitech.

Le siège social de Matel PC Market est situé au lotissement la Colline à Sidi Maârouf sur un terrain de 1.700 m². La superficie totale de la construction est de 4.000 m² dont 1.500 m² de stock en sous sol sur grande hauteur.

Les installations de Témara abritent sur un terrain de 3.000 m², le centre logistique principal, les forces commerciales et marketing dédiées à la clientèle de la région de Rabat, et le service informatique. La construction totalise une surface de 5.700 m² dont 3.600 m² pour le stock.

Compte tenu du développement de l'activité, et de la nécessité de maîtriser la dimension logistique, Matel a fait l'acquisition en 2009 de deux terrains, d'une superficie totale de 30.000 m², au parc industriel de Nouaceur pour créer une plate-forme logistique de stockage. En attendant la construction de cette nouvelle plateforme, Matel a pris en location début 2009 un dépôt de stockage de 2000 m² à Sidi Maarouf, à proximité du siège social.

Par ailleurs Matel s'appuie commercialement sur le réseau des « HP center » installés par Qualitech :

- Agadir : Un même local fait fonction d'agence commerciale pour Matel et de centre de réparation pour Qualitech. Cette agence ouverte depuis 2000 assure une présence commerciale locale ainsi qu'un stock approvisionné hebdomadairement permettant d'assurer un flux continu pour les partenaires de la région.
- Tanger : Qualitech a installé une agence « HP Center » dans un local de 45 m² en location au Bd Moulay Youssef à Tanger.
- Rabat : également un « HP Center » dans un local de 55 m² en location ouvert en 2001, au Bd Ibn Sina à Rabat.
- Casablanca, agence commerciale « HP center » au quartier Palmier, et atelier de réparation à Sidi Maarouf.

9.3. Politique d'investissement

En KDH	2006	2007	2008	2009	Total	en %
Logiciels et licences	117	176	130	225	648	3%
Matériel Informatique	1 130	741	1 014	1 022	3 907	6%
<i>Sous total Equipement informatique</i>	<i>1 247</i>	<i>917</i>	<i>1 144</i>	<i>1 247</i>	<i>4 555</i>	<i>9%</i>
Terrains nus				15 125	15 125	34%
Bâtiments et terrains bâtis	16 875	18 800			35 675	43%
Agencements et aménagements	1 215	1 220	800	178	3 413	8%
Matériels et Outillages	843	20	82	235	1 180	0%
Mobiliers et matériels de Bureaux	316	93	309	615	1 333	1%
<i>Sous total bâtiments de bureaux et stockage</i>	<i>19 249</i>	<i>20 133</i>	<i>1 191</i>	<i>16 153</i>	<i>56 726</i>	<i>88%</i>
Matériel de Transports	370	173	1 161	199	1 903	3%
<i>Sous total matériel de transport</i>	<i>370</i>	<i>173</i>	<i>1 161</i>	<i>199</i>	<i>1 903</i>	<i>3%</i>
Total	20 866	21 223	3 496	17 599	63 184	100%

Source : Matel PC Market

La politique d'investissement de Matel est principalement orientée vers l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exploitation, ainsi que leur aménagement. En effet, depuis 2006, ces investissements ont représenté 88% de l'effort global d'investissement, l'équipement informatique pesant pour 9% du total.

En 2006, l'essentiel des investissements de MATEL PC MARKET S.A. correspond au renouvellement du matériel informatique et à l'agencement du nouveau bâtiment commercial et logistique de Témara. Rappelons que le bâtiment a été construit par Arche sarl, propriété à 96.25% de MATEL PC Market, et dont l'objet était uniquement la construction de ce bâtiment. Il a été mis en service fin 2006. Les aménagements datent de novembre 2006, et correspondent aux aménagements du local en cours d'acquisition. Les derniers documents nécessaires pour la vente par Arche à MATEL PC Market (cadastre, conformité, etc...) n'ont été prêts que début 2007.

En 2007, le principal investissement est l'acquisition et la poursuite de l'aménagement du nouveau bâtiment commercial et logistique de Témara. Matel procède également au renouvellement du matériel informatique.

En 2008, l'essentiel des investissements est affecté à l'aménagement du stock de Casablanca (rayonnages), au matériel de transport, et au renouvellement du matériel informatique.

En 2009, l'investissement principal est l'achat, à crédit, d'un terrain de 30 000m² pour construire la nouvelle plateforme logistique de la société à la zone industrielle de Nouaceur pour un montant de 15.7 MDH.

En parallèle de ces investissements dans l'immobilier, la société investit régulièrement dans l'acquisition de logiciels ou de licences (notamment pour le développement de MAGEST, système ERP intégré et

pour les logiciels de Gestion électronique de documents, ou de gestion de la qualité), ainsi que dans le renouvellement de son parc informatique.

9.4. Politique de partenariat et de joint-venture

Matel PC Market est familier de la démarche de partenariat avec d'autres opérateurs du secteur de l'industrie informatique. En effet, c'est d'abord à travers un partenariat, pour le développement de l'activité de maintenance, que Matel et PC market ont commencé à se connaître : la création de Qualitech en 2001 fut la première joint-venture de la société Matel. Quelques années plus tard, ce partenariat entre Matel et PC market a abouti à une fusion des deux sociétés.

En 2008, Matel PC market a lancé un nouveau projet en joint-venture avec un opérateur étranger, pour la création de B'Ware Maroc. Les deux partenaires sont complémentaires : Matel PC Market apporte sa connaissance du Maroc, son réseau de clientèle, et la logistique. De son côté Best Ware France amène sa connaissance du produit, et sa compétence technique pour la vente et le paramétrage de ces produits de haute technicité.

Cette démarche, mutuellement bénéfique pour les deux partenaires, peut être réutilisée pour le développement à l'export, ou pour la commercialisation au Maroc de produits à forte spécificité technique.

VI . SITUATION FINANCIERE DE DISTRISOFT

1. Analyse des principaux postes du bilan de Distrisoft

ACTIF (K MAD)	2006	% total bilan	2007	% total bilan	2008	% total bilan	2009	% total bilan
Immobilisation en non-valeurs	70	0,0%	41	0,0%	98	0,0%	70	0,0%
Immobilisations incorporelles	185	0,1%	133	0,0%	617	0,2%	486	0,1%
Immobilisations corporelles	1 355	0,8%	2 592	1,0%	5 628	1,8%	5 029	1,5%
Immobilisations financières	246	0,1%	768	0,3%	697	0,2%	751	0,2%
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	1 856	1,1%	3 534	1,3%	7 039	2,2%	6 336	1,9%
. Stocks	30 774	18,5%	59 273	21,8%	63 921	19,9%	65 110	19,8%
. Clients et comptes rattachés	106 986	64,2%	167 587	61,7%	197 574	61,5%	196 100	59,5%
. Etat	16 820	10,1%	21 826	8,0%	27 245	8,5%	24 673	7,5%
. Autres débiteurs	1 299	0,8%	1 936	0,7%	2 744	0,9%	7 396	2,2%
TOTAL ACTIF CIRCULANT	155 879	93,6%	250 622	92,3%	291 484	90,8%	293 279	89,0%
TITRES ET VALEURS DE PLACEMENT	0	0%	2 136	0,8%	11 821	3,7%	5 263	1,6%
TOTAL TRÉSORERIE ACTIF	8 809	5,3%	15 224	5,6%	10 819	3,4%	24 629	7,5%
TOTAL GÉNÉRAL	166 544	100%	271 516	100%	321 163	100%	329 507	100,0%

PASSIF (K MAD)	2006	% total bilan	2007	% total bilan	2008	% total bilan	2009	% total bilan
. Capital social	33 361	20,0%	33 361	12,3%	50 042	15,6%	50 042	15,2%
. Prime d'émission, réserves et report à nouveau	27 649	16,6%	34 670	12,8%	27 399	8,5%	38 284	11,6%
. Résultat de l'exercice	16 028	9,6%	24 155	8,9%	25 220	7,9%	25 097	7,6%
Capitaux propres	77 038	46,3%	92 186	34,0%	102 661	32,0%	113 422	34,4%
Capitaux propres assimilés	0	0,0%	1500	0,6%	0	0,0%	0	0,0%
Dettes de financement à M<	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
TOTAL CAPITAUX PERMANENTS	77 038	46,3%	93 686	34,5%	102 661	32,0%	113 422	34,4%
. Fournisseurs	39 320	23,6%	78 136	28,8%	58 120	18,1%	48 676	14,8%
. Comptes d'associés	0	0,0%	0	0,0%	27,99	0,0%	53,01	0,0%
. Etat	23 287	14,0%	34 806	12,8%	36 811	11,5%	39 438	12,0%
. Autres créanciers	1 483	0,9%	2 425	0,9%	3 871	1,2%	2 695	0,8%
TOTAL PASSIF CIRCULANT	64 090	38,5%	115 367	42,5%	98 830	30,8%	90 862	27,6%
TOTAL TRÉSORERIE PASSIF	25 415	15,3%	62 463	23,0%	119 672	37,3%	125 223	38,0%
TOTAL GÉNÉRAL	166 544	100%	271 516	100%	321 163	100%	329 507	100,0%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

L'examen du bilan de DISTRISOFT MAROC S.A. confirme la particularité du métier de distributeur.

Il convient ainsi, de souligner les points suivants :

- Une prépondérance des postes du bas du bilan. En effet, en 2009, l'actif circulant représente 89% du total bilan et le passif circulant combiné à la trésorerie passif en monopolisent près de 66% ;
- A l'opposé, un poids très réduit des immobilisations nettes qui constituent 2% du total actif et un niveau de fonds propres de 34% du total bilan au titre de l'exercice 2009 ;
- La société n'a pas recours à l'endettement à moyen et long terme depuis 2003.

En outre, l'examen du bilan de DISTRISOFT MAROC S.A. fait ressortir les points suivants :

1.1. Analyse de l'actif

● Actif immobilisé

Actif immobilisé en KDH	2006	2007	Var 07/06	2008	Var 08/07	2009	Var 09/08
Immobilisation en non-valeurs	70	41	-42,0%	98	140,4%	70	-28,5%
Immobilisations incorporelles	185	133	-28,1%	617	365,2%	486	-21,2%
Immobilisations corporelles	1 355	2 592	91,3%	5 628	117,1%	5 029	-10,6%
Immobilisations financières	246	768	212,1%	697	-9,4%	751	7,9%
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	1 856	3 534	90,4%	7 039	99,2%	6 336	-10,0%
en % du total bilan	1,1%	1,3%		2,2%		1,9%	

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

En 2007, l'actif immobilisé augmente de 90% et atteint une valeur de M MAD 3,5 suite à l'augmentation des immobilisations corporelles de 91,3% par rapport à l'exercice 2006, compte tenu des investissements de l'exercice. Cette augmentation tient essentiellement aux premiers aménagements des nouveaux sites de DISTRISOFT MAROC S.A. Par ailleurs, la hausse des immobilisations financières entre l'exercice 2006 et l'exercice 2007 (+ M 0,5 MAD) s'explique principalement par les garanties et les cautions données pour le nouveau siège social et la plateforme logistique.

L'essentiel des investissements relatifs à (i) la mise en place du système d'information et (ii) l'aménagement des dépôts ont été réalisés avant 2004.

En 2008, le total de l'actif immobilisé continue à augmenter sous l'effet de la poursuite des aménagements pour le nouveau siège du groupe et pour la nouvelle plateforme logistique. En effet, près de M MAD 4,1 de mobilier, matériel de bureau et aménagements ont été acquis en 2008 par la Société, portant le total des immobilisations corporelles à 5.6 MDH. Rappelons que le transfert a été effectué lors du premier semestre 2008 du siège social et la nouvelle plate forme logistique.

L'augmentation des frais préliminaires de 140% entre 2007 et 2008 est liée aux frais relatifs à l'augmentation de capital réalisée en janvier 2008 (incorporation de la prime d'émission et d'une partie des réserves).

L'augmentation des immobilisations incorporelles (+484 KDH) est liée à la mise en place de E-commerce (outil destiné aux clients de Distrisoft Maroc S.A).

En 2009 l'actif immobilisé varie principalement sous l'impact des amortissements : en effet, les investissements de l'exercice sont très limités, et s'élèvent uniquement à 462 KDH.

● *Actif circulant*

ACTIF (K MAD)	2006	2007	Var 07/06	2008	Var 08/07	2009	Var 09/08
. Stocks	30 774	59 273	92,6%	63 921	7,8%	65 110	1,9%
. Clients et comptes rattachés	106 986	167 587	56,6%	197 574	17,9%	196 100	-0,7%
. Etat	16 820	21 826	29,8%	27 245	24,8%	24 673	-9,4%
. Autres comptes de l'actif circulant	1 299	1 936	49,0%	2 744	41,7%	7 396	169%
TOTAL ACTIF CIRCULANT	155 879	250 622	60,8%	291 484	16,3%	293 279	0,6%
en % du total bilan	93,6%	92,3%		90,8%		89%	

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

L'actif circulant représente 89% du total bilan en 2009, un ratio en baisse par rapport à l'année 2006 (l'actif circulant représentait alors 93,6% du total bilan), mais une augmentation en valeur absolue de 138 MDH. L'évolution de l'actif circulant de DISTRISOFT MAROC S.A. sur la période 2006-2009, s'explique principalement par l'évolution des postes suivants :

Stocks :

Le stock de marchandises est composé pour l'essentiel, de matériel informatique, de logiciels et de licences nominatives.

Le stock en cours est composé de marchandises facturées avant le 31 décembre, mais réceptionnées par DISTRISOFT MAROC S.A. en janvier de l'année qui suit.

Pour les articles physiques et les licences, la valorisation des stocks est effectuée en utilisant la méthode du coût moyen pondéré (CMUP), basée sur le coût d'achat majoré des droits de douanes, des frais de transit et des frais de transport et assurances.

K MAD	2006	2007	Var%	2008	Var%	2009	Var%
Stock brut	32 189	63 033	96%	66 238	5%	68 041	2,7%
Stock de marchandises	26 613	56 916	114%	64 636	14%	65 058	0,7%
Stock en cours de route	5 576	6 117	10%	1 602	-74%	2 983	86,2%
Provisions pour dépréciation	1 415	3 760	166%	2 318	-38%	2 930	26,4%
Total net	30 774	59 273	93%	63 920	8%	65 111	1,9%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

En 2007, la valeur totale du stock net a progressé de 92,6% évoluant de M MAD 30,7 en 2006 à M MAD 59,3 à la fin de l'exercice 2007. Cette forte progression s'explique principalement par l'augmentation du stock de marchandises qui a plus que doublé entre les exercices 2006 et 2007 compte tenu de la croissance de l'activité et de l'intégration de nouvelles cartes. En effet cette évolution du stock brut s'explique par l'effet conjugué de (i) la constitution de stock importants en 2007 et (ii) les livraisons de matériels réalisées au début de l'année 2007 pour compenser les retards de livraisons à la fin de l'exercice 2006 (retards liés aux problèmes logistiques et de livraisons).

En 2008, l'augmentation des stocks est plus contenue, parallèlement à celle de l'activité, avec une croissance de 7,84%. En 2009 l'effort de maîtrise des stocks est maintenu, et le stock n'augmente que de 1,9% à 65,1 MDH (22% du total bilan). Le stock « en cours de route », qui comptabilise les produits achetés mais non encore réceptionnés physiquement, remonte à près de 3 MDH.

Clients et comptes rattachés

K MAD	2006	2007	Var%	2008	Var%	2009	Var%
Clients et comptes rattachés	113 455	175 115	54,3%	205 523	17,4%	208 098	1,3%
Cumul des provisions pour dépréciation des clients et comptes rattachés	6 468	7 528	16,38%	7 949	5,60%	11 999	51%
Total net	106 986	167 587	57%	197 574	18%	196 100	-1%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

Le poste clients et comptes rattachés exprimé en brut totalise, en 2007, un montant de M MAD 175,11, soit une progression de 54,35 % par rapport à 2006 compte tenu de la progression de l'activité de DISTRISOFT MAROC S.A. Pour leur part, les provisions²⁷ pour dépréciation augmentent de 16,37 % à M MAD 7,5, contre près de M MAD 6,5 en 2006.

A fin décembre 2007, le total des créances douteuses (TTC) de DISTRISOFT MAROC S.A. s'élève à près de M MAD 11,8 pour un chiffre d'affaires de M MAD 451,8.

En 2008, le poste clients et comptes rattachés augmente de 17,36% à M MAD 205,5 principalement en conséquence du développement de l'activité. Le cumul des provisions pour dépréciation des clients et comptes rattachés augmente quant à lui de 5,59% à M MAD 7,9.

En 2009 un effort particulier de recouvrement est fait pour limiter les créances clients malgré la croissance du chiffre d'affaires : elles baissent de 1% tandis que le chiffre d'affaires augmente de 5%. Le total des créances clients pèse encore 59,5% du total bilan (contre 61,5% en 2008). Le risque client s'accroît en raison d'une conjoncture plus difficile (+51% de créances douteuses), d'où un effort plus important de provisionnement (+51% de provisions pour dépréciation des comptes clients).

K MAD	2006	2007	Var%	2008	Var%	2009	Var%
Chiffre d'affaires	362 001	451 839	25%	502 785	11%	528 231	5%
Montant des créances douteuses (1)	8 091	11 770	45%	9 479	-19%	14 278	51%
Proportion du chiffre d'affaires	2,23%	2,60%	0,37%	1,89%	-0,71%	2,70%	+0,82
Montant des provisions (2)	6 468	7 528	16%	7 949	6%	11 999	51%
Taux de couverture (2/1)	79,9%	64,0%		83,9%		84,0%	

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

Le taux de couverture (montant des provisions sur montant des créances douteuses) s'établit sur toute la période 2006-2009 à près de 78% en moyenne du fait que DISTRISOFT MAROC S.A. a souscrit, en 2004, une police d'assurance risque client auprès d'Euler Hermes ACMAR. Par conséquent, la société provisionne la créance à hauteur du montant non couvert par celle-ci.

En 2008 et 2009 le taux de couverture atteint 84%, soit ce qui correspond à un provisionnement intégral de la partie non couverte par l'assurance crédit des créances douteuses.

²⁷ La politique de provisionnement de DISTRISOFT MAROC S.A. consiste en la couverture totale de la créance dès lors que cette dernière est jugée douteuse. Il convient de signaler que pour les grands comptes de la société, cette dernière fait appel à la société d'assurance des crédit clients - EULER HERMES ACMAR qui couvre la créance à une certaine proportion, le reliquat non couvert est provisionné par DISTRISOFT MAROC S.A.

Etat

K MAD	2006	2007	Var%	2008	Var%	2009	Var%
TVA récupérable sur immobilisations	35	159	354,3%	319	100,6%	86	-73%
TVA récupérable sur les charges	7 815	10 113	29,4%	19 663	94,4%	17 301	-12%
TVA récupérable sur achats à l'étranger	1 210	1 597	32,0%	1 302	-18,5%	2 173	66,9%
TVA sur opérations bancaires	22	43	95,5%	89	107,0%	18	79,8%
Crédit de TVA	7 737	9 914	28,1%	5 872	-40,8%	5 095	13,2%
K MAD	16 819	21 826	30%	27 245	25%	24 673	-9,4%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A

Au 31 décembre 2007, le poste Etat est en progression de près de 30% et s'établit à M MAD 21,8 à la fin de l'exercice. Cette évolution est notamment due à la croissance (i) du poste TVA récupérable sur les charges qui augmente de M MAD 2,3 (+29,4%) entre les deux exercices et (ii) du poste crédit de TVA (+28,14% soit + M MAD 2,2).

En 2008, la progression du poste Etat est de près de 25% notamment à cause de l'augmentation de la TVA récupérable sur les charges (+94,4%) et ce malgré la baisse de 40,8% du crédit de TVA. Ceci s'explique principalement par une modification de la saisonnalité en 2008 : en effet, le pic de ventes en décembre 2008 était beaucoup plus fort que les années précédentes (16% du CA au lieu de 10%), ce qui s'est traduit par une augmentation de la TVA récupérable sur les achats. Par ailleurs, les modifications sur le régime de la TVA ont réduit les ventes en exonération de TVA, ce qui a également contribué à la réduction du crédit de TVA.

En 2009 le poste Etat baisse de 9,4%, principalement en raison d'une baisse de 12% de la TVA sur charges. Le montant global de la TVA récupérable reste néanmoins élevé, en raison du même phénomène que celui enregistré en 2008 (pic de ventes en décembre).

● Autres comptes de l'actif

En KDH	2006	2007	Var 07/06	2008	Var 08/07	2009	Var 09/08
Compte de régularisation actif	169	155	-8%	170	10%	162	-4,2%
Titres et Valeurs de Placement	0	2 136	NS	11 821	453%	5 263	-55%
Ecart de conversion actif	97	82	-16%	219	169%	217	-0,8%
Trésorerie Actif	8 809	15 224	73%	10 819	-29%	24 629	127%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A

Le compte de régularisation actif est principalement utilisé pour enregistrer des charges constatées d'avance, telles que les assurances ou les achats de services étalés sur l'exercice (ex avocats ou commissaires aux comptes).

Le compte « Titres et Valeurs de placement » a été utilisé en 2007 pour y loger des devises placées en attendant le règlement du fournisseur, dans le cadre d'une petite opération d'export, à hauteur de 2.1 MDH. En 2008 s'y ajoutent les titres acquis dans le cadre du programme de rachat, pour un montant d'environ 8 MDH. En 2009 le compte enregistre le reliquat des titres, avant leur cession début 2010.

Les comptes « écart des conversion », tant à l'actif qu'au passif, sont utilisés pour enregistrer la différence entre le montant de la facture fournisseur converti à la date de clôture du bilan et celui à la date de réception de la facture. Lorsque le différentiel est positif, il est enregistré en « écart de conversion actif », et sinon dans le compte « écart de conversion passif ». Les montants comptabilisés dans ces comptes fluctuent ainsi en fonction des variations du cours de change, et sont difficilement prévisibles.

1.2. Analyse du passif

● Financement permanent

PASSIF (K MAD)	2006	% total bilan	2007	% total bilan	Var 07/ 06	2008	% total bilan	Var 08/ 07	2009	% total bilan	Var 09 /08
Capital social	33 361	20,0%	33 361	12,3 %	0%	50 042	16%	50%	50 042	15,2 %	0,0%
Prime d'émission, réserves et R.A.N.	27 649	16,6%	34 670	12,8 %	25 %	27 399	8,5 %	- 21%	38 284	11,6 %	39,7 %
Résultat de l'exercice	16 028	9,6%	24 155	8,9% 34,0 %	51 %	25 220	8 %	4,4 %	25 097	7,6% 34,4 %	-0,5% 10,5 %
Capitaux propres	77 038	46,3%	92 186	34,5 %	20 %	102 661	32%	11%	113 422	34,4 %	10,5 %
Capitaux propres assimilés	0	0,0%	1500	0,6%	NS	0	0%	NS	0	0,0%	NS
Dettes de financement à M<	0	0,0%	0	0,0%	NS	0	0%	NS	0	0,0%	NS
TOTAL CAPITAUX PERMANENTS	77 038	46,3%	93 686	34,5 %	22%	102 661	32%	9,6 %	113 422	34,4 %	10,5 %

En 2007, les capitaux permanents progressent de 22% par rapport à 2006, pour s'établir à près de 93,7 MDH compte tenu de l'amélioration de la capacité bénéficiaire de DISTRISOFT MAROC S.A. (résultat net 2007 : 24,2 MDH).

Les capitaux propres assimilés de 1,5 MDH à la fin de l'exercice 2007 (montant nul au 31 décembre 2006) correspondent aux provisions pour investissement.

En 2008, l'amélioration du résultat net 2008 à M MAD 25,2 entraîne une progression de 9,6% des capitaux permanents à 102,7 MDH. A noter également l'augmentation du capital social de 16 680,6 KDH par incorporation de la prime d'émission de 16,6 MDH et une partie des autres réserves.

En 2009 également les capitaux permanents sont renforcés par le report de résultats, et atteignent 113,4 MDH, soit 34,4% du total bilan.

● Passif circulant hors trésorerie

La part du passif circulant dans le total bilan s'établit en moyenne à 34,8% sur la période 2006-2009, et atteint 90,8 MDH en 2009. Son évolution sur la période s'explique principalement par la variation des postes suivants :

Fournisseurs

Sur la période 2006-2009, le poste fournisseurs se présente comme suit :

K MAD	2006	2007	Var%	2008	Var%	2009	Var%
Fournisseurs locaux	5 048	12 778	153,1%	16 245	27,1%	13 565	-16,5%
Fournisseurs étrangers	32 005	63 470	98,3%	38 231	-39,8%	32 662	-14,6%
Fournisseurs effets à payer	803	534	-33,5%	939	75,8%	1 635	74,1%
Fournisseurs factures non parvenues	1461	1 354	-7,3%	2 705	99,8%	814	-70%
Total Fournisseurs	39 319	78 136	98,7%	58 120	-25,6%	48 676	-16,2%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A

Le poste Fournisseurs a connu une forte progression (+98,72%) entre les exercices 2006 et 2007 sous l'effet conjugué de (i) l'évolution des fournisseurs locaux (+153,1% à M MAD 12,8) et (ii) la croissance des fournisseurs étrangers (+98,3% à M MAD 63,5). Le poste Fournisseurs atteint au 31 décembre 2007 plus de M MAD 78,1 en liaisons avec la progression du poste Stock, compte tenu de l'accroissement de l'activité et la constitution de stock par la Société.

En 2008, le poste Fournisseurs est ramené à M MAD 58,1, soit une baisse de 25,6% par rapport à l'exercice 2007. Cette évolution s'explique principalement par la baisse des fournisseurs étrangers qui atteignent 38,2 MDH, soit une réduction de 39,8%. Ce niveau est « normatif » par rapport à l'exercice 2006 (M MAD 32). En effet, le niveau exceptionnel de l'année 2007 est à mettre en parallèle avec l'opération réalisée la même année avec le ministère de la Justice.

En 2009 le poste fournisseurs est réduit à 48,6 MDH (soit -16,2%), sous l'effet principalement d'une politique de règlement anticipé des factures des fournisseurs étrangers pour bénéficier des « cash discount », dont les modalités étaient particulièrement avantageuses en 2009. En revanche le poste fournisseurs locaux est ramené à un niveau comparable à celui de 2007 : en effet les délais de règlement avaient été rallongés en 2008 en raison de quelques opérations ponctuelles.

Autres créanciers

K MAD	2006	2007	Var%	2008	Var%	2009	Var%
Clients créditeurs	0	0	NS	0	NS	0	
Personnel	31	27	-12%	30	10%	12	-100,0%
Organismes sociaux	179	216	21%	234	8%	265	13,2%
Etat	23 287	34 806	49%	36 811	6%	39 438	7,1%
Compte d'associés	0	0	NS	28	NS	53	89%
Autres créances	0	0	NS	833	NS	0	-100%
Comptes de régularisation passif	92	296	222%	508	71%	440	-13,4%
Autres provisions pour risques et charges	1 086	1 478	36%	1 619	10%	1 921	18,7%
Ecart de conversion - passif	95	407	329%	647	59%	57	-91,2%
Total autres créanciers	24 770	37 231	50,30%	40 710	9,35%	42 186	3,62%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A

Sur la période 2006-2009, comme en témoigne la ventilation ci-dessus, le poste Etat contribue à 93% en moyenne dans la composition des autres créanciers.

Les « autres créances » pour un montant de 833 KDhs en 2008 correspondent au décalage intervenant dans le cadre du programme de rachat DISTRISOFT. En effet, les actions rachetées aux alentours du 31 décembre sont souvent livrées quelques jours plus tard, impliquant l'enregistrement d'une créance équivalente aux actions payées non livrées. En 2009 le programme de rachat ayant expiré, il n'y a plus de créances de ce genre.

Les montants comptabilisés au «compte d'associés» correspondent au reliquat de dividendes non réclamés de dividendes de l'exercice, pour un montant de 28 KDH à la fin de l'exercice 2008 et 53 KDH à fin 2009.

Le poste « comptes de régularisation passif » enregistre les intérêts courus et non échus sur les billets de trésorerie. Les montants augmentent d'un exercice à l'autre, à l'instar de l'utilisation croissante de ce mode de financement.

Les « autres provisions pour risques et charges » sont les provisions sur primes du personnel pour le second semestre, et les provisions pour congés payés.

Les « écarts de conversion passif » correspondent au différentiel des factures fournisseurs, en cas de variation du cours de change entre le cours au moment de la réception de la facture et la date de clôture des comptes.

Le poste Etat est principalement constitué par la « TVA facturée », dont les montants varient en fonction de la croissance de l'activité et la saisonnalité des ventes.

Etat

KDh	2006	2007	Var%	2008	Var%	2009	Var%
Taxes urbaines, d'édilité	1	2	100,0%	1	-50,0%	9	800%
Patente	620	825	33,1%	1 372	66,3%	1 172	-14,6%
IR	138	158	14,5%	175	10,8%	153	-12,6%
Impôt sur les résultats	2 172	2 918	34,3%	-347	-111,9%	-255	-26,5%
TVA facturée	19 392	29 763	53,5%	34 983	17,5%	37 805	8,1%
TVA due	642	760	18,4%	418	-45,0%	369	-11,7%
Etat, retenue à la source	321	380	18,4%	209	-45,0%	184	-11,5%
Total Etat créditeur	23 287	34 806	49%	36 811	6%	39 438	7,1%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A

Le poste « Impôts sur les résultats » est négatif en 2008 car les acomptes payés étaient supérieurs à l'IS effectif.

● Trésorerie passif

La ventilation et l'évolution du poste trésorerie passif sur la période 2006-2009, se présente comme suit :

KDh	2006	2007	Var%	2008	Var%	2009	Var%
Crédit de trésorerie	22 359	60 000	168,3%	68 284	13,8%	108 801	59,3%
Facilité de caisse	3 056	2 463	-19,4%	51 388	1986,4%	16 422	68,0%
Total Trésorerie passif	25 415	62 463	145,8%	119 672	91,6%	125 223	4,6%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A

Le poste crédit de trésorerie constate les montants des refinancements, auprès des fournisseurs étrangers, courus et non encore échus à la date de clôture, auprès de ATTIJARIWAFABANK, de la BMCI et de la BMCE BANK.

En 2006, la trésorerie passif s'élève à M MAD 25,4. L'entreprise a principalement recours au crédit de trésorerie pour financer ses besoins court terme. Au 31 décembre 2006, le crédit de trésorerie représente près de 88% de la trésorerie passif. Durant la même année, DISTRISOFT MAROC S.A. a levé un montant total de billets de trésorerie de M MAD 78,0.

Au 31 décembre 2007, le montant de la trésorerie passif atteint M MAD 62,4 et est principalement constitué de crédit de trésorerie (M MAD 60,0 au 31 décembre 2007 dont M MAD 40 de placement de Billets de Trésorerie pour servir les besoins du premier semestre 2008.

Enfin, au 31 décembre 2008, le montant de la trésorerie passif atteint M MAD 119,7 et est constitué à 57,1% de crédit de trésorerie pour un montant de M MAD 68,3 dont M MAD 60 de placement de Billets de Trésorerie. La trésorerie Passif représente 37,3% du total passif en 2008.

Le montant de la facilité au 31 décembre 2008 atteint M MAD 51 compte tenu de l'augmentation du plafond du programme de Billets de Trésorerie de la Société afin de faire face à l'évolution d'activité.

En 2009 la trésorerie passive est légèrement augmentée de 4,6%, à 125 MDH. Au 31 décembre 2009 le montant de l'encours des Billets de Trésorerie est de 60 MDH.

Il convient de noter que le plafond des lignes à court terme, dont bénéficie DISTRISOFT MAROC S.A., et qui sont contractées auprès de ATTIJARIWAFABANK, BMCI, BMCE BANK et la SOCIETE GENERALE se présentent comme suit :

Découvert : M MAD 62,5 ;

Refinancements en devises : M MAD 36

Et, SBLC²⁸ : M MAD 10.

● Analyse du hors bilan

K MAD	2006	2007	2008	2009
Engagements donnés				
Avals et cautions				
Engagements en termes de pensions de retraite et obligations similaires				
Autres engagements donnés	33 275	57 821	41 447	61 991
<i>Couverture à terme en devises</i>	20 959	45 265	30 846	51 766
<i>Lettre de crédit SBLC</i>	12 316	12 556	10 601	10 225
Total	33 275	57 821	41 447	61 991
Engagements reçus				
Avals et cautions	45 428	66 158	103 956	109 808
Autres engagements reçus				
Total	45 428	66 158	103 956	109 808

Source : Distrisoft Maroc SA

Les engagements donnés hors bilan par Distrisoft sont constitués par :

- Les engagements de couverture à terme en devises : en effet, pour limiter son risque de change sur ses achats de marchandises, la société achète à terme des devises. Cet engagement d'achat est comptabilisé en engagement hors bilan, jusqu'au moment de sa réalisation. Le montant de ces engagements évolue en fonction du volume des achats et des cours de change.
- La Lettre de Crédit SBLC (« Stand By Letter of Credit ») : cette lettre de crédit émise au profit de certains fournisseurs leur garantit le règlement de leurs marchandises. Elle agit comme une assurance, qui n'est jamais exercée mais sert à sécuriser le partenaire étranger. Le montant des SBLC est négocié avec les fournisseurs qui demandent ce type de garantie en fonction du niveau de l'encours et des modalités de règlement. Il baisse tendanciuellement sur la période 2006-2009 sous l'effet de la renégociation des conditions.

Les engagements hors bilan reçus de Distrisoft sont constitués par les engagements reçus de la part des clients. En effet, Distrisoft demande à des clients qui présentent un risque particulier de donner des cautions personnelles ou des avals pour garantir leur encours. Le volume des engagements reçus de la part des clients augmente progressivement en raison d'un effet d'accumulation avec les clients réguliers et de l'augmentation du nombre de clients.

2. Analyse des soldes intermédiaires de gestion de Distrisoft

Le tableau suivant reprend les données du compte de produits et charges pour les exercices clos au 31 décembre 2006, 2007, 2008 et 2009.

²⁸ La Stand By Letter of credit ou lettre de crédit *stand-by* est un engagement irrévocable d'une banque de payer son bénéficiaire (exportateur) en cas de défaillance du donneur d'ordre (importateur).

K MAD	2006	2007	% Var 07/06	2008	% Var 08/07	2009	% Var 09/08
Chiffre d'affaires	362 002	451 839	25%	502 785	11%	529 297	5.3%
Ventes de marchandises en l'état	360 494	450 964	25,1%	501 870	11,3%	528 231	5.3%
Achats revendus de marchandises	319 300	394 307	23,5%	443 901	12,6%	474 142	6.8%
Marge brute sur ventes en l'état	41 194	56 657	37,5%	57 969	2,31%	54 089	-6.7%
Production de l'exercice	1 508	874	-42%	914	4,6%	1065	16.4%
Ventes de biens et services produits	1 508	874	-42%	914	4,6%	1065	16.4%
Consommation de l'exercice	5 997	5 832	-2,7%	7 707	32,1%	7 152	-7.2%
Achats consommés de matières et fournitures	1 410	601	-57,4%	1 196	99%	811	-32.2%
Autres charges externes	4 587	5 231	14%	6 510	24,5%	6 341	2.6%
Valeur ajoutée	36 705	51 699	40,8%	51 177	-1,01%	48 003	-6.2%
Impôts et taxes	456	435	-4,6%	736	69,2%	802	9.0%
Charges de personnel	9 868	10 880	10,3%	14 149	30%	14 135	0.1%
Excédent Brut d'Exploitation EBE	26 380	40 384	53,1%	36 291	-10,14%	33 065	-8.9%
Reprises d'exploitation : transfert de charges	3 212	2 000	-37,7%	5 897	194,9%	4 221	-28.4%
Dotations d'exploitation	2 668	6 388	139,4 %	5 971	-6,2%	9 933	66.3%
Résultat d'exploitation	26 923	35 996	33,7%	36 217	0,61%	27 353	-24.5%
Résultat financier	-1 046	-1 506	44%	-1 925	27,8%	6 075	-415%
Résultat courant	25 878	34 490	33,3%	34 292	-0,6%	33 427	-2.7%
Résultat non courant	-1825	-1 398	-23,4%	-481	-65,6%	5	-101%
Impôts sur les sociétés	8 024	8 937	11,4%	8 592	-3,9%	8 336	-3.0%
Résultat net de l'exercice	16 028	24 155	50,7%	25 220	4,4%	25 097	-0.5%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

● Chiffre d'affaires

K MAD	2006	2007	% Var	2008	% Var	2009	% Var
Ventes de marchandises en l'état	360 494	450 964	25,1%	501 870	11,3%	528 231	5.3%
Ventes de biens et services produits	1 508	875	-42,0%	915	4,6%	1 065	16.4%
Chiffre d'affaires	362 002	451 839	25%	502 785	11%	529 297	5.3%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

Exerçant une activité de négoce, la quasi-totalité du chiffre d'affaires généré par DISTRISOFT MAROC S.A. émane des ventes de marchandises en l'état. En effet, les ventes de services correspondent principalement aux services marketing facturés aux constructeurs, dans le cadre d'opérations promotionnelles organisées pour eux.

En 2007 la société réalise un chiffre d'affaires de 451,8 MDH, en hausse de 24,8% par rapport à 2006, compte tenu de l'intégration de la nouvelle carte FUJITSU Siemens et de la signature du contrat de distribution des produits nippons BROTHER.

En 2008, la société a réalisé un chiffre d'affaires de 502,8 MDH, en hausse de 11,3%, notamment grâce à la progression des ventes HP.

En 2009, malgré une conjoncture difficile, le CA de DISTRISOFT est augmenté de 5.3%, atteignant 529 MDH.

● *Marge brute sur ventes en l'état*

K MAD	2006	2007	% Var	2008	% Var	2009	% Var
Chiffre d'affaires (CA)	362 002	451 839	25%	502 785	11%	528 231	5.3%
Achats revendus de marchandises	319 300	394 308	23,5%	443 901	12,6%	474 142	6.8%
Marge brute sur ventes en l'état (MB)	41 194	56 657	37,5%	57 969	2,3%	54 089	-6.7%
Taux de marge brute sur ventes en l'état (MB/CA)	11,4%	12,6%	+1,1	11,55%	-1	10,24%	-1.31

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

En 2006, profitant d'un *mix-produit* favorisant les cartes à fortes marges, la marge brute sur ventes en l'état atteint 41,2 MDH et représente 11.4% du CA.

Au terme de l'exercice 2007, les achats revendus de marchandises progressent selon un rythme légèrement inférieur à celui du chiffre d'affaires entre 2006 et 2007 (+23,5% pour les achats vs. +24,8% pour le chiffre d'affaires). Par conséquent, le taux de marge brute (Marge brute/Chiffre d'affaires) s'améliore de 1,2 point, pour s'établir à 12,6%.

En 2008 le taux de marge brute baisse d'un point pour revenir à un niveau comparable à celui de 2006, à 11,55%.

En 2009, dans une conjoncture difficile le taux de marge est réduit de 131 points, et baisse à 10.24% en raison de la forte pression concurrentielle.

● *Production de l'exercice*

K MAD	2006	2007	% Var	2008	% Var	2009	% Var
Production de l'exercice	1 508	875	-42,0%	915	4,6%	1065	16.4%
Ventes de biens et services produits	1 508	875	-42,0%	915	4,6%	1065	16.4%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

La contribution des ventes de biens et services produits au chiffre d'affaires de DISTRISOFT MAROC S.A. sur la période 2006-2009, reste très limitée. La production est constituée uniquement de ventes ponctuelles de services aux constructeurs, notamment dans le cas d'opérations marketing spéciales organisées avec les constructeurs ou pour leur compte, et réalisées par Distrisoft.

A l'exception de l'année 2006, pendant laquelle une opération ponctuelle de facturation de services marketing pour le compte de Microsoft avait été réalisée, le montant des opérations concernées est assez stable, autour de 1000 KDH par an.

● *Consommation de l'exercice*

La consommation de l'exercice se détaille comme suit :

K MAD	2006	2007	% Var	2008	% Var	2009	% Var
Achats consommés de matières et fournitures	1 410	601	-57,4%	1 196	99,0%	811	-32.2%
Achats non stockés de matières et fournitures	396	447	12,9%	663	48,3%	580	-12.6%
Achats de travaux et études	1 014	154	-84,8%	533	246,1%	231	-56%
Autres charges externes	4 587	5 231	14,0%	6 510	24,5%	6 341	-2,6%
Locations et charges locatives	816	1 002	22,8%	1 617	61,4%	1 683	4,1%
Redevances de crédit bail	186	230	23,7%	376	63,5%	335	-10,9%
Entretien et réparations	241	199	-17,4%	295	48,2%	310	5,2%
Primes d'assurances	637	565	-11,3%	579	2,5%	639	10.4%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires et du personnel extérieur à l'entreprise	280	250	-10,7%	282	12,8%	292	3.4%
Déplacements, missions et réceptions	533	664	24,6%	581	-12,5%	647	11.4%
Transport et Reste du poste autres charges externes	1 894	2 322	22,6%	2 780	19,7%	2 435	-12.4%
Consommation de l'exercice	5 998	5 831	-2,8%	7 706	32,2%	7 152	-7.2%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

Sur la période 2006-2009, la consommation de DISTRISOFT MAROC S.A. est principalement constituée des « autres charges externes », lesquelles représentent en 2009 89% de la consommation totale.

Pendant l'année 2006, les charges externes sont principalement impactées par les frais liés à l'introduction en bourse, notamment en termes de charges de communication externe.

En 2007, la hausse des charges locatives est liée à la location durant deux mois du nouveau siège social et de l'ancien siège (correspondant à la période d'aménagement du nouveau siège social). Par ailleurs, la baisse des primes d'assurances entre les deux exercices s'explique par les efforts entrepris par la Société pour diminuer ses primes. Malgré la hausse de l'activité, DISTRISOFT MAROC S.A. a réussi à réduire le niveau de consommation de l'exercice 2007 de près de 2,8%. Les consommations de l'exercice s'établissent ainsi à M MAD 5,8 (vs. M MAD 6,0 en 2006) et sont principalement constituées du reste du poste autres charges externes (Publicité, RP, etc.).

En 2008, la consommation de l'exercice augmente de 32.2%, sous l'effet de la croissance de l'activité qui induit des opérations de communication et de marketing, et en raison des deux déménagements (siège social et plateforme logistique). Ainsi, les achats consommés de matières et fournitures augmentent de 99% et s'établissent à K MAD 1 196. Cela est dû principalement à la comptabilisation d'opérations marketing pour les constructeurs, et à l'augmentation des consommations d'électricité suite au déménagement dans le nouveau siège et la plateforme logistique. Par ailleurs les charges locatives sont majorées par la location de la plateforme logistique, tandis que les charges de crédit-bail et de maintenance sont également majorées par les besoins nouveaux liés à ladite plateforme logistique.

En 2009 un effort général de réduction des consommations est enregistré, se traduisant par une baisse de 7.2% des consommations de l'exercice. Cette baisse résulte principalement d'une baisse significative du poste « achats consommés de matières et fournitures », qui passe de 1.2 MDH à 0.8 MDH (-32%), après une année 2008 marquée par de gros achats de fournitures de bureau compte tenu du changement d'adresse et d'identité visuelle. On enregistre également une réduction du poste « transport et autres charges externes », de -12%.

● Valeur ajoutée

K MAD	2006	2007	% Var	2008	% Var	2009	% Var
Chiffre d'affaires	362 002	451 839	24,8%	502 785	11,3%	529 297	5.27%
Marge brute sur ventes en l'état	41 194	56 657	37,5%	57 969	2,3%	54 089	-6.7%
Production de l'exercice	1 508	875	-42,0%	915	4,6%	1065	16.4%
Consommation de l'exercice	5 997	5 832	-2,8%	7 707	32,1%	7 152	-7.2%
Valeur ajoutée	36 705	51 699	40,9%	51 177	-1,0%	48 003	-6.2%
Taux de valeur ajoutée (VA/CA)	10,14%	11,44%	+1.3	10,18%	-1.36	9,07%	-1.11

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

Sur la période 2006-2009, la valeur ajoutée de DISTRISOFT MAROC S.A. marque une évolution importante en 2007, puis s'effrite légèrement les deux années suivantes. En effet, lors de l'exercice 2007, la valeur ajoutée de DISTRISOFT MAROC S.A s'est appréciée de 40,85% (vs. une progression de 24,82% pour le chiffre d'affaires) pour atteindre M MAD 51,7 à la fin de l'année. La progression plus rapide de la valeur ajoutée par rapport à celle de l'activité, fait gagner 1.3 points au taux de valeur ajoutée (VA/CA). Ce dernier atteint le taux de 11,44 % à la fin de l'année 2007.

En 2008, l'augmentation du chiffre d'affaires de la Société (+11,28%) n'a pas été accompagnée par une augmentation de la valeur ajoutée (-1,01%). De ce fait, le taux de valeur ajoutée revient à des niveaux comparables à ceux de 2006 à 10,18%, perdant 1.38 points. En 2009, la valeur ajoutée baisse de 6.2% en valeur absolue, ce qui se traduit par une baisse du taux de valeur ajoutée à 9.07% du CA, perdant 111 points.

● Excédent brut d'exploitation

K MAD	2006	2007	% Var	2008	% Var	2009	% Var
Valeur ajoutée	36 705	51 699	40,9%	51 177	-1,0%	48 003	-6.2%
Impôts et taxes	456	436	-4,5%	736	69,1%	802	8.9%
Charges de personnel	9 868	10 880	10,3%	14 150	30,1%	14 135	-0.1%
Excédent Brut d'Exploitation EBE	26 380	40 384	53,1%	36 291	-10,1%	33 065	-8.9%
Marge brute d'exploitation (EBE/CA)	7,29%	8,94%	-	7,22%	-	6,25%	-0.97
Ratio de productivité (VA/Charges de personnel)	3,72	4,75	+1.03	3,62	-1.13	3,40	- 0,22

Source : DISTRISOFT MAROC S.A

Entre 2006 et 2009, l'Excédent Brut d'Exploitation -EBE- de DISTRISOFT MAROC S.A. inscrit une hausse annuelle moyenne de 10.4% pour atteindre 33 MDH en 2009.

A fin 2006, DISTRISOFT MAROC S.A. dégage un EBE de près de 26,4 MDH, en progression de 30,85%. Son évolution émane principalement de la hausse de 25,8% de la valeur ajoutée à 36,7 MDH, diminuée toutefois du poids des charges de personnel qui progressent de 14,5% à 9,9 MDH. Rappelons qu'en 2006 la société a étoffé son effectif via le recrutement de 8 personnes pour faire face à l'évolution de son activité, portant ainsi le ratio de productivité à 3,72. De ce fait, la marge brute d'exploitation ressort en quasi stagnation à 7,29%.

L'Excédent Brut d'Exploitation de DISTRISOFT MAROC S.A. atteint à la fin de l'exercice 2007 près de 40,4 MDH, soit une progression de 53,09% par rapport à l'exercice précédent, grâce à la progression de l'activité et à la maîtrise des charges d'exploitation. Les charges de personnel progressent de 1 MDH (soit 10,26% de croissance) entre 2006 et 2007. Au final, la marge brute d'exploitation augmente de plus de 1,65 points soit près de 8,94% tandis que le ratio de productivité (valeur ajoutée/charges du personnel) s'améliore de 1.03 points, à 4.75.

En 2008, DISTRISOFT MAROC S.A enregistre un Excédent Brut d'Exploitation en baisse de 10,13% à 36,3 MDH, malgré une valeur ajoutée stable entre 2007 et 2008. Cette progression s'explique par l'augmentation de 30,05% des charges de personnel, suite à la mise en place d'un département de transit

au niveau de la logistique, de la mise en place d'un département de Télévente, et à la mise en place de deux nouvelles directions.

La marge brute d'exploitation atteint ainsi 7,22% à la fin 2008, soit un recul de 1,72 points par rapport à l'exercice précédent (8,94%). Le ratio de productivité baisse également de 113 points, à 3.62.

En 2009 l'EBE baisse de 8.9%, parallèlement à une valeur ajoutée en recul de 6%. Ceci s'explique par la stabilité des charges du personnel (-0.1%) et la faible variation des impôts et taxes (8.9%). Il est résulte un effritement de la marge brute d'exploitation à 6.25% (contre 7.22% en 2008) et du ratio de productivité (3.40 contre 3.62, soit moins 22 points).

● *Résultat d'exploitation*

K MAD	2006	2007	% Var	2008	% Var	2009	% Var
Excédent Brut d'Exploitation EBE	26 380	40 384	53,1%	36 291	-10,1%	33 065	-8.9%
Reprises d'exploitation : transfert de charges	3 212	2 001	-37,7%	5 897	195 %	4 221	-28.4%
Dotations d'exploitation	2 668	6 388	139,4%	5 971	-6,5%	9 933	66.3%
Résultat d'exploitation	26 924	35 997	33,7%	36 217	0,6%	27 353	-24.5%
Marge opérationnelle (Résultat d'exploitation/CA)	7,44%	7,97%	0,5%	7,20%	-0,8%	5,17%	-2.04

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

Le résultat d'exploitation de DISTRISOFT MAROC S.A. enregistre une évolution comparable à celle de l'EBE sur la période 2006-2009 : forte croissance entre 2006 et 2007, puis stagnation et réduction ensuite. Outre l'évolution de l'EBE, le résultat d'exploitation est très impacté par les variations en termes de provisionnement. En matière de provisionnement, la société procède comme suit :

- Pour les primes du deuxième semestre et les congés payés, par application du principe de spécialisation des exercices, DISTRISOFT MAROC S.A. provisionne leurs montants au cours de l'exercice et annule l'écriture par la passation d'une reprise pour le même montant l'exercice suivant ;
- Pour les clients douteux, la société provisionne la totalité de la créance dès lors qu'elle est déclarée en contentieux et ce à hauteur du montant non couvert par l'assurance EULER HERMES ACMAR ;
- Enfin, la société provisionne les stocks en fonction d'une comparaison entre le coût d'entrée (CMUP) et la valeur économique de la marchandise. L'exercice suivant, DISTRISOFT MAROC S.A. annule la provision comptabilisée par la constatation d'une reprise du même montant et provisionne à nouveau son stock en fonction de sa valeur économique.

Au terme de l'exercice 2006, le résultat d'exploitation de DISTRISOFT MAROC S.A. s'apprécie de 52,8%, atteignant près de M MAD 27. Cette évolution provient exclusivement de la hausse de 30,9% de l'excédent brut d'exploitation, des reprises d'exploitation (13,7%) et la baisse des dotations aux amortissements (50,3%). Rapporté au chiffre d'affaires, le résultat d'exploitation fait ressortir une marge opérationnelle de 7,44%, en amélioration de 1 point comparativement à 2005.

Le résultat d'exploitation de DISTRISOFT MAROC S.A atteint au 31 décembre 2007 près de M MAD 36 enregistrant ainsi une progression de plus de 33,7% par rapport à l'année 2006. Cette évolution s'explique notamment par la hausse de l'excédent brut d'exploitation de 53,1%: Il est cependant à noter que la rentabilité d'exploitation de DISTRISOFT MAROC a été négativement impactée par la hausse des dotations d'exploitation (+139% entre 2006 et 2007 soit + M MAD 3,7) compte tenu d'une provision importante sur le risque clients et sur les stocks compte tenu de la progression de l'activité et la rotation des articles commercialisés par DISTRISOFT MAROC S.A.

En 2008, le résultat d'exploitation de la Société est quasiment stable par rapport à 2007 à M MAD 36,2 du fait de l'augmentation des reprises d'exploitation compensée par la baisse de l'Excédent Brut d'Exploitation. En effet, les dotations effectuées en 2007 pour risque client et pour stock avaient été

assez conservatrices : le règlement des factures concernées par les clients a permis une reprise de 5.9 MDH. De ce fait, la marge d'exploitation atteint 7,20%.

En 2009, l'EBE baisse de 8.9%, et les dotations et reprises traduisent une dégradation du risque en raison d'une conjoncture plus difficile. En effet les reprises sont réduites de 28%, tandis que les dotations d'exploitation sont majorées de 66%. Il en résulte une dégradation de 24.5% du résultat d'exploitation, qui baisse à 27.3 MDH (au lieu de 36.2 MDH en 2008). La marge d'exploitation est ramenée à 5.17% (au lieu de 7.2%).

● Résultat financier

K MAD	2006	2007	% Var	2008	% Var	2009	% Var
Produits financiers	1 812	1 214	-33,0%	3 282	170,4%	12 478	+280%
Gains de change	1 136	839	-26,1%	2 928	248,9%	2 015	-31,2%
Intérêts et autres produits financiers	435	278	-36,2%	273	-1,8%	8 518	+3022%
Reprises financières	241	97	-59,8%	82	-15,8%	1 944	+2285%
Charges financières	2 859	2 721	-4,8%	5 207	91,4%	6 403	23%
Charges d'intérêts	1 889	2 017	6,8%	3 313	64,3%	4 020	21,3%
Pertes de change	873	623	-28,7%	1 675	169,0%	1 903	13,6%
Autres charges financières	0	0		0		263	NS
Dotations financières	97	82	-15,8%	219	168,5%	217	-0,8%
Résultat financier	-1 046	-1 506	44,0%	-1 925	27,7%	6 075	NS

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

L'accroissement des charges d'intérêts de 6,78% et des pertes de changes (28,75%) entre 2006 et 2007 liées au financement du besoin en fonds de roulement par des crédits à court terme ont contribué à la baisse du résultat financier qui s'est déprécié de M MAD 0,5.

En 2007, les produits financiers de DISTRISOFT MAROC S.A. ont régressé de 33% et s'établissent à M MAD 1,2 à la fin de l'exercice. Cette évolution s'explique par l'effet conjugué de (i) la diminution des gains de change (-M MAD 0,3) et (ii) des intérêts et autres produits financiers (- M MAD 0,3, essentiellement due à la non facturation de certains intérêts liés aux retards de paiement des clients).

En 2008, le résultat financier s'établit à M MAD -1,9. L'augmentation des produits financiers (passant de 1214 KDH à 3282 KDH, soit + 170%) provient principalement des gains de change due à la tendance favorable des cours du dollar. Par ailleurs, les dotations financières concernent les écarts de conversion des fournisseurs étrangers au 31/12/2008.

Les charges d'intérêts évoluent de plus de 64% entre 2007 et 2008 pour atteindre près de M MAD 3,3 à la fin de l'exercice 2008. Cette évolution s'explique par la hausse des besoins de financement liés notamment au programme de rachat d'actions DISTRISOFT qui a mobilisé près de 12 M MAD. Ces charges d'intérêt sont constituées pour partie des intérêts payés sur le programme d'émission de billets de trésorerie : en 2006 et 2007 les intérêts sur le programme de BT correspondent à la moitié des charges d'intérêt globales. Avec l'augmentation du plafond et le renforcement du recours à ce mode de financement ce ratio augmente à 61% en 2008 et 67% en 2009.

En 2009, la société a eu régulièrement recours au « cash discount » : il s'agit d'une remise flat de 2 à 3% sur le montant des factures, accordée par le fournisseur en cas de règlement anticipé des achats. Ces remises sont comptabilisées comme un produit financier. DISTRISOFT avait déjà eu recours ponctuellement depuis 2006 à ce mécanisme proposé par les constructeurs, mais en 2009, l'utilisation a été régulière. En effet, compte tenu de leur situation financière plus difficile les constructeurs ont sensiblement amélioré les conditions proposées pour convaincre leurs clients d'accélérer les règlements. C'est ainsi que les opérations de « cash discount » contribuent à majorer de 8.2 MDH les produits financiers, tandis que le financement du règlement anticipé alourdit les charges d'intérêt (+30%). Il en résulte un résultat financier positif de près de 6 MDH.

● Résultat non courant

en KDH	2006	2007	% Var	2008	% Var	2009	% Var
PRODUITS NON COURANTS	667	106	84,1%	1 604	1411%	70	-95%
Produits des cessions d'immobilisations	1	0	NS	27	NS	54	-105%
Autres produits non courants	266	106	60,2%	78	-26,8%	16	-79%
Reprises non courantes; transferts de charges	400	0	-100%	1 500	NS	0	-100%
CHARGES NON COURANTES	2 492	1 505	39,6%	2 085	38,6%	65	-97%
Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées	0	0	NS	355	NS	1	-99%
Autres charges non courantes	2 492	5	99,8%	5	-2,11%	64	1228%
Dotations non courantes aux amortissements et provision	0	1 500	NS	1 725	NS	0	-100%
Résultat non courant	- 1 825	- 1 399	-23%	-480,90	-66%	5.48	-101%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

Le déficit du résultat non courant en 2006, qui atteint 1,8 MDH, est essentiellement dû aux charges exceptionnelles liées aux frais de l'opération d'introduction en bourse (2,5 MDH environ).

En 2007, la principale charge non courante est une dotation aux amortissements et provisions (il s'agit d'une provision pour investissement) pour un montant de 1,5 MDH.

En 2008, la provision d'investissement, à hauteur de 1500 KDH, est reprise (elle sera logée dans les réserves). Cette reprise constitue l'essentiel des produits non courants, tandis que les charges sont principalement dues au programme de rachat de DISTRISOFT MAROC S.A.

La dotation non courante d'un montant de 1 725 KDH correspond à la provision relative aux titres achetés dans le cadre du programme de rachat de Distrisoft Maroc S.A de ses propres actions à un prix supérieur au cours à la clôture des comptes.

En 2009 les produits non courants sont constitués de cession d'immobilisations (pour 54 KDH) et les charges sont des pertes sur créances irrécouvrables (64 KDH)

● Résultat net

K MAD	2006	2007	% Var	2008	% Var	2009	% Var
Résultat courant	25 878	34 490	33,3%	34 292	-0,6%	33 427	-2.52%
Résultat non courant	-1 825	-1 399	-23,3%	-481	-65,6%	5	NS
Impôts sur les sociétés	8 024	8 936	11,4%	8 592	-3,9%	8 336	-3%
Résultat net de l'exercice	16 028	24 155	50,7%	25 220	4,4%	25 097	-0.5%
Marge nette (Résultat net/CA)	4,43%	5,35%	+0.92	5,02%	-0.32	4.74%	-0.28

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

Le résultat net atteint à fin 2007 plus de 24,15 MDH soit une croissance de 50,7% par rapport à 2006 (16,0 MDH à fin 2006) grâce la progression du chiffre d'affaires et à la maîtrise des charges d'exploitation. La marge nette s'améliore de 0.92 points, et atteint 5.35%.

En 2008 le résultat net s'établit à 25.2 MDH, en hausse de 4.4% par rapport à 2007. La marge nette s'établit par conséquent à 5,02% en 2008 et baisse légèrement par rapport à l'exercice précédent (5,02% au lieu de 5.35% à fin 2007, soit -0.32 points).

En 2009, la baisse du résultat d'exploitation est quasiment compensée par le résultat financier positif, aussi le résultat courant ne baisse que de 2.5%, et le résultat net est pratiquement identique à celui de

l'année précédente, à 25 MDH (-0.5%). En revanche la marge nette recule légèrement, s'établissant à 4.74% du CA (-28 points).

● Autofinancement

K MAD	2006	2007	Var%	2008	Var%	2009	Var%
1- Capacité d'autofinancement	16 177	26 231	62,2%	25 139	-4,2%	26 262	4,5%
2- Distribution de bénéfices (dividendes)	5 500	9 007	63,8%	14 745	63,7%	14 335	-2,8%
Autofinancement (1-2)	10 677	17 224	61,3%	10 395	-39,7%	11 927	14,7%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A

Au terme de l'exercice 2006, la capacité d'autofinancement atteint 16.2 MDH. Compte tenu d'une distribution de dividendes contenue à 5,5 MDH, l'autofinancement de DISTRISOFT MAROC S.A. s'élève à 10,7 MDH.

Le niveau de résultat net dégagé en 2007 permet à la capacité d'autofinancement de DISTRISOFT MAROC S.A de progresser de plus de 62,15% entre 2006 et 2007 pour atteindre M MAD 26,2 à la fin de l'année. Suite à une distribution de dividende de M MAD 9, l'autofinancement de l'entreprise atteint M MAD 17,2, soit une croissance de plus de 167% depuis 2005.

En 2008, la capacité d'autofinancement reste globalement stable à M MAD 25,1 contre M MAD 26,2 un an auparavant. La distribution de dividendes pour un montant de M MAD 14,7 entraine une baisse de 39,65% de l'autofinancement de DISTRISOFT MAROC S.A. à M MAD 10,4.

En 2009 l'autofinancement augmente de 14.7%, grâce à une légère augmentation de la capacité d'autofinancement (+4.5%) couplée à un maintien des dividendes légèrement en dessous du niveau de l'année précédente (-2.8%).

3. Analyse du tableau de financement de Distrisoft

K MAD	2006		2007		2008		2009	
	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources
<i>I- Ressources stables</i>								
Autofinancement		10 677		17 224		10 395		11 927
Cessions et réductions d'immobilisations		1				98		54
Augmentation des capitaux propres et assimilés		19 999						
Augmentation des dettes financières								
Total des ressources stables (1)	0	30 677	0	17 224	0	10 493	0	11 981
<i>II- Emplois stables</i>								
Acquisition des immobilisations	398		2 254		4 919		491	
Remboursement des capitaux propres								
Remboursement des dettes financières								
Emplois en non valeurs					105		26	
Total emplois stables (2)	398	0	2 254	0	5 024	0	517	0

Variation du besoin de financement global (3)	15 984		45 602		67 083		3 205	
--	---------------	--	---------------	--	---------------	--	--------------	--

Variation de la trésorerie (4) = (1) - (2) + ou - (3)	+14 295	-30 632	-61 614	+8 258
Trésorerie Finale = Trésorerie (n-1) + (4)	-16 607	-47 239	-108 853	-100 595

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

Au terme de l'exercice 2006, capitalisant sur une appréciation de 65,66% de l'autofinancement, les ressources stables de la société s'élèvent à M MAD 30,7 grâce à l'augmentation des capitaux propres de M MAD 20,0 (opération d'augmentation de capital lors de l'introduction en bourse). Après financement d'immobilisations pour M MAD 0,4, et tenant compte d'une variation du besoin en fonds de roulement de M MAD 16, la variation de la trésorerie de DISTRISOFT MAROC S.A. s'établit à M MAD 14,3, fixant la trésorerie de la société à M MAD -16,6.

En 2007, les ressources stables de l'exercice atteignent 17,2 MDH. Elles sont utilisées à hauteur de 1.7 MDH pour des immobilisations corporelles : matériel de transport (0.6 MDH) et 1.1 MDH pour les premiers travaux d'aménagement du nouveau siège social. Par ailleurs, la société doit immobiliser 0.5 MDH de caution financière pour la location du nouveau siège social et de la plateforme logistique. Le total des immobilisations acquises atteint alors 2.25 MDH. En parallèle, l'augmentation de l'activité entraîne une hausse du BFR de 45,6 MDH. En conséquence, la trésorerie nette de DISTRISOFT MAROC S.A atteint au 31 décembre 2007 M MAD -47,24, en dépréciation de M MAD 30,6 par rapport à l'exercice précédent (M MAD - 16,6).

Du fait d'une distribution de dividendes plus importante en 2008, le total des ressources stables baissent par rapport à 2007 à M MAD 10,5. Du côté des emplois, la société continue d'investir dans

l'aménagement de son nouveau siège social (4 MDH d'aménagements et de mobilier de bureau), dans le développement de son ERP intégré (0.6 MDH d'immobilisations incorporelles), dans du matériel de transport (0.3 MDH), soit un total de 5 MDH d'emplois stables en 2008. Avec une variation de BFR de M MAD 67,1, la variation de trésorerie de la Société s'établit à M MAD 108,9.

En 2009 Distrisoft n'augmente que de 3.2 MDH son besoin en fonds de roulement, et n'a que peu d'immobilisations à financer (0.49 MDH). L'autofinancement est constitué par un résultat net en augmentation, et une distribution de dividendes maintenue quasiment au niveau de l'année précédente. En conséquence, la trésorerie négative s'améliore de plus de 8.2 MDH, passant de -108.8 MDH à -100.6 MDH.

4. Analyse des principaux ratios financiers de Distrisoft

4.1. Analyse de l'équilibre financier

K MAD	2006	2007	% Var	2008	% Var	2009	% Var
Capitaux propres et Assimilés	77 038	93 686	21,61%	102 661	9,58%	113 422	10,48%
Dettes à moyen et long terme	0	0	N/A	0	N/A	0	N/A
Financement à long terme (capitaux permanents)	77 038	93 686	21,61%	102 661	9,58%	113 422	10,48%
Actif immobilisé (Engagement à LT)	1 856	3 534	90,42%	7 039	99,21%	6 336	-9,98%
Fonds de roulement	75 183	90 152	19,9%	95 622	6,1%	107 086	12,0%
Actif circulant	155 879	252 758	62,15%	303 305	20,00%	298 542	-1,57%
Passif circulant	64 090	115 367	80,01%	98 830	-14,33%	90 862	-8,06%
Besoin en fonds de roulement (Engagement à CT)	91 789	137 391	49,7%	204 475	48,8%	207 680	1,6%
Trésorerie nette (Financement à CT)	-16 606	-47 239	184,5%	-108 853	130,4%	-100 594	-7,6%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A

● Fonds de roulement

Le fonds de roulement en 2007 s'établit à 90,2 MDH et enregistre ainsi une augmentation de 19,9% par rapport à 2006. Cette croissance s'explique par le renforcement de 21,6% des capitaux propres qui s'élèvent à 93,7 MDH, tandis que les immobilisations, malgré leur quasi-doublement en montant, atteignent à peine 3.5 MDH.

La hausse de l'actif immobilisé de 1,7 MDH s'explique principalement par les premiers aménagements des nouveaux sites de DISTRISOFT MAROC S.A. (transfert effectué lors du premier semestre 2008 du siège social et la nouvelle plate forme logistique) et aux cautions sur les contrats de bail.

En 2008, le fonds de roulement s'apprécie de 6,07% à 95,6 MDH. Cette amélioration découle de l'augmentation des capitaux propres de près de 9 MDH, légèrement consommée par la hausse des immobilisations pour la poursuite de l'aménagement du siège et de la plateforme logistique (+3.5 MDH d'actif immobilisé entre 2007 et 2008).

En 2009 les capitaux propres sont renforcés par les résultats bénéficiaires, tandis que l'actif immobilisé baisse de 10% sous l'effet des amortissements : il en résulte une amélioration de 12% du fonds de roulement, qui s'établit à 107 MDH.

	2006	2007	2008	2009
Fonds propres et assimilés / Capitaux permanents	100%	100%	100%	100%
Dettes financières / Capitaux permanents	0%	0%	0%	0%

Source : *DISTRISOFT MAROC S.A.*

Il est à noter que sur la période 2006-2009, les capitaux permanents sont constitués exclusivement de fonds propres, et que Distrisoft n'a pas eu recours à l'endettement LMT.

● *Besoin en fonds de roulement*

Le besoin en fonds de roulement s'établit, en 2007, à M MAD 137,4, soit une progression de 49,68% par rapport à 2006. Cette hausse est essentiellement liée à une augmentation de 97 MDH des postes de l'actif circulant, tandis que ceux du passif circulant ne progressaient que de 51 MDH.

En 2008, le besoin en fonds de roulement augmente de 48,83% à M MAD 204,5 suite à l'accroissement de l'activité de la Société et à la baisse du passif circulant de 14,33%.

En 2009, Distrisoft maîtrise la croissance de son besoin en fonds de roulement (+1.6%) malgré l'augmentation de l'activité (+5.2%). Il atteint 207,7 MDH au lieu de 204.5 MDH en 2008.

● *Trésorerie nette*

Le renforcement du fonds de roulement en 2006 suite à l'opération d'introduction en bourse a permis une amélioration de la trésorerie nette de DISTRISOFT MAROC S.A de près de M MAD 14,3 qui s'établissait ainsi à M MAD -16,6 à la fin de l'exercice 2006.

En 2007, la variation de la trésorerie est de M MAD -30,6, pour une trésorerie finale qui s'établit à M MAD -47,3 suite à une augmentation plus importante du besoin en fonds de roulement par rapport aux fonds de roulement.

En 2008, la trésorerie atteint M MAD -108,9, ce qui correspond à une variation de M MAD -61,6 suite à la progression importante du besoin en fonds de roulement.

En 2009, grâce à la maîtrise de la croissance de son besoin en fonds de roulement et au renforcement de son fonds de roulement, Distrisoft améliore sa trésorerie négative de 7.6%, elle passe ainsi de -108.9 MDH à -100.6 MDH.

4.2. Ratios de liquidité

	2006	2007	Var	2008	Var	2009	Var
Stocks en jours de CA	32	50	+18	47	-3	44	-3
Clients en jours de CA	89	111	+22	118	+7	111	-7
Fournisseurs en jours d'achats	43	69	+26	45	-24	33	-12

Source : *DISTRISOFT MAROC S.A*

En moyenne plus de 90% des achats de DISTRISOFT MAROC S.A. sont réalisés auprès de fournisseurs étrangers. Le calcul des délais fournisseurs prend ainsi comme base de calcul les achats hors taxes.

● *Délai de rotation des stocks*

En 2007, le délai de rotation de stock progresse de 18 jours et atteint désormais 50 jours compte tenu de la forte progression des stocks bruts (+96% entre 2005 et 2006). Les stocks bruts atteignent à la fin de l'exercice 2007, M MAD 63,0 (vs. M MAD 32,2 à fin 2006).

En 2008, ce délai baisse pour revenir à un niveau moins important, avec un stock de 47 jours de chiffre d'affaires. L'effort pour baisser les stocks est maintenu en 2009, avec un ratio qui redescend à 44 jours.

● Délai clients

Le délai clients de la société augmente de 25% entre 2006 et 2007, atteignant 111 jours. En 2008 il s'affiche à 118 jours, en raison de l'importance des ventes de décembre (elles représentent 16% du CA annuel contre 11% l'année précédente). En 2009, la société revient au niveau de 2007, à 111 jours.

● Délai fournisseurs

Le délai fournisseur, qui atteint 70 jours en 2007, redescend à 44 jours en 2008, soit un niveau comparable à celui de 2006. En 2009, en raison des modalités très attractives offertes par les fournisseurs étrangers en cas de règlement anticipé (cash discount), le niveau du délai fournisseurs est réduit de 26%, atteignant 33 jours.

4.3. Analyse de la solvabilité

	2006	2007	2008	2009
Charges financières / Excédent Brut d'exploitation	10,84%	6,74%	14,35%	19,37%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A

L'analyse de la solvabilité de DISTRISOFT MAROC S.A montre une légère dégradation en 2008, avec un ratio charges financières sur Excédent Brut d'Exploitation de 14,34% en 2008, soit une progression de 7,6 points entre 2007 et 2008 (progression des charges financières de 91,43% vs. une progression de 0,61% pour le résultat d'exploitation).

En 2009 le ratio augmente de 35%, atteignant 19,37%, en raison d'une augmentation de 22% des charges d'intérêt non compensée par l'évolution de l'EBE (en baisse de 8.9%)

4.4. Analyse de la rentabilité financière

KMAD	2006	2007	% Var	2008	% Var	2009	% Var
Résultat net	16 028	24 155	50,7%	25 220	4,4%	25 097	-0,5%
Fonds propres	77 038	92 186	19,7%	102 661	11,4%	113 422	10,5%
Return on equity	20,81%	26,20%	+5.39	24,57%	-1.63	22,13%	-2.44

Source : DISTRISOFT MAROC S.A

En 2007, la rentabilité, exprimée en tant que « Return on Equity » ou ratio « résultat net sur fonds propres », progresse de 5,4 points pour se stabiliser à 26,2% compte tenu du renforcement de la capacité bénéficiaire de DISTRISOFT MAROC S.A. En 2008, ce ratio atteint 24,6%, soit une baisse de 1,6 points par rapport à 2007 (26,2%).

En 2009, la rentabilité financière baisse à 22.13%, en raison d'une stabilisation des résultats alors que les fonds propres augmentaient de 10%.

VII . SITUATION FINANCIERE DE MATEL

1. Analyse des comptes consolidés de Matel

Le périmètre de consolidation de Matel PC Market comprend la société mère Matel PC Market et ses filiales selon le tableau suivant :

Filiale	% d'intérêt et de contrôle	Méthode de consolidation	Commentaire
Qualitech	80%	Intégration globale	
Qualiserv	99,70%	Intégration globale	
Arche	96,25%	Intégration globale	
Matel Tunisie	48,84% à travers Qualiserv	Mise en équivalence	
B'Ware	50%		Consolidée uniquement en 2009
Atoll Distribution	100%	Non consolidée	Activité très réduite, non significatif
Arcnet	100%	Non consolidée	Société en veilleuse, liquidée à fin 2009
Compatible	100%	Non consolidée	Société en veilleuse, liquidée à fin 2009

1.1. Analyse du bilan consolidé

La première analyse du bilan consolidé de Matel PC Market montre la prééminence de la maison mère dans le groupe, puisque le poids du bilan de Matel PC Market SA constitue plus de 97% du total bilan de Matel consolidé, entre 2006 et 2009 :

en KDH	2006	2007	2008	2009
Total bilan Matel conso	485 615	561 983	705 518	722 125
Total bilan Matel SA	472 882	549 075	693 160	710 290
Bilan Sté mère/groupe	97,4%	97,7%	98,2%	98,4%

Ensuite, l'analyse du bilan consolidé de Matel PC Market fait apparaître une structure comparable à celle de Distrisoft, reflétant l'activité de distributeur, avec une prépondérance des postes de bas de bilan. Cependant, Matel PC Market a davantage investi dans des immobilisations (notamment corporelles), qui pèsent 14% du bilan. L'essentiel de l'actif est ainsi constitué de créances clients (62% en 2009) et de stocks (17%).

En KDH	2006	en %	2007	en %	2008	en %	2009	en %	TCAM
Actif immobilisé	89 236	18%	75 775	13%	79 196	11%	98 485	14%	3%
Immobilisations incorporelles	22 921	5%	23 048	4%	23 118	3%	23 286	3%	1%
Immobilisations corporelles	62 847	13%	49 876	9%	48 481	7%	65 146	9%	1%
Immobilisations financières	3 467	1%	2 851	1%	7 509	1%	9 942	1%	42%
Titres mis en équivalence		0%		0%	88	0%	112	0%	NS
Actif circulant	396 379	82%	486 208	87%	626 322	89%	623 640	86%	16%
Stocks et en-cours	115 078	24%	133 275	24%	164 496	23%	121 738	17%	2%
Clients et comptes rattachés	237 777	49%	296 309	53%	389 127	55%	447 351	62%	23%
Autres créances et comptes de régularisation	25 618	5%	32 012	6%	44 344	6%	34 400	5%	10%
Titres et valeurs de placement	1 625	0%	1 625	0%	1 625	0%	0	0	NS
Disponibilités	16 281	3%	22 986	4%	26 729	4%	20 151	3%	7%
Total actif	485 615	100%	561 983	100%	705 518	100%	722 125	100%	14%

Capitaux propres de l'ensemble	150 561	31%	214 490	38%	237 475	34%	272 322	38%	22%
Capitaux propres part de groupe	149 417	31%	213 333	38%	236 423	34%	271 235	38%	22%
Capital	100 000	21%	113 513	20%	113 513	16%	113 513	16%	4%
Prime d'émission, de fusion, d'apport	4 726	1%	37 125	7%	37 125	5%	37 125	5%	99%
Réserve consolidée	23 371	5%	34 170	6%	49 580	7%	69 510	10	44%
Résultat net consolidé part du groupe	21 320	4%	28 525	5%	36 343	5%	51 235	7%	34%
Ecart de conversion		0%		0%	- 139	0%	-148	0%	NS
Intérêts minoritaires	1 145	0%	1 157	0%	1 052	0%	1 086	0%	-2%
Provision pour risques et charges		0%	2 031	0%	2 899	0%	47	0%	NS
Dettes	335 054	69%	345 462	61%	465 144	66%	449 756	62%	10%
Emprunts et dettes financières	4 206	1%	2 506	0%	-	0%	13 929	2%	49%
Fournisseurs et comptes rattachés	127 119	26%	124 669	22%	124 600	18%	68 077	9%	-19%
Autres dettes et comptes de régularisation	72 820	15%	76 095	14%	79 155	11%	82 376	11%	4%
Trésorerie passif	130 907	27%	142 192	25%	261 389	37%	285 374	40%	30%
Total passif	485 615	100%	561 983	100%	705 518	100%	722 125	100%	14%

Source : Matel PC Market

Le financement de l'activité est assuré par un niveau de fonds propres supérieur au tiers du bilan, renforcé régulièrement par le report de résultats. Les dettes sont contractées auprès de fournisseurs, dont la contribution en baisse régulière ne représente plus que 9% du total bilan en 2009, mais surtout auprès des banques à travers différents concours court terme, qui pèsent jusqu'à 40% du bilan en 2009, et en complément d'une ligne à LMT de 15 MDH en 2009.

En outre, l'examen du bilan consolidé de Matel PC market fait apparaître les éléments suivants :

● *Analyse de l'actif immobilisé*

Actif KDH	immobilisé en	2006	% total	2007	% total	Var 07- 06	2008	% total	Var 08- 07	2009	% total	Var 09-08
Immobilisations incorporelles		22 922	25,7%	23 048	30,4 %	0,6 %	23 118	29,2 %	0,3%	23 286	23,6 %	0,7%
Immobilisations corporelles		62 847	70,4%	49 876	65,8 %	- 21%	48 481	61,2 %	- 2,8%	65 146	66,1 %	34,4 %
Immobilisations financières		3 467	3,9%	2 851	3,8%	- 18%	7 509	9,5%	163 %	9 942	10,1 %	32%
Titres mis en équivalence		0	0,0%	0	0,0%	NS	88	0,1%	NS	112	0,1%	NS
TOTAL ACTIF IMMOBILISE		89 236	100%	75 775	100%	- 15%	79 196	100%	5%	98 485	100%	24%
en % du total bilan		18,4%		13,5%			11,2%			13,6%		

En 2006, les immobilisations incorporelles sont principalement constituées, pour 22 MDH, du fonds de commerce de PC Market apporté au moment de la fusion entre Matel et PC Market. Les immobilisations corporelles sont pour leur part composées des terrains et constructions utilisés pour les sièges et stocks de Matel PC Market et ses filiales. Les immobilisations financières comprennent, outre les titres de participation dans les filiales et d'éventuels prêts qui leurs seraient accordés, des cautions et dépôts divers.

La baisse de l'actif immobilisé entre 2006 et 2007 reflète la principalement la cession, pour 12.7 MDH d'un ancien local appartenant à PC Market, suite à sa fusion avec Matel en novembre 2006. En 2007 Matel PC market a également finalisé l'acquisition et l'aménagement de la plateforme bureaux et logistique de Témara, mais l'acquisition (pour un montant de 15.2 MDH pour le bâtiment et 3.6 MDH pour le terrain) est neutre au niveau consolidé. En effet, cet actif a été acquis, construit et aménagé en 2006 par la filiale Arche, aussi le transfert de propriété en 2007 n'a pas d'impact sur les comptes consolidés.

En 2008, la principale variation réside dans la constitution des filiales tunisiennes et la joint venture B'Ware : les immobilisations financières sont ainsi majorées de 5 MDH, correspondant aux capitaux investis dans les structures créées en 2008.

En 2009, l'acquisition de terrains nus à Nouasseur pour la construction d'une plateforme de stockage, pour un montant de 15 MDH, représente le principal investissement, augmentant de 34% les immobilisations corporelles. Par ailleurs, les immobilisations financières sont majorées de 32%, atteignant 9.9 MDH (contre 7.5 en 2008), en raison d'avances en compte courant accordées par Matel à B'Ware pour financer le démarrage de son activité.

● Analyse de l'actif circulant

ACTIF (K MAD)	2006	% total	2007	% total	Var 07- 06	2008	% total	Var 08-07	2009	% total	Var 09- 08
Stocks	115 078	30%	133 276	29%	16%	164 496	27,5 %	23,4 %	121 738	20%	26 %
Clients et comptes rattachés	237 777	63%	296 309	64%	25%	389 127	65,1 %	31,3 %	447 351	74%	15 %
Autres comptes de l'actif circulant	25 618	7%	32 013	7%	NS	44 344	7,4%	NS	34 401	6%	NS
TOTAL ACTIF CIRCULANT	378 473	100%	461 597	100%	22%	597 967	100%	30%	603 489	100%	1%
en % du total bilan	77,9%		82,1%			84,8%			83,6%		

en KDH	2006	2007	2008	2009
Stocks groupe	115 078	133 276	164 496	121 738
Stocks Matel social	112 876	130 302	161 814	114 989
Stocks social / Stocks groupe	98,1%	97,8%	98,4%	94,5%

Source : Matel PC Market

Entre 2006 et 2008 l'actif circulant augmente au fur et à mesure du développement de l'activité de Matel PC Market :

- les stocks augmentent de 16% entre 2006 et 2007, et de 23% entre 2007 et 2008, en ligne avec un chiffre d'affaires qui croît respectivement de 24% et 16%. Les stocks de la maison-mère représentent entre 94,5% et 98,4% des stocks de l'ensemble du groupe.
- les créances clients s'alourdissent davantage : si entre 2006 et 2007 elles augmentent au rythme du chiffre d'affaires (+25%), entre 2007 et 2008 elles croissent plus vite (+31%), atteignant 389 MDH, en raison d'une conjoncture plus difficile. L'impact des filiales est peu significatif : le niveau de créances clients de Qualitech (retraité de l'intragroupe) évolue de 11.9 MDH à 9.1 MDH.

En 2009 le montant de l'actif circulant est maintenu quasiment identique à l'année précédente, en raison de deux évolutions en sens contraire :

- un effort significatif de destockage ramène le niveau à 121,7 MDH, soit une baisse de 26%
- En revanche les créances clients continuent de s'alourdir, atteignant 447 MDH (+15%). Cette augmentation est surtout imputable à la maison-mère, les filiales n'ayant que des créances limitées (premières créances B'Ware Maroc à hauteur de 3 MDH).

● Analyse des capitaux permanents

PASSIF (K MAD)	2006	% total	2007	% total	2008	% total	2009	% total
Capitaux propres part du groupe	149 417		213 333		236 423		271 235	
				52,3		47,8		39,7
Capital social	100 000	64,6%	113 514	%	113 514	%	113 514	%
Prime d'émission, réserves et report à nouveau	28 097	18,2%	71 295	32,9	86 705	36,5	106 636	37,3
				%		%		%
Résultat net part du groupe	21 319	13,9%	28 525	13,2	36 343	15,4	51 235	18,0
				%		%		%
Intérêts minoritaires	1 145	0,2%	1 157	0,2%	1 052	0,1%	1 086	0,2%
Ecarts de conversion	0		0	0%	-139	0%	-148	0%
Provisions pour risques et charges	0	0%	2 031	0,4%	2 899	0,4%	47	0%
Dettes de financement à M<	4 207	2,7%	2 506	1,2%	-	0,0%	13 929	4,9%
TOTAL CAPITAUX PERMANENTS	154 768	100%	219 028	100%	240 374	100%	286 297	100%
en % du total bilan	31,9%		38,6%		33,7%		39,6%	

En 2007, les capitaux propres augmentent de 42% grâce principalement à l'intégration de la prime de fusion à hauteur de 33 MDH et à l'augmentation de capital lors de l'introduction en bourse. Par la suite, l'augmentation des fonds propres résulte de l'intégration des résultats.

Pour financer l'acquisition des terrains de Nouasseur, la société mère Matel PC market contracte en 2009 une dette à LMT de 15 MDH remboursable par échéances trimestrielles sur 7 ans, après avoir remboursé par anticipation en 2008 le reliquat de l'emprunt contracté en 2003 pour la construction du siège social pour lever l'hypothèque qui le grevait. Une première échéance est remboursée la même année.

● Analyse du passif circulant

Le financement par les fournisseurs est quasiment stable en valeur absolue entre 2006 et 2008, entre 127 MDH et 124 MDH, et baisse de 50% en 2009 pour atteindre 62 MDH. En valeur relative, la part des fournisseurs passe ainsi de 26% du total bilan en 2006 à 22% en 2007, 18% en 2008 puis 9% en 2009. Cette baisse du recours au crédit fournisseurs résulte d'un arbitrage opéré par Matel : en effet, les fournisseurs ont augmenté l'encours autorisé en proposant trois délais de paiement : 14 jours, 21 jours ou 45 jours. Matel a choisi l'option qui lui génère des escomptes de règlement de 2% à 3% en cas de règlement anticipé des achats. Pour financer son activité, Matel PC market a du recourir à la trésorerie passive : elle passe de 130 MDH en 2006 à 285 MDH en 2009, avec une forte augmentation entre 2007 et 2008 (+84%). Cette trésorerie passive est quasi intégralement constituée chez la maison mère.

1.2. Analyse du CPC consolidé de Matel

Comme pour le bilan consolidé, l'examen du CPC consolidé de Matel PC market révèle également la prépondérance absolue de l'activité de la société mère dans le groupe, puisque le CA réalisé par Matel PC market SA représente en moyenne plus de 98% du Ca consolidé entre 2006 et 2009 :

en KDH	2006	2007	2008	2009
CA Matel consolidé	734 015	909 296	1 053 524	1 189 859
CA Matel PC Market SA	733 126	887 352	1 039 420	1 166 459
CA Sté mère/groupe	99,9%	97,6%	98,7%	98%

Le CPC montre une croissance régulière du groupe, au niveau de l'activité (+19% du CA entre 2006 et 2007, +16% entre 2007 et 2008, +13% entre 2008 et 2009), soit un taux de croissance annuel moyen de 17%. EN termes de rentabilité la croissance est plus accentuée : +25% du RN entre 2006 et 2007, +27% entre 2007 et 2008, +40% entre 2008 et 2009, soit un taux de croissance annuel moyen de 34%, comme le présente le tableau ci-après :

En KDH	2006	2007	Var %	2008	Var%	2009	Var %	TCA M
Produits d'exploitation	741 209	920 707	24%	1 063 491	16%	1 201 710	10%	17%
Chiffre d'affaires	734 015	909 297	19%	1 053 525	16%	1 189 859	10%	17%
Autres produits d'exploitation	7 194	11 410	37%	9 967	-13%	11 851	-18%	18%
Charges d'exploitation	698 624	869 102	24%	1 003 246	15%	1 147 896	11%	18%
Achats revendus et consommés	644 475	804 981	20%	938 077	17%	1 073 169	10%	19%
Autres charges externes	12 861	13 279	3%	17 683	33%	23 582	17%	22%
Impôts et taxes	678	742	9%	445	-40%	554	2%	-7%
Charges de personnel	27 835	28 645	3%	34 605	21%	36 359	-3%	9%
Autres charges d'exploitation	876	4 764	82%	438	-91%	333	-92%	-28%
Dotations d'exploitation	11 898	16 691	29%	11 996	-28%	13 899	24%	5%
Résultat d'exploitation	42 585	51 604	21%	60 246	17%	53 814	-14%	8%
Charges et produits financiers	- 9 557	- 5 636	-70%	- 11 061	96%	12 387	188%	
Résultat courant des entreprises intégrées	33 027	45 969	39%	49 185	7%	66 202	30%	26%
Charges et produits non courants	593	- 138	531%	1 055	-867%	708	-25%	6%
Impôt sur les bénéfices	12 072	17 188	30%	13 984	-19%	15 205	20%	8%
Résultat net des entreprises intégrées	21 548	28 643	25%	36 256	27%	51 705	24%	34%
Quote part dans le résultat des entreprises incluses par mise en équivalence				- 90		- 435	61%	NS
Dotation aux amortissements des écarts d'acquisition								NS
Résultat net de l'ensemble consolidé	21 548	28 643	25%	36 166	26%	51 269	23%	34%
Résultat minoritaire	228	119	-92%	- 177	-249%	34	241%	-47%
Résultat net part du groupe	21 320	28 525	25%	36 344	27%	51 235	30%	34%

Source : Matel PC Market

● Evolution de la marge brute

K MAD	2006	2007	% Var	2008	% Var	2009	% Var
Ventes de marchandises en l'état (1)	711 369	884 038	24,3%	1 038 138	17,4%	1 169 698	12,7%
Ventes de biens et services produits (2)	22 646	25 259	11,5%	15 387	39,1%	20 161	31%
Chiffre d'affaires	734 015	909 297	24%	1 053 525	16%	1 189 859	13%
Achats revendus de marchandises (3)	633 335	786 585	24,2%	924 390	17,5%	1 057 776	14,4%
Marge brute sur ventes de marchandises en l'état (4) = (1) - (3)	78 034	97 453	24,9%	113 748	16,7%	111 922	-1,6%
Taux de marge brute sur ventes en l'état (4) / CA	10,63%	10,72%	0,1%	10,80%	0,1%	9,44%	-1,36%

Source : Matel PC Market

En 2007, le groupe a développé son activité (+24% de CA) notamment grâce à une politique commerciale agressive, et un développement de la vente des consommables suite à des campagnes de sensibilisation sur les produits de contrefaçon. La marge brute sur ventes progresse également, à un rythme légèrement supérieur, et passe de 10.6% à 10.7%. En 2008 la croissance continue (+16%), grâce notamment à la croissance soutenue des ventes de PC & serveurs (+28%) soutenues par l'opération gouvernementale Nafida, et au développement des ventes à l'export, avec une marge qui continue à s'améliorer, passant à 10.8%. En 2009 l'export continue à alimenter la croissance mais la marge brute baisse à 9.47% en raison de la faible marge sur l'export. En effet, Matel PC market doit faire face à une forte pression concurrentielle de la part de gros distributeurs du Moyen Orient et d'Europe qui vendent à leur coût d'achat en Tunisie et se contentent des rabais arrières et des escomptes de règlement sur les volumes exportés.

● Evolution de la production

La production consolidée est principalement constituée de la vente de services (réparations) facturée par Qualitech, dans le cadre de son activité de maintenance. Par ailleurs, s'y ajoutent pour la maison mère, la livraison à soi-même de matériel informatique, et des développements informatiques du logiciel Magest.

K MAD	2006	2007	% Var	2008	% Var	2009	% Var
Production de l'exercice	23 073	25 881	12,2%	16 375	-36,7%	21 340	30,3%
Ventes de biens et services produits	22 646	25 259	11,5%	15 387	-39,1%	20 161	31,0%
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	427	622	45,7%	988	58,8%	1 179	19,3%

● Evolution de la valeur ajoutée

K MAD	2006	2007	% Var	2008	% Var	2009	% Var
Chiffre d'affaires	734 015	909 297	23,9%	1 053 525	15,9%	1 189 859	12,9%
Marge brute sur ventes en l'état	78 034	97 453	24,9%	113 748	16,7%	111 922	-1,6%
Production de l'exercice	23 073	25 881	12,2%	16 375	-36,7%	21 340	30,3%
Consommation de l'exercice	24 001	31 675	32,0%	31 371	-1,0%	38 975	24,2%
Valeur ajoutée	77 106	91 659	18,9%	98 752	7,7%	94 287	-4,5%
Taux de valeur ajoutée (VA/CA)	10,50%	10,08%	-0,42%	9,37%	-0,71%	7,92%	-1,45%

Sur la période 2006 à 2009, la valeur ajoutée consolidée de Matel PC market passe de 77.1 MDH en 2006 à 94,3 MDH en 2009.

Cependant, cette croissance en valeur absolue s'accompagne d'un tassement en valeur relative, découlant principalement d'une croissance rapide des consommations entre 2006 et 2007 (+32%), suivie d'une stabilisation. La croissance des consommations enregistrée en 2007 provient principalement de Qualitech, dont les conditions de tarification des réparations payées par HP ont été modifiées à son désavantage en 2007. Ainsi, le taux de valeur ajoutée rapportée au CA passe de 10.50% en 2006 à 9.37% en 2008 puis 7,92% en 2009.

● Evolution de l'EBE

K MAD	2006	2007	% Var	2008	% Var	2009	% Var
Valeur ajoutée	77 106	91 659	18,9%	98 752	7,7%	94 287	-4,5%
Impôts et taxes	678	742	9,4%	445	-39,9%	554	24,3%
Charges de personnel	27 836	28 645	2,9%	34 605	20,8%	36 359	5,1%
Excédent Brut d'Exploitation EBE	48 592	62 272	28,2%	63 701	2,3%	57 375	-9,9%
Marge brute d'exploitation (EBE/CA)	6,6%	6,8%	0,2%	6,0%	-0,8%	4,8%	-1,2%
Ratio de productivité (VA/Charges de personnel)	2,77	3,20	0,43	2,85	-0,35	2,59	-0,26

Source : Matel PC Market

En parallèle de la croissance de l'activité, l'Excédent Brut d'exploitation s'améliore sur la période. Entre 2006 et 2007, il enregistre une forte croissance (+28%), en raison d'une croissance de la valeur ajoutée (+19%) tandis que les charges de personnel évoluent peu (+3%). La marge brute d'exploitation s'établit alors à 6,8% du CA, et le ratio de productivité à 3,20.

En revanche, en 2008, un rattrapage est effectué au niveau des charges du personnel (+21%), qui consomme l'essentiel de la croissance de la valeur ajoutée (+7,7%) : il en résulte une faible augmentation de l'EBE, à 2,3%. La marge brute baisse à 6% du CA, et le ratio de productivité perd 43 points, à 2,85.

En 2009, la baisse de la valeur ajoutée (-4,5%), conjuguée à une hausse de 5% des charges de personnel, se traduit par une baisse de 10% de l'EBE, qui revient à un niveau inférieur à celui de 2007. La marge brute descend à 4,8% du CA, et le ratio de productivité perd 26 points, à 2,59.

● *Evolution du résultat d'exploitation*

K MAD	2006	2007	% Var	2008	% Var	2009	% Var
Excédent Brut d'Exploitation EBE	48 592	62 272	28,2%	63 701	2,3%	57 375	-9,9%
Autres charges d'exploitation	877	4 764	443,5%	438	-90,8%	333	-23,9%
Reprises d'exploitation, transferts de charges	6 767	10 788	59,4%	8 979	-16,8%	10 672	+18,9%
Dotations d'exploitation	11 898	16 691	40,3%	11 996	-28,1%	13 899	15,9%
Résultat d'exploitation	42 585	51 605	21,2%	60 246	16,7%	53 814	-10,7%
Marge opérationnelle (Résultat d'exploitation/CA)	5,80%	5,68%	0,13	5,72%	0,04	4,52%	1,30

Source : Matel PC Market

En parallèle de l'évolution enregistrée pour les soldes précédents, le résultat d'exploitation s'améliore sur la période. Entre 2006 et 2007, il augmente de 21% grâce à la croissance de l'EBE (+28%) légèrement impacté par le coût du risque (charges d'exploitation et dotations en hausse, voir détail dans l'analyse des comptes sociaux de Matel PC Market). La marge opérationnelle s'établit alors à 5,68%.

En 2008, l'EBE n'augmente que de 2,3%, mais la baisse des autres charges d'exploitation et des dotations permet d'afficher un résultat d'exploitation en hausse de 16,7%, atteignant 60,2 MDH. La marge opérationnelle est alors de 5,72%.

En 2009, la baisse de l'EBE (-9,9%) , conjuguée à une légère hausse des dotations d'exploitation (+15,9%), aboutit à un résultat d'exploitation en baisse de 10,7%, à 53,8 MDH. La marge opérationnelle descend à 4,52% du CA.

● *Evolution du résultat net part du groupe*

K MAD	2006	2007	% Var	2008	% Var	2009	% Var
Résultat d'exploitation	42 585	51 605	21,2%	60 246	16,7%	53 814	-10,7%
Résultat financier	-9 557	-5 636	-44,2%	-11 061	115,7%	12 387	212,0%
Résultat courant	33 027	45 969	39,2%	49 185	7,0%	66 202	34,6%
Résultat non courant	593	-138	-123,2%	1 055	-866,9%	708	-32,9%
Impôts sur les sociétés	12 072	17 188	42,4%	13 984	-18,6%	15 205	8,7%
Résultat net des entreprises intégrées	21 548	28 643	32,9%	36 257	26,6%	51 705	42,6%
Quote part dans le résultat des entreprises incluses par mise en équivalence	0	0	NS	-90	NS	-435	381,5%
Dotation aux amortissements des écarts d'acquisition	0	0	NS	0	NS	0	NS
Résultat net de l'ensemble consolidé	21 548	28 643	32,9%	36 166	26,3%	51 269	41,8%
Résultat minoritaire	228	119	-47,9%	-177	-249,3%	34	119,4%
Résultat net part du groupe	21 320	28 525	33,8%	36 344	27,4%	51 235	41,0%

Source : Matel PC Market

Le résultat d'exploitation est impacté par un résultat financier déficitaire entre 2006 et 2008. En 2009, le résultat financier devient bénéficiaire en raison du recours de la maison-mère aux « cash discount » (voir analyse des comptes sociaux de Matel PC market. Il en résulte un résultat courant qui double sur la période, passant de 33 MDH en 2006 à 66.2 MDH en 2009.

Le résultat non courant est très limité, il s'agit principalement de cessions d'immobilisations. De même la quote part des sociétés incluses par mise en équivalence est très faible : 90 KDH en 2008 et 435 KDH en 2009 (il s'agit de Matel Tunisie).

Compte tenu de ce qui précède, le résultat net part du groupe de Matel PC Market s'établit à 21,3 MDH en 2006, augmente de 33% entre 2006 et 2007 pour atteindre 28,5 MDH. En 2008, il augmente encore de 27% et s'établit à 36,4 MDH. En 2009, grâce principalement à la contribution positive du résultat financier, le résultat net atteint 51,2 MDH, en hausse de 41% par rapport à l'année précédente.

Le résultat net part du groupe est principalement constitué par celui de la maison mère, qui représente entre 94% et 110% du résultat net part du groupe :

K MAD	2006	2007	% Var	2008	% Var	2009	% Var
Résultat net part du groupe	21 320	28 525	33,8%	36 344	27,4%	51 235	41,0%
Résultat net matel social	20 117	31 582	57,0%	37 090	17,4%	51 328	38,4%
Résultat net social/groupe	94,4%	110,7%		102%		100,2%	

Source : Matel PC Market

2. Analyse des principaux postes du bilan social de Matel

ACTIF (K MAD)	2006	% total bilan	2007	% total bilan	2008	% total bilan	2009	% total bilan
Immobilisation en non-valeurs	108	0,0%	956	0,2%	827	0,1%	1 328	0,2%
Immobilisations incorporelles	22 709	4,8%	22 980	4,2%	23 110	3,3%	23 259	3,3%
Immobilisations corporelles	44 705	9,5%	50 386	9,2%	49 421	7,1%	66 098	9,5%
Immobilisations financières	17 800	3,8%	9 023	1,6%	10 201	1,5%	17 751	2,6%
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	85 322	18,0%	83 345	15,2%	83 559	12,1%	108 436	15,6%
Stocks	112 876	23,9%	130 302	23,7%	161 814	23,3%	114 989	16,6%
Clients et comptes rattachés	233 998	49,5%	284 414	51,8%	379 658	54,8%	438 678	63,2%
Etat	19 390	4,1%	26 630	4,8%	36 414	5,3%	29 869	4,3%
Autres postes de l'actif circulant	4 275	0,9%	3 279	0,6%	6 367	0,9%	2 576	0,4%
TOTAL ACTIF CIRCULANT	372 164	78,4%	446 251	81,3%	585 877	84,5%	586 111	82,5%
TITRES ET VALEURS DE PLACEMENT	1 625	0,3%	1 625	0,3%	1 625	0,2%	0	0%
TOTAL TRÉSORERIE ACTIF	15 396	3,3%	19 479	3,5%	23 724	3,4%	15 744	2,2%
TOTAL GÉNÉRAL	472 882	100%	549 075	100%	693 160	100%	710 290	100%
-	-	-	-	-	-	-	-	-

PASSIF (K MAD)	2006	% total bilan	2007	% total bilan	2008	% total bilan	2009	% total bilan
Capital social	100 000	21,1%	113 514	20,7%	113 514	16,4%	113 514	16,6%
Prime d'émission, réserves & RAN	23 780	5,0%	66 080	12,0%	84 041	12,1%	104 103	14,7%
Résultat de l'exercice	20 117	4,3%	31 582	5,8%	37 090	5,4%	51 328	7,2%
Capitaux propres	143 897	30,4%	211 176	38,5%	234 644	33,9%	268 945	37,9%
Capitaux propres assimilés	4 928	1,0%	663	0,1%	663	0,1%	1 713	0,2%
Dettes de financement à M<	4 207	0,9%	2 506	0,5%	0	0,0%	13 929	2%
Provisions R & C	0	0,0%	2 031	0,4%	2 899	0,6%	0	0%
TOTAL CAPITAUX PERMANENTS	153 032	32,4%	216 376	39,4%	238 206	34,4%	284 587	40,1%
Fournisseurs	123 532	26,1%	123 084	22,4%	120 847	17,4%	64 964	9,1%
Comptes d'associés	4027,5	0,9%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
Etat	59 333	12,5%	66 285	12,1%	65 321	9,4%	72 525	10,2%
Autres postes du passif circulant	3 142	0,7%	3 605	0,7%	10 419	1,5%	6 420	0,9%
TOTAL PASSIF CIRCULANT	190 035	40,2%	192 974	35,1%	196 586	28,4%	143 909	20,3%
TOTAL TRÉSORERIE PASSIF	129 815	27,5%	139 725	25,4%	258 368	37,3%	281 794	39,7%
TOTAL GÉNÉRAL	472 882	100%	549 075	100%	693 160	100%	710 290	100%

L'examen du bilan social de Matel PC market permet de compléter l'analyse. En effet, les principales variations enregistrées au niveau du bilan consolidé proviennent de la maison-mère, les filiales n'ayant qu'un impact limité. Les principaux éléments sont précisés ci-après :

2.1. Analyse de l'actif

● Actif immobilisé

ACTIF (K MAD)	2006	% total bilan	2007	% total bilan	Var 06/07	2008	% total bilan	Var 07/08	2009	% total bilan	Var 08/09
Immobilisation en non-valeurs	108	0,0%	956	0,2%	783%	827	0,1%	-13%	1 328	0,2%	61%
Immobilisations incorporelles	22 709	4,8%	22 980	4,2%	1%	23 110	3,3%	1%	23 259	3,3%	1%
Immobilisations corporelles	44 705	9,5%	50 386	9,2%	13%	49 421	7,1%	-2%	66 098	9,3%	34%
Immobilisations financières	17 800	3,8%	9 023	1,6%	-49%	10 201	1,5%	13%	17 751	2,5%	74%
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	85 322	18,0%	83 345	15,2%	-2,3%	83 559	12,1%	0,3%	108 436	15,3%	29,8%

Source : Matel PC market

Les immobilisations en non valeurs sont principalement constituées de charges à répartir sur plusieurs exercices. Elles ne dépassent pas 0.2% du bilan sur toute la période.

Les immobilisations incorporelles comprennent, à hauteur de 22 MDH, le fonds de commerce de PC Market tel qu'il résulte de la fusion opérée en novembre 2006. Ce fonds de commerce ne fait pas l'objet d'amortissements. Le solde du compte « immobilisations incorporelles correspond principalement à des acquisitions de logiciels ou à des développements informatiques propres.

Le poste le plus important de l'actif immobilisé est constitué par les immobilisations corporelles, qui pèsent entre 7.1% et 9.5% du total bilan sur la période. Elles comprennent principalement les terrains, constructions et aménagements du siège social et des bureaux de Témara.

Les immobilisations corporelles sont impactées en 2007 par la cession de l'ancien siège social de PC market, pour 12 MDH, et l'acquisition et l'aménagement des terrains et bâtiments de Témara, pour un montant de 19 MDH, auprès de la filiale Arche. Elles passent ainsi de 44.7 MDH à 50.4 MDH (+13%).

Les aménagements avaient été directement financés par la maison-mère à partir de 2006 : c'est ainsi qu'une créance financière de 12.2 MDH sur Arche était comptabilisée au bilan de Matel, elle a été annulée au moment de la vente du terrain (les créances financières sont ainsi passées de 17.8 MDH en 2006 à 9 MDH en 2007).

En 2008 l'actif immobilisé est peu modifié, il varie essentiellement sous l'impact de quelques aménagements complémentaires, d'acquisition d'équipement informatique et de matériel roulant (total des investissements 3.2 MDH) et des amortissements.

En 2009, Matel acquiert pour un montant de 15 MDH des terrains à Nouasseur pour la construction d'une nouvelle plateforme logistique. Par ailleurs la société finance le démarrage de l'activité de sa filiale B'Ware en lui accordant une avance en compte courant de 8.5 MDH : les immobilisations financières passent ainsi de 10.2 MDH en 2008 à 17.7 MDH en 2009.

● Actif circulant

Stocks

La prééminence de la maison mère dans le groupe est réaffirmée à travers le poids des stocks de Matel (social) dans le total des stocks du groupe. En effet, les stocks au niveau du social représentent 98% du total groupe entre 2006 et 2008, ce ratio baisse à 94% en 2009 suite à la constitution de stocks chez B'ware pour le lancement de son activité.

K MAD	2006	2007	2008	2009
Total stocks Matel (social)	112 876	130 302	161 814	114 989
Total stocks Matel (consolidé)	115 078	133 276	164 496	121 738
Poids stocks social / stocks groupe	98%	98%	98%	94%

Le stock de Matel PC Market est constitué principalement de matériel informatique, de logiciels et de consommables. Il est physiquement localisé dans les dépôts de Témara et de Sidi Maarouf.

La vérification des stocks est effectuée de façon hebdomadaire, sur un échantillon d'articles à vérifier déterminé de façon aléatoire. La valorisation des stocks est effectuée au coût d'achat majoré d'un montant forfaitaire couvrant les frais d'approche (douane, transport, transit, frais financiers) déterminé par constructeur.

L'analyse des stocks de Matel PC market fait apparaître les éléments suivants :

K MAD	2006	2007	Var%	2008	Var%	2009	Var%
Stock brut	116 525	136 680	17%	166 864	22%	118 920	-29%
Provisions pour dépréciation	3 648	6 378	75%	5 051	-21%	3 932	-22%
Stocks nets	112 876	130 302	15%	161 813	24%	114 989	-29%
dont stock de marchandises	74 876	101 601	36%	124 933	23%	108 030	-14%
dont stock en cours de route	41 649	35 080	-16%	41 931	20%	10 891	-74%

Source : Matel PC Market

Les stocks ont enregistré une croissance modérée, de +15%, entre 2006 et 2007, moins rapide que l'évolution de l'activité (le CA a augmenté de 21% sur cette période). L'année suivante l'évolution a été inverse : les stocks ont augmenté de 24% entre 2007 et 2008, tandis que le CA enregistrerait une croissance de 17%. En revanche, l'année 2009 est marquée par une baisse de 29% du niveau des stocks, en raison d'une politique de gestion active de stocks, et d'un changement du mode de comptabilisation du stock en arrivage. En effet, Matel comptabilise désormais les marchandises selon les incoterms²⁹ au moment du transfert de propriété, une fois arrivées à son dépôt, et non dès le départ usine du constructeur : ce changement de méthode est plus conforme aux règles régissant le transport international, et est également homogène avec celui pratiqué par Distrisoft. En application de ce changement de méthode, le stock en cours de route est réduit de 74%, baissant à 10.8 MDH (au lieu de 41.9 MDH en 2008).

Clients et comptes rattachés

La croissance de l'activité (et de son besoin de financement) sont également visibles à travers l'évolution du compte clients : en effet, le compte clients augmente au rythme de l'activité entre 2006 et 2007 (+22%), et s'alourdit même davantage entre 2007 et 2008, avec une augmentation de 33%. L'année 2009, avec une croissance plus modeste, se reflète également dans l'évolution du niveau des créances clients, elles n'augmentent que de 7%

K MAD	2006	2007	Var%	2008	Var%	2009	Var%
Clients et comptes rattachés	251 824	301 318	19,7%	397 329	31,9%	459 282	15.6%
Provisions pour dépréciation des clients et comptes rattachés	17 826	16 903	-5,18%	17 670	4,54%	20 604	16.6%
Total net	233 998	284 414	22%	379 658	33%	438 678	16%

Source : Matel

Entre 2006 et 2007 les créances clients ont augmenté de 20%, en ligne avec la croissance de l'activité (+21%). L'année suivante, elles augmentent beaucoup plus vite (+32%), le chiffre d'affaires évoluant de 17%. En 2009, un effort commercial est effectué pour maintenir la croissance du chiffre d'affaires, cela se traduit par un compte client qui augmente de 15.6% alors que le chiffre d'affaires s'améliore de 12.2%. Il faut noter qu'en 2009 les créances clients ont été majorées par celles de la filiale tunisienne, dont les délais de règlement sont très longs. En effet, la société comptabilise au 31 décembre 2009 une créance de 58 MDH sur sa filiale, pour financer le stock et les crédits clients, en attendant la mise en place de lignes bancaires pour relayer partiellement ce financement.

²⁹ Les incoterms sont les termes qui définissent les responsabilités et les obligations d'un vendeur et d'un acheteur dans le cadre de contrats de commerce internationaux, notamment en regard du chargement, du transport, du type de transport, des assurances et de la livraison. Ils définissent en particulier la répartition des frais de transport, le lieu de transfert des risques, le moment du transfert de propriété et les obligations de livraison qui incombent, en termes de délai, au vendeur.

Malgré l'augmentation du niveau des créances clients, Matel continue de maîtriser son risque commercial puisque le niveau des créances douteuses reste globalement stable entre 2006 et 2008, compris entre 20.3 MDH et 21.3 MDH. Il diminue légèrement en valeur relative puisqu'il passe de 2.9% du CA en 2006 à 2.04% en 2008. Ces créances douteuses sont provisionnées à hauteur de 83%, ce qui correspond à une provision à hauteur de l'intégralité du risque encouru (le solde étant couvert par l'assurance crédit contractée)³⁰.

En 2009, le risque client se dégrade dans une conjoncture plus difficile, en effet certains revendeurs connaissent des problèmes de trésorerie. Aussi le montant des créances douteuses augmente plus vite (19.2%) que le chiffre d'affaires (+12.2%), et le taux de créances douteuses rapporté au chiffre d'affaires remonte légèrement, à 2.12%. Les provisions sont également majorées, elles passent de 17.6 MDH à 20.6 MDH (+16.6%). Le taux de couverture (montant des provisions / montant des créances douteuses) est quasi inchangé.

K MAD	2006	2007	Var%	2008	Var%	2009	Var%
Chiffre d'affaires	733 126	887 352	21,0%	1 039 420	17,1%	1 166 459	12,2%
Montant des créances douteuses (1)	21 313	20 271	-4,9%	21 197	4,6%	24 718	16,6%
Créances douteuses / CA	2,91%	2,28%	-21,4%	2,04%	-10,7%	2,12%	6,2%
Montant des provisions (2)	17 826	16 903	-5,2%	17 670	4,5%	20 604	16,6%
Taux de couverture (2/1)	83,6%	83,4%	-0,2%	83,4%	0,0%	83,3%	-1,8%

Source : Matel

Autres postes de l'actif circulant

K MAD	2006	2007	Var%	2008	Var%	2009	Var%
	3	2					
Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	358	361	-29,7%	3 485	47,6%	1 253	-64,1%
Personnel	32	282	796,2%	224	-20,5%	263	17,4%
							-
Autres débiteurs	96	238	148,3%	48	-80,0%	0	100,0%
Comptes de régularisation actif	596	223	-62,6%	400	79,5%	693	73,3%
Ecart de conversion actif	193	175	-9,3%	2 210	1163%	366	-83,4%
	4	3					
Total autres comptes de l'actif circulant	275	279	-23%	6 367	94%	2 576	-60%

Source : Matel

Les autres postes de l'actif circulant représentent moins de 1% du bilan sur toute la période. Ils sont constitués par les postes suivants :

- Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes : ce poste intègre les avances payées aux fournisseurs sur commandes non encore livrées, et les rabais ou remises sur avoirs non encore reçus.
- Personnel : avances exceptionnelles aux salariés
- Autres débiteurs : correspond à des règlements ponctuels pour lesquels la société est intervenue pour compte de tiers, en attendant d'être remboursée (exemple avance pour loyer du local de Qualitech)
- Comptes de régularisation actif : il est principalement utilisé pour enregistrer des charges constatées d'avance, telles que les assurances ou les achats de services étalés sur l'exercice (ex avocats ou commissaires aux comptes)

³⁰ Pour les créances supérieures à un an, Matel provisionne entre 80% (en cas de couverture par l'assurance crédit) et 100% sinon. Pour les créances inférieures à un an la provision est estimée en fonction de la probabilité de règlement de la créance.

- Ecart de conversion actif : les écarts de conversion actif sont classés avec les éléments de l'actif circulant car ils n'enregistrent que des écritures qui relèvent des éléments circulants. En effet, les comptes « écart de conversion », tant à l'actif qu'au passif, sont utilisés pour enregistrer la différence entre le montant de la facture fournisseur convertie à la date de clôture du bilan et celui à la date de réception de la facture. Lorsque le différentiel est positif, il est enregistré en « écart de conversion actif », et sinon dans le compte « écart de conversion passif ». Les montants comptabilisés dans ces comptes fluctuent ainsi en fonction des variations du cours de change, et sont difficilement prévisibles.

Etat

Créances Etat	2006	en %	2007	en %	Var 07/06	2008	en %	Var 08/07	2009	en %	Var 09/08
											- 100%
Acomptes sur IS	0	0%	0	0%	NS	4 548	12%	NS	0	0%	
TVA récupérable sur immobilisations	181	1%	172	1%	-5%	121	0%	-30%	126	0%	4%
TVA récupérable sur les charges	7 543	39%	7 189	27%	-5%	4 753	13%	-34%	4 640	16%	-2%
TVA récupérable sur achats à l'étranger	9 490	49%	12 921	49%	36%	17 724	49%	37%	20 153	67%	14%
TVA sur opérations bancaires	88	0%	64	0%	28%	80	0%	26%	89	0%	11%
Crédit de TVA	2 089	11%	5 604	21%	168%	9 187	25%	64%	4 862	16%	-47%
Autres comptes débiteurs Etat	0	0%	680	3%			0%		0	0%	NS
K MAD	19 390	100%	26 630	100%	37%	36 413	100%	37%	29 869	100%	-18%

Source : Matel PC Market

Le compte Créances sur l'Etat est principalement constitué par les crédits de TVA (TVA récupérable sur charges et TVA récupérable sur achats à l'étranger). La TVA récupérable sur les achats à l'étranger constitue la moitié du poste global (49% entre 2006 et 2008, et 67% en 2009). Ce compte évolue fortement, de 36% entre 2006 et 2007 et également de 37% entre 2007 et 2008. Ce poste est très impacté par le volume des achats qui passent par l'entrepôt sous douane, et destinés à l'export (Tunisie), pour lequel il n'y a pas de paiement de TVA. Il dépend également des efforts effectués pour obtenir des encaissements plus rapides.

En 2009, suite à un effort particulier de recouvrement opéré, les créances sur l'Etat sont en baisse de 18%, puisqu'elles passent de 36.4 MDH à 29.87 MDH. Cette baisse est principalement due à la baisse du poste « crédit de TVA », qui diminue de 47%.

● Autres comptes de l'actif

K MAD	2006	2007	Var%	2008	Var%	2009	Var%
Titres et Valeurs de placement	1 625	1 625	0%	1 625	0%	0	-100%
Trésorerie actif	15 396	19 479	27%	23 724	22%	15 744	-34%

Total	17 022	21 104	24%	25 350	20%	15 744	-38%
En % du total bilan	3,6%	3,8%	0,2%	3,7%	-0,2%	2,2%	-1,4%

Source : Matel PC market

Les valeurs mobilières de placement détenues entre 2006 et 2008, à hauteur de 1.6 MDH, correspondaient à un portefeuille de Sicav cédées en 2009.

La trésorerie à l'actif et les valeurs mobilières de placement ne représentent que 2.2% à 3.8% du total bilan de Matel PC Market sur la période. En effet, la société ne conserve que peu de liquidités, et veille surtout à gérer le niveau de sa trésorerie passive.

2.2. Analyse du passif social de Matel

● Financement permanent

A l'instar des autres éléments du bilan, les capitaux propres de Matel PC market (maison mère) représentent l'essentiel des capitaux propres du groupe : ils pèsent ainsi 96 à 99% des capitaux propres du groupe entre 2006 et 2009.

K MAD	2006	2007	2008	2009
Capitaux propres Matel (social)	143 897	211 176	234 644	268 945
Capitaux propres Matel (consolidé)	150 562	214 490	237 475	272 322
Poids capitaux propres social / capitaux propres groupe	96%	98%	99%	99%

Source : Matel PC market

L'évolution des capitaux permanents de Matel PC Market se présente comme suit :

PASSIF (K MAD)	(K 2006	% total bilan	2007	% total bilan	Var 07/06	2008	% total bilan	Var 08/07	2009	% total bilan	Var 09/08
Capital social	100 000	21,1%	113 514	21%	13%	113 514	16%	0%	113 514	16%	0,0 %
Prime d'émission, réserves et report à nouveau	23 780	5,0%	66 080	12%	178%	84 041	12%	27%	104 103	15%	24%
Résultat de l'exercice	20 117	4,3%	31 582	5,8%	57%	37 090	5,4%	17%	51 328	7,2 %	38%
Capitaux propres	143 897	30,4%	211 176	38%	47%	234 644	34%	11%	268 945	38%	15%
Capitaux propres assimilés	4 928	1,0%	663	0,1%	-87%	663	0,1%	0%	1 713	0,2 %	158 %
Dettes de financement à M<	4 207	0,9%	2 506	0,5%	-40%	0	0,0%	-100%	13 929	2,0 %	NS
Provisions pour risques et charges	0	0,0%	2 031	0,4%	NS	2 899	0,4%		0	0,0 %	NS
TOTAL CAPITAUX PERMANENTS	153 032	32,4%	216 376	39%	41%	238 206	34%	10%	284 587	40%	19%

Source : Matel PC market

Les capitaux permanents de Matel PC market sont renforcés régulièrement tout au long de la période, augmentant de 24% en moyenne par an. L'évolution la plus significative est en 2007, avec

l'augmentation de capital au moment de l'introduction en bourse : les capitaux permanents augmentent de 41%, passant de 153 MDH à 216 MDH. Par la suite, les capitaux propres ont principalement augmenté du report à nouveau des résultats de l'exercice. A fin 2009, le montant des capitaux permanents atteint 40% du total bilan.

Les dettes à moyen et long termes étaient constituées, en 2006, du reliquat d'un crédit à long terme contracté en 2003 pour une durée de 7 ans pour le financement de la construction du siège social. Ce crédit a été remboursé par anticipation en 2008. En 2009 la société a obtenu un nouveau crédit LMT, d'un montant de 15 MDH et d'une durée de 7 ans, pour le financement de l'acquisition du terrain de Nouasseur pour la future plateforme logistique.

● Passif circulant hors trésorerie

Fournisseurs

Le poids des fournisseurs de la maison-mère représente entre 95% et 99% du total des fournisseurs de l'ensemble consolidé :

K MAD	2006	2007	2008	2009
Fournisseurs Matel (social)	123 532	123 084	120 847	64 964
Fournisseurs Matel (consolidé)	127 120	124 669	124 600	68 078
Poids fournisseurs social / fournisseurs groupe	97%	99%	97%	95%

Source : Matel PC market

Le poste fournisseurs est principalement constitué par les dettes vis-à-vis des fournisseurs étrangers, puisque, à l'exception de quelques produits qui sont achetés auprès de la filiale locale des constructeurs en charge des importations, tous les produits commercialisés par Matel PC market sont importés.

K MAD	2006	2007	Var%	2008	Var%	2009	Var%
Fournisseurs locaux	7 300	11 863	63%	14 724	24%	17 153	16%
Fournisseurs étrangers	108 766	103 545	-5%	101 546	-2%	43 734	-57%
Fournisseurs effets à payer	6 787	6 638	-2%	2 231	-66%	863	-61%
Fournisseurs factures non parvenues	679	1 039	53%	2 346	126%	3 215	37%
Total Fournisseurs	123 532	123 084	0%	120 847	-2%	64 964	-46%

Source : Matel PC market

Le poste fournisseurs est stable entre 2006 et 2008, entre 123 MDH et 120 MDH. Dans un contexte de développement de l'activité, cette stabilité en valeur absolue se traduit par une baisse en valeur relative, le poste fournisseurs passant de 26% du total bilan en 2006 à 22.4% en 2007 puis à 17.4% en 2008.

En 2009, le montant du poste fournisseurs baisse de 46%, pour atteindre 64.9 MDH. Il ne représente plus que 9.1% du total bilan.

Cette évolution résulte principalement de la baisse du recours au crédit fournisseurs accordé par les fournisseurs étrangers. Ainsi, le poste fournisseurs étrangers passe de 108.8 MDH à 103.5 MDH entre 2006 et 2007, soit une baisse de 5%, puis il atteint 101,5 MDH en 2008 (-2%) puis il baisse de 46% pour atteindre 64.9 MDH en 2009. Cette baisse s'explique par le choix de bénéficier des escomptes de règlement (« cash discount ») proposés par les fournisseurs étrangers en fonction des délais de paiement : en effet, une remise de 2 à 3% en cas de règlement dans des délais inférieurs aux délais contractuels est financièrement avantageuse, même si elle doit être financée par un crédit de trésorerie.

En revanche, les fournisseurs locaux sont davantage sollicités, et les dettes à leur égard passent de 7.3 MDH en 2006 à 11.8 MDH en 2007 (+63%), puis atteignent 14.7 MDH en 2008 (+24%) et 17.1 MDH en 2009 (+16%). Le poste « effets à payer », stable entre 2006 et 2007, est réduit significativement en 2008 (-66%) et en 2009 (-61%) en raison de la mise en place par la société d'une nouvelle procédure plus rapide pour le règlement des factures.

Etat (passif)

KDh	2006	2007	Var%	2008	Var%	2009	Var%
Taxes urbaines, d'édilité	0	0	ns	0	ns	0	ns
Patente	0	0	ns	0	ns	0	ns
IR	693	764	10%	1 075	41%	846	-21%
Impôt sur les résultats	3 098	7 698	149%	0	-100%	899	NS
TVA facturée	42 128	52 691	24%	62 354	18%	68 760	10%
Etat impôts & taxes à payer	51	1	-98%	3	122%	0 0	NS
Douane	12 809	424	-97%	419	-1%	848	102%
Etat autres comptes créditeurs	0	0	ns	245	ns	503	106%
Etat, retenue à la source	553	4 707	5260%	1 226	-74%	670	-45%
Total Etat créiteur	59 333	66 285	12%	65 321	-1%	72 525	11%

Source : Matel

En revanche, le poste Etat (passif) enregistre une croissance de 12% entre 2006 et 2007, passant de 59.3 MDH à 66.3 MDH. L'augmentation des dettes envers l'Etat résulte principalement du poste TVA facturée, qui passe de 42.6 MDH en 2006 à 52.7 MDH en 2007 puis à 62.3 MDH en 2008, soit une croissance de 24% puis de 18%, conséquence directe de l'augmentation des ventes.

En 2006 le bilan enregistrait une dette de 12.8 MDH vis-à-vis de la douane, correspondant au mode de financement par obligations cautionnées (forme de traites à 60 jours) qui était pratiqué alors. En 2007 Matel décide de ne plus se financer de cette manière, et négocie avec ses banques une ligne de fonctionnement adossée au règlement de la douane, classée en crédit bancaire court terme. C'est ainsi que la banque paie directement la douane en accordant à Matel une échéance (escompte d'un billet à ordre, appelé « billet de douane »). En conséquence, ce poste est réduit de 97% entre 2006 et 2007.

En 2008, le compte « Impôts sur les résultats » est nul : en effet, grâce à la baisse du taux d'imposition résultant de l'introduction en bourse, la société s'est retrouvée en situation d'excédent en termes d'acomptes versés.

En 2009 le poste augmente de 11%, pour atteindre 72.5 MDH, en raison notamment de la comptabilisation d'acomptes sur l'Impôt sur les résultats.

Autres postes du passif circulant

K MAD	2006	2007	Var 07/06	2008	Var 08/07	2009	Var 09/08
Clients créditeurs, avances et acomptes	357	395	11%	507	28%	945	87%
Personnel	369	483	31%	1 022	111%	857	-16%
Organismes sociaux	819	1 252	53%	1 540	23%	1 603	4%
Comptes d'associés	4 028	0	-100%	0	NS	0	NS
Autres créanciers	484	379	-22%	379	0%	70	-81%
Comptes de régularisation passif	807	689	-15%	1 280	86%	1 926	50%
Autres provisions pour risques et charges	193	175	-9%	2 210	1163%	366	-83%
Ecarts de conversion passif	113	232	105%	3 482	1403%	652	-81%
Total autres postes du passif circulant	7 170	3 605	-50%	10 419	189%	6 420	-38%

Source : Matel PC Market

Les autres postes du passif circulant ne représentent que 0,7% (en 2007) à 1,5% (en 2006 et 2008) du total bilan. Les évolutions significatives enregistrées sur la période 2006-2009 sont les suivantes :

- En 2006 la société enregistrait en « comptes d'associés » un montant de 4 MDH, correspondant à des dividendes non réglés. Aucun autre montant n'apparaît ensuite sur les bilans de fin d'année 2007, 2008 ou 2009.
- Le compte de régularisation passif comprend des intérêts sur refinancements non encore débités.
- Les provisions pour risques et charges sont constituées de provisions constituées pour faire face au contrôle fiscal (suite à la fusion avec PC Market), et d'une provision constituée en 2008 suite à litige avec un salarié licencié.
- Le compte de conversion passif enregistre les montants correspondant au différentiel de facturation des fournisseurs, entre le cours de change au moment de la réception de la facture et celui de la clôture du bilan. Les variations du compte sont liées aux variations du cours de change. En 2008, suite à une forte variation du cours des devises, ce compte enregistre une évolution significative.

● ***Trésorerie passif***

Sur la période 2006-2009, le financement de Matel PC Market fait un recours croissant au financement bancaire court terme. Ainsi, la trésorerie passif double entre 2006 et 2008, et augmente de 9% en 2009, passant de 129 MDH en 2006 à 258 MDH en 2008 et 282 MDH en 2009.

Selon la société, l'arbitrage entre les différentes sources de financement est effectué en fonction de l'évolution du cours de change, et compte tenu des engagements sur les différentes lignes. La société essaie de garder un équilibre dans les mouvements entre les différentes banques, afin de ne pas être dépendante d'une ou deux banques.

La ventilation et l'évolution du poste trésorerie passif sur la période 2006-2009, se présentent comme suit :

KDh	2006	2007	Var%	2008	Var%	2009	Var%
Crédit d'escompte	57 260	51 036	-11%	79 842	56%	39 626	-50%
Crédit de trésorerie	46 404	85 206	84%	97 801	15%	161 153	65%
Banques (solde créditeurs)	26 151	3 484	-87%	80 725	2217%	81 015	0%

Total Trésorerie passif	129 815	139 725	7,1%	258 368	84,9%	281 794	9,1%
--------------------------------	----------------	----------------	-------------	----------------	--------------	----------------	-------------

Source : Matel PC Market

Les crédits d'escompte et de trésorerie sont constitués d'une ligne de « billets de douane » à hauteur de 30 MDH, et des refinancements, auprès des fournisseurs étrangers, courus et non encore échus à la date de clôture, auprès de la SGMB, de la BMCI et de la BMCE BANK.

En 2006, la trésorerie passif s'élève à 129.8 MDH. L'entreprise a principalement recours aux crédits d'escompte et de trésorerie pour financer ses besoins à court terme. Au 31 décembre 2006, les crédits d'escompte et de trésorerie représentent près de 80% de la trésorerie passif. En 2007, ils en représentent 98%.

Au 31 décembre 2008, le montant de la trésorerie passif atteint 258.4 MDH et est constitué à 69% de crédits d'escompte et de trésorerie. La trésorerie Passif représente 37,3% du total passif en 2008.

En 2009 la trésorerie passive redescend à 282 MDH, dont 71% représenté par les crédits d'escompte et de trésorerie.

Le plafond des lignes à court terme, dont bénéficie Matel PC Market, a été renégocié en 2008. Les lignes sont contractées auprès de la SGMB, la BMCI, BMCE, ainsi que Attijariwafabank et Crédit du Maroc, se présentent comme suit :

- Facilité de caisse : 135 MDH ;
- Refinancements en devises et L/C : 185 MDH

● *Hors bilan*

K MAD	2006	2007	2008	2009
Engagements donnés				
Avals et cautions				
Engagements en termes de pensions de retraite et obligations similaires				
Autres engagements donnés				
Total	0	0	0	0
Engagements reçus				
Avals et cautions			22 300	271 035
Obligations cautionnées	12 025			
Autres engagements reçus				
Total	12 025	0	22 300	271 035

Les engagements hors bilan de Matel PC Market sont constitués par :

- Les obligations cautionnées, émises pour régler la douane en 2006. Ce mécanisme de financement a été remplacé en 2007 par des lignes de trésorerie à court terme, les « billets de douane »
- les avals et cautions reçus de la part des clients ou de l'assurance Acmar : en effet, Matel PC market demande à des clients qui ne sont pas couverts par l'assurance crédit de donner des cautions personnelles ou des avals pour garantir leur encours. C'est ainsi que les avals et cautions personnelles ont représenté 22,3 MDH en 2008 et 95 MDH en 2009. En 2009, la caution accordée par l'assurance Acmar a également été comptabilisée en « engagement reçu », à hauteur de 175 MDH : les années précédentes, bien que la société bénéficiait de cette assurance crédit elle ne la comptabilisait pas dans ses engagements hors bilan.

Il est à noter que les engagements hors bilan au niveau consolidé sont exactement les mêmes que ceux au niveau social, aucun autre engagement hors bilan n'étant comptabilisé pour le comptes des autres sociétés faisant partie du périmètre de consolidation.

3. Analyse des soldes intermédiaires de gestion de Matel

L'analyse du CPC de Matel révèle tout d'abord une croissance régulière de l'activité, en parallèle d'une augmentation plus forte de la rentabilité :

- Le chiffre d'affaires passe de 733 MDH à 1 166 MDH entre 2006 et 2009, soit une croissance de 21% entre 2006 et 2007, de 17% entre 2007 et 2008, puis de 12% entre 2008 et 2009 ;
- Le résultat net augmente de 20.1 MDH en 2006 à 31.6 MDH en 2007, soit +57% entre 2006 et 2007, croissance largement supérieure à celle de l'activité (+21%). En 2008, il augmente de 17%, en phase avec la croissance du CA. En 2009 la croissance du RN est de 38%, bien supérieure à celle du CA (+12%).

K MAD	2006	2007	% Var	2008	% Var	2009	% Var
Chiffre d'affaires	733 126	887 352	21%	1 039 420	17%	1 166 459	12.2%
Ventes de marchandises en l'état	729 561	885 409	21,4%	1 038 671	17,31%	1 164 158	12.1%
Achats revendus de marchandises	648 881	787 360	21,3%	924 578	17,43%	1 052 853	13.9%
Marge brute sur ventes en l'état	80 679	98 049	21,5%	114 093	16,36%	111 305	-2,4%
Production de l'exercice	3 992	2 564	-35,8%	1 737	-32,25%	3 471	99%
Ventes de biens et services produits	3 565	1 942	-45,5%	749	-61,43%	2 301	207%
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	427	622	45,6%	988	58,9%	1 169	18.4%
<i>Consommation de l'exercice</i>	<i>15 099</i>	<i>15 528</i>	<i>2,8%</i>	<i>22 361</i>	<i>44,00%</i>	<i>26 691</i>	<i>19.4%</i>
Achats consommés de matières et fournitures	4 301	2 979	-30,7%	5 279	77,23%	4 452	-15.7%
Autres charges externes	10 798	12 550	16,2%	17 082	36,12%	22 239	30.2%
Valeur ajoutée	69 572	85 085	22,3%	93 469	9,85%	88 085	-5.8%
Impôts et taxes	598	632	5,7%	349	-44,83%	418	20%
Charges de personnel	22 497	23 288	3,5%	28 944	24,29%	31 401	8.5%
Excédent Brut d'Exploitation EBE	46 478	61 165	31,6%	64 176	4,92%	56 266	-12.3%
Autres produits/autres charges d'exploitation	877	4 764		434		320	-26.4%
Reprises d'exploitation : transfert de charges	5 433	9 431	73,6%	8 201	-13,04%	8 960	9.3%
Dotation d'exploitation	12 315	15 244	23,8%	11 100	-27,18%	11 800	6.3%
Résultat d'exploitation	38 719	50 588	30,7%	60 842	20,27%	53 105	-12.7%
Résultat financier	-9 067	-5 058	-44,2%	-10 913	115,74%	12 607	-214.5
Résultat courant	29 651	45 530	53,6%	49 929	9,66%	65 712	31.6%
Résultat non courant	1 128	4 412	291,1%	1 010	-77,10%	630	-37.7%
Impôts sur les sociétés	10 662	18 360	72,2%	13 850	-24,56%	15 013	8.4%
Résultat net de l'exercice	20 117	31 582	57,0%	37 090	17,4%	51 328	38.4%

Source : Matel PC Market

● *Marge brute sur ventes en l'état*

K MAD	2006	2007	% Var	2008	% Var	2009	% Var
Ventes de marchandises en l'état (1)	729 561	885 409	21,4%	1 038 671	17,3%	1 164 158	12.1%
Ventes de biens et services produits (2)	3 565	1 942	-45,5%	749	-61,4%	2 301	207%
Chiffre d'affaires	733 126	887 352	21%	1 039 420	17%	1 166 459	12.2%
Achats revendus de marchandises (3)	648 881	787 360	21,3%	924 578	17,4%	1 052 853	13.9%
Marge brute sur ventes en l'état	80 679	98 049	21,5%	114 093	16,3%	111 305	-2,4%
Taux de marge brute sur ventes en l'état	11%	11%		11%		9.5%	-1.5%

Source : Matel PC Market

Entre 2006 et 2008, la croissance de l'activité a été effectuée sans sacrifier à sa rentabilité, puisque le taux de marge brute reste inchangé, se maintenant à 11%, légèrement inférieur à celui de Distrisoft. En 2009 en revanche la marge brute baisse de 1.5%, à 9.5% dans un conjoncture difficile et de forte pression concurrentielle.

● Production de l'exercice

Compte tenu de l'activité de distribution, la production de l'exercice est essentiellement constituée de ventes de biens et services produits, à savoir la livraison de matériel et logiciels informatiques, en baisse régulière sur la période. Par ailleurs, Matel PC Market a continué à développer régulièrement en interne son progiciel de gestion Magest, comptabilisé en « immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même ».

K MAD	2006	en %	2007	en %	2008	en %	2009	en %
Ventes de biens et services produits	3 565	89%	1 942	76%	749	43%	2 301	66%
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	427	11%	622	24%	988	57%	1 170	34%
Production de l'exercice	3 992	100%	2 564	100%	1 737	100%	3 471	100%

Source : Matel PC Market

● Consommation de l'exercice

K MAD	2006	2007	% Var	2008	% Var	2009	% Var
Achats consommés de matières et fournitures	4 301	2 979	-30,7%	5 279	77,2%	4 452	-15,7%
Achat de consommables	36	76	107,7%	177	133,2%	190	7,3%
Achats non stockés de matières et fournitures	1 146	1 487	29,7%	1 996	34,2%	2 263	13,4%
Achats de travaux et études	3 118	1 416	-54,6%	3 107	119,5%	1 999	-35,7%
Autres charges externes	10 798	12 550	16,2%	17 082	36,1%	22 239	30,2%
Locations et charges locatives	378	254	-32,9%	264	4,1%	1 251	373,7%
Redevances de crédit bail	863	879	1,9%	869	-1,2%	982	13,1%
Entretien et réparations	437	290	-33,6%	1 045	259,9%	652	-37,6%
Primes d'assurances	1 208	1 325	9,6%	1 544	16,5%	2 579	67,1%
Rémunération d'intermédiaires et honoraires du personnel extérieur à l'entreprise	2 892	2 686	-7,1%	3 236	20,5%	3 389	4,7%
Déplacements, missions et réceptions	750	972	29,5%	1 113	14,5%	1 190	6,9%
Transport	228	351	53,9%	722	105,8%	2 247	211,1%
Reste du poste autres charges externes	4 041	5 792	43,3%	8 288	43,1%	9 948	20,0%
Consommation de l'exercice	15 099	15 528	2,8%	22 361	44,0%	26 691	19,4%

La consommation a peu augmenté (+3%) entre 2006 et 2007, malgré la forte croissance de l'activité (+21%). En 2008, un phénomène de « rattrapage » a été constaté, avec une forte croissance de la consommation (+44%), passant de 15.5 MDH à 22.3 MDH. Cette augmentation a principalement été alimentée par le doublement des achats de travaux et d'études (de 1.4 MDH à 3.1 MDH), les charges d'entretien et de réparation, et par la croissance du poste transport et autres charges externes. En effet, l'année 2008 est marquée par la mise en place d'un service marketing, et le démarrage d'opérations marketing qui se traduisent par une hausse des charges externes (+2 MH de dépenses de publicité) et des « achats de travaux et d'études ». Par ailleurs les frais d'entretien et de réparations sont majorés par la mise en place de nouveaux contrats de maintenance pour la plateforme de Témara, et par des prestations de maintenance du parc informatique (confiées à Qualitech). Quant au poste Transport, il est majoré en raison d'un changement de la politique de facturation de la société, puisque celle-ci prend en charge désormais le transport pour les livraisons hors Casablanca et les facture aux clients.

En 2009 la consommation de l'exercice augmente de 19%, résultat de deux variations en sens contraire : une baisse de 15.7% des achats consommés de matières et fournitures et une hausse de 30% des autres charges externes.

La baisse des achats consommés de matières et fournitures provient principalement d'une diminution de 36% du poste « achats de travaux et d'études » : ce poste avait été majoré en 2008 par une facturation par Qualitech de prestations de maintenance informatique à hauteur de 1.3 MDH.

Les autres charges externes sont impactées principalement par les variations des locations, des primes d'assurance et des frais de transport. En effet, les charges de location sont fortement majorées (elles passent de 264 KDH à 1251 KDH) en raison de la location d'un nouveau dépôt à Sidi Maarouf. Les primes d'assurance sont majorées car la société a décidé d'assurer une nouvelle liste de clients qui n'étaient pas couverts jusqu'alors, et d'augmenter les couvertures pour certains. Pour les frais de transport, la société a changé de mode de facturation : jusqu'alors, les clients étaient facturés départ entrepôt et ils se chargeaient de régler directement les frais de transport. A compter de 2009 Matel a assuré le transport et l'a refacturé au client avec la marchandise.

● Valeur ajoutée

K MAD	2006	2007	% Var	2008	% Var	2009	% Var
Chiffre d'affaires	733 126	887 352	21,0%	1 039 420	17,1%	1 166 459	12,20%
Marge brute sur ventes en l'état	80 679	98 049	21,5%	114 093	16,4%	111 305	-2,4%
Production de l'exercice	3 992	2 564	-35,8%	1 737	-32,2%	3 471	99%
Consommation de l'exercice	15 099	15 528	2,8%	22 361	44,0%	26 691	19,4%
Valeur ajoutée	69 572	85 085	22,3%	93 469	9,9%	88 085	-5,8%
Taux de valeur ajoutée (VA/CA)	9,49%	9,59%	+0.10	8,99%	-0.60	7,55%	-1.44

Source : Matel PC Market

Conséquence directe de ce qui précède, la valeur ajoutée a progressé à un rythme supérieur à celui du chiffre d'affaires entre 2006 et 2007, passant de 69.5 MDH à 85 MDH, soit une croissance de 22.3% (le CA augmentant de 21%). La valeur ajoutée s'établit alors à 9.59% du CA, gagnant 10 points (+0.10%, de 9.49% à 9.59%) par rapport à l'année 2006.

L'année suivante, la valeur ajoutée continue de progresser en valeur absolue, et atteint 93.4 MDH. Mais, en raison de la forte hausse de la consommation, le taux de valeur ajoutée progresse moins vite que celui du CA (+10% contre +17%). Le ratio Valeur ajoutée sur CA passe alors légèrement en dessous de 9%, perdant 60 points (+0.60%, de 9.59% à 8.99%).

En 2009, la valeur ajoutée recule en valeur absolue (-5.8%), et revient à un niveau légèrement supérieur à celui de l'année 2007, et représente 7.55% du CA. Elle perd ainsi 144 points (de 8.99% à 7.55% du CA). Cette évolution résulte à la fois de la baisse de la marge brute (-2,4%), et de la croissance de la consommation, supérieure à celle du CA.

● *Excédent brut d'exploitation*

K MAD	2006	2007	% Var	2008	% Var	2009	% Var
Valeur ajoutée	69 572	85 085	22,3%	93 469	9,9%	88 085	-5.8%
Impôts et taxes	598	632	5,7%	349	-44,8%	419	20%
Charges de personnel	22 497	23 288	3,5%	28 944	24,3%	31 401	8.5%
Excédent Brut d'Exploitation EBE	46 478	61 165	31,6%	64 176	4,9%	56 266	-12.3%
Marge brute d'exploitation (EBE/CA)	6,3%	6,9%	+0.6	6,2%	-0.7	4.8%	-1.4
Ratio de productivité (VA/Charges de personnel)	3,09	3,65	+0.56	3,23	-0.42	2.81	-0.44

Source : Matel PC Market

Les charges de personnel ont également été maintenues entre 2006 et 2007 (uniquement +3.5%), mais elles ont enregistré une forte croissance en 2008, passant de 23.3 MDH à 28.9 MDH, soit +24%. Cette croissance s'explique par la réorganisation opérée en 2008, et le renforcement des équipes (+12% en effectif) surtout en termes d'encadrement (responsable marketing, directeur administratif et financier, responsable qualité, etc).

En 2009 les charges du personnel augmentent de 8.5%, en raison du recrutement de 6 personnes (l'effectif passant de 154 à 160 personnes).

L'excédent brut d'exploitation évolue ainsi de 46.5 MDH en 2006 à 61.2 MDH en 2007, soit une croissance de 32%, plus forte que celle du CA en raison principalement de la maîtrise des charges du personnel. La marge brute d'exploitation atteint alors 6.9% en 2007 contre 6.3% en 2006, soit un gain de 60 points. Le ratio de productivité s'établit à 3.65, en hausse de 56 points.

En 2008, l'EBE atteint 64.2 MDH, en hausse de 5%. Cette évolution, moins forte que celle du CA, s'explique principalement par une croissance moins forte de la valeur ajoutée et par la hausse des charges du personnel. La marge brute d'exploitation revient alors en dessous du niveau de 2006 en perdant 70 points à 6.2%.

En 2009 l'excédent brut d'exploitation enregistre une baisse de 12.3%, retrouvant un niveau inférieur à celui de 2007, à 56.3 MDH. Le ratio de productivité perd 44 points et est réduit à 2.81, niveau le plus faible enregistré depuis 2006.

● *Résultat d'exploitation*

K MAD	2006	2007	% Var	2008	% Var	2009	% Var
Excédent Brut d'Exploitation EBE	46 478	61 165	31,6%	64 176	4,9%	56 266	-12.3%
Autres charges d'exploitation	877	4 764	443%	434	-90%	320	-26%
Reprises d'exploitation & transfert de charges	5 433	9 431	73,6%	8 201	-13,0%	8 960	9.3%
Dotations d'exploitation	12 315	15 244	23,8%	11 100	-27,2%	11 800	6.3%
Résultat d'exploitation	38 719	50 588	30.7%	60 842	20.3%	53 105	-12.7%
Marge opérationnelle (Résultat d'exploitation/CA)	5,28%	5.70%	+0.42	5,85%	+0.15	4.58%	-1.27

Source : Matel PC Market

Les « autres charges d'exploitation » comptabilisent les pertes sur créances irrécouvrables (factures clients sans possibilité de règlement, par exemple en cas de faillite du client). Les reprises d'exploitation sont constituées de reprises sur provisions pour stocks et pour comptes clients. Le poste transfert de charges est principalement utilisé pour comptabiliser la consommation interne de petit outillage ou de consommables (notamment papier et toner pour imprimantes).

Les dotations d'exploitation sont majorées en 2007 par une provision pour litige³¹ de 1.3 MDH, et par une hausse des dotations d'amortissement, suite à l'installation et l'aménagement des locaux de Témara. En 2008, le risque client s'améliorant, les dotations sont réduites de 27%, en raison d'une baisse des provisions sur clients mais également sur stocks. En revanche, en 2009, le risque global est majoré, aussi les dotations d'exploitation augmentent de 35%, notamment en raison d'une hausse des dotations sur stocks et des dotations sur clients.

En 2007 l'EBE s'améliore de 32% et le résultat d'exploitation, bien qu'impacté par des pertes sur créances irrécouvrables de 4.7 MDH plus importantes que l'année précédente, augmente également de 30.7%, plus rapidement que le CA. La marge opérationnelle s'améliore en conséquence, passant à 5.70% contre 5.28% en 2006, et gagne ainsi 42 points. La croissance est légèrement plus faible en 2008 : l'EBE augmente de 5%, tandis que le résultat d'exploitation s'améliore de 20.3%, grâce à une baisse des « autres charges d'exploitation » et des dotations d'exploitation. Comme cette croissance est supérieure à celle du CA, la marge opérationnelle en est légèrement augmentée à 5.85%, en hausse de 15 points. En 2009, la baisse enregistrée par l'EBE (-12.3%) est répercutée au niveau du résultat d'exploitation, la variation modérée des dotations d'exploitation (+6.3%) et des reprises (+9.3%) n'ayant pas d'impact majeur : le résultat d'exploitation est ainsi réduit à 53.1 MDH, en baisse de 12.7% par rapport à l'année 2008. La marge opérationnelle est de son côté ramenée à 4.58%, en baisse de 127 points.

● Résultat financier

K MAD	2006	2007	% Var	2008	% Var	2009	% Var
Produits financiers	4 538	7 515	65,6%	11 701	55,7%	32 853	181%
Produit des titres de participation	602	402	-33,3%	2	-99%	2	0%
Gains de change	2 437	3 713	52,3%	5 421	46,0%	10 975	102%
Intérêts et autres produits financiers	1 280	3 208	150,7%	6 103	90,3%	18 889	209%
Reprises financières	220	193	-12,3%	175	-9,3%	2 987	1607%
Charges financières	13 606	12 574	-7,6%	22 614	79,8%	20 247	-10%
Charges d'intérêts	10 581	9 390	-11,2%	11 018	17,3%	13 077	18.7%
Pertes de change	2 240	2 783	24,3%	9 212	230%	6 034	-34.5%
Autres charges financières	173	92	-46.7%	106	+15%	769	+626%
Dotations financières	613	308	-49,7%	2 279	639%	366	-84%
Résultat financier	-9 067	-5 058	-44,2%	-10 913	115,7%	12 607	-215%

Source : Matel PC Market

Le résultat financier de la société connaît des variations significatives : systématiquement négatif à la fin de l'exercice 2006, 2007 et 2008, avec des fluctuations respectives de -44% et +115% il devient bénéficiaire en 2009. Ces variations s'expliquent par les évolutions de ses principaux constituants : ses postes déterminants sont le solde des pertes et gains de change, les produits financiers constitués par les escomptes de règlement (« cash discount ») versés par les constructeurs, et les charges d'intérêt sur la trésorerie passive.

Les produits des titres de participation correspondent, en 2006 et 2007, aux dividendes versés par la filiale Qualitech.

Jusqu'en 2008, la société n'avait pas de politique de couverture systématique de son risque de change : selon le différentiel de cours entre la date de la facture et la date de règlement de l'achat, elle comptabilisait soit une perte soit un gain de change. En 2006 et en 2007 ces postes s'équilibraient globalement, le solde étant même légèrement positif pour la société. Mais en 2008 la société a enregistré une perte de change importante suite à une hausse brutale du dollar, et elle a dû comptabiliser en fin d'exercice une provision pour perte de change de 2 279 KDH. Aussi, à compter de 2009, elle a renégozié

³¹ Il s'agit d'un litige relatif au licenciement d'une employée, qui avait porté plainte considérant que c'était un licenciement abusif.

ses conditions bancaires afin de mettre en place une couverture systématique de toutes ses importations par des achats à terme de devises. Grace à cette politique de gestion de son risque de change, le solde gains/pertes de change est devenu largement positif pour la société en 2009.

L'arbitrage en faveur d'un règlement anticipé des achats auprès des fournisseurs étrangers, afin de bénéficier d'un escompte de règlement (« cash discount »), était utilisé depuis 2006. Il a été progressivement augmenté jusqu'à devenir systématique en 2009 : en effet, en 2009, dans un contexte de crise de liquidité, les constructeurs ont amélioré les conditions proposées en cas de règlement anticipé, aussi Matel PC Market y a eu recours tout au long de l'exercice. Les produits financiers ainsi perçus sont passés de 1.3 MDH en 2006 à 3.2 MDH en 2007, puis 6.1 MDH en 2008 (+90%) et 18.9 MDH en 2009 (+209%).

Les charges d'intérêt sont dues sur la trésorerie passive, et les dettes de financement contractées. Elles baissent de 11% entre 2006 et 2007, suite au renforcement des fonds propres au moment de l'introduction en bourse. Elles augmentent ensuite de 17% en 2008 et de 18.7% en 2009, suite à l'alourdissement de la trésorerie passive.

En 2009 la société enregistre également une augmentation de ses « autres charges financières », correspondant à des pertes sur les créances sur les filiales Arcnet et Compatible.

● *Résultat non courant*

K MAD	2006	2007	% Var	2008	% Var	2009	% Var
Produits des cessions d'immobilisations	195	14 370	NS	1 972	-86%	141	-93%
Autres produits non courants	438	762	74%	944	24%	456	-52%
Reprises non courantes : transfert de charges	524	4 265	714%	0	-100%	1 008	NS
Total produits non courants	1 157	19 397	1576%	2 916	-85%	1 605	-45%
VNC des immobilisations cédées	15	12 479	NS	861	NS	560	-35%
Autres charges non courantes	13	1 768	NS	786	-56%	415	-47%
Dotations non courantes aux amortissements et provisions	0	738	NS	258	-65%	0	-100%
Total charges non courantes	29	14 985	NS	1 905	-87%	975	-49%
Résultat non courant	1 128	4 412	291%	1 010	-77%	630	-38%

Source : Matel PC Market

Le résultat non courant est principalement constitué par la valeur nette comptable des actifs cédés : c'est en 2007, suite à la cession d'un local appartenant précédemment à PC Market, que ce résultat non courant est le plus significatif, à 4.4 MDH.

● Résultat net

K MAD	2006	2007	% Var	2008	% Var	2009	% Var
Résultat d'exploitation	38 719	50 588	30.7%	60 842	20.3%	53 105	-12.7%
Résultat financier	-9 067	-5 058	-44.2%	-10 913	115.7%	12 607	-215%
Résultat courant	29 651	45 530	53,5%	49 929	9,7%	65 712	31.6%
Résultat non courant	1 128	4 412	291%	1 010	-77,1%	630	-37.7%
Impôts sur les sociétés	10 662	18 360	72,2%	13 850	-24,5%	15 013	8.4%
Résultat net de l'exercice	20 117	31 582	57%	37 090	17,4%	51 328	38.4%
Marge nette (Résultat net/CA)	2,74%	3,56%	+0.82	3,57%	+0.01	4.40%	+0.83

Source : Matel PC Market

Le résultat courant était, en 2006, 2007 et 2008, impacté négativement par le résultat financier : en effet, le résultat financier était négatif, se situant entre 5 et 11 MDH, et il réduisait d'autant le résultat généré par l'exploitation. En 2009 au contraire, le résultat financier devient positif, et en apporte 12.7 MDH de produits nets : il compense la baisse du résultat d'exploitation, et permet d'aboutir à un résultat courant en croissance de 31.6% par rapport à 2008.

L'impôt sur les sociétés baisse de façon significative en 2008 grâce à l'impact de la réduction du taux d'imposition suite à l'introduction en bourse.

En conséquence de ces évolutions, le résultat net inscrit une évolution forte entre 2006 et 2007 (+57%), plus forte que celle du CA, atteignant 31.5 MDH. La marge nette est ainsi haussée de 2.74% à 3.56% du CA, et gagne 82 points. En 2008 la hausse du résultat est comparable à celle du CA, aussi la marge nette est stable. En 2009 le résultat net augmente de 38.4%, à 51.3 MDH. La marge nette s'améliore et atteint le meilleur niveau de la période, à 4.40%, en hausse de 83 points.

● Autofinancement

K MAD	2006	2007	Var%	2008	Var%	2009	Var%
Résultat net	20 117	31 582	57,0%	37 090	17,4%	51 328	38,4%
+ Dotations d'exploitation, financières et non courantes	3 168	5 295	67,1%	4 786	-9,6%	4 264	-10,9%
- Reprises d'exploitation, financières et non courantes	524	4 267	714,1%	0	-100,0%	3 676	NS
+ VNC des immobilisations cédées	15	12 479	NS	861	-93,1%	560	-34,9%
- Produit des cessions d'immobilisations	195	14 370	7269,2%	1 972	-86,3%	141	-92,8%
Capacité d'autofinancement	22 582	30 720	36,0%	40 764	32,7%	52 335	28,4%
Distribution de bénéfices (dividendes)	1 109	10 216	821,6%	13 622	33,3%	17 027	25,0%
Autofinancement	21 473	20 503	-4,5%	27 143	32,4%	35 308	30,08%

Source : Matel PC Market

La capacité d'autofinancement de Matel PC market est majorée de 36% en 2007, atteignant 30.7 MDH, grâce à une augmentation de 57% des résultats nets. Mais la distribution de dividendes augmente également de façon importante (+821%), aussi l'autofinancement qui en résulte est ramené à 20.5 MDH, en baisse de 5% par rapport à 2006. En 2008, la croissance de la capacité d'autofinancement et de la distribution de dividendes est encore de 32%, la société disposant alors de 27 MDH de ressources après distribution de dividendes.

En 2009 la capacité d'autofinancement et l'autofinancement de la société augmentent de 28% et 30%, grâce à la croissance du résultat net, de 38%. La société dispose alors de 35.3 MDH d'autofinancement après distribution de dividendes (également en hausse de 25%).

4. Analyse du tableau de financement de Matel

K MAD	2006		2007		2008		2009 (e)	
	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources
<u>I- Ressources stables</u>								

Autofinancement	1 109	22 582	10 216	30 720	13 622	40 764	17 027	52 335
Cessions et réductions d'immobilisations		214		29 002		11 311		2 390
Augmentation des capitaux propres et assimilés		81 064		45 913				1050
Augmentation des dettes financières								15 000
Total des ressources stables (1)	1 109	103 861	10 216	105 635	13 622	52 076	17 027	70 775

II- Emplois stables

Acquisition des immobilisations	62 172		27 417		14 331		30 481	
Remboursement des capitaux propres								
Remboursement des dettes financières	1 484		1 701		2 506		1071	
Emplois en non valeurs			981				692	
Total emplois stables (2)	63 656	-	30 099	-	16 837	-	32 244	-

Variation du besoin de financement global (3)	110 716		71 148		136 014		52 911	
--	----------------	--	---------------	--	----------------	--	---------------	--

Variation de la trésorerie (4) = (1) - (2) +/- (3)	71 621		5 828		114 398		31 405	
Trésorerie Finale = Trésorerie (n-1) + (4)	-114 419		-120 246		-234 644		-266 049	

Le tableau de financement de Matel PC market appelle les commentaires suivants :

Le besoin de financement de l'activité augmente plus vite que la capacité de l'entreprise à générer des ressources (à l'exception de l'exercice 2007), aussi la trésorerie négative s'alourdit d'année en année : elle passe ainsi de -114 MDH en 2006 à -120 MDH en 2007, puis à -234 en 2008 et -229 MDH en 2009.

Matel PC market a une politique active de gestion de ses immobilisations, maintenant un flux régulier d'acquisitions et de cessions :

- En 2006 la fusion avec la société PC market s'est traduite par une acquisition d'immobilisations à hauteur de 62.1 MDH, dont 22.7 MDH d'immobilisations incorporelles (principalement le fonds de commerce pour 22 MDH), 21.6 MDH d'immobilisations corporelles et 4.6 MDH d'immobilisations financières. Ces acquisitions ont été notamment financées par une augmentation des capitaux propres et assimilés à hauteur de 81 MDH.
- En 2007 la principale acquisition a été le local de Témara, avec les aménagements supplémentaires apportés, pour un montant total de 21 MDH. La société a également augmenté ses immobilisations financières par des créances sur ses filiales (3.9 MDH pour Qualitech et 1.9 MDH sur Arche). L'équilibre financier a été réalisé grâce à l'augmentation des capitaux propres pour 45.9 MDH (notamment au moment de l'introduction en bourse), par la cession d'un ancien local appartenant à PC Market pour 14.2 MDH et par la récupération des créances financières sur Arche (PC Market avait prêté à sa filiale avant 2006 pour l'acquisition du terrain et la construction et l'aménagement du bâtiment).
- En 2008 la société augmente légèrement ses immobilisations corporelles (+3.4 MDH) et financières (6.9 MDH), notamment en raison de cautions financières constituées pour l'entrepôt sous douane. Les cessions d'immobilisations à hauteur de 11.3 MDH correspondent à une reprise de créances financières sur Qualitech (à hauteur de 3.9 MDH) et à des reprises de cautions diverses (banque, douane, etc).
- En 2009 la société acquiert pour 15 MDH des terrains à Nouasseur pour construire une nouvelle plateforme logistique. Un emprunt est contracté à LMT pour financer l'acquisition des terrains, pour le même montant. Avec d'autres acquisitions, le total des immobilisations corporelles acquis pendant l'année atteint 20.8 MDH. Les autres emplois concernent les immobilisations financières, qui augmentent de 9.2 MDH, en raison principalement d'une créance de 8.5 MDH sur la filiale tunisienne.

5. Analyse des principaux ratios financiers de Matel

5.1. Analyse de l'équilibre financier

K MAD	2006	2007	% Var	2008	% Var	2009	% Var
Capitaux propres et Assimilés	148 825	211 839	42,34%	235 307	11,08%	270 658	15,02%
Dettes à moyen et long terme et provisions pour risques et charges	4 207	4 537	N/A	2 899	N/A	13 929	N/A
Financement à long terme (capitaux permanents)	153 032	216 376	41,39%	238 206	10,09%	284 587	19,47%
Actif immobilisé (Engagement à LT)	85 322	83 345	-2,32%	83 559	0,26%	108 436	29,77%
Fonds de roulement	67 710	133 030	96,5%	154 647	16,2%	176 151	13,9%
Actif circulant	372 164	446 251	19,91%	585 877	31,29%	586 111	0,04%
Passif circulant	190 035	192 974	1,55%	196 586	1,87%	143 909	-26,80%

Besoin en fonds de roulement							
(Engagement à CT)	182 129	253 277	39,1%	389 291	53,7%	442 202	13,6%
Trésorerie nette							
(Financement à CT)	- 114 419	-120 246	5,1%	- 234 644	95,1%	- 266 051	13,4%

Grâce à l'augmentation de capital effectuée en 2007 à l'occasion de l'introduction en bourse, Matel PC Market renforce substantiellement son fonds de roulement, qui passe de 67 MDH à 133 MDH (+96%). En parallèle, son besoin en fonds de roulement continue d'augmenter, tiré par le développement de l'activité, il atteint 253 MDH (+39%). Il en résulte une faible augmentation du besoin en trésorerie court terme, qui passe de 114 MDH à 120 MDH (+5%).

En revanche, en 2008, la croissance du fonds de roulement n'est alimentée que par le report des résultats, aussi le fonds de roulement passe de 133 MDH à 154 MDH (+16%), alors que le besoin en fonds de roulement augmente de 54%, atteignant 389 MDH. L'impact est immédiat en besoin de trésorerie, elle atteint 234 MDH, en quasi-doublement par rapport à 2007 (+95%).

En 2009, les capitaux permanents sont renforcés par la dette à LMT contractée pour 7 ans et le report de résultats, tandis que les actifs immobilisés sont augmentés suite à l'acquisition du terrain de Nouasseur. Le fonds de roulement s'améliore de 13.9%. Le BFR évolue dans les mêmes proportions (+13.6%), d'où une variation identique de la trésorerie (+13.4%), qui s'établit à -266 MDH.

5.2. Ratios de liquidité

	2006	2007	Var	2008	Var	2009	Var
Stocks en jours de CA ³²	57	55	-2	58	-3	37	-19
Clients en jours de CA ³³	96	96	0	111	+15	113	+2
Fournisseurs en jours d'achats ³⁴	65	54	-11	45	-9	21	-24

Source : Matel PC Market

L'examen des délais de règlement explique l'augmentation enregistré du besoin de financement de l'exploitation. En effet, si l'augmentation des stocks se fait en ligne avec le chiffre d'affaires, représentant entre 55 et 58 jours de CA sur la période 2006-2008, en revanche les délais clients augmentent plus vite, et atteignent 111 jours de CA en 2008. En 2009 un effort sur les stocks fait passer le ratio à 37 jours de CA, mais le délai client augmente encore de 2 jours.

Coté fournisseurs, le décalage est plus flagrant : le crédit fournisseurs passe de 65 jours d'achat en 2006 à 54 jours en 2007 (-11 jours), puis à 45 jours en 2008 (-9 jours). En 2009 le recours encore plus systématique au « cash discount » fait encore baisser le délai, à 21 jours (-24 jours).

³² Délai calculé comme suit : stocks bruts x 360 / Chiffre d'affaire HT

³³ Créances clients x 360 / Chiffre d'affaires TTC

³⁴ L'essentiel des achats sont importés et donc les achats sont pris en HTVA pour le calcul de ce ratio, alors qu'habituellement le ratio fournisseurs est établi sur les achats TTC. Le ratio est calculé comme suit : [fournisseurs et comptes rattachés – fournisseurs avances et acomptes] x 360 / [achats revendus HT + achats consommés + autres charges externes]

5.3. Analyse de la solvabilité

	2 006	2 007	Var	2 008	Var	2 009	Var
Charges financières / Excédent Brut d'exploitation	29,27%	20,56%	-8.72	35,24%	+14.68	35,9%	+0.7

Source : Matel PC Market

L'analyse de la solvabilité de Matel PC Market montre une amélioration en 2007, le ratio Charges financières sur EBE baissant de 30% grâce la stagnation des charges financières résultant du renforcement des fonds propres, en parallèle d'une augmentation de l'EBE.

En 2008, le ratio se dégrade et atteint 35%, en raison d'une croissance des charges financières plus forte que celle de l'EBE.

En 2009 ce ratio augmente à 35.9%, en raison d'une baisse de l'EBE (-12%) plus forte que la baisse des charges financières (-10.5%).

5.4. Analyse de la rentabilité financière

KMAD	2006	2007	Var	2008	Var	2009	Var
Résultat net	20 117	31 582	57,0%	37 090	17,4%	51 328	38,4%
Fonds propres	143 897	211 176	46,8%	234 644	11,1%	268 945	14,6%
Return on equity (ROE)	13,98%	14,96%	0,97	15,81%	0,85	19,09%	3,28

Source : Matel PC Market

La rentabilité financière de Matel s'améliore de façon significative sur toute la période : elle gagne 183 points entre 2006 et 2008, passant de 13.98% à 15.81%. En 2009 elle s'améliore de près de 328 points, atteignant 19.09%.

1. Perspectives de développement du marché

Le secteur informatique est identifié comme un secteur porteur d'une dynamique de croissance qui a un effet moteur sur l'ensemble de l'économie marocaine. Aussi, les pouvoirs publics ont mis en place des stratégies pour accompagner et faciliter son développement. Ainsi, après le contrat programme conclu en septembre 2006 entre le gouvernement et les professionnels du secteur, le Ministère en charge du secteur a rendu public en 2009 une « stratégie nationale pour la société de l'information et l'économie numérique » appelée « Maroc Numéric 2013 ». En application du discours de SM Mohamed VI lors de la Fête du Trône du 30 juillet 2008, « cette stratégie devrait être axée sur l'exploitation optimale des opportunités induites par la mondialisation en matière de flux d'investissements. Outre la consolidation de l'entreprise marocaine et l'encouragement de l'investissement industriel porteur d'une valeur ajoutée, cette stratégie devrait avoir pour vocation d'ouvrir la voie devant l'économie marocaine, pour qu'elle puisse investir de nouveaux créneaux industriels faisant appel à des technologies novatrices et disposant de marchés prometteurs pour écouler ses produits et ses services ».

L'enjeu pour le Maroc dans le secteur des TI pour les années à venir est non seulement de pérenniser les avancées déjà réalisées, mais surtout de permettre l'insertion du Maroc dans l'économie mondiale du savoir, via une intégration amplifiée et largement diffusée des TI au niveau de tous les acteurs de la société : État, administrations, entreprises et citoyens.

Face à cet enjeu, la stratégie nationale pour la société de l'information et l'économie numérique s'est focalisée sur la définition de priorités et d'actions à fort impact et qui seront enrichies progressivement. Elle a fixé des objectifs ambitieux et réalistes à la fois, dont la réalisation est conditionnée par la mise en place d'une structure de gouvernance pérenne et par une allocation adéquate des ressources.

Les objectifs fixés par la stratégie « Maroc Numéric 2013 » à l'horizon 2013 sont les suivants :

- au niveau des emplois créés : passer de 32 000 en 2008 à 58 000 en 2013
- Un PIB additionnel direct de 7 milliards et indirect de 20 milliards, d'ici 2013
- 100% des écoles publiques et 100% des élèves ingénieurs et en sciences équipés en TI
- Un foyer sur 3 (au lieu d'un sur 10) équipé en accès internet
- E-gov : 89 services publics orientés usagers au lieu de 16 en 2008.

Les priorités fixées par la stratégie « Maroc Numéric 2013 » sont les suivantes :

- Rendre accessible aux citoyens l'Internet Haut Débit et favoriser l'accès aux échanges et à la connaissance.
- Rapprocher l'administration des besoins de l'utilisateur en termes d'efficacité, de qualité et de transparence à travers un ambitieux programme d'e-gouvernement.
- Inciter à l'informatisation des Petites et Moyennes Entreprises pour accroître leur productivité.
- Développer la filière locale TI en soutenant la création et la croissance des acteurs locaux ainsi qu'en favorisant l'émergence de pôles d'excellence à fort potentiel à l'export.

La stratégie identifie 53 actions, classées comme suit :

- Transformation sociale : 10 actions. Parmi les actions afin de généraliser l'usage et l'équipement en TI des acteurs de l'enseignement, le gouvernement marocain mettra en place une action-phare d'équipement subventionné des élèves ingénieurs et assimilés en ordinateurs portables avec accès à Internet. Cette initiative viendra s'ajouter au programme Génie d'équipement des établissements de l'enseignement public et à l'opération Nafid@ de subvention de l'équipement des enseignants en ordinateurs portables et connexions Internet, respectivement lancés en septembre 2005 et mai 2008.
- Services publics orientés usagers : 3 actions

- Productivité de la Petite et Moyenne Entreprise : 9 actions. Parmi ces actions, pour soutenir l'informatisation des PME, il est prévu de mettre en place une subvention pour l'acquisition des solutions d'informatisation sectorielle. Cette subvention s'élèvera à près de 60% de l'investissement TI, plafonné aux alentours de 400.000 dirhams, et ce à travers le programme Moussanada*.
- Industrie des Technologies de l'information : 14 mesures.
- Capital humain : 5 mesures.

2. Orientations stratégiques du nouvel ensemble

La première priorité stratégique du nouvel ensemble, en 2010, sera de consolider et fluidifier son fonctionnement, dans ses différentes dimensions :

- au niveau du système d'information, Matel PC Market avait prévu d'acquérir, à fin 2009, l'ERP Navision dont est déjà équipé Distrisoft depuis 2001. Grâce à la fusion, Matel va pouvoir bénéficier de tous les développements déjà mis en place par Distrisoft, et capitaliser sur l'expertise accumulée par les équipes informatiques.
- Idem en ce qui concerne la certification qualité : Matel PC Market avait entamé la démarche pour aboutir à une certification fin 2009. Les chantiers ont été suspendus en l'attente de la fusion, et là encore l'entité fusionnée pourra aller vite sur ce chantier grâce à l'expérience de Distrisoft qui est certifié depuis 2001.
- En termes d'organisation, les deux entités faisant le même métier il y a beaucoup de pratiques et de savoirs-faire identiques, ce qui facilitera la mise en commun des équipes. Cependant il y aura aussi des fonctions ou des postes en doublon, pour lesquels il faudra trouver des solutions intéressantes. Compte tenu des perspectives de développement, tant sur les métiers propres que sur ceux des filiales, ou des opportunités au niveau régional, les dirigeants estiment qu'ils seront en mesure d'offrir des perspectives de redéploiement à toutes les expertises qui se trouveraient en situation de doublon.
- Au niveau logistique, l'entité fusionnée devra construire une plateforme de stockage à même de répondre aux besoins de l'ensemble. Après une réflexion menée pour comparer les différentes possibilités, les dirigeants sont convenus de maintenir le projet initial de Matel PC Market, à savoir de construire une plateforme logistique sur les terrains acquis en 2009 sur la zone industrielle de Nouaceur. Après redéfinition du dimensionnement nécessaire, compte tenu de la nouvelle taille de l'entité, les études ont été lancées afin construire rapidement une plateforme qui soit opérationnelle en 2010.
- Au niveau des sites, les dirigeants ont entamé la recherche de terrains ou bâtiments qui pourraient accueillir l'entité fusionnée et permettre son développement pendant plusieurs années. Dans l'intervalle, les équipes seront regroupées par métier, entre les différents sites existants (siège de Distrisoft, de Matel PC Market, bureaux à Rabat).

En parallèle de ces chantiers, déjà démarrés, visant un fonctionnement efficace de la nouvelle entité, d'autres réflexions stratégiques non moins importantes sont sur l'agenda des dirigeants :

Ainsi, le portefeuille de marques doit être repensé suite à l'addition des deux offres : une analyse fine par type de produit et segment de marché doit être menée, afin de confirmer, abandonner ou rajouter des produits ou fournisseurs en fonction d'un ensemble de paramètres.

Au-delà de la panoplie des produits offerts, la réflexion doit être affinée sur les différentes dimensions permettant d'améliorer l'offre de l'entité fusionnée, notamment au niveau logistique, assistance personnalisée ou service client. En effet, chacune des deux sociétés perdant son concurrent habituel, il s'agit d'être pro-actif et imaginatif pour convaincre les clients que la fusion est également bénéfique pour eux. La première mesure en ce sens sera le déploiement du nouveau site marchand actuellement en test par Distrisoft : ce nouveau site permettra aux clients d'avoir accès à toutes les informations les concernant (encours, suivi des commandes, conditions particulières de tarification) d'interroger sur la

disponibilité des produits et de passer directement leurs commandes. Ce service permettra ainsi de démultiplier la démarche commerciale vis-à-vis d'une clientèle potentielle beaucoup plus importante.

Enfin, la nouvelle entité pourra se positionner sur de nouvelles opportunités en Afrique. S'appuyant sur son portefeuille de cartes, sa solidité financière et grâce à la mutualisation de ses fonctions support, le nouvel ensemble devrait pouvoir connaître une expansion régionale intéressante.

3. Business plan sur la période 2010-2012

Avertissement

Les prévisions ci-après sont fondées sur des hypothèses dont la réalisation présente par nature un caractère incertain. Les résultats et les besoins de financement réels peuvent différer de manière significative des informations présentées. Ces prévisions ne sont fournies qu'à titre indicatif, et ne peuvent être considérées comme un engagement ferme ou implicite de la part de l'émetteur.

3.1. Périmètre du business plan

Le business plan présenté ci-après intègre le périmètre existant des deux sociétés qui fusionnent, à savoir la distribution de matériels et logiciels informatiques. Cependant, ce périmètre n'intègre pas l'activité des filiales marocaines ou étrangères.

3.2. Programme d'investissement

Le programme d'investissement en dehors du BFR, pour les exercices 2010 à 2012 se présente comme suit :

Investissements (en KDH)	2010	2011	2012
Immobilisations incorporelles	420	90	90
Construction	27 000	-	-
Installations, matériel et outillage	20	20	20
Matériel de transport	1 250	250	250
Matériel et mobilier de bureau	80	80	80
Matériel informatique	500	500	500
Agencements et aménagements	10 300	50	50
Total	39 570	990	990

Les investissements sont principalement constitués par la construction, dès 2010, de la nouvelle plateforme logistique à Nouaceur. Il est prévu qu'elle sera réalisée avec une superficie de 6000 m2 dans un premier temps, pour un coût de 27 MD auquel s'ajoute le coût des rayonnages et matériel de manutention (3,5 MDH au total).

Par ailleurs, il est prévu un réaménagement en 2010 du siège actuel de Matel PC market, afin de mieux loger les équipes, dans la perspective d'un redéploiement de l'ensemble des effectifs sur les locaux existants.

Il est également prévu l'acquisition d'une nouvelle licence pour l'ERP Navision, à hauteur de 420 KDH.

Les années suivantes, il est prévu uniquement 990 KDH d'investissements, constitués par du matériel informatique (500 KDH), un véhicule de transport supplémentaire pour les livraisons (250 KDH) et quelques suppléments de licences, matériel de bureau ou aménagements.

3.3. Comptes de résultats prévisionnels

Le tableau suivant présente l'évolution attendue sur la période 2010-2012, des comptes de produits et charges de l'entité fusionnée. Les chiffres pour 2009 résultent de la sommation des chiffres de Matel PC Market et de Distrisoft (les deux sociétés n'ayant aucun lien d'affaires entre elles, aucun retraitement n'est nécessaire).

Comptes de produits et charges (KDH)	2009	2010	2011	2012	TCAM 2010- 2012
Ventes de marchandises en l'état	1 692 390	1 770 300	1 952 500	2 197 000	11,4%
Ventes de biens et services	3 366				N/A
Chiffre d'affaires	1 695 756	1 770 300	1 952 500	2 197 000	11,4%
Achats revendus de marchandises	1 526 996	1 582 648	1 740 449	1 957 490	11,2%
Achats consommés de matières et fournitures	5 263				N/A
Marge brute	165 394	187 652	212 051	239 510	13,0%
<i>Taux de marge</i>	<i>9,77%</i>	<i>10,60%</i>	<i>10,86%</i>	<i>10,90%</i>	
Charges externes (1)	28 899	27 083	24 057	23 770	-6,0%
Impôts et taxes	1 221	1 256	1 331	1 411	6,0%
Charges de personnel	45 536	49 904	54 894	58 188	8,0%
Excédent brut d'exploitation	87 841	109 409	131 768	156 141	21,1%
Autres produits d'exploitation (2)	14 350	10 487	13 941	15 376	21,1%
Dotations d'exploitation	21 734	23 972	27 187	29 476	10,9%
Résultat d'exploitation	80 458	95 925	118 522	142 041	21,7%
<i>Variation</i>		<i>19,22%</i>	<i>23,56%</i>	<i>19,84%</i>	
Produits financiers	45 331	23 640	22 066	20 877	-6,0%
Charges financières	26 650	15 060	16 460	17 213	6,9%
Résultat financier	18 681	8 580	5 606	3 664	-34,7%
Résultat courant	99 139	104 505	124 128	145 705	18,1%
Résultat non courant	635	-	-	-	
Impôt sur les résultats	23 349	26 649	37 238	43 711	28,1%
Résultat net	76 425	77 856	86 890	101 993	14,5%
Marge nette	4,51%	4,40%	4,45%	4,64%	

(1) Un reclassement a été effectué en intégrant les autres charges d'exploitation

(2) Un reclassement a été effectué en intégrant les immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même

● *Chiffre d'affaires*

en KDH	2009	2010	2011	2012	TCAM
Chiffre d'affaires	1 695 756	1 770 300	1 952 500	2 197 000	11,4%
<i>Variation</i>	<i>7,7%</i>	<i>6,5%</i>	<i>10,3%</i>	<i>12,5%</i>	

Le taux de croissance annuel moyen du chiffre d'affaires sur la période se situe à 11,4% : après une année 2010 pendant laquelle la réorganisation résultant de la fusion risque ralentir légèrement la croissance (6.5% de croissance prévue en 2010, contre 7.7% réalisé en 2009), la société prévoit une accélération en 2011 (croissance de 10.3% puis 2012 (+12.5%). Cette évolution à compter de 2011 sera basée sur :

- Une meilleure couverture du réseau commercial, à travers la mise en commun des forces de vente, et donc un meilleur maillage du territoire,
- Une optimisation des moyens marketing, permettant d'allouer des ressources pour la promotion d'une gamme plus étendue de produits ou marques encore peu connus
- Le développement des ventes grâce au site web marchand.

● *Marge brute sur ventes en l'état*

en KDH	2009	2010	2011	2012	TCAM
Marge brute	165 394	187 652	212 051	239 510	13%
Taux de marge	9,77%	10,60%	10,86%	10,90%	

Source : Matel PC Market

Après une année 2009 marquée par une forte pression concurrentielle chez tous les distributeurs, il est prévu un léger redressement des marges brutes à partir de 2010, permettant de se rapprocher des niveaux enregistrés les années précédentes.

● *Autres charges d'exploitation*

en KDH	2009	2010	2011	2012	TCAM 2010-2012
Charges externes	28 899	27 083	24 057	23 770	-6%
Impôts et taxes	1 221	1 256	1 331	1 411	6%
Charges de personnel	45 536	49 904	54 894	58 188	8%
Total charges d'exploitation	75 656	78 243	80 283	83 369	
Croissance		3%	3%	4%	
Excédent brut d'exploitation	87 841	109 409	131 768	156 141	21,1%
en % du CA	5,3%	6,2%	6,7%	7,1%	

Source : Matel PC Market

La mise en œuvre des synergies prévues, et la rationalisation de certaines charges, devraient permettre une baisse du niveau des charges externes (par exemple assurances, frais de livraison, charges d'infrastructure, etc). En revanche, les charges de personnel sont appelées à augmenter, en raison d'une harmonisation des salaires entre les équipes des deux entités et du recrutement de quelques compétences supplémentaires qui seront nécessaires.

Une hausse de 3% des charges d'exploitation est prévue en 2010 et 2011, et de 4% en 2012.

Compte tenu de l'hypothèse retenue de croissance du CA, le niveau d'EBE devrait s'améliorer (taux de croissance annuel moyen de 21%), et passer de 5.3% du CA en 2009 à 7.1% du CA en 2012.

● *Résultat d'exploitation*

en KDH	2009	2010	2011	2012	TCAM
Excédent brut d'exploitation	87 841	109 409	131 768	156 141	
Autres produits d'exploitation	14 350	10 487	13 941	15 376	21%
Dotations d'exploitation	21 734	23 972	27 187	29 476	11%
Résultat d'exploitation	80 458	95 925	118 522	142 041	22%
Variation		19,22%	23,56%	19,84%	
en % du CA	4,8%	5,4%	6,1%	6,5%	

Source : Matel PC Market

Les « Autres produits d'exploitation » sont constitués des reprises sur provisions sur clients douteux et sur stocks, et reprises de provisions sur risques et charges.

Les « dotations d'exploitation » comprennent les provisions pour dépréciation de stocks, de créances clients, pour risques et charges, et les dotations aux amortissements.

Les dotations et reprises pour dépréciation des créances clients sont établies sur l'hypothèse d'un niveau de créances douteuses établi en pourcentage du chiffre d'affaires (sur la base de l'historique cumulé des deux sociétés), considérant qu'une proportion des créances douteuses est réglée après contentieux, permettant la reprise des provisions l'année suivante. La mise en commun de la base clientèle et un meilleur suivi du recouvrement devraient améliorer significativement le coût du risque client.

Pour la dépréciation de stocks, elle est estimée en pourcentage du stock global, avec une reprise chaque année de la provision constituée l'année précédente. Grâce à la généralisation de l'ERP actuellement mis en place par Distrisoft, il est attendu une meilleure gestion des stocks, se traduisant par une maîtrise des provisions pour dépréciation.

Les dotations aux amortissements sont majorées par les investissements opérés en 2010, dont l'impact en termes d'amortissements ne se fait sentir pleinement qu'en 2011.

Il résulte de ces hypothèses un résultat d'exploitation qui s'améliore en moyenne de 22% par an, passant de 80,5 MDH en 2009 à 142 MDH en 2012. Il représenterait alors 6.5% du CA (contre 4.8% en 2009).

● *Résultat financier*

en KDH	2009	2010	2011	2012	TCAM 2010- 2012
Produits financiers	45 331	23 640	22 066	20 877	-6%
. Gains de change	12 990				N/A
. Intérêt et autres produits financiers	27 409	23 057	20 884	19 575	11%
. Reprises financières	4 932	583	1 180	1 302	90%
Charges financières	26 650	15 060	16 460	17 213	+7%
. Charges d'intérêts	17 097	13 880	15 158	15 748	0
. Pertes de change	7 937				N/A
. Autres charges financières	1 032				N/A
. Dotations financières	583	1 180	1 302	1 465	0

Résultat financier	18 681	8 580	5 606	3 664	-34,7%
---------------------------	---------------	--------------	--------------	--------------	---------------

Source : Matel PC Market

Le résultat financier est estimé principalement sur la base des produits constitués par le cash discount (classé dans les intérêts et autres produits financiers) et des charges constituées par les intérêts financiers sur la trésorerie passive. L'hypothèse majeure retenue par la société est que les constructeurs ne vont pas maintenir des conditions aussi attractives que celles proposées en 2009 en cas de règlement anticipé. Par ailleurs une hypothèse conservatrice a été retenue pour le solde net entre les pertes et gains de change, estimé nul pour la période (alors qu'il représentait un produit net de 5 MDH en 2009).

Les dotations et reprises financières sont estimées sur la base de l'historique des deux sociétés.

Le résultat financier est ainsi estimé en baisse en 2010 par rapport à 2009, passant de 18.6 MDH à 8,5 MDH en 2010, en raison de la baisse des produits du cash discount (suite à la modification des modalités proposées), des reprises financières et de la hausse des charges financières, et de l'absence de gains de change.

Il continue à baisser en 2011 et 2012, sous l'effet d'une diminution régulière du recours au cash discount et d'une hausse des charges financières, en raison de l'augmentation de la trésorerie passive.

● *Résultat courant et résultat net*

en KDH	2009	2010	2011	2012	TCAM
Résultat courant	99 139	104 505	124 128	145 705	18%
Résultat non courant	635	-	-	-	
Impôt sur les résultats	23 349	26 649	37 238	43 711	28%
Résultat net	76 425	77 856	86 890	101 993	15%
Marge nette	4,51%	4,40%	4,45%	4,64%	

Source : Matel PC Market

Grâce à l'amélioration du résultat d'exploitation, le résultat courant est en croissance moyenne de 18% entre 2010 et 2012. La société retrouvant à partir de 2011 le régime général d'imposition³⁵, les impôts sur les résultats augmentent plus vite (TCAM +28%), et donc impactent la croissance du résultat net.

C'est ainsi que le résultat net passe de 76 MDH en 2009 à 102 MDH en 2012, soit une croissance moyenne de 15%. Après une légère baisse en 2010, le taux de marge nette s'améliore légèrement, pour atteindre 4,64% en 2012.

³⁵ Matel PC Market s'est introduite en bourse en 2007, elle bénéficie donc d'une réduction du taux d'imposition sur les bénéfices pendant 3 années à compter de l'exercice qui suit celui de l'introduction en bourse, soit jusqu'à l'exercice 2010 inclus.

3.4. Bilan simplifié

MAD	2009	2010	2011	2012	TCAM 10-12
Actif immobilisé	108 436	297 593	291 165	284 923	-2%
. Immobilisations en non valeur	1 328	1 062	797	531	-29%
. Immobilisations incorporelles	23 259	173 121	172 760	172 381	0%
. Immobilisations corporelles	66 098	104 907	99 106	93 509	-5%
. Immobilisations financières	17 751	18 502	18 502	18 502	0%
Actif circulant hors trésorerie	586 111	910 934	1 004 585	1 130 258	11%
. Stocks	114 989	221 288	244 063	274 625	11%
. Clients et comptes rattachés	438 678	590 100	650 833	732 333	11%
. Etat	29 869	88 515	97 625	109 850	11%
. Autres débiteurs	2 209	8 852	9 763	10 985	11%
. Titres et valeur de placement	-	1 000	1 000	1 000	0%
. Ecart de conversion -Actif	366	1 180	1 302	1 465	11%
Trésorerie actif	15 744	-	-	-	N/A
Total actif	710 290	1 208 527	1 295 750	1 415 181	8,3%
Fonds propres	268 945	569 867	619 042	675 777	9%
. Capital social	113 514	188 576	188 576	188 576	0%
. Prime d'émission/fusion	37 125	219 182	219 182	219 182	0%
. Réserves légales	7 639	10 206	14 099	14 099	16%
. Autres Réserves	59 274	59 274	59 274	59 274	0%
. Report à nouveau	65	14 773	51 021	92 652	139%
Résultat net	51 328	77 856	86 890	101 993	22%
Capitaux propres et assimilés	1 713	1 713	1 713	1 713	0%
Dettes de financement	13 929	10 728	7 346	3 774	-41%
Passif circulant hors trésorerie	143 909	305 869	336 783	378 856	11%
. Fournisseurs	64 964	175 850	193 383	217 499	11%
. Etat	72 525	123 921	136 675	153 790	11%
. Autres créditeurs	5 402	2 459	2 712	3 051	11%
. Provisions pour risques et charges	366	2 655	2 929	3 296	11%
. Ecart de conversion - Passif	652	984	1 085	1 221	11%
Trésorerie passif	281 794	320 351	330 865	355 061	6%
Total passif	710 290	1 208 527	1 295 750	1 415 181	8,3%

Source : Matel PC Market

Le bilan prévisionnel de l'entité fusionnée est établi à partir du bilan de Matel PC market en 2009, auquel est intégré l'apport effectué par Distrisoft en 2010.

Les postes impactés par l'opération de fusion absorption sont les suivants :

Au niveau du passif :

- Le capital social est augmenté de 75 MDH (montant nominal de l'augmentation de capital)
- Le poste prime d'émission et de fusion est augmenté de 182 MDH (prime de fusion nette des charges relatives à la fusion).

- Toutes les dettes sont prises en charge à leur niveau au moment de la réalisation de la fusion.

Au niveau de l'actif, tous les actifs sont intégrés dans les postes correspondants à leur niveau au moment de la réalisation de la fusion. Le poste « fonds de commerce », dans les immobilisations incorporelles, est majoré d'un montant de 149 MDH, correspondant au goodwill pris en compte au moment de la fusion (valeur d'apport de la société Distrisoft moins valeur d'actif net).

A partir de la fusion, les principales évolutions au niveau du bilan sont les suivantes :

- L'intégration des investissements prévus en 2010, et leur amortissement ultérieur
- Un stock net estimé de 45 jours (contre une moyenne de 47 jours pour le cumul des deux entités sur la période 2007-2009), grâce à la généralisation de l'outil Navision
- Un délai client réduit à 100 jours (contre une moyenne de 107 jours pour le cumul des deux entités sur la période 2007-2009), grâce à la mise en commun des équipes commerciales
- Un délai fournisseurs de 40 jours (contre une moyenne de 45 jours pour le cumul des deux entités sur la période 2007-2009).

Sur ces bases, la structure financière se renforce, avec une croissance moyenne des fonds propres de 9% l'an, tandis que la trésorerie passive augmente plus lentement (+6% en moyenne).

3.5. Tableau de financement

en KDH	2009	2010	2011	2012	TCAM (10-12)
Résultat net	51 328	77 856	86 890	101 993	14,5%
+ Dotations d'exploitation	4 264	6 048	7 418	7 232	9,2%
- Reprises	3 676				N/A
Capacité d'autofinancement	52 335	83 904	94 308	109 225	21,0%
Ressources stables de l'exercice					
Capacité d'autofinancement	52 335	83 904	94 308	109 225	21,0%
Augmentation des capitaux propres	1 050	257 120	-	-	NS
<i>Augmentation en nominal</i>		75 063	-	-	NS
<i>Prime d'émission ou de fusion</i>		182 057			NS
Augmentation des dettes de financement	15 000				N/A
Cessions et réductions d'immobilisations	2 390				N/A
Total ressources stables de l'exercice	70 775	341 024	94 308	109 225	-43,4%
Emplois stables de l'exercice					
Acquisitions et augmentation d'immobilisations	30 481	195 204	990	990	-92,9%
Distribution de dividendes	17 027	34 054	37 715	45 258	15,3%
Remboursement de la dette	1 763	3 201	3 382	3 572	5,6%
Total emplois stables de l'exercice	49 271	232 459	42 087	49 821	-53,7%
Variation du Fonds de Roulement	21 504	108 564	52 221	59 404	-26,0%
Variation du Besoin en Fonds de Roulement	52 911	162 864	62 736	83 600	-28,4%
Variation de Trésorerie	- 31 407	- 54 300	- 10 515	- 24 196	-33,2%
Solde de Trésorerie	- 266 051	- 320 351	- 330 865	- 355 061	5,3%

Source : Matel PC Market

Le tableau de financement, établi à partir de la situation de Matel en 2009, est tout d'abord impacté en 2010 par l'intégration de l'apport de la société Distrisoft.

En effet, les ressources sont majorées par l'augmentation des capitaux propres de 257 MDH, constituée pour partie de l'augmentation en nominal (75 MDH) et pour partie de la prime de fusion (182 MDH³⁶). En contrepartie, la société intègre en acquisition d'immobilisations l'ensemble des actifs apportés, pour un montant de 146.6 MDH. S'ajoutent à ces immobilisations apportées par Distrisoft les investissements opérés au cours de l'exercice, pour un montant de 39.6 MDH.

Les besoins de financement de l'activité sont majorés, en raison de l'intégration de l'exploitation apportée par Distrisoft. La trésorerie de l'entité fusionnée, par rapport à celle de Matel seule, enregistre ainsi un besoin supplémentaire de 54 MDH. Il en résulte une trésorerie négative de 320 MDH pour l'entité fusionnée en 2010.

En 2011 et 2012, les investissements nécessaires sont très limités. Les dividendes distribués sont en augmentation moyenne de 15% par an entre 2010 et 2012, taux inférieur à celui de l'amélioration de la capacité d'autofinancement (+21%).

Les ratios d'exploitation de l'entité fusionnée sont progressivement impactés par les synergies mises en place, aussi le besoin en fonds de roulement, après avoir triplé en 2010 par la sommation simple des stocks et créances clients, est significativement réduit en 2011, et augmente à nouveau en 2012 pour suivre le développement de l'activité.

Il en résulte une trésorerie négative dont la croissance reste maîtrisée, à 5% l'an en moyenne entre 2010 et 2012.

³⁶ La prime de fusion est nette des frais et charges relatifs à la fusion (estimés à 5 MDH).

IX . FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES

1. Faits exceptionnels et contentieux

A la date d'établissement du présent dossier d'information, ni la société Matel PC Market ni la société Distrisoft ne connaissent de faits exceptionnels ou d'affaires contentieuses, hors créances en souffrance liées à leur activité, susceptibles d'affecter de façon significative leurs situations nettes respectives.

En effet, le seul dossier de litige chez Matel PC market vient d'être tranché par la justice en décembre 2009 : il s'agissait d'une plainte pour licenciement abusif d'une ancienne employée, datant de 2007. La justice vient de trancher en faveur de l'employée licenciée. Matel PC Market avait constitué des provisions en 2007 et 2008 à hauteur de 1.9 MDH, ces provisions vont être reprises pour régler le montant décidé par le tribunal.

Au 31 décembre 2009, les créances contentieuses ont atteint 24,7 MDH chez Matel PC Market et 14,8 MDH chez Distrisoft.

2. Contrôle fiscal de PC Market

La société PC Market a fait l'objet d'un contrôle fiscal au titre des exercices 2002 à 2005, suite à son absorption par Matel. Matel PC Market a reçu les notifications de l'administration fiscale au titre de l'exercice 2002 et au titre des exercices 2003 à 2005 qui ont pris en considération en partie les justifications de la société. Au 31/12/2007, la société a procédé à l'enregistrement d'une provision pour risques sur la base des redressements acceptés. L'assemblée générale extraordinaire de la société absorbante Matel approuvant la fusion, avait décidé notamment l'imputation sur la prime de fusion de tout passif de PC Market qui viendrait à naître après la fusion.

La société ayant réfuté certains chefs de redressements, s'est pourvue devant la commission locale de taxation au début du mois d'avril 2008. Par la suite, un accord a été trouvé avec l'administration fiscale, et la société a procédé au règlement des redressements opérés au titre des exercices 2002 à 2005, pour un montant cumulé de 760 KDH.

1. Risques liés à l'opération de fusion

Les risques associés à l'opération de fusion sont non négligeables. Les exigences des actionnaires ainsi que les attentes des clients et des salariés exercent une forte pression sur les dirigeants menant cette opération. Au-delà du risque financier (si les synergies prévues ne se matérialisent pas), la Société est exposée au risque d'un accueil mitigé de la fusion par ses partenaires, et aux risques relatifs à la réorganisation post fusion.

En effet, les intérêts des partenaires historiques (clients, fournisseurs et banques) pourraient ne plus converger avec ceux de l'entité fusionnée ce qui pousserait ses partenaires à appliquer des conditions de collaboration moins avantageuses. C'est pourquoi les deux sociétés ont entamé une démarche commune de communication vis-à-vis de leurs partenaires dès l'annonce de l'opération, afin d'être à l'écoute de leurs attentes et de leurs craintes et de pouvoir y répondre. Vis-à-vis des fournisseurs, la démarche est facilitée par un environnement dans lequel les constructeurs eux-mêmes connaissent un mouvement de concentration, aussi la fusion est globalement bien accueillie, en ce qu'elle ouvre la perspective d'avoir un interlocuteur marocain plus important et plus solide. Vis-à-vis des clients, qui perdent la possibilité de faire jouer la concurrence habituelle entre Matel PC Market et Distrisoft, un certain attentisme a été enregistré : la société fusionnée devra donc prouver, en apportant une meilleure qualité globale de service et notamment de conditions logistiques, que la fusion est également bénéfique pour les clients. Vis-à-vis des banques, le statut coté des deux sociétés et leur historique de relations confiantes plaident en faveur d'un traitement encore plus privilégié par les banquiers partenaires.

En ce qui concerne la réorganisation post-fusion, le risque est que l'organisation mise en place suite à la fusion ne reçoive pas l'adhésion du personnel, ou que le choc des cultures et des pratiques de travail des deux entreprises compromette la réussite du nouvel ensemble. Le risque se traduit également par une situation dans laquelle les perturbations générées par les inévitables changements (et notamment déménagement, changement de système d'information, etc) pèsent sur la mobilisation des équipes et ne permettent pas de travailler correctement.

Ces risques sont pris très au sérieux par les dirigeants, qui ont constitué un comité de fusion dès l'annonce de l'opération, lequel se réunit toutes les semaines pour suivre les différents chantiers liés à l'organisation post-fusion. Des chantiers ont été définis pour chaque dimension, associant des équipes de chaque société, et accompagnés de consultants spécialisés (RH, management, communication, SI, qualité). Les dirigeants ont en effet fait le choix de s'entourer d'experts reconnus, qui ont l'expérience d'opérations similaires, afin de se donner toutes les chances de réussite. Cette démarche associative devrait permettre, avec l'aide des experts associés, de trouver les meilleures formules dans le cadre de l'organisation post-fusion et de réduire au mieux les inévitables perturbations.

Parmi les chantiers majeurs, il faut noter que le choix de déployer sur Matel PC Market l'ERP qui est déjà opérationnel chez Distrisoft (Navision) est une décision qui a été très favorablement accueillie par les équipes de Matel PC Market. En effet cette solution leur fera gagner beaucoup de temps, puisqu'ils pourront s'appuyer sur l'expérience accumulée de Distrisoft et bénéficier des outils déjà développés. Les dirigeants sont ainsi confiants dans la capacité de l'entité fusionnée à fonctionner rapidement avec un même ERP, avec toutes les conséquences organisationnelles que cela implique.

Par ailleurs, les équipes de Matel PC Market ont déjà vécu l'expérience d'une précédente fusion, en novembre 2006 entre Matel et PC Market. Cette fusion a été vécue sans difficultés, elle s'est traduite par un développement accéléré de la nouvelle structure et un renforcement de ses équipes : ce précédent heureux conditionne favorablement les équipes des deux sociétés, qui accueillent cette opération avec fierté, confiance et responsabilité.

2. Risque concurrentiel

La fusion entre les deux principaux grossistes marocains crée un acteur de taille beaucoup plus significative que tous ses concurrents marocains. Le risque est donc de voir des clients chercher à susciter des offres concurrentes de la part de nouveaux opérateurs, et notamment étrangers. La nouvelle entité devra donc rester vigilante pour maintenir une offre toujours compétitive, et notamment en améliorant la qualité du service au client et en leur offrant de nouvelles fonctionnalités (par exemple, à travers le déploiement du site marchand).

3. Risque fiscal

Si le risque d'un redressement fiscal en cas de fusion est non négligeable pour une société non cotée, dans le cas d'une opération comme celle-ci, entre deux sociétés cotées, il devient négligeable. En effet, les deux sociétés sont soumises à la discipline de la transparence financière depuis des années, sous le contrôle de leurs deux commissaires aux comptes respectifs.

Mais dans le cas où un contrôle fiscal serait effectué suite à la fusion, comme cela a été le cas suite à la fusion entre Matel et PC Market, le risque financier est très limité et ne devrait pas impacter la rentabilité de l'entité fusionnée. En effet, les redressements fiscaux éventuels post-fusion ne devrait pas affecter les résultats futurs de l'entreprise mais éventuellement ses capitaux propres dans la mesure où il est proposé à l'assemblée générale des actionnaires du 29 avril 2010, la possibilité d'affecter tout passif éventuel sur le solde de la prime de fusion.

4. Risque Fournisseurs

Les deux sociétés représentent à titre non exclusif plusieurs constructeurs et éditeurs mondiaux. En particulier, les trois premiers constructeurs pèsent en moyenne 78% des achats chez Matel PC Market et 71% chez Distrisoft. Etant conscients du risque lié à cette concentration, le management des deux sociétés a engagé depuis plusieurs années une politique de diversification, en devenant un distributeur de choix pour les principaux constructeurs mondiaux. L'entité fusionnée devrait d'ailleurs disposer de davantage de ressources humaines à dédier au développement de l'ensemble de son portefeuille de cartes, pour réduire le risque de concentration. La situation vis-à-vis des plus importants fournisseurs est la suivante :

● HP

Le contrat liant HP à ses distributeurs marocains est un contrat type, généralement conclu avec les distributeurs de ce constructeur dans les régions d'Europe, du Moyen-Orient et d'Afrique. Le contrat est valable indéfiniment et peut être résilié moyennant un préavis de 1 à 2 mois dans le cas d'une violation grave par le distributeur d'une des obligations par rapport aux termes dudit contrat (insolvabilité ou faillite, export dans un pays non autorisé ou sous embargo US, défaut de paiement, etc.). Il peut également être résilié (moyennant un préavis de 6 mois) en cas de non performance commerciale caractérisée sur l'ensemble des catégories de produits (environ 30 catégories différentes).

● MICROSOFT

Le contrat liant MICROSOFT à ses distributeurs marocains est un contrat type, généralement conclu avec les distributeurs de cet opérateur dans les régions d'Europe, du Moyen-Orient et d'Afrique. Il est valable pour une durée de un an (sur la base de l'année fiscale MICROSOFT) renouvelable par tacite reconduction et peut être résilié moyennant un préavis de 1 mois sans aucune justification ou immédiatement dans le cas d'une violation grave par le distributeur marocain d'une des obligations par

rapport aux termes des contrats (insolvabilité ou faillite, export dans un pays non autorisé ou sous embargo US, défaut de paiement, etc.)

● *DELL*

Le contrat liant DELL INTERNATIONAL à ses distributeurs marocains est un contrat type, généralement conclu avec les distributeurs de DELL dans les régions d'Europe, du Moyen-Orient et d'Afrique. Cet accord a une validité d'un an à compter de sa date de signature et est renouvelable par tacite reconduction. Sa résiliation pourrait prendre effet moyennant un préavis écrit de 3 mois dans le cas d'une violation par l'une ou l'autre des parties des obligations contenues dans les termes dudit contrat ; notamment dans le cas où le distributeur n'atteint pas les objectifs trimestriels de vente pour lesquels il s'est engagé avec son fournisseur.

En outre, le distributeur marocain est tenu de respecter (i) une clause de confidentialité lui interdisant de divulguer toute information jugée confidentielle, dont la publication serait susceptible de perturber l'activité de DELL (ii) des obligations en termes de reporting et d'inventaires de stocks.

5. Risque Produits

Les distributeurs évoluent dans un secteur où l'obsolescence est souvent rapide. Toutefois, les distributeurs disposent auprès de ses fournisseurs d'un ensemble de « protections » sur les stocks, leur permettant de provisionner de façon raisonnable. Ces protections consistent en la participation contractuelle des fournisseurs soit au déstockage, soit à la prise en charge d'une partie du différentiel entre le prix d'achat et le prix imposé par la concurrence.

6. Risque Clients

Le risque client est limité du fait de l'élargissement de la base clientèle des deux sociétés. En effet, le premier client ne pèse pas plus de 4% du CA, aussi bien chez Distrisoft que chez Matel PC Market (si on exclue la filiale tunisienne). Une gestion active de la relation clientèle permet, à travers les contrôles de crédit, et les conditions de paiement et de garanties demandées, de limiter les risques d'impayés.

Enfin, les clients de DISTRISOFT MAROC S.A. à encours important sont couverts par une assurance crédit auprès d'EULER HERMES ACMAR.

7. Risque de change

Réalisant la quasi-totalité de leurs achats en devises, les distributeurs ont adopté une politique de couverture contre le risque de change. Pour réduire davantage ce risque, les sociétés se sont dotées d'outils d'aide à la décision et elles assurent un suivi quotidien des positions de change sur lesquelles elles se trouvent engagées. De même, les sociétés sont en négociation permanente avec les banques de la place pour obtenir le meilleur service au taux le plus intéressant.

1. Principes et méthodes comptables

1.1. Matel PC Market

I- ACTIF IMMOBILISE

A. EVALUATION A L'ENTREE

- | | |
|----------------------------------|--------------------|
| 1. Immobilisation en non-valeurs | COUT HISTORIQUE |
| 2. Immobilisations incorporelles | COUT D'ACQUISITION |
| 3. Immobilisations corporelles | COUT D'ACQUISITION |
| 4. Immobilisations financières | COUT HISTORIQUE |

B. CORRECTIONS DE VALEUR

- | | |
|---|----------------------|
| 1. Méthodes d'amortissements | LINEAIRE et DEGRESIF |
| 2. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation | NEANT |
| 3. Méthodes de détermination des écarts de conversion-actif | NEANT |

II- ACTIF CIRCULANT (hors trésorerie)

A. EVALUATION A L'ENTREE

- | | |
|-----------------------------------|----------------------|
| 1. Stocks | AU COUT D'ACHAT |
| 2. Créances | A LA VALEUR NOMINALE |
| 3. Titres et valeurs de placement | NEANT |

B. CORRECTIONS DE VALEUR

- | | |
|---|---|
| 1. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciations | SELON PROCEDURE JUDICIAIRE |
| 2. Méthodes de détermination des écarts de conversion-actif | POUR LE STOCK SELON
L'EVOLUTION DES PRODUITS
COURS DE CLOTURE |

III- FINANCEMENT PERMANENT

- | | |
|--|----------------------|
| 1. Méthodes de réévaluation | NEANT |
| 2. Méthodes d'évaluation des provisions réglementées | NEANT |
| 3. Dettes de financement permanent | A LA VALEUR NOMINALE |
| 4. Méthodes d'évaluation des provisions durables pour risques et charges | NEANT |
| 5. Méthodes de détermination des écarts de conversion-passif | NEANT |

IV- PASSIF CIRCULANT (Hors trésorerie)

- | | |
|--|------------------------|
| 1. Dettes du passif circulant | A LA VALEUR HISTORIQUE |
| 2. Méthodes d'évaluation des autres provisions pour risques et charges | COURS DE CLOTURE |
| 3. Méthodes de détermination des écarts de conversion-passif | COURS DE CLOTURE |

V- TRESORERIE

- | | |
|---------------------|------------------------|
| 1. Trésorerie-Actif | A LA VALEUR HISTORIQUE |
|---------------------|------------------------|

2. Trésorerie-Passif
3. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation

A LA VALEUR HISTORIQUE
NEANT

1.2. Distrisoft

I. ACTIF IMMOBILISE

A. EVALUATION A L'ENTREE

- | | |
|----------------------------------|------------------------------------|
| 1. Immobilisation en non-valeurs | Coût Historique→ somme des charges |
| 2. Immobilisation incorporelles | Coût d'acquisition |
| 3. Immobilisations corporelles | Coût d'acquisition |
| 4. Immobilisations financières | Coût Historique |

B. CORRECTIONS DE VALEUR

- | | |
|---|-------|
| 1. Méthodes d'amortissements | |
| 2. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation | Néant |
| 3. Méthodes de détermination des écarts de conversion-Actif | Néant |

II. ACTIF CIRCULANT (Hors trésorerie)

A. EVALUATION A L'ENTREE

- | | |
|-----------------------------------|---------------------------------|
| 1. Stocks | Coût d'acquisition |
| 2. Créances | Coût Historique→Montant Nominal |
| 3. Titres et valeurs de placement | Cours moyen mois de cloture |

B. CORRECTIONS DE VALEUR

- | | |
|---|----------------------------|
| 1. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation | |
| 2. Méthodes de détermination des écarts de conversion - Actif | Cours de change de Clôture |

III. FINANCEMENT PERMANENT

- | | |
|--|-------|
| 1. Méthodes de réévaluation | Néant |
| 2. Méthodes d'évaluation des provisions réglementées | Néant |
| 3. Dettes de financement permanent | Néant |
| 4. Méthodes d'évaluation des provisions durables pour risques et charges | Néant |
| 5. Méthodes de détermination des écarts de conversion - Passif | Néant |

IV. PASSIF CIRCULANT (Hors trésorerie)

- | | |
|--|---------------------------------|
| 1. Dettes du passif circulant | Coût Historique→Montant Nominal |
| 2. Méthodes d'évaluation des autres provisions pour risques et charges | Cours de Clôture |
| 3. Méthodes de détermination des écarts de conversion - Passif | Cours de change de Clôture |

V. TRESORERIE

- | | |
|---|---------------------------------|
| 1. Trésorerie - Actif | Coût Historique→Montant Nominal |
| 2. Trésorerie - Passif | Coût Historique→Montant Nominal |
| 3. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation | Néant |

2. Etats financiers sociaux de Matel PC Market (exercices 2006 à 2009)

2.1. Bilan

ACTIF	2006	2007	2008	2009
IMMOBILISATION EN NON VALEUR (a)	108 281,65	955 698,39	827 098,26	1 327 821,77
Frais préliminaires	18 628,51	24 852,74	18 702,74	12 552,74
Charges à répartir sur plusieurs exercices	89 653,14	930 845,65	808 395,52	1 315 269,03
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES(b)	22 708 547,30	22 980 424,69	23 109 566,52	23 259 303,90
Immobilisations en recherche et développement	0,00	0,00	0,00	0,00
Brevets, marques, droits et valeurs similaires	98 547,30	980 424,69	934 551,52	1 092 441,40
Fonds commercial	22 000 000,00	22 000 000,00	22 000 000,00	22 000 000,00
Autres immobilisations incorporelles	610 000,00	0,00	175 015,00	166 862,50
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (c)	44 704 785,49	50 386 108,52	49 421 337,73	66 098 022,56
Terrains	15 416 982,00	12 480 657,00	12 304 157,00	27 429 157,00
Constructions	24 546 847,24	33 668 091,52	31 833 867,62	29 773 395,82
Installations techniques, matériel et outillage	666 228,73	519 571,18	423 703,91	445 771,74
Matériel de transport	289 767,80	214 148,42	974 307,26	890 875,56
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	3 326 549,27	3 371 440,27	3 700 313,67	3 961 479,80
Autres immobilisations corporelles	140 334,15	132 200,13	119 388,27	100 070,15
Immobilisations corporelles en cours	318 076,30	0,00	65 600,00	3 497 272,49
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (d)	17 800 067,80	9 023 268,25	10 200 547,61	17 750 928,39
Prêts immobilisés	151 916,63	0,00	0,00	0,00
Autres créances financières	12 764 908,52	4 140 025,60	1 689 008,96	9 249 289,74
Titres de participation	4 864 797,40	4 864 797,40	8 493 093,40	8 493 093,40
Autres titres immobilisés	18 445,25	18 445,25	18 445,25	8 545,25
ECARTS DE CONVERSION - ACTIF (e)	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL I (a+b+c+d+e)	85 321 682,24	83 345 499,85	83 558 550,12	108 436 076,62
STOCKS (f)	112 876 397,92	130 302 006,73	161 813 518,33	114 988 876,26
Marchandises	112 876 397,92	130 302 006,73	161 813 518,33	114 988 876,26
Matières et fournitures consommables	0,00	0,00	0,00	0,00
Produits en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (g)	257 469 416,85	314 148 446,35	420 228 791,86	470 755 847,66
Fournis. débiteurs, avances et acomptes	3 358 457,55	2 360 561,42	3 484 816,62	1 252 523,76
Clients et comptes rattachés	233 997 575,94	284 414 422,20	379 658 105,03	438 677 577,40
Personnel	31 500,00	282 305,00	224 435,00	263 395,00
Etat	19 389 863,57	26 630 138,78	36 413 677,36	29 868 896,33
Comptes d'associés	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres débiteurs	95 847,60	238 000,00	47 543,88	0,00
Compte de régularisation actif	596 172,19	223 018,95	400 213,97	693 455,17
TITRES ET VALEUR DE PLACEMENT (h)	1 625 168,76	1 625 168,76	1 625 168,76	0,00
ECART DE CONVERSION - ACTIF (i)	192 907,02	174 936,95	2 209 981,85	366 159,02
TOTAL II (f+g+h+i)	372 163 890,55	446 250 558,79	585 877 460,80	586 110 882,94
TRESORERIE - ACTIF				
Chèques et valeurs à encaisser	14 273 439,01	14 130 407,30	15 376 998,30	15 307 391,05
Banques, T.G & CP	1 012 886,22	5 316 866,51	8 323 055,62	388 883,91
Caisses, régies d'avances et accreditifs	110 093,35	31 821,48	24 434,47	47 261,94

TOTAL III	15 396 418,58	19 479 095,29	23 724 488,39	15 743 536,90
TOTAL GENERAL I+II+III	472881 991,37	549 075 153,93	693 160 499,31	710 290 496,46

PASSIF	2006	2007	2008	2009
CAPITAUX PROPRES				
Capital social ou personnel (1)	100 000 000,00	113 513 500,00	113 513 500,00	113 513 500,00
Prime d'emission, de fusion, d'apport	4 725 751,13	37 125 050,40	37 125 050,40	37 125 050,40
Ecart de reevaluation	0,00	0,00	0,00	0,00
_ Réserve légale	3 200 000,00	4 205 869,35	5 784 969,67	7 639 454,30
_ Autres réserves	4 760 777,00	24 284 879,62	40 874 084,38	59 274 084,38
_ Reports à nouveau (2)	11 093 419,33	464 619,36	256 700,73	64 883,73
_ Résultats nets en instance d'affectation (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
_ Résultat net de l'exercice (2)	20 117 387,00	31 582 006,45	37 089 692,63	51 328 463,75
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (A)	143 897 334,46	211 175 925,18	234 643 997,81	268 945 436,56
CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (b)	4 928 109,38	662 643,00	662 643,00	1 712 817,60
Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	1 050 174,60
Provisions réglementées	4 928 109,38	662 643,00	662 643,00	662 643,00
DETTES DE FINANCEMENT (c)	4 206 641,88	2 506 000,00	0,00	13 928 571,42
Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres dettes de financement	4 206 641,88	2 506 000,00	0,00	13 928 571,42
PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES (d)	0,00	2 031 079,75	2 898 966,00	0,00
Provisions pour charges	0,00	2 031 079,75	2 898 966,00	0,00
Provisions pour risques	0,00	0,00	0,00	0,00
ECARTS DE CONVERSION - PASSIF (e)	0,00	0,00	0,00	0,00
Augmentation des créances immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00
Diminution des dettes de financement	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL I (a+b+c+d+e)	153 032 085,72	216 375 647,93	238 205 606,81	284 586 825,58
DETTES DU PASSIF CIRCULANT (f)	189 729 218,75	192 567 412,38	190 894 894,39	142 891 251,16
Fournisseurs et comptes rattachés	123 532 030,29	123 084 283,26	120 846 583,00	64 964 243,63
Clients créditeurs, avances et acomptes	356 718,03	394 871,49	506 689,22	945 378,15
Personnel	368 835,00	483 333,10	1 021 573,83	856 545,68
Organismes sociaux	819 479,19	1 251 922,57	1 539 858,36	1 603 347,50
Etat	59 333 057,11	66 284 977,07	65 321 224,88	72 525 408,54
Comptes d'associés	4 027 500,00	0,00	0,00	0,00
Autres créances	484 147,73	378 871,41	378 871,41	70 309,00
Comptes de régularisation - passif	807 451,40	689 153,48	1 280 093,69	1 926 018,66
AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (g)	192 907,02	174 936,95	2 209 981,85	366 159,02
ECARTS DE CONVERSION - PASSIF (h) (Eléments circulants)	112 796,90	231 681,78	3 481 613,90	651 961,51
TOTAL II (f+g+h)	190 034 922,67	192 974 031,11	196 586 490,14	143 909 371,69
TRESORERIE PASSIF				
Credits d'escompte	57 259 722,41	51 035 548,25	79 842 419,77	39 626 250,75
Credits de trésorerie	46 403 957,47	85 205 917,96	97 801 265,35	161 153 029,66

Banques (soldes créditeurs)	26 151 303,10	3 484 008,68	80 724 717,24	81 015 018,78
TOTAL III	129 814 982,98	139 725 474,85	258 368 402,36	281 794 299,19
TOTAL I+II+III	472 881 991,37	549 075 153,93	693 160 499,31	710 290 496,46

2.2. CPC

	2006	2007	2008	2009
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Ventes de marchandises	729 560 715,61	885 409 498,88	1 038 671 154,19	1 164 158 422,43
Ventes de biens et services produits	3 565 087,70	1 942 243,12	749 160,28	2 301 003,94
Chiffres d'affaires	733 125 803,31	887 351 742,00	1 039 420 314,47	1 166 459 426,37
Variation de stock de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations produites par l'E. p/elle même	427 056,95	621 870,54	988 116,65	1 169 575,56
Subvention d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres produits d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00
Reprises d'exploitation; transfert de charges	5 432 614,58	9 430 935,20	8 200 934,08	8 959 599,11
TOTAL I	738 985 474,84	897 404 547,74	1 048 609 365,20	1 176 588 601,04
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats revendus de marchandises	648 881 412,03	787 360 097,50	924 578 133,46	1 052 853 302,65
Achats consommés de matières et fournitures	4 301 397,31	2 978 855,20	5 279 490,30	4 452 088,39
Autres charges externes	10 797 902,61	12 549 510,12	17 081 772,52	22 238 620,57
Impôts et taxes	597 977,59	632 067,05	348 717,11	418 551,18
Charges de personnel	22 496 654,45	23 287 596,24	28 944 484,62	31 400 809,94
Autres charges d'exploitation	876 617,90	4 764 280,12	434 474,11	319 797,19
Dotations d'exploitation	12 314 973,56	15 243 935,69	11 100 318,95	11 800 242,63
TOTAL II	700 266 935,45	846 816 341,92	987 767 391,07	1 123 483 412,55
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	38 718 539,39	50 588 205,82	60 841 974,13	53 105 188,49
PRODUITS FINANCIERS				
Produits des titres de participation et autres titres immobilisés	601 605,31	401 715,43	1 873,44	2 032,80
Gains de change	2 437 114,04	3 712 928,27	5 421 128,76	10 974 891,58
Intérêts et autres produits financiers	1 279 641,19	3 207 859,71	6 103 285,66	18 889 056,40
Reprises financières; transfert de charges	220 025,76	192 907,02	174 936,95	2 987 464,63
TOTAL IV	4 538 386,30	7 515 410,43	11 701 224,81	32 853 445,41
CHARGES FINANCIERES				
Charges d'intérêts	10 580 776,88	9 390 370,41	11 017 881,24	13 077 476,14
Pertes de changes	2 239 543,68	2 783 101,07	9 211 505,71	6 033 865,29
Autres charges financières	172 793,46	92 085,32	105 944,18	769 281,57
Dotations financières	612 526,81	308 200,46	2 278 581,33	366 159,02
TOTAL V	13 605 640,83	12 573 757,26	22 613 912,46	20 246 782,02
RESULTAT FINANCIER (IV - V)	-9 067 254,53	-5 058 346,83	-10 912 687,65	12 606 663,39
RESULTAT COURANT (III - V I)	29 651 284,86	45 529 858,99	49 929 286,48	65 711 851,88
PRODUITS NON COURANTS				
Produits des cessions d'immobilisations	195 000,00	14 370 000,00	1 972 000,00	141 200,00

Subventions d'équilibre	0,00	0,00	0,00	0,00
Reprises sur subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres produits non courants	437 949,37	761 524,84	943 598,19	455 833,42
Reprises non courantes; transferts de charges	524 102,62	4 265 466,38	0,00	1 008 010,45
TOTAL VIII	1 157 051,99	19 396 991,22	2 915 598,19	1 605 043,87
CHARGES NON COURANTES				
Valeurs nettes d'amortissements d'immobilisations cédées	15 450,30	12 479 193,52	860 983,95	560 290,68
Subventions accordées	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres charges non courantes	13 494,55	1 768 392,49	786 374,84	414 843,32
Dotations non courantes aux amortiss. provision	0,00	737 527,75	257 823,25	0,00
TOTAL IX	28 944,85	14 985 113,76	1 905 182,04	975 134,00
RESULTAT NON COURANT (VIII- IX)	1 128 107,14	4 411 877,46	1 010 416,15	629 909,87
RESULTAT AVANT IMPOTS (VII+ X)	30 779 392,00	49 941 736,45	50 939 702,63	66 341 761,75
IMPOTS SUR LES RESULTATS	10 662 005,00	18 359 730,00	13 850 010,00	15 013 298,00
RESULTAT NET (XI - XII)	20 117 387,00	31 582 006,45	37 089 692,63	51 328 463,75

2.3. ESG

MATEL PC MARKET SA.

EXERCICE CLOS LE

		EXERCICE 2006	EXERCICE 2007	EXERCICE 2008	EXERCICE 2009
	Ventes de marchandises (en l'état)	729560 715,61	885409 498,88	1038671 154,19	1 164 158 422,43
-	Achats revendus de marchandises	648881 412,03	787360 097,50	924 578 133,46	1 052 853 302,65
=	MARGE BRUTE SUR VENTES EN L'ETAT	80 679 303,58	98 049 401,38	114 093 020,73	111 305 119,78
+	PRODUCTION DE L'EXERCICE : (3+4+5)	3 992 144,65	2 564 113,66	1 737 276,93	3 470 579,50
	● Ventes de biens et services produits	3 565 087,70	1 942 243,12	749 160,28	2 301 003,94
	● Variations stocks de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
	● Immobilisations produites par l'etp pour elle même	427 056,95	621 870,54	988 116,65	1 169 575,56
-	CONSOMMATION DE L'EXERCICE (6+7)	15 099 299,92	15 528 365,32	22 361 262,82	26 690 708,96
	● Achats consommés de matières et fournitures	4 301 397,31	2 978 855,20	5 279 490,30	4 452 088,39
	● Autres charges externes	10 797 902,61	12 549 510,12	17 081 772,52	22 238 620,57
=	VALEUR AJOUTEE (I + II - III)	69 572 148,31	85 085 149,72	93 469 034,84	88 084 990,32
+	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00
-	Impôts et taxes	597 977,59	632 067,05	348 717,11	418 551,18
-	Charges de personnel	22 496 654,45	23 287 596,24	28 944 484,62	31 400 809,94
=	EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBE)//	46 477 516,27	61 165 486,43	64 175 833,11	56 265 629,20
+	Autres produits d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00
-	Autres charges d'exploitation	876 617,90	4 764 280,12	434 474,11	319 797,19
+	Reprises d'exploitation; transferts de charges	5 432 614,58	9 430 935,20	8 200 934,08	8 959 599,11
-	Dotations d'exploitation	12 314 973,56	15 243 935,69	11 100 318,95	11 800 242,63

=	RESULTAT D'EXPLOITATION (+ ou -)	38 718 539,39	50 588 205,82	60 841 974,13	53 105 188,49
+	RESULTAT FINANCIER	-9 067 254,53	-5 058 346,83	-10 912 687,65	12 606 663,39
=	RESULTAT COURANT (+ ou -)	29 651 284,86	45 529 858,99	49 929 286,48	65 711 851,88
+	RESULTAT NON COURANT	1 128 107,14	4 411 877,46	1 010 416,15	629 909,87
-	Impôt sur les résultats	10 662 005,00	18 359 730,00	13 850 010,00	15 013 298,00

=	RESULTAT NET DE L'EXERCICE (+ ou -)	20 117 387,00	31 582 006,45	37 089 692,63	51 328 463,75
---	-------------------------------------	---------------	---------------	---------------	---------------

2.4. Tableau de financement

	MATEL PC MARKET SA.	Exercice	Exercice	Variation 2009/2008	
		2009	2008	Emplois C	Ressources D
1	Financement permanent	284 586 825,58	238 205 606,81		46 381 218,77
2	Moins actif immobilisé	108 436 076,62	83 558 550,12	24 877 526,50	0,00
3	= FONDS DE ROULEMENT (A)	176 150 748,96	154 647 056,69	0,00	21 503 692,27
	FONCTIONNEL (1-2)				
4	Actif circulant	586 110 882,94	585 877 460,80	233 422,14	0,00
5	Moins passif circulant	143 909 371,69	196 586 490,14	52 677 118,45	0,00
6	= BESOIN DE FINANCEMENT (B)	442 201 511,25	389 290 970,66	52 910 540,59	0,00
	GLOBAL (4-5)				
7	TRESORERIE NETTE = A -B	-266 050 762,29	-234 643 913,97	0,00	31 406 848,32

	II EMPLOIS ET RESSOURCES	EXERCICE	2009	EXERCICE	2008
		Emplois	Ressources	Emplois	Ressources
I RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE					
	AUTOFINANCEMENT (A)	17 027 025,00	52 335 082,10	13 621 620,00	40 764 453,01
	- Capacité d'autofinancement		52 335 082,10		40 764 453,01
	- Distribution de bénéfices	17 027 025,00		13 621 620,00	
	CESSIONS ET REDUCTION D'IMMOB (B)	0,00	2 389 649,25	0,00	11 311 081,12
	- Cessions d'immobilisation corporelles		128 000,00		1 972 000,00
	- Cessions d'immobilisation financières		13 200,00		0,00
	- Récupération sur créances immobilisées		2 248 449,25		9 339 081,12
AUGMENTATION DES CAPITAUX					
	PROPRES ET ASSIMILES (C)	0,00	1 050 174,60	0,00	0,00
	- Augmentation de capital, apports		0,00		0,00
	- Subvention d'investissement		1 050 174,60		
	AUGMENTATION DE DETTES DE FINANCEMENT (D)	0,00	15 000 000,00	0,00	0,00
	TOTAL I: RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)	17 027 025,00	70 774 905,95	13 621 620,00	52 075 534,13
II: EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE					
ACQUISITION ET AUGMENTATION					

D'IMMOBILISATIONS (E)	30 480 823,10	0,00	14 331 005,52	0,00
- Acquisition d'immobilisations incorporelles	421 103,50		305 966,00	
- Acquisition d'immobilisations corporelles	20 872 472,35		3 440 079,56	
- Acquisition d'immobilisations financières	0,00		3 628 296,00	
- Augmentation des créances immob.	9 187 247,25		6 956 663,96	
REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES (F)				
REMBOURSEMENT DES DETTES DE FINANCEMENT (G)	1 071 428,58		2 506 000,00	
EMPLOIS EN NON VALEURS (H)	691 937,00		0,00	
TOTAL II: EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)	32 244 188,68	0,00	16 837 005,52	0,00
III: VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B.F.G)	52 910 540,59	0,00	136 014 442,9	0,00
IV: VARIATION DE LA TRESORERIE	0,00	31 406 848,32	0,00	114 397 534,37
TOTAL GENERAL	102 181 754,27	102 181 754,27	166 473 068,5	166 473 068,50

	MASSES	Exercice	Exercice	Variation 2007-2006	
		2007	2006	Emplois C	Ressources D
1	Financement permanent	216 375 647,93	153 032 085,72		63 343 562,21
2	Moins actif immobilisé	83 345 499,85	85 321 682,24	0,00	1 976 182,39
3	= FOND DE ROULEMENT (A)	133 030 148,08	67 710 403,48	0,00	65 319 744,60
	FONCTIONNEL (1-2)				
4	Actif circulant	446 250 558,79	372 163 890,55	74 086 668,24	
5	Moins passif circulant	192 974 031,11	190 034 922,67		2 939 108,44
6	= BESOIN DE FINANCEMENT (B)	253 276 527,68	182 128 967,88	71 147 559,80	0,00
	GLOBAL (4-5)				
7	TRESORERIE NETTE (A - B)	-120 246 379,60	-114 418 564,4	0,00	5 827 815,20

	II EMPLOIS ET RESSOURCES	EXERCICE	2007	EXERCICE	2006
		Emplois	Ressources	Emplois	Ressources
I RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE					
	AUTOFINANCEMENT (A)	10 216 215,00	30 719 569,81	1 108 586,00	22 581 943,18
	- Capacité d'autofinancement		30 719 569,81		22 581 943,18
	- Distribution de bénéfices	10 216 215,00		1 108 586,00	
	CESSIONS ET REDUCTION D'IMMOB (B)	0,00	29 002 458,45	0,00	214 483,37
	- Cessions d'immobilisation corporel		14 370 000,00		195 000,00
	- Cessions d'immobilisation financières				
	- Récupération sur créances immobilisées		14 632 458,45		19 483,37
	AUGMENTATION DES CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES (C)	0,00	45 912 799,27	0,00	81 064 076,13
	- Augmentation de capital, apports		45 912 799,27		81 064 076,13
	- Subvention d'investissement				
	AUGMENTATION DE DETTES DE FINANCEMENT (D)	0,00	0,00	0,00	0,00

TOTAL I: RESSOURCES STABLES					
(A+B+C+D)		10 216 215,00	105 634 827,5	1 108 586,00	103 860 502,68
II: EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE					
ACQUISITION ET AUGMENTATION					
D'IMMOBILISATIONS (E)		27 417 206,05	0,00	62 171 739,93	0,00
	- Acquisition d'immobilisations incorporels	366 500,00		22 726 807,97	
	- Acquisition d'immobilisations corporels	21 061 783,64		21 610 723,77	
	- Acquisition d'immobilisations financières			4 683 242,65	
	- Augmentation des créances immob.	5 988 922,41		13 150 965,54	
REMBOURSEMENT CAPITAUX PROPRES (F)					
REMBOURSEMENT DETTES FINANCEMENT (G)		1 700 641,88		1 484 486,64	
EMPLOIS EN NON VALEURS (H)		981 020,00		0,00	
TOTAL II: EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)		30 098 867,93	0,00	63 656 226,57	0,00
III: VARIATION DU BESOIN DE					
FINANCEMENT GLOBAL (B.F.G)		71 147 559,80	0,00	110 716 293,65	0,00
IV: VARIATION DE LA TRESORERIE		0,00	5 827 815,20	0,00	71 620 603,54
	TOTAL GENERAL	111 462 642,73	111 462 642,73	175 481 106,22	175 481 106,22

2.5. Etat des dérogations (A2)

Exercice 2009

Indication des dérogations	Justification des dérogations	Influence des dérogations sur les patrimoines, la situation financière et les résultats
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NEANT	NEANT
II. Dérogation aux méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT

2.6. Immobilisations, amortissements, plus ou moins values (Etat B2, B2bis et B3)

Etat B2			EXERCICE 2009					
NATURE	MONTANT BRUT		AUGMENTATION			DIMINUTION		MONTANT
	DEBUT EXERCICE	Acquisition	Production par l'entreprise pour elle-même	Virement	Cession	Retrait	Virement	BRUT FIN EXERCICE
IMMOBILISATION EN NON-VALEURS	1313351,25	691 937,00	0,00	0,00	0,00	174 300,00	0,00	1 830 988,25
.Frais préliminaires	30750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30750,00
.Charges à répartir sur plusieurs exercices	1282601,25	691937,00	0,00	204 490,00	0,00	174300,00	204 490,00	1 800 238,25
.Primes de remboursement obligations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	23 446 988,97	421 103,00	0,00	204 490,00	0,00	7 840,00	204 490,00	23 860 252,47

.Immobilisation en et développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
.Brevets, marques, droits et valeurs similaires	1271973,97	224766,00	0,00	204490,00	0,00	7840,00	0,00	1693389,97
.Fonds commercial	22000000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22000000,00
.Autres immobilisations incorporelles	175015,00	196337,50	0,00	0,00	0,00	0,00	204490,00	166862,50
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	60 665 791,38	20 872 472,35	0,00	65 600,00	11 658,08	1 510 436,64	65 600,00	80 016 169,01
.Terrains	12304157,00	15125000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27429157,00
.Constructions	39356830,15	177707,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39534537,55
.Installat techniques matériel et outillage	933745,23	235550,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1169295,23
.Matériel de transport	1376862,65	199494,81	0,00	0,00	11658,08	0,00	0,00	1564699,38
.Mobilier, matériel bureau et aménagement	6417733,99	1637447,65	0,00	65 600,00	0,00	1 510 436,64	0,00	6610345,00
.Autres immobilisations corporelles	210862,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	210862,36
.Immobilisations corporelles en cours	65600,00	3497272,49	0,00	0,00	0,00	0,00	65 600,00	3497272,49

Etat B2bis

MATEL PC MARKET SA.

NATURE	Exercice du	01/01/2009	AU	31/12/2009
	Cumul début exercice 1	Dotation de l'exercice 2	Amortissement sur immobilisations sorties 3	Cumul d'amortissement fin exercice 4 = 1 + 2 - 3
IMMOBILISATION EN NON-VALEURS	486 252,99	191 213,49	174 300,00	503 166,48
. Frais préliminaires	12 047,26	6 150,00	0,00	18 197,26
. Charges à répartir sur plusieurs exercices	474 205,73	185 063,49	174 300,00	484 969,22
. Primes de remboursement obligations	0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	337 422,45	271 141,93	7 615,81	600 948,57
. Immobilisation en R&D	0,00	0,00	0,00	0,00
. Brevets, marques, droits et valeurs similaires	337 422,45	271 141,93	7 615,81	600 948,57
. Fonds commercial	0,00	0,00	0,00	0,00
. Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	11 244 453,65	3 801 621,03	1 127 928,23	13 918 146,45
. Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00
. Constructions	7 522 962,53	2 238 179,20	0,00	9 761 141,73
. Installations techniques matériel et outillage	510 041,32	213 482,17	0,00	723 523,49
. Matériel de transport	402 555,39	281 988,78	10 720,35	673 823,82
. Mobilier, matériel de bureau et aménagement	2 717 420,32	1 048 652,76	1 117 207,88	2 648 865,20
. Autres immobilisations corporelles	91 474,09	19 318,12	0,00	110 792,21
. Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

Etat B3

MATEL PC MARKET SA.				EXERCICE	2009		
Date de cession ou de retrait	Compte principal	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur nette d'amortissement	Produit de cession	Plus values	Moins values
30/06/2009	212	174 300,00	174 300,00				
31/12/2009	222	7 840,00	7 615,81	224,19			224,19
31/12/2009	234	11 658,08	10 720,35	937,73	128 000,00	127 062,27	
30/06/2009	2355	70 185,54	40 818,83	29 366,71			29 366,71
31/12/2009	2355	1 440 251,10	1 076 389,05	363 862,05			363 862,05
30/11/2009	2511	156 000,00		156 000,00			156 000,00
01/07/2009	2581	9 900,00		9 900,00	13 200,00	3 300,00	0,00
	TOTAL	1 870 134,72	1 309 844,04	560 290,68	141 200,00	130 362,27	549 452,95

2.7. Titres de participation (Etat B4)

Exercice du 1er Janvier 2009 au 31 décembre 2009									
Raison sociale société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	% du capital	Prix d'acqui- sition global	Valeur comptable nette	Extrait des états de synthèse de la société Date de clôture	Situation nette	Résultat net	Produits CPC
	1	2	3	4	5	6	7	8	9
QUALITECH SARL	Maintenance Informatique	500 000	80%	400 000	400 000	31-déc- 09	4 559 556	173 157	
ATOLL DISTRIBUTION	Informatique	2 000 000	100%	2 963 893	2 395 200	31-déc- 09	1 882 081	-3 987	
ARCHE	Import- Export	600 000	96%	2 069 597	2 069 597	31-déc- 09	2 853 996	-9 429	
QUALISERV	Service Informatique	3 137 760	100%	3 128 346	3 128 346	31-déc- 09	3 137 760	0	
B'WARE MAROC	Informatique	1 000 000	50%	499 950	499 950	31-mars- 09	932 753	-97	
TOTAL				9 061 787	8 493 093		13 366 145	159 644	0
Exercice du 1er Janvier 2008 au 31 décembre 2008									
QUALITECH SARL	Maintenance Informatique	500 000	80%	400 000	400 000	31-déc- 08	4 386 399	-885 529	
ATOLL DISTRIBUTION	Informatique	2 000 000	100%	2 963 893	2 395 200	31-déc- 08	1 886 068	-380 537	
ARCNET	Informatique	300 000	90%	60 000		31-déc- 08	-489 391	-41 560	
COMPATIBLE	Informatique	100 000	96%	96 000		31-déc- 08	-264 410	-30 380	
ARCHE		600 000	96%	2 069 597	2 069 597	31-déc- 08	2 864 358	-10 704	
QUALISERV	Service Informatique	3 137 760	100%	3 128 346	3 128 346	31-déc- 08	3 137 760	0	
B'WARE MAROC	Informatique	1 000 000	50%	499 950	499 950	31-mars- 09			

TOTAL				9 217 787	8 493 093		11 520 784	-1 348 709	0
Exercice du 1er Janvier 2007 au 31 décembre 2007									
QUALITECH SARL	Maintenance Informatique	500 000	80%	400 000	400 000	31-déc-07	5 271 928	684 421	400 000
ATOLL DISTRIBUTION	Informatique	2 000 000	100%	2 963 893	2 395 200	31-déc-07	2 266 605	-142 676	
ARCNET	Informatique	300 000	90%	60 000		31-déc-07	-447 830	-39 916	
COMPATIBLE	Informatique	100 000	96%	96 000		31-déc-07	-234 031	-22 378	
ARCHE		600 000	96%	2 069 597	2 069 597	31-déc-07	2 875 061	2 875 061	
TOTAL				5 589 491	4 864 797		9 731 733	3 354 513	400 000
Exercice du 1er Janvier 2006 au 31 décembre 2006									
QUALITECH SARL	Maintenance	500 000	80%	400 000	400 000	31-déc-06	5 087 507	1 210 480	600 000
	Informatique								
ATOLL DISTRIBUTION	Informatique	2 000 000	148%	2 963 893	2 395 200	31-déc-06	2 409 280	15 071	
ARCNET	Informatique	300 000	90%	60 000		31-déc-06			
COMPATIBLE	Informatique	100 000	96%	96 000		31-déc-06			
ARCHE		600 000	96%	2 069 597	2 069 597	31-déc-06	380 580	-13 408	
TOTAL				5 589 491	4 864 797		7 877 367	1 212 143	600 000

2.8. Tableau des provisions (Etat B5)

Etat B5 MATEL PC MARKET SA.

EXERCICE 2009

NATURE	Montant début exercice 2009	DOTATIONS			REPRISES			Montant fin exercice
		d'exploitation	financières	non courantes	d'exploitation	financières	non courantes	
1. Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé	1 346 176	-	-		-	777 483		568 693
2. Provisions réglementées	- 662 643			-			-	- 662 643
3. Provisions durables pour risques et charges	2 898 966	-		-	1 903 615		995 351	-
SOUS TOTAL (A)	4 907 785	-	-	-	1 903 615	777 483	995 351	1 231 336
4. Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)	22 721 326	7 536 266	-		5 721 544	-		- 24 536 048 -

5. Autres provisions pour risques et charges	2 209 982		366 159		-	2 209 982		-
6. Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie	-		-			-		-
SOUS TOTAL (B)	24 931 308	7 536 266	366 159	-	5 721 544	2 209 982	-	24 902 207
TOTAL (A+B)	29 839 093	7 536 266	366 159	-	7 625 159	2 987 465	995 351	26 133 544

NATURE	Montant début exercice 2008	DOTATIONS			REPRISES			Montant fin exercice
		d'exploitation	financières	non courantes	d'exploitation	financières	non courantes	
1. Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé	1 277 577	-	68 599		-	-		1 346 176
2. Provisions réglementées	-						-	-
3. Provisions durables pour risques et charges	662 643			-			-	662 643
	2 031 080	610 063		257 823				2 898 966
SOUS TOTAL (A)	3 971 299	610 063	68 599	257 823	-	-	-	4 907 785
4. Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)	23 281 490	6 640 965	-		7 201 129	-		-
5. Autres provisions pour risques et charges	174 937		2 209 982		-	174 937		22 721 326
6. Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie	-		-			-		-
SOUS TOTAL (B)	23 456 427	6 640 965	2 209 982	-	7 201 129	174 937	-	2 209 982
TOTAL (A+B)	27 427 726	7 251 028	2 278 581	257 823	7 201 129	174 937	-	29 839 093

Etat B5

NATURE	Montant début exercice 2007	DOTATIONS			REPRISES			Montant fin exercice
		d'exploitation	financières	non courantes	d'exploitation	financières	non courantes	
1. Provisions pour dépréciation de								

l'actif immobilisé	1 144 313	-	133 264		-	-		1 277 577
2. Provisions	-						-	-
3. Provisions réglementées durables pour risques et charges	4 928 109	1 293 552		737 528			4 265 466	662 643
								2 031 080
								-
SOUS TOTAL (A)	6 072 423	1 293 552	133 264	737 528	-	-	4 265 466	3 971 299
4. Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)	21 474 508	10 819 454	-		9 012 472	-		-
5. Autres provisions pour risques et charges	192 907		174 937		-	192 907		-
6. Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie	-		-			-		-
SOUS TOTAL (B)	21 667 415	10 819 454	174 937	-	9 012 472	192 907	-	23 456 427
TOTAL (A+B)	27 739 837	12 113 006	308 200	737 528	9 012 472	192 907	4 265 466	27 427 726

NATURE	Montant début Exercice 2006 "MATEL+PC MARKET"	DOTATIONS			REPRISES			Montant fin exercice
		d'exploitation	financières	non courantes	d'exploitation	financières	non courantes	
1. Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé	724 693	0	419 620		0	0		1 144 313
2. Provisions réglementées	5 452 212						524 103	4 928 109
3. Provisions durables pour risques et charges	0			0			0	0
								0
								0
SOUS TOTAL (A)	6 176 905	0	419 620	0	0	0	524 103	6 072 423
4. Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)	16 526 743	9 566 385	0		4 618 620	0		0
5. Autres provisions pour risques et charges	320 026		192 907		100 000	220 026		0
6. Provisions pour								0

dépréciation des comptes de trésorerie	0		0			0		0
SOUS TOTAL (B)	16 846 768	9 566 385	192 907	0	4 718 620	220 026	0	21 667 415
TOTAL (A+B)	23 023 674	9 566 385	612 527	0	4 718 620	220 026	524 103	27 739 837

2.9. Tableau des créances (Etat B6)

Etat B6

2009

CREANCES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en devises	Montants sur l'Etat et Organismes Publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par effets
<u>DE L'ACTIF IMMOBILISE</u>								
* Prêts immobilisés	0	0						
* Autres créances financières	9 249 290	9 249 290					8 730 639	
<u>DE L'ACTIF CIRCULANT</u>								
* Fournisseurs débiteurs, et avances et acomptes	1 252 524		1 252 524					
* Clients et comptes rattachés	459 282 044		459 282 044	24 717 802	66 597 360		59 427 232	149 132 868
* Personnel	263 395		263 395					
* Etat	29 868 896		29 868 896			29 868 896		
* Comptes d'associés	0		0					
* Autres débiteurs	0		0					
* Comptes de régularisation-actif	693 455		693 455					

Du 01/01/2008 Au 31/12/2008

CREANCES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en devises	Montants sur l'Etat et Organismes Publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par effets
<u>DE L'ACTIF IMMOBILISE</u>								
* Prêts immobilisés	0	0						
* Autres créances financières	2 310 492	2 310 492					663 033	
<u>DE L'ACTIF CIRCULANT</u>								
* Fournisseurs débiteurs, et avances et	3 484 817		3 484 817	0				

acomptes								
* Clients et								
comptes rattachés	397 328 552		397 328 552	21 196 978	38 478 880		499 424	156 721 333
* Personnel	224 435		224 435					
* Etat	36 413 677		36 413 677			36 413 677		
* Comptes								
d'associés	0		0					
* Autres								
débiteurs	47 544		47 544					
* Comptes de								
régularisation-								
actif	400 214		400 214					

Etat B6

Du 01/01/2007 Au 31/12/2007

CREANCES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en devises	Montants sur l'Etat et Organismes Publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par effets
<u>DE L'ACTIF IMMOBILISE</u>								
* Prêts immobilisés	0	0						
* Autres créances financières	4 692 909	4 692 909					4 473 392	
<u>DE L'ACTIF CIRCULANT</u>								
* Fournisseurs débiteurs, et avances et acomptes	2 360 561		2 360 561	0				
* Clients et comptes rattachés	301 317 909		301 317 909				0	136 005 442
* Personnel	282 305		282 305					
* Etat	26 630 139		26 630 139			26 630 139		
* Comptes d'associés	0		0					
* Autres débiteurs	238 000		238 000					
* Comptes de régularisation-actif	223 019		223 019					

**MATEL PC
MARKET SA.**

Du 01/01/2006 Au 31/12/2006

CREANCES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en devises	Montants sur l'Etat et Organismes Publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par effets
<u>DE L'ACTIF IMMOBILISE</u>								
* Prêts immobilisés	151 917	151 917						
* Autres créances financières	13 184 528	13 184 528					12 966 284	
<u>DE L'ACTIF CIRCULANT</u>								
* Fournisseurs débiteurs, et avances et acomptes	3 358 458		3 358 458	0				
* Clients et	251 823 808		251 823 808				2 163 323	86 811 114

comptes rattachés								
* Personnel	31 500		31 500					
* Etat	19 389 864		19 389 864			19 389 864		
* Comptes d'associés	0		0					
* Autres débiteurs	95 848		95 848					
* Comptes de régularisation-actif	596 172		596 172					

2.10. Tableau des dettes (Etat B7)

Etat B7

2009

DETTES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echus et non payées	Montants en devises	Montants vis à vis de l'Etat et Organismes Publics.	Montants vis à vis des entreprises liées	Montants représentés par effets
DE FINANCEMENT								
* Emprunts obligataires	0							
* Autres dettes de financement	13 928 571	11 785 714	2 142 857					
DE PASSIF CIRCULANT								
* Fournisseurs et acomptes rattachés	64 964 244		64 964 244		43 734 242		65 515	862 719
* Clients créditeurs, avance et acomptes	945 378		945 378					
* Personnel	856 546		856 546					
* Organismes sociaux	1 603 348		1 603 348			1 603 348		
* Etat	72 525 409		72 525 409			72 525 409		
* Comptes d'associés	0		0					
* Autres créanciers	70 309		70 309					
* Comptes de régularisation-passif	1 926 019		1 926 019					

MATEL PC
MARKET SA.

01/01/2008

Au

31/12/2008

DETTES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echus et non payées	Montants en devises	Montants vis à vis de l'Etat et Organismes Publics.	Montants vis à vis des entreprises liées	Montants représentés par effets
DE FINANCEMENT								
* Emprunts obligataires	0							
* Autres dettes de financement	0	0	0					
DE PASSIF CIRCULANT								

* Fournisseurs et acomptes rattachés	120 846 583		120 846 583		101 545 823		1 420 965	2 230 997
* Clients créditeurs, avance et acomptes	506 689		506 689					
* Personnel	1 021 574		1 021 574					
* Organismes sociaux	1 539 858		1 539 858			1 539 858		
* Etat	65 321 225		65 321 225			65 321 225		
* Comptes d'associés	0		0					
* Autres créanciers	378 871		378 871					
* Comptes de régularisation-passif	1 280 094		1 280 094					

Etat B7

DETTES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echus et non payées	Montants en devises	Montants vis à vis de l'Etat et Organismes Publics.	Montants vis à vis des entreprises liées	Montants représentés par effets
DE FINANCEMENT								
* Emprunts obligataires	0							
* Autres dettes de financement	2 506 000	1 150 000	1 356 000					
DE PASSIF CIRCULANT								
* Fournisseurs et acomptes rattachés	123 084 283		123 084 283		103 544 643			6 637 902
* Clients créditeurs, avance et acomptes	394 871		394 871					
* Personnel	483 333		483 333					
* Organismes sociaux	1 251 923		1 251 923			1 251 923		
* Etat	66 284 977		66 284 977			66 284 977		
* Comptes d'associés	0		0					
* Autres créanciers	378 871		378 871					
* Comptes de régularisation-passif	689 153		689 153					

MATEL PC MARKET
SA.

01/01/2006 Au 31/12/2006

DETTES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echus et non payées	Montants en devises	Montants vis à vis de l'Etat et Organismes Publics.	Montants vis à vis des entreprises liées	Montants représentés par effets
DE FINANCEMENT								
* Emprunts obligataires	0							
* Autres dettes de financement	4 206 642	2 722 155	1 484 487					
DE PASSIF CIRCULANT								
* Fournisseurs et acomptes rattachés	123 532 030		123 532 030		108 766 181			6 786 621
* Clients créditeurs, avance et	356 718		356 718					

acomptes			0					
* Personnel	368 835		368 835					
* Organismes sociaux	819 479		819 479			819 479		
* Etat	59 333 057		59 333 057			59 333 057		
* Comptes d'associés	4 027 500		4 027 500					
* Autres créanciers	484 148		484 148					
* Comptes de régularisation-passif	807 451		807 451					

2.11. Tableau des suretés (Etat B8)

Exercice 2009

Tiers créditeurs ou tiers débiteurs	Montant couvert par la sûreté	Nature (1)	Date et lieu d'inscription	Objet (2) (3)	Valeur comptable nette de la sûreté donnée à la date de clôture
Sûretés données			NEANT		
Sûretés reçues			NEANT		

2.12. Engagements hors bilan (Etat B9)

MATEL PC MARKET SA.

AU

31/12/2009

ENGAGEMENTS DONNES	Montants Exercices	Montants Exercices Précédent
* Avals et cautions	0,00	0,00
* Engagements en matière de pensions de retraites et obligations similaires		
* Autres engagements donnés		
TOTAL (1)	0,00	0,00
(1) Dont engagements à l'égard d'entreprises liées	0,00	0,00

ENGAGEMENTS RECUS	Montants Exercices	Montants Exercices Précédent
* Avals et cautions	271 035 000,00	22 300 000,00
* Autres engagements reçus		
TOTAL (1)	271 035 000,00	22 300 000,00

2.13. Répartition du capital social (Etat C1)

C1		EXERCICE DU 01/01/2009 AU 31/12/2009					
		NOMBRE DE TITRES		MONTANT DU CAPITAL			
Nom prénom ou raison sociale des principaux associés (1)	Adresse	Exercice précédent	Exercice actuel	Valeur nominale de chaque action ou part sociale	Souscrit	appelé	libéré
1	2	3	4	5	6	7	8
Mme Nadine AZIM	Rue Aït Baha Souissi RABAT	134 703	176 875	100	17 687 500	17 687 500	17 687 500
M. Lemfadel AZIM	Rue Aït Baha Souissi RABAT	118 853	127 414	100	12 741 400	12 741 400	12 741 400
M. Abdellilah SBAI	Imm. 13, Rue Al Ijjass Sect. &à Ryad RABAT	98 400	94 432	100	9 443 200	9 443 200	9 443 200
M. Mohamed Noureddine ANACLETO	15, Rue Abbas Ibnou Fernas Oasis CASA	94 782	96 082	100	9 608 200	9 608 200	9 608 200
M. Samir AZIM	Rue de Casablanca El Harhoura RABAT	34 178	34 178	100	3 417 800	3 417 800	3 417 800
Mlle Annabel AZIM	Rue Aït Baha Souissi RABAT	34 178	34 178	100	3 417 800	3 417 800	3 417 800
Mme Véronique POUDOU	15, Rue Abbas Ibnou Fernas Oasis CASA	31 590	41 916	100	4 191 600	4 191 600	4 191 600
M CYRILLE ANACLETO	15, Rue Abbas Ibnou Fernas Oasis CASA	15 795	-	100	0	0	0
MELLE Laure Maria ANACLETO	15, Rue Abbas Ibnou Fernas Oasis CASA	15 795	15 795	100	1 579 500	1 579 500	1 579 500
Mme Najat SBAI	Imm. 13, Rue Al Ijjass Sect. &à Ryad RABAT	55	855	100	85 500	85 500	85 500
Flottant en Bourse		556 806	513 410	100	51 341 000	51 341 000	51 341 000
TOTAL		1 135 135	1 135 135		113 500	113 513 500	113 513 500

2.14. Affectation des résultats (Etat C2)

MATEL PC MARKET SA.	EXERCICE DU	01/01/2009	31/12/2009
	MONTANT	MONTANT	
<u>A. ORIGINE DES RESULTAT A AFFECTER</u>		<u>B. AFFECTATION DES RESULTATS</u>	
Décision AGO du 5/6/2009		*Augmentation du capital	0,00
*Report à nouveau	256 700,73	*Réserve légale	1 854 484,63
*Résultats nets en instance d'affectation	0,00	*Autres réserves	18 400 000,00
*Résultat net de l'exercice	37 089 692,63	*Tantième	0,00
*Prélèvement sur les réserves	0,00	*Dividendes	17 027 025,00
*Autres prélèvements	0,00	*Autres affectations	0,00
TOTAL A	37 346 393,36	*Report a nouveau	64 883,73
		TOTAL B	37 346 393,36

MATEL PC MARKET SA.	EXERCICE DU	01/01/2008	31/12/2008
	MONTANT	MONTANT	
<u>A. ORIGINE DES RESULTAT A AFFECTER</u>		<u>B. AFFECTATION DES RESULTATS</u>	
Décision AGO du 6/6/2008		*Augmentation du capital	0,00
*Report à nouveau	464 619,36	*Réserve légale	1 579 100,32
*Résultats nets en instance d'affectation	0,00	*Autres réserves	16 589 204,76
*Résultat net de l'exercice	31 582 006,45	*Tantième	0,00
*Prélèvement sur les réserves	0,00	*Dividendes	13 621 620,00
*Autres prélèvements	0,00	*Autres affectations	0,00
TOTAL A	32 046 625,81	*Report a nouveau	256 700,73
		TOTAL B	32 046 625,81

MATEL PC MARKET SA.	EXERCICE DU	01/01/2007	31/12/2007
	MONTANT	MONTANT	
<u>A. ORIGINE DES RESULTAT A AFFECTER</u>		<u>B. AFFECTATION DES RESULTATS</u>	
Décision AGO du 15/6/2007		*Augmentation du capital	0,00
*Report à nouveau	11 093 419,33	*Réserve légale	1 005 869,35
*Résultats nets en instance d'affectation	0,00	*Autres réserves	19 524 102,62
*Résultat net de l'exercice	20 117 387,00	*Tantième	0,00
*Prélèvement sur les réserves	0,00	*Dividendes	10 216 215,00
*Autres prélèvements	0,00	*Autres affectations	0,00
TOTAL A	31 210 806,33	*Report a nouveau	464 619,36
		TOTAL B	31 210 806,33

MATEL PC MARKET SA.	EXERCICE DU	01/01/2006	31/12/2006
	MONTANT	MONTANT	
<u>A. ORIGINE DES RESULTAT A AFFECTER</u>		<u>B. AFFECTATION DES RESULTATS</u>	
Décision AGO RE du 6/9/2006		*Augmentation du capital	0,00
*Report à nouveau	6 178 721,23	*Réserve légale	0,00
*Résultats nets en instance d'affectation	0,00	*Autres réserves	2 886 113,00
*Résultat net de l'exercice	6 023 284,10	*Tantième	0,00
*Prélèvement sur les réserves	0,00	*Dividendes	1 108 586,00
		*Autres affectations	0,00

*Autres prélèvements	2 886 113,00	*Report a nouveau	11 093 419,33
TOTAL A	15 088 118,33	TOTAL B	15 088 118,33

2.15. Datation et événements postérieurs (Etat C5)

Etat C5

au

31/12/2009

Date de la clôture (1)	31/12/2009
Date d'établissement des états de synthèses (2)	05/02/2010
(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice	
(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèses	

II EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

DATES	INDICATION DES EVENEMENTS
* Favorables	NEANT
* Défavorables	NEANT

3. Etats financiers de Matel PC Market (consolidé), exercices 2006 à 2009

3.1. Bilan

	2006	2007	2008	2009
Actif immobilisé	89 236 141	75 775 422	79 196 418	98 485 044
Immobilisations incorporelles	22 921 513	23 047 960	23 117 702	23 285 537
Immobilisations corporelles	62 847 336	49 876 337	48 480 986	65 145 912
Immobilisations financières	3 467 292	2 851 125	7 509 248	9 941 553
Titres mis en équivalence			88 482	112 042
Actif circulant	396 379 265	486 207 853	626 321 851	623 640 275
Stocks et en-cours	115 078 288	133 275 531	164 495 796	121 737 736
Clients et comptes rattachés	237 776 886	296 308 885	389 126 984	447 351 126
Autres créances et comptes de régularisation	25 618 225	32 012 560	44 344 337	34 400 534
Titres et valeurs de placement	1 625 169	1 625 169	1 625 169	-
Disponibilités	16 280 698	22 985 708	26 729 564	20 150 879
Total actif	485 615 406	561 983 275	705 518 269	722 125 319

Capitaux propres de l'ensemble	150 561 567	214 490 494	237 474 797	272 322 100
Capitaux propres part de groupe	149 416 826	213 333 274	236 422 725	271 235 673
Capital	100 000 000	113 513 500	113 513 500	113 513 500
Prime d'émission, de fusion, d'apport	4 725 751	37 125 050	37 125 050	37 125 050
Réserve consolidée	23 371 035	34 170 117	49 580 156	69 510 639
Résultat net consolidé part du groupe	21 320 039	28 524 606	36 343 507	51 234 939
Ecart de conversion		-	139 489	-
Intérêts minoritaires	1 144 741	1 157 220	1 052 073	1 086 426
Provision pour risques et charges		2 031 080	2 898 966	47 302
Dettes	335 053 840	345 461 702	465 144 505	449 755 917
Emprunts et dettes financières	4 206 642	2 506 000	-	13 928 571
Fournisseurs et comptes rattachés	127 119 703	124 669 070	124 600 364	68 077 541
Autres dettes et comptes de régularisation	72 820 420	76 094 707	79 154 939	82 376 109
Trésorerie passif	130 907 075	142 191 925	261 389 202	285 373 695
Total passif	485 615 406	561 983 276	705 518 269	722 125 319

3.2. CPC

	2006	2007	2008	2009
Produits d'exploitation	741 208 940	920 706 839	1 063 491 438	1 201 710 462
Chiffre d'affaires	734 015 261	909 296 625	1 053 524 770	1 189 859 360
Autres produits d'exploitation	7 193 679	11 410 214	9 966 668	11 851 102
Charges d'exploitation	698 624 288	869 102 319	1 003 245 608	1 147 896 305
Achats revendus et consommés	644 474 687	804 980 670	938 077 237	1 073 168 970
Autres charges externes	12 861 496	13 279 188	17 683 612	23 582 503
Impôts et taxes	677 908	741 840	445 477	553 771
Charges de personnel	27 835 678	28 645 305	34 605 044	36 358 718
Autres charges d'exploitation	876 618	4 764 280	438 223	333 326
Dotations d'exploitation	11 897 902	16 691 036	11 996 015	13 899 017
Résultat d'exploitation	42 584 652	51 604 520	60 245 831	53 814 157
Charges et produits financiers	- 9 557 298	- 5 635 828	- 11 060 600	- 12 387 472
résultat courant des entreprises intégrées	33 027 354	45 968 692	49 185 231	66 201 629
Charges et produits non courants	592 971	- 137 608	1 055 314	708 183
Impôt sur les bénéfices	12 072 169	17 187 646	13 984 029	15 204 963
Résultat net des entreprises intégrées	21 548 156	28 643 438	36 256 516	51 704 850
Quote part dans le résultat des entreprises incluses par mise en équivalence			- 90 441	- 435 464
Dotation aux amortissements des écarts d'acquisition				
Résultat net de l'ensemble consolidé	21 548 156	28 643 438	36 166 075	51 269 386
Résultat minoritaire	228 117	118 832	- 177 432	34 447
Résultat net part du groupe	21 320 039	28 524 606	36 343 507	51 234 939

3.3. Tableau des flux de trésorerie

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2009

	2009	2008
Résultat net des sociétés intégrées	51 704 850	36 166 075
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité		
*Dotation d'exploitation durable nette de reprise	563 639	4 816 905
*Variation des impôts différés	114 316	1 857 089
*Plus values ou moins value de cession d'immobilisations, nettes impôts	430 005	-1 185 016
*Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	-435 464	-139 489
Capacité d'autofinancement des sociétés Intégrées (I)	52 377 345	41 515 564
Dividendes reçus de sociétés mises en équivalence		
Variation du besoin de fonds de roulement lié à l'activité (II)	57 198 763	133 378 615
Stocks	-42 758 060	31 220 265
Créances d'exploitation	46 655 170	105 149 876
Dettes d'exploitation	53 301 653	-2 991 526
Flux net de trésorerie généré par l'activité (III= I-II)	-4 821 418	-91 863 051
Acquisition d'immobilisations nettes d'impôts	21 454 411	3 889 937
Cessions d'immobilisation corporelles et incorporelles, nette impôt	-141 200	-2 046 000
Variation immobilisations financières	1 654 822	4 726 722
Incidence des variations de périmètre		
Flux de trésorerie lié aux opérations d'investissement (IV)	22 968 033	6 570 659
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	17 027 025	13 621 620
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		
Augmentation du capital en numéraire		
Emissions d' Emprunts	-15 000 000	
Remboursement des d'emprunts	1 071 429	2 506 000
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (V)	3 098 454	16 127 620
Autres impacts (VI)	324 727	-892 090
Variation de la trésorerie (III-IV-V+VI)	-30 563 178	-115 453 420
	-234 659	
Trésorerie à l'ouverture	637	-119 206 218
Variation de la trésorerie	-30 563 178	-115 453 420
Incidence des variations des monnaies étrangères		
	-265 222	
Trésorerie de clôture	816	-234 659 637

3.4. Tableau des immobilisations, amortissements et provisions

EVOLUTION DES IMMOBILISATIONS						
	V.Brute au 31/12/2008	Accroissements	Cessions et sorties	Virements poste à poste	V.Brute au 31/12/2009	
Ecart d'acquisitions						
Immobilisations en non valeurs						
Immobilisations incorporelles	24 306 078	450 920	7 840	0	24 749 158	
Brevets, marques, droits, valeurs similaires	2 131 063	254 582	7 840	-204 490	2 582 295	
Fonds commercial	22 000 000				22 000 000	
Autres immobilisations incorporelles	175 015	196 338		204 490	166 863	
Immobilisations corporelles	60 910 963	20 979 932	1 640 813	0	80 250 083	
Terrains	10 992 388	15 125 000			26 117 388	
Constructions	39 144 397	177 707			39 322 104	
Installations techniques matériel et outillage	980 100	235 550			1 215 650	
Matériel de transport	1 638 326	199 495	130 376		1 707 444	
Mobilier, matériel de bureau et aménagement	7 872 429	1 744 325	1 510 437	-65 600	8 171 917	
Autres immobilisations corporelles	217 724	583			218 307	
Immobilisations corporelles en cours	65 600	3 497 272		65 600	3 497 272	
Immobilisations financières	8 855 424	5 549 950	3 895 128	0	10 510 246	
Titre mis en équivalence	88 482	23 560			112 042	
TOTAL	94 160 947	27 004 362	5 543 781		115 621 528	
EVOLUTION DES AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS						
	Montant au 31/12/2008	Dotations	Regularisation	Cessions et sorties	Virements de poste à poste	Montant au 31/12/2009
Ecart d'acquisitions						
Immobilisations en non valeurs						
Immobilisations incorporelles	1 188 377	282 860	-	7 616		1 463 621
Brevets, marques, droits, valeurs similaires	1 188 377	282 860		7 616		1 463 621
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles						
Immobilisations corporelles	12 429 977	3 909 926	-	1 235 732	0	15 104 171
Terrains						
Constructions	7 522 963	2 210 740				9 733 702
Installations techniques matériel et outillage	546 028	216 132				762 160
Matériel de transport	575 165	311 344		118 525		767 984
Mobilier, matériel de bureau et aménagement	3 688 152	1 152 165		1 117 208		3 723 108
Autres immobilisations corporelles	97 670	19 546				117 215

Immobilisations corporelles en cours	-					-
Immobilisations financières	1 346 176			777 483	0	568 693
TOTAL	14 964 530	4 192 785	-	2 020 831	0	17 136 485

3.5. Tableau des provisions pour risques et charges

FLUX DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES					En Dirhams	
	Montant au 31/12/2008		Dotations		Reprises	Montant au 31/12/2009
Provisions pour risques	2 898 966		47 302		2 898 966	47 302
Provisions pour charges						
TABLEAU DES TITRES DE PARTICIPATION NON CONSOLIDES					En Dirhams	
Sociétés non consolidées		Capital Social	Résultat Net au 31/12/2009		Valeur Nette au 31/12/2009	Variation
ATOLL DISTRIBUTION		2 000 000	-3 987		1 882 081	
TABLEAU DES CREANCES					En Dirhams	
	Valeur brute au 31/12/2009	Moins d'un an	Plus d'un an	Dépréciation	VN au 31/12/2009	Valeur brute au 31/12/2008
Créances de l'actif immobilisé	7 537 807			-	7 537 807	5 217 136
Prêts immobilisés						
Autres créances Financières	7 537 807		7 537 807	-	7 537 807	5 217 136
Clients et comptes rattachés	467 975 352	467 975 352		20 624 226	447 351 126	406 800 027
Autres créances et comptes						
de régularisations	34 400 534	34 400 534			34 400 534	44 344 337
Fournisseurs débiteurs avances et acomptes	1 260 680	1 260 680			1 260 680	3 489 317
Personnel	263 395	263 395			263 395	229 235
Etat	31 595 348	31 595 348			31 595 348	37 706 132
Comptes d'Associés						
Autres débiteurs	193 148	193 148			193 148	258 638
Comptes de régularisations actif	1 087 963	1 087 963			1 087 963	2 661 015

3.6. Variation des capitaux propres consolidés

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS						
	Capital	Primes	Réserves Consolidées	Résultat de l'exercice	Ecart de conversion	Total des capitaux Propres
Situation au 31/12/2007	113 513 500	37 125 050	34 170 117	28 524 606		213 333 273
Affectation du résultat			28 524 606	-28 524 606		
Résultat net de l'exercice				36 343 507		36 343 507
Dividendes distribués			-13 621 620			-13 621 620
Augmentation du Capital						0
Autres affectations			507 053		-139 489	367 564
Situation au 31/12/2008	113 513 500	37 125 050	49 580 156	36 343 507	-139 489	236 422 724
Affectation du résultat			36 343 507	-36 343 507		0
Résultat net de l'exercice				51 234 939		51 234 939
Dividendes distribués			-17 027 025			-17 027 025
Augmentation du Capital						0
Autres affectations			614 002		-148 455	465 547
Situation au 31/12/2009	113 513 500	37 125 050	69 510 640	51 234 939	-148 455	271 235 674

3.7. Tableau des engagements hors bilan (Etat B9)

ENGAGEMENTS HORS BILAN		En Dirhams	
	2009	2008	
Engagements donnés			
Avals et Cautions			
Engagements en matières de pensions de retraites et obligations similaires			
Autres engagements donnés			
Engagements reçus	271 035 000,00	22 300 000	
Avals et Cautions	271 035 000	22 300 000	
Obligations cautionnées			
Autres engagements reçus			

4. Etats financiers de Distrisoft (exercices 2006 à 2009)

4.1. Bilan (actif)

ACTIF	2006	2007	2008	2009
IMMOBILISATION EN NON VALEUR (a)	70 041,87	40 620,50	97 648,73	69 836,76
Frais préliminaires	70 041,87	40 620,50	97 648,73	69 836,76
Charges à répartir sur plusieurs exercices	0,00	0,00	0,00	0,00
Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (b)	184 528,22	132 599,98	616 889,15	485 889,94
Immobilisations en recherche et développement	0,00	0,00	0,00	0,00
Brevets, marques, droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds commercial	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	184 528,22	132 599,98	616 889,15	485 889,94
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (c)	1 354 916,36	2 591 996,60	5 628 135,16	5 029 286,89
Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00
Installations techniques, matériel et outillage	1 506,50	1 054,55	0,00	0,00
Matériel de transport	113 972,70	570 608,64	585 676,28	628 383,65
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	1 239 437,16	1 136 247,85	5 042 458,88	4 400 903,24
Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles en cours	0,00	884 085,56	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (d)	246 179,27	768 420,64	696 557,25	751 453,48
Prêts immobilisés	0,00	122 391,37	142 553,84	199 516,48
Autres créances financières	246 179,27	646 029,27	554 003,41	551 937,00
Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00
ECARTS DE CONVERSION - ACTIF (e)	0,00	0,00	0,00	0,00
Diminution des créances immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00
Augmentation des dettes de finance	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL I (a+b+c+d+e)	1 855 665,72	3 533 637,72	7 039 230,29	6 336 467,07
STOCKS (f)	30 773 864,00	59 273 373,23	63 920 576,78	65 110 307,90
Marchandises	30 773 864,00	59 273 373,23	63 920 576,78	65 110 307,90
Matières et fournitures consommables	0,00	0,00	0,00	0,00
Produits en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Produits interm. et produits resid.	0,00	0,00	0,00	0,00
Produits finis	0,00	0,00	0,00	0,00
CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (g)	125 008 308,91	191 267 379,55	227 344 206,81	227 951 527,74
Fournis. débiteurs, avances et acomptes	886 522,79	1 580 185,73	2 246 479,67	4 621 824,63
Clients et comptes rattaches	106 986 457,75	167 587 072,56	197 574 048,62	196 099 663,34
Personnel	124 108,45	47 500,00	109 020,76	46 100,00
Etat	16 819 537,52	21 825 939,48	27 245 106,51	24 672 841,09
Comptes d'associés	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres débiteurs	23 064,00	71 893,00	0,00	2 348 745,62
Compte de régularisation actif	168 618,40	154 788,78	169 551,25	162 353,06
TITRES ET VALEUR DE PLACEMENT (h)	0,00	2 136 211,31	11 820 789,93	5 262 917,80
ECART DE CONVERSION - ACTIF (i)	96 873,23	81 534,91	218 951,93	217 182,87
TOTAL II (f+g+h+i)	155 879 046,14	252 758 499,00	303 304 525,45	298 541 936,31
TRESORERIE - ACTIF	8 809 026,08	15 224 179,66	10 819 168,43	24 628 583,50

Chèques et valeurs à encaisser	8 553 622,18	4 696 004,30	9 137 440,91	19 680 469,58
Banques, T.G & CP	253 518,99	10 518 952,26	1 680 154,68	4 945 379,68
Caisses, régies d'avances et accreditifs	1 884,91	9 223,10	1 572,84	2 734,24
TOTAL III	8 809 026,08	15 224 179,66	10 819 168,43	24 628 583,50
TOTAL GENERAL I+II+III	166 543 737,94	271 516 316,38	321 162 924,17	329 506 986,88

4.2. Bilan (passif)

PASSIF	2006	2007	2008	2009
CAPITAUX PROPRES				
Capital social ou personnel (1)	33 361 300,00	33 361 300,00	50 041 900,00	50 041 900,00
moins: Actionnaires, capital souscrit non appele dont vers..	0,00	0,00	0,00	0,00
Prime d'emission, de fusion, d'apport	16 639 113,00	16 639 113,00	0,00	0,00
Ecart de reevaluation	0,00	0,00	0,00	0,00
Reserve legale	1 524 360,74	2 325 782,91	3 533 534,57	4 794 523,34
Autres reserves	415 957,54	815 957,54	774 470,54	2 274 470,54
Report à nouveau (2)	9 069 314,20	14 888 784,30	23 091 425,90	31 214 832,56
Resultat nets en instance d'affectation (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Resultat net de l'exercice (2)	16 028 443,27	24 155 033,26	25 219 775,43	25 096 601,99
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (a)	77 038 488,75	92 185 971,01	102 661 106,44	113 422 328,43
CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (b)	0,00	1 500 000,00	0,00	0,00
Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions reglementees	0,00	1 500 000,00	0,00	0,00
DETTES DE FINANCEMENT (c)	0,00	0,00	0,00	0,00
Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres dettes de financement	0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES (d)	0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour charges	0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour risques	0,00	0,00	0,00	0,00
ECARTS DE CONVERSION - PASSIF (e)	0,00	0,00	0,00	0,00
Augmentation des creances immobilisees	0,00	0,00	0,00	0,00
Diminution des dettes de financement	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL I (a+b+c+d+e)	77 038 488,75	93 685 971,01	102 661 106,44	113 422 328,43
DETTES DU PASSIF CIRCULANT (f)	62 908 896,57	113 482 097,61	96 563 934,00	88 883 583,73
Fournisseurs et comptes rattaches	39 319 744,06	78 136 476,48	58 119 527,04	48 675 802,79
Clients crediteurs, avances et acomptes	0,00	0,00	0,00	0,00
Personnel	30 715,50	27 132,00	29 951,95	11 729,58
Organismes sociaux	179 061,34	216 413,51	234 284,88	265 131,54
Etat	23 287 242,43	34 805 781,18	36 811 377,21	39 438 112,34
Comptes d'associes	0,00	0,00	27 990,00	53 010,00
Autres creances	0,00	0,00	832 849,00	0,00
Comptes de regularisation - passif	92 133,24	296 294,44	507 953,92	439 797,48
AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET	1086218,23	1 477 835,91	1 619 074,93	1 921 215,87

CHARGES (g)				
ECARTS DE CONVERSION - PASSIF (h)(Elements circulants)	94 936,37	407 070,88	646 915,00	56 934,32
TOTAL II (f+g+h)	64 090 051,17	115 367 004,40	98 829 923,93	90 861 733,92
TRESORERIE PASSIF	25 415 198,02	62 463 340,97	119 671 893,80	125 222 924,53
Credits d'escompte	0,00	0,00	0,00	0,00
Credits de tresorerie	22 359 307,49	60 000 000,00	68 283 507,77	108 801 394,34
Banques (soldes crediteurs)	3 055 890,53	2 463 340,97	51 388 386,03	16 421 530,19
TOTAL III	25 415 198,02	62 463 340,97	119 671 893,80	125 222 924,53
TOTAL I+II+III	166 543 737,94	271 516 316,38	321 162 924,17	329 506 986,88

4.3. Compte de produits et de charges (CPC)

	2006	2007	2008	2009
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Ventes de marchandises	360 494 302,76	450 964 343,62	501 869 924,00	528 231 396,37
Ventes de biens et services produits	1 507 513,51	874 837,11	914 999,00	1 065 265,41
Chiffres d'affaires	362 001 816,27	451 839 180,73	502 784 923,00	529 296 661,78
Variation de stock de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations produites pour l'Ese p/elle même	0,00	0,00	0,00	0,00
Subvention d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres produits d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00
Reprises d'exploitation; transfert de charges	3 211 551,70	2 000 749,83	5 897 428,00	4 220 995,24
TOTAL I	365 213 367,97	453 839 930,56	508 682 351,00	533 517 657,02
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats revendus de marchandises	319 299 983,62	394 307 772,14	443 901 420,00	474 142 207,24
Achats consommés de matières et de fournitures	1 409 917,65	600 943,60	1 196 271,00	811 133,59
Autres charges externes	4 587 282,08	5 231 032,95	6 510 417,00	6 340 656,65
Impôts et taxes	456 071,91	435 630,00	736 465,00	802 449,50
Charges de personnel	9 868 273,35	10 880 024,65	14 149 638,00	14 135 204,94
Autres charges d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00
Dotations d'exploitation	2 668 149,05	6 388 019,79	5 971 450,00	9 933 484,16
TOTAL II	338 289 677,66	417 843 423,13	472 465 661,00	506 165 136,08
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	26 923 690,31	35 996 507,43	36 216 690,00	27 352 520,94
PRODUITS FINANCIERS				
Produits des titres de participation et autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00
Gains de change	1 135 829,10	839 231,01	2 928 094,00	2 015 365,28
Intérêts et autres produits financiers	435 461,13	278 009,86	272 868,00	8 518 258,99
Reprises financières; transfert de charges	241 127,68	96 873,23	81 535,00	1 944 356,93
TOTAL IV	1 812 417,91	1 214 114,10	3 282 497,00	12 477 981,20
CHARGES FINANCIERES				
Charges d'intérêts	1 888 627,36	2 016 525,59	3 313 291,00	4 020 008,41
Pertes de changes	873 088,83	622 532,68	1 674 755,00	1 903 339,55
Autres charges financières	0,00	0,00	0,00	262 900,00
Dotations financières	96 873,23	81 534,91	218 952,00	217 182,87
TOTAL V	2 858 589,42	2 720 593,18	5 206 998,00	6 403 430,83
RESULTAT FINANCIER (IV - V)	-1 046 171,51	-1 506 479,08	-1 924 501,00	6 074 550,37
RESULTAT COURANT (III - V I)	25 877 518,80	34 490 028,35	34 292 189,00	33 427 071,31
PRODUITS NON COURANTS				

Produits des cessions d'immobilisations	1 000,00	0,00	26 500,00	54 400,00
Subventions d'équilibre	0,00	0,00	0,00	0,00
Reprises sur subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres produits non courants	266 392,39	106 129,34	77 736,00	15 911,52
Reprises non courantes; transferts de charges	400 000,00	0,00	1 500 000,00	0,00
TOTAL VIII	667 392,39	106 129,34	1 604 236,00	70 311,52
CHARGES NON COURANTES				
Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées	468,13	0,00	354 931,00	1 125,00
Subventions accordées	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres charges non courantes	2 491 514,79	4 900,43	4 797,00	63 705,84
Dotations non courantes aux amortiss. et provision	0,00	1 500 000,00	1 725 405,00	0,00
TOTAL IX	2 491 982,92	1 504 900,43	2 085 133,00	64 830,84
RESULTAT NON COURANT (VIII- IV)	-1 824 590,53	-1 398 771,09	-480 897,00	5 480,68
RESULTAT AVANT IMPOTS (VII+ X)	24 052 928,27	33 091 257,26	33 811 292,00	33 432 551,99
IMPOTS SUR LES RESULTATS	8 024 485,00	8 936 224,00	8 591 518,00	8 335 950,00
RESULTAT NET (XI - XII)	16 028 443,27	24 155 033,26	25 219 775,00	25 096 601,99

4.4. Etat des soldes de gestion (ESG)

		EXERCICE 2 009	EXERCICE 2 008	EXERCICE 2 007	EXERCICE 2 006
	Ventes de marchandises (en l'etat)	528 231 396,37	501 869 924,01	450 964 343,62	360 494 302,76
-	Achats revendus de marchandises	474 142 207,24	443 901 419,88	394 307 772,14	319 299 983,62
=	MARGES BRUTES SUR VENTES EN L'ETAT	54 089 189,13	57 968 504,13	56 656 571,48	41 194 319,14
+	PRODUCTION DE L'EXERCICE (3+4+5)	1 065 265,41	914 998,93	874 837,11	1 507 513,51
	Ventes de biens et services produits	1 065 265,41	914 998,93	874 837,11	1 507 513,51
	Variation de stocks de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
	Immobilisations produites par l'Ese pour elle même	0,00	0,00	0,00	0,00
-	CONSOMMATION DE L'EXERCICE (6+7)	7 151 790,24	7 706 688,07	5 831 976,55	5 997 199,73
	Achats consommés de matières et fournitures	811 133,59	1 196 270,72	600 943,60	1 409 917,65
	Autres charges externes	6 340 656,65	6 510 417,35	5 231 032,95	4 587 282,08
=	VALEUR AJOUTEE (I+II+III)	48 002 664,30	51 176 814,99	51 699 432,04	36 704 632,92
+	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00
-	Impôts et taxes	802 449,50	736 464,50	435 630,00	456 071,91
-	Charges de personnel	14 135 204,94	14 149 638,31	10 880 024,65	9 868 273,35
=	EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (E.B.E)	33 065 009,86	36 290 712,18	40 383 777,39	26 380 287,66
+	Autres produits d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00
-	Autres charges d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00
+	Reprises d'exploitation: transfert de charges	4 220 995,24	5 897 428,38	2 000 749,83	3 211 551,70
-	Dotations d'exploitation	9 933 484,16	5 971 450,25	6 388 019,79	2 668 149,05
=	RESULTAT D'EXPLOITATION (+ ou -)	27 352 520,94	36 216 690,31	35 996 507,43	26 923 690,31
	RESULTAT FINANCIER	6 074 550,37	-1 924 500,38	-1 506 479,08	-1 046 171,51
=	RESULTAT COURANT (+ ou -)	33 427 071,31	34 292 189,93	34 490 028,35	25 877 518,80

	RESULTAT NON COURANT (+ ou -)	5 480,68	-480 896,50	-1 398 771,09	-1 824 590,53
-	Impôts sur les resultats	8 335 950,00	8 591 518,00	8 936 224,00	8 024 485,00
=	RESULTAT NET DE L'EXERCICE (+ ou -)	25 096 601,99	25 219 775,43	24 155 033,26	16 028 443,27

4.5. Tableau de financement

MASSES		Exercice 2009 a	Exercice 2008 b	Variations 2009-2008	
				Emplois c	Ressources d
1	Financement Permanent	113 422 328,43	102 661 106,44		10 761 221,99
2	Moins actif immobilisé	6 336 467,07	7 039 230,29		702 763,22
3	= Fonds de Roulement Fonctionnel (1-2) (A)	107 085 861,36	95 621 876,15		11 463 985,21
4	Actif circulant	298 541 936,31	303 304 525,45		4 762 589,14
5	Moins passif circulant	90 861 733,92	98 829 923,93	7 968 190,01	
6	= Besoin de Financement global (4-5) (B)	207 680 202,39	204 474 601,52	3 205 600,87	
7	TRESORERIE NETTE (Actif-Passif) = A-B	-100 594 341,03	-108 852 725,37	8 258 384,34	

II EMPLOIS ET RESSOURCES	EXERCICE 2009		EXERCICE 2008	
	EMPLOIS	RESSOURCES	EMPLOI	RESSOURCES
I RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)				
* AUTOFINANCEMENT (A)		11 927 066,37		10 394 845,16
+ Capacité d'autofinancement		26 262 446,37		25 139 485,16
- Distributions de bénéfices		14 335 380,00		14 744 640,00
* CESSIONS ET REDUCTIONS D'IMMOS (B)		54 400,00		98 363,40
+ Cessions d'immobilisations incorpor.				
+ Cessions d'immobilisation corporelles		54 400,00		26 500,00
+ Cessions d'immobilisation financières		0,00		0,00
+ récupérations sur créances immobilisées		0,00		71 863,40
* AUGMENTATION DES CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES (C)	0	0,00	0,00	0,00
+ Augmentation du capital , apports		0,00		0,00
+ Subventions d'investissement		0,00		0,00
AUGMENTATION DES DETTES DE FINANCEMENT (D)		0,00		0,00
TOTAL RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)	0	11 981 466,37	0,00	10 493 208,56
II EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)				
ACQUISITIONS ET AUGMENTATIONS D'IMMOBILISATIONS (E)	517 481,16		4 918 603,70	
+ Acquisitions d'immobilisations incorpor.	25 678,00		606 058,64	
+ Acquisitions d'immobilisation corporelles	436 906,93		4 312 545,06	
+ Acquisitions d'immobilisation financières				
+ Augmentation des créances immob.	54 896,23			
* REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES (F)	0,00		0,00	

* REMBOURSEMENTS DES DETTES DE FINANCEMENT (G)				
* EMPLOIS EN NON VALEURS (H)	0,00			105 062,00
TOTAL II - EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)	517 481,16			5 023 665,70
III VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B.F.G)	3 205 600,87			67 083 106,92
IV VARIATION DE LA TRESORERIE	8 258 384,34	0,00		61 613 564,06
TOTAL GENERAL	11 981 466,37	11 981 466,37		72 106 772,62

4.6. Immobilisations, amortissements, cessions et retraits (Etats B2, B2 bis et B3)

Etat B2

2009

N A T U R E	MONTANT BRUT DEBUT EX.	AUGMENTATION			DIMINUTION			MONTANT BRUT FIN EX.
		ACQUISITION	PROD POUR ELLE MEME	VIREMENT	CESSIONS	RETRAIT	VIREMENT	
I. Immobilisations en non valeurs * Frais préliminaires	139 060							139 060
SOUS TOTAL I	139 060	-	-	-	-	-	-	139 060
II. Immobilisations incorporelles * Fonds Commercial * Autres Immobilisations Incorporelles	- 768 407							- 794 085
SOUS TOTAL II	768 407	25 678	-	-	-	-	-	794 085
III- Immobilisations corporelles * Terrains * Constructions * Installations Techniques, Matériel & Outillage * Matériel de Transport * Mobilier, Matériel de Bureau & Aménagement * Immobilisations Corporelles en cours	1 015 743 6 972 006	233 845 203 062				9 355 9 000		- - 1 231 233 7 175 067 -
SOUS TOTAL III	7 987 748	436 907	-	-	9 355	9 000	7 039 230	8 406 300
TOTAL GLOBAL	8 895 215	462 585	-	-	9 355	9 000	7 039 230	9 339 445

Etat B2bis

2009

N A T U R E	Cumul Début Exercice	Dotation de L'Exercice	Amortissements sur Immobilisation Sortie - retrait	Cumul d'Amortis Fin d'Exercice
I - IMMOBILISATION EN NON VALEURS * Frais préliminaires	41 411,11	27 811,97		69 223,08
SOUS TOTAL I	41 411,11	27 811,97	0,00	69 223,08

II - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
* Fonds Commercial				
* Autres Immobilisations Incorporelles	151 518,06	156 677,21		308 195,27
SOUS TOTAL II	151 518,06	156 677,21	0,00	308 195,27
III - IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
* Terrains				
* Constructions				
* Installations Techniques, Matériel & Outillages				
* Matériel de Transport	430 066,26	190 012,88	17 230,25	602 848,89
* Mobilier, Matériel de Bureau & Aménagements Divers	1 929 546,80	844 617,32		2 774 164,12
SOUS TOTAL III	2 359 613,06	1 034 630,20	17 230,25	3 377 013,01
TOTAL GENERAL	2 552 542,23	1 219 119,38	17 230,25	3 754 431,36

**TABLEAU DES PLUS VALUES OU MOINS VALUES SUR CESSIONS
OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS**

Etat B3

Exercice 2009

Date de Cession ou de Retrait	Compte Principale	Montant Brut	Amortissements Cumulés	Valeur nette d'Amortissements	Produits de cession	Plus values	Moins Values
2009	23400	7 300,00	7 300,00	0,00	1 400,00	1 400,00	
2009	23400	9 000,00	7 875,00	1 125,00	0,00		1 125,00
2009	23400	2 055,25	2 055,25	0,00	53 000,00	53 000,00	
	Totaux	18 355,25	17 230,25	1 125,00	54 400,00	54 400,00	1 125,00

4.7. Tableau des participations (Etat B4)

Etat B4 Exercices 2006 à 2009

Raison Sociale de la Société émettrice	Secteur d'activité	Capital Social	Participation de la Société en %	Prix d'acquisition globale	Valeur Comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au C.P.C. de l'exercice
						Date de Clôture	Situation nette	Résultat net	
			N E	A	N	T			
			Total	-	-				

4.8. Tableau des provisions (Etat B5)

Etat B5

Exercice 2009

NATURE	Montant début d'exercice	DOTATIONS			REPRISES			Montant fin d'exercice
		D'exploitation	Financières	Non Courantes	D'exploitation	Financières	Non Courantes	
Provision pour dépréciation de l'actif immobilisé								0,00
Provisions réglementées								0,00
Provisions durables pour risques et charges								0,00
SOUS TOTAL (A)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)	11 992 256	7 010 332			2 348 042	1 725 405		14 929 141
Autres provisions pour risques et charges	1 619 075	1 704 033	217 183		1 400 123	218 952		1 921 216
Provision pour dépréciation des comptes de trésorerie							0	
SOUS TOTAL (B)	13 611 331	8 714 365	217 183	0	3 748 165	1 944 357		16 850 357
TOTAL (A+B)	13 611 331	8 714 365	217 183	0	3 748 165	1 944 357		16 850 357

Exercice 2008

NATURE	Montant début d'exercice	DOTATIONS			REPRISES			Montant fin d'exercice
		D'exploitation	Financières	Non Courantes	D'exploitation	Financières	Non Courantes	
Provision pour dépréciation de l'actif immobilisé								0,00
Provisions réglementées	1 500 000						1 500 000	0,00
Provisions durables pour risques et charges								0,00
SOUS TOTAL (A)	1 500 000	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500 000	0,00
Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)	11 287 930	5 619 744			4 915 417			11 992 256
Autres provisions pour risques et charges	1 477 836	985 833	218 952		982 011	81 535		1 619 075
Provision pour dépréciation des comptes de trésorerie								
SOUS TOTAL (B)	12 765 766	6 605 577	218 952	0	5 897 428	81 535	0	13 611 331
TOTAL (A+B)	14 265 766	6 605 577	218 952	0	5 897 428	81 535	1 500 000	13 611 331

Exercice 2007

NATURE	Montant début d'exercice	DOTATIONS			REPRISES			Montant fin d'exercice
		D'exploitation	Financières	Non Courantes	D'exploitation	Financières	Non Courantes	
Provision pour dépréciation de l'actif immobilisé								0,00
Provisions réglementées	0,00			1 500 000			0,00	1 500 000,00
Provisions durables pour risques et charges								0,00
SOUS TOTAL (A)	0,00	0,00	0,00	1 500 000	0,00	0,00	0,00	1 500 000,00
Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)	7 883 780	4 829 845			1 425 695			11 287 930
Autres provisions pour risques et charges	1 086 218	982 011	81 535		575 055	96 873		1 477 836
Provision pour dépréciation des comptes de trésorerie								
SOUS TOTAL (B)	8 969 998	5 811 856	81 535	0	2 000 750	96 873	0	12 765 766
TOTAL (A+B)	8 969 998	5 811 856	81 535	1 500 000	2 000 750	96 873	0	14 265 766

Exercice 2006

NATURE	Montant début d'exercice	DOTATIONS			REPRISES			Montant fin d'exercice
		D'exploitation	Financières	Non Courantes	D'exploitation	Financières	Non Courantes	
Provision pour dépréciation de l'actif immobilisé								0,00
Provisions réglementées	400 000,00						400 000,00	0,00
Provisions durables pour risques et charges								0,00
SOUS TOTAL (A)	400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400 000,00	0,00
Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)	8 966 774	1 543 632			2 626 625			7 883 780
Autres provisions pour risques et charges	1 240 344	575 055	96 873		584 926	241 128		1 086 218
Provision pour dépréciation des comptes de trésorerie								
SOUS TOTAL (B)	10 207 118	2 118 687	96 873	0	3 211 552	241 128	0	8 969 998
TOTAL (A+B)	10 607 118	2 118 687	96 873	0	3 211 552	241 128	400 000	8 969 998

4.9. Tableau des créances (Etat B6)

Etat B6

Exercice
2009

CREANCES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en devises	Montants sur l'Etat et org publics	Montants sur entp liées	Montants représentés par des effets
DE L'ACTIF IMMOBILISE								
* Prêts immobilisés	199 516	199 516						
* Autres créances financières	551 937	551 937						
DE L'ACTIF CIRCULANT								
* Fournisseurs débiteurs, avances et comptes	4 621 825	79 073	4 542 752					
* Clients et comptes rattachés	208 098 243	9 861 784	183 381 409	14 855 050			947 408	29 401 678
* Personnel	46 100		46 100					
* Etat	24 672 841	370 928	24 301 913			24 672 841		
* Compte d'associés	0							
* Autres débiteurs	2 348 746		2 348 746					
* Comptes de régularisation-actif	162 353		162 353					

Exercice 2008

CREANCES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en devises	Montants sur l'Etat et org publics	Montants sur entp liées	Montants représentés par des effets
DE L'ACTIF IMMOBILISE								
* Prêts immobilisés	142 554	142 554						
* Autres créances financières	554 003	554 003						
DE L'ACTIF CIRCULANT								
* Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	2 246 480		2 246 480					
* Clients et comptes rattachés	205 523 448	8 162 782	197 360 666	9 368 521			3 592 720	14 686 464
* Personnel	109 021		109 021					
* Etat	27 245 107	93 932	27 151 174			27 245 107		
* Compte d'associés	0		0					
* Autres débiteurs	0		0					
* Comptes de régularisation-actif	169 551		169 551					

Exercice 2007

CREANCES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en devises	Montants sur l'Etat et org publics	Montants sur entp liées	Montants représentés par des effets
DE L'ACTIF IMMOBILISE								
* Prêts immobilisés	122391,37	122391,37						
* Autres créances financières	646 029	176 179	469 850					
DE L'ACTIF CIRCULANT								
* Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	1 580 186		1 580 186					
* Clients et comptes rattachés	175 114 876	7 578 939	167 535 937	11 769 714			1 243 124	47 278 231
* Personnel	47 500		47 500					
* Etat	21 825 939	18 389	21 807 550			21 825 939		
* Compte d'associés	0		0					
* Autres débiteurs	71 893		71 893					
*Comptes de régularisation-actif	154 789		154 789					

Exercice 2006

CREANCES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en devises	Montants sur l'Etat et org publics	Montants sur entp liées	Montants représentés par des effets
DE L'ACTIF IMMOBILISE								
* Prêts immobilisés								
* Autres créances financières	246 179	246 179						
DE L'ACTIF CIRCULANT								
* Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	886 523		886 523					
* Clients et comptes rattachés	113 454 684	7 938 072	105 516 612	8 091 765	0,00		1 936 244	21 678 561
* Personnel	124 108		124 108					
* Etat	16 819 538	12 797	16 806 741			16 819 538		
* Compte d'associés	0		0					
* Autres débiteurs	23 064		23 064					
*Comptes de régularisation-actif	168 618		168 618					

4.10. Tableau des dettes (Etat B7)

Etat B7

Exercice 2009

DETTES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en devises	Montants vis-à-vis de l'Etat et Org Publics	Montants vis-à-vis des entrep liées	Montants représentés par des effets
DE FINANCEMENT								
Autres dettes de financement								
DU PASSIF CIRCULANT								
Fournisseurs et comptes rattachés	48 675 803	1 404 115	47 271 688		32 662 164			1 634 898
Clients créditeurs, avances et acomptes	0		0					
Personnel	11 730		11 730					
Organismes sociaux	265 132		265 132			265 132		
Etat	39 438 112	1 643 631	37 794 482			39 438 112		
Compte d'associés	53 010	27 990	25 020					
Autres créanciers	0							
Comptes de régularisation - Passif	439 797		439 797					

Exercice 2008

DETTES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en devises	Montants vis-à-vis de l'Etat et Org Publics	Montants vis-à-vis des entrep liées	Montants représentés par des effets
DE FINANCEMENT								
Autres dettes de financement								
DU PASSIF CIRCULANT								
Fournisseurs et comptes rattachés	58 119 527	1 539 886	56 579 641		38 231 395		15 788	938 974
Clients créditeurs, avances et acomptes	0		0					
Personnel	29 952		29 952					
Organismes sociaux	234 285		234 285			234 285		
Etat	36 811 377	1 216 672	35 594 706			36 811 377		
Compte d'associés	27 990		27 990					
Autres créanciers	832 849		832 849					

Comptes de régularisation - Passif	507 954		507 954					
------------------------------------	---------	--	---------	--	--	--	--	--

Exercice 2007

DETTES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en devises	Montants vis-à-vis de l'Etat et Org Publics	Montants vis-à-vis des entrep liées	Montants représentés par des effets
DE FINANCEMENT								
Autres dettes de financement								
DU PASSIF CIRCULANT								
Fournisseurs et comptes rattachés	78 136 476	169 331	77 967 146		63 470 253		49 908	533 889
Clients créditeurs, avances et acomptes	0		0					
Personnel	27 132		27 132					
Organismes sociaux	216 414		216 414			216 414		
Etat	34 805 781	1 324 758	33 481 023			34 805 781		
Compte d'associés	0		0					
Autres créanciers	0		0					
Comptes de régularisation - Passif	296 294		296 294					

Exercice 2006

DETTES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en devises	Montants vis-à-vis de l'Etat et Org Publics	Montants vis-à-vis des entrep liées	Montants représentés par des effets
DE FINANCEMENT								
Autres dettes de financement								
DU PASSIF CIRCULANT								
Fournisseurs et comptes rattachés	39 319 744	145 352	39 174 392		32 005 306		171 923	803 934
Clients créditeurs, avances et acomptes	0		0					
Personnel	30 716		30 716					
Organismes sociaux	179 061		179 061			179 061		
Etat	23 287 242	1 206 328	22 080 914			23 287 242		
Compte d'associés	0		0					
Autres créanciers	0		0					
Comptes de régularisation - Passif	92 133		92 133					

4.11. Tableau des suretés (Etat B8)

Tiers créditeurs ou tiers débiteurs	Montant couvert par la sûreté	Nature (1)	Date et lieu d'inscription	Objet (2) (3)	Valeur comptable nette de la sureté donnée à la date de clôture
Sûretés données			NEANT		
Sûretés reçues			NEANT		

4.12. Engagements hors bilan (Etat B9)

Etat B9

2009

ENGAGEMENTS DONNES	Montants Exercice	Montants Exercice Précédent
* Avals et cautions	Néant	Néant
* engagements en matière de pensions de retraites et obligations similaires	Néant	Néant
* autres engagements donnés		
_ Caution personnelle		
_ Délégation d'assurance vie		
_ Couvertures à terme en devise	51 765 947	30 846 246
_ Lettre de credit SBLC	10 225 260	10 600 535
TOTAL (1)	61 991 207	41 446 781

ENGAGEMENTS RECUS	Montants Exercice	Montants Exercice Précédent
* Avals et cautions	109 807 975	103 955 975
* Autres engagements reçus		
TOTAL (1)	109 807 975	103 955 975

4.13. Actionnariat (Etat C1)

Etat C1

Exercice 2009

Nom, Prénom ou raison sociale des principaux associés	Adresse	NOMBRE DE TITRES		Valeur Nominale de l'action	MONTANT DU CAPITAL		
		Exercice précédent	Exercice actuel		Souscrit	Appelé	Libéré
KARIM RADI	11, allée abdellah belhaj casa- anfa	90 567	90 567	100	9 056 700	9 056 700	9 056 700
BENJELLOUN		90 568	90 568	100	9 056 800	9 056 800	9 056 800
NAJIB HAKIM	20, rue ksar labdir						
BELMAACHI	casa	7 030	5 333	100	533 300	533 300	533 300
SAID RKAIBI	108, bd ghandi casa						
MILLENIUM	74 Angle Bd	93 945	59 287	100	5 928 700	5 928 700	5 928 700
VENTURES	Abdelmoumen - casa						
CAPITAL	47, Esplanade St	19 967	1	100	100	100	100
MOROCCO	Helier, Jersey						
FRANCOIS IZARD	20, Rue moliere casa	1	1	100	100	100	100
RMA Watanya	83, av de l' Armée						
CNIA Assurance	Royale -casa	-	50 053	100	5 005 300	5 005 300	5005 300
Groupe HAKAM	216, bd Mohamed						
FLOTTANT EN	Zerkouni, casa	-	57 097	100	5 709 700	5 709 700	5 709 700
BOURSE		-	25 147	100	2 514 700	2514 700	2 514 700
	Bourse de casablanca	198 341	122 365	100	12236 500	12236 500	12236 500
TOTAUX		500 419	500 419		50041 900	50041 900	50 041 900

4.14. Affectation des résultats (Etat C2)

Etat C2

Exercice du 01/01/2009 au 31/12/2009

	MONTANT		MONTANT
A. ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER		B. AFFECTATION DES RESULTATS	
(Décision du 07/05/2009)		* Réserve légale	1 260 989
* Report à nouveau	23 091 426	* Autres réserves	1 500 000
* Résultats nets en instance d'affectation		* Tantièmes	
* Resultat net de l'exercice	25 219 775	* Dividendes	14 335 380
* Prélèvements sur les réserves		* Autres affectations	
* Autres Prélèvements		* Report à nouveau	31 214 833
	48 311 201		48 311 201

Exercice du 01/01/2008 au 31/12/2008

	MONTANT		MONTANT
A. ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER		B. AFFECTATION DES RESULTATS	
(Décision du 07/05/2008)		* Réserve légale	1 207 752
* Report à nouveau	14 888 784	* Autres réserves	0
* Résultats nets en instance d'affectation		* Tantièmes	
* Resultat net de l'exercice	24 155 033	* Dividendes	14 744 640
* Prélèvements sur les réserves		* Autres affectations	
* Autres Prélèvements		* Report à nouveau	23 091 426
	39 043 818		39 043 818

Exercice du 01/01/2007 au 31/12/2007

	MONTANT		MONTANT
A. ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER		B. AFFECTATION DES RESULTATS	
(Décision du 05/06/2007)		* Réserve légale	801 422
* Report à nouveau	9 069 314	* Autres réserves	400 000
* Résultats nets en instance d'affectation		* Tantièmes	
* Resultat net de l'exercice	16 028 443	* Dividendes	9 007 551
* Prélèvements sur les réserves		* Autres affectations	
* Autres Prélèvements		* Report à nouveau	14 888 784
	25 097 757		25 097 757

Exercice du 01/01/2006 au 31/12/2006

	MONTANT		MONTANT
A. ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER		B. AFFECTATION DES RESULTATS	
(Décision du 02/06/2006)		* Réserve légale	501 478
* Report à nouveau	5 391 230	* Autres réserves	350 000
* Résultats nets en instance d'affectation		* Tantièmes	
* Resultat net de l'exercice	10 029 562	* Dividendes	5 500 000
* Prélèvements sur les réserves		* Autres affectations (Augmentation capital)	
* Autres Prélèvements		* Report à nouveau	9 069 314
	15 420 792		15 420 792

I. DATATION

Date de clôture (1)	31/12/2009
Date d'établissement des états de synthèse (2)	08/02/2010
(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice (2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse	

II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ère COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

Dates	Indication des événements
	* Favorables
	Néant
	* Défavorables